

citoyen spectateur

# ACTES 1

*solitaires-solidaires*

retranscription des débats organisés  
au cinéma Georges Méliès de Montreuil  
du 5 au 8 mars 1998

avec la contribution de :

Gilles Balbastre (Journaliste reporter images), Denis Berger (enseignant en sciences politiques à Paris VIII), Jean Breschand (journaliste), Christian de Brie (journaliste), Rony Brauman (ancien président de Médecins sans frontières), François Brune (professeur de Français), Pierre Contesenne (membre de *Droits Devant!*), Christophe Dejours (psychologue du travail), Serge Depaquit (secrétaire de l'Association pour l'autogestion, l'initiative locale, et l'économie sociale), Max Dorra (professeur de Médecine), Jean-Pierre Duteuil (auteur de *Vers le mouvement social du 22 mars*), Jean-Baptiste Eyraud (président de *Droit Au Logement*), Richard Farnetti (économiste), Jean-louis Frisulli (Sud 93), Jean-Pierre Garnier (sociologue), Susan George (présidente de l'Observatoire de la mondialisation, Paris), Vincent Glenn (cinéaste), Denis Gravouil (syndicaliste), Serge Halimi (journaliste au *Monde diplomatique*), François Kalfon (rédacteur en chef de la revue *Pétition*), Robert Kramer (cinéaste), Philippe Labarde (membre du CSA, Journaliste), Séverine Labat (politologue), Alain Lebaube (journaliste au *Monde*), Maurice Lemoine (journaliste au *Monde Diplomatique*), Catherine Lévy (sociologue), Alain Lipietz (économiste), Hoang Ngoc Liêm (économiste et directeur de la revue *Pétition*), Pierre Maillot (professeur à l'Ecole nationale Louis Lumière), Henri Maler (philosophe), Philippe Merlant (journaliste), Frank Mintz (historien), Aline Pailler (député européenne), Carlos Pardo (journaliste), Philippe Riutort (politiste à l'Université de Paris X Nanterre), Emma Shnur (philosophe), Denis Sieffert (journaliste à *Politis*), Eyal Sivan (cinéaste), Patrice Spadoni (cinéaste), René Vautier (cinéaste), Patrick Viveret (rédacteur en chef de *Transversales Science/culture*)... et du public.

de l'autre côté, association loi 1901  
10 rue Merlet - 93100 Montreuil  
Tél/Fax : 01 42 87 02 73

# sommaire

## 4 Préface

### INDIVIDU ET DERACINEMENT - JEUDI 5 MARS 1998

#### 6 Flux migratoires: exploitations politiques et réalités

film : *Les gens des baraques*, de Robert Bozzi  
conférence/débat avec : Aline Pailler (député européenne),  
Christian de Brie (journaliste)

#### 10 “Exclusion” ? Réflexions sur la société de compétition, sur les notions de croissance et de productivité.

film : *Au loin s'en vont les nuages*, de Aki Kaurismaki, 1996  
conférence/débat avec : Pierre Contesenne (membre de *Droits Devant!* ),  
Philippe Labarde (membre du CSA, Journaliste, co-auteur de *Ah! Dieu que la guerre économique est jolie*), Alain Lebaube (journaliste au *Monde*)  
modérateur : Patrice Spadoni (cinéaste)

#### 20 Repli sur soi, tentation sécuritaire, xénophobie, incivisme, brouillage des références communes... Réflexions sur les formes et les causes de la dégradation du lien social, en France et au niveau international.

film : *Walk The Walk*, de Robert Kramer  
conférence/débat avec : Robert Kramer (cinéaste),  
Christophe Dejours (psychologue du travail, auteur de *Souffrance en France*),  
Jean-Pierre Garnier (sociologue, auteur de *Des barbares dans la cité*)  
modérateur : Denis Gravouil (syndicaliste)

### INDIVIDU ET ENGAGEMENT - VENDREDI 6 MARS

#### 30 “ 30 ans après mai 68, que reste-t-il des rêves égalitaires? ”

film : *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil  
conférence/débat avec :  
Pierre Maillot (professeur à l'Ecole nationale Louis Lumière)  
Patrick Viveret (rédacteur en chef de *Transversales Science/culture*)  
Jean-Pierre Duteuil (auteur de *Vers le mouvement social du 22 mars*)  
modérateur : Philippe Merlant (journaliste)

#### 35 La crise de la représentativité politique est-elle dans une large mesure du domaine du préjugé (“tous pourris”) ? Ou bien assiste-t-on à une remise en cause des professionnels de la politique plus sérieuse qu’il n’y paraît ?

film : *Quand les femmes ont pris la colère*, de Soazig Chappedelaine  
conférence/débat avec : Denis Sieffert (journaliste à *Politis*),  
Philippe Riutort (politiste à l'Université de Paris X Nanterre),  
Henri Maler (philosophe, auteur de *Convoiter l'impossible*)  
modérateur : Hoang Ngoc Liêm (économiste et directeur de la revue *Pétition*)

#### 43 Caractéristiques et conséquences sociales de ce qu’on appelle “ mondialisation ”

film : *Roger et moi*, de Michaël Moore, 1989  
conférence/débat avec :  
Richard Farnetti (économiste, co-auteur de *le modèle anglo-saxon en question*)  
Susan George (présidente de l'Observatoire de la mondialisation)  
Jean-Baptiste Eyraud (président de *Droit Au Logement*)  
modérateur : Carlos Pardo (journaliste)

## INDIVIDU ET UTOPIE- SAMEDI 7 MARS 1998

**52 Banalisation de la misère, constat d'échec des tentatives internationalistes : entre l'invitation à "cultiver son jardin" et la renonciation à changer le monde ?**

films : *Les voisins*, de Norman McLaren, *Lumières sur un massacre*, de Rithy Panh  
*L'île aux fleurs*, de Jorge Furtado, *Seule*, de Eric Zonca  
 conférence/débat avec :  
 Denis Berger (enseignant en sciences politiques à Paris VIII)  
 Maurice Lemoine (journaliste au *Monde Diplomatique*)  
 Rony Brauman (ancien président de Médecins sans frontières)  
 modérateur : Jean Breschand (journaliste)

**62 Acquis et limites de l'individualisme.  
La fin des idéologies qu'est-ce-que ça veut dire ?**

films : *La ferme des animaux*, de John Halas et Joy Batchelor  
*Conservfilm*, de Zlatin Radev  
 conférence/débat avec :  
 François Brune (professeur de Français, auteur de *Les médias pensent comme moi*),  
 Max Dorra (professeur de Médecine),  
 Serge Halimi (journaliste au *Monde diplomatique*, auteur de *Les Nouveaux chiens de garde*)  
 modérateur : Vincent Glenn (cinéaste)

**70 Quelles alternatives à l'économisme et à la course à la compétitivité. Autogestions, éléments historiques et perspectives.  
Réflexions sur le développement durable.**

film : *Land and freedom*, de Ken Loach (1995)  
 conférence/débat avec : Frank Mintz (historien)  
 Alain Lipietz (économiste, auteur de *La société en sablier*)  
 Serge Depaquit (secrétaire de l'Association pour l'autogestion, l'initiative locale, et l'économie sociale)  
 modérateur : Carlos Pardo (journaliste)

## INDIVIDU ET APPARTENANCE - DIMANCHE 8 MARS 1998

**78 "La défense ou l'affirmation des identités - nationales, régionales, linguistiques, religieuses... conduisent-elles nécessairement à la violence ?"**

film : *Izkor*, de Eyal Sivan, 1990  
 conférence/ débat avec : Séverine Labat (politologue, auteur de *Les islamistes algériens entre les urnes et le maquis*, Ed du Seuil 1995),  
 Emma Shnur (philosophe),  
 Eyal Sivan (cinéaste)

**84 Mouvements sociaux et actualités syndicales**

film : *Dans la rue*, de François Guillemin et Michaël Lheureux, 1996  
 conférence/débat avec : Jean-louis Frisulli (Sud 93)  
 Gilles Balbastre (Journaliste reporter images, auteur de *journalistes au quotidien*)  
 Catherine Lévy (sociologue)  
 modérateur : Pierre Contesenne (*Droits Devants !*)

## Citoyen Spectateur

Avec un tel titre, c'est un peu comme si on s'en prenait à notre propre conscience de peser faiblement sur le cours des choses. Ou comme si on soulignait nos propres contradictions. Comme si, après avoir cultivé notre lucidité quant aux enjeux politiques, nous ne venions plus que faire état de notre impuissance devant les spectacles planétaires de la guerre économique.

Cette impuissance on la retrouvera en observant l'étroite marge de manœuvre des élus politiques, ou pire, leur soumission plus ou moins complète aux intérêts des nouveaux seigneurs de l'économie mondiale : nous ne pouvons que constater que les nouveaux maîtres du capitalisme, multinationales, banques, institutions monétaires internationales, sans aucune sorte de légitimité démocratique, s'arrogent des pouvoirs qu'ils voudraient chaque jour moins discutables.

En face, il y a l'incapacité apparente des citoyens d'unir forces et intelligences, l'absence d'une société civile suffisamment constituée pour résister et s'émanciper des choix dictés par ceux qu'on appelle pudiquement « les marchés ». Il faut d'ailleurs remarquer qu'on parle des « marchés » un peu comme s'il s'agissait de puissances anonymes, et définitivement pas identifiables, boursiers, puissances financières opaques ou mafieuses. Il n'est pourtant pas sûr qu'il soit si difficile d'identifier ces « marchés » et de découvrir enfin qui sont les vrais *responsables*. Et en contradiction relative avec ce qui vient d'être dit, on assiste sans doute, ne serait-ce qu'avec la forte mobilisation qui s'exprime à travers les objectifs d'ATTAC<sup>1</sup>, aux prémices d'un combat de fond contre les paradis fiscaux et autres abus criants du capitalisme transnational.

Regroupement d'individus préoccupés par cet insaisissable ensemble de revendications que peut recouvrir la notion d'*intérêt général*, nous avons cherché, quant à nous, à sortir de cette aliénation selon laquelle il n'y aurait plus grand chose à tenter sur le plan politique, suivant l'argumentaire bien connu que le XX<sup>e</sup> siècle serait là tout entier pour le démontrer... Nous sommes convaincus que l'engagement commence en bas de chez soi, et que de là, se dévoilent une quantité incalculable de choses à faire, en gestes, paroles, échanges, pour faire reculer même un tant soit peu les incompréhensions, injustices, aliénations et violences.

Au cœur des rencontres que nous avons proposées, il y a le constat assez élémentaire que le *regard* est un principe actif, et que contrairement au mouvement d'arrivée de la lumière sur la rétine, il *part* de chacun : il cherche, s'insinue, s'imprègne de l'imaginaire de celui qui regarde l'œuvre, comme de celui qui la crée. Il est l'affirmation que les individus ne sont pas seulement des cibles en attente de ce qu'on leur en mette plein la vue, mais surtout le siège d'une histoire, d'un vécu, d'un pouvoir de sélection.

Plus largement, dans nos sociétés hautement médiatisées, il nous paraît essentiel de considérer toute une série de questions liées au *regard*. Ainsi, lorsque certaines populations se disent *stigmatisées*, littéralement frappées par le regard des autres, c'est que leurs difficultés matérielles et morales s'augmentent de leur conscience d'être perçues comme des ensembles de citoyens de deuxième ou de troisième classe. C'est la reconnaissance même des individus qui passe de plus en plus fréquemment par le fait qu'ils sont ou non médiatisés : *je suis médiatisé donc je suis*. Quel autre message faut-il entendre dans les actes des jeunes casseurs ou incendieurs de voitures, sinon la manifestation du besoin premier d'être *reconnu*, même si c'est dans l'expression d'un mal vivre ou d'un état de manque ?

En 1998, pour la première édition des rencontres citoyen spectateur, l'association des termes Solitaires/Solidaires marquait une interrogation sur l'adhésion plus ou moins consciente, et plus ou moins subie des individus à différents groupes identitaires et sociaux.

En 1999, Public/Cité/Publicité regroupera un ensemble de questions sur ce que peut recouvrir la notion d'*espace public*. Thierry Paquot, rédacteur en chef de la revue *Urbanisme*, en rappelait récemment une définition, décrivant *l'espace public* comme la *publicité de l'opinion*, l'espace formé par ceux qui participent au débat.

<sup>1</sup> Association pour une taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens  
9 bis rue de Valence - 75005 Paris - 01 43 36 30 54 - <http://www.attac.org>

Plus que vouloir produire des séances « ciné-civique », nous avons cherché à mettre l'accent sur un enjeu à plusieurs tiroirs, puisqu'il est à la fois celui du *regard, de l'écoute et de l'échange*. Parce que nous pensons que le monde dépend aussi, peut-être surtout de la façon dont nous savons l'observer et le décrire. Avec la conscience, aussi, qu'il n'est sans doute pas tout à fait impossible de déployer autant d'inventivité dans les conditions de diffusion que dans la production même des œuvres.

Mettre l'accent sur le réel qui se trouve derrière les représentations du réel, passer, comme y invitait Lewis Carroll, de l'autre côté du miroir, sans craindre de donner toute sa place à l'imaginaire. Réentendre la phrase fameuse de Robert Filliou, lorsque celui-ci dit que *l'art est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art..*

Les ACTES qui suivent sont la retranscription des quatre jours de rencontres qui ont eu lieu du 5 au 8 mars 1998 au cinéma Georges Méliès de Montreuil : ils réunissent grilles d'analyses économiques, sociologiques, mythologiques, chiffres, études, regards et sensibilités au croisement de diverses connaissances et compétences.

Les intervenants invités ont eu la possibilité de relire et de préciser certains de leur propos - références, articles, ouvrages complémentaires... - notre objectif, étant de rendre le plus lisible possible les éléments de réflexion apportés. Ils fournissent, à travers un questionnement constant sur l'actualité des solidarités, un certain nombre d'éclairages sur ce que peut recouvrir l'idée de *mouvement social*.

D'un côté, il y avait donc des individus identifiés, journalistes, professeurs, chercheurs etc. De l'autre, le public de spectateurs-citoyens, invité à participer au débat. Les uns ont un nom et un prénom, les autres, pour la plupart sont anonymes.

Ceux qui ont participé aux retranscriptions, comme les intervenants, ont cherché à respecter l'esprit des interventions, sans s'interdire les quelques nuances et synthèses qu'ont permis le recul et l'écrit, mais en essayant de ne pas perdre ce que peuvent être les atouts de l'oralité et des prises de parole spontanées.

Quant aux films, ils ont agi comme des déclencheurs, comme des regards à la fois sensibles et analytiques sur le monde. Ils nous ont invités à considérer nos propres modes de vie et d'engagement.

Et quand on entend parler de "perte de sens", on préférerait entendre perte de "sens collectivement partagé". L'association des termes Solitaires/Solidaires cherchait à poser ce problème là, à savoir la possibilité ou non de définir un tant soit peu une démarche politique à la fin de ce XX<sup>e</sup> siècle à plus d'un titre désespérant. Dans ce sens, « citoyen spectateur », c'est l'accent mis sur le rôle décisif joué par les médias dans le verrouillage ou non des revendications portées par les acteurs du mouvement social, et tout ce qu'ils peuvent inscrire dans le mot *partage*. C'est notre conviction que les citoyens doivent et peuvent agir sur la façon dont ils sont « médiatisés », ce qui dépend, bien sûr, à la fois du rôle de chacun et de notre capacité collective à organiser et renforcer les contre-offensives qui ont commencé à voir le jour.

### **Le comité éditorial des rencontres 1999**

Vincent Glenn, François Guillement, Corinne Chiaradia, Alain Montesse, Julien Colin.

JEUDI 5 MARS 1998 - INDIVIDU ET DERACNEMENT

### Flux migratoires: exploitations politiques et réalités

film : *Les gens des baraques*, de Robert Bozzi  
conférence/débat avec : Aline Pailler (député européenne),  
Christian de Brie (journaliste)

**Aline Pailler** : Aujourd'hui nous sommes à Montreuil, en 1998 et hier, une loi sur l'immigration qui me semble bien insuffisante, a été adoptée. Or au niveau européen, c'est tout un ensemble de lois qui se sont durcies, que ce soit pour l'immigration classique, ou pour le droit d'asile. Bien sûr, si on compare les situations d'hier et d'aujourd'hui, on peut dire que les gens ne sont plus forcément aussi mal logés, dans la boue, avec les rats... Mais le progrès dans le traitement de l'étranger n'a rien d'évident, au contraire.

J'ai été l'auteur cette année d'un rapport sur les droits de l'homme dans les quinze pays de l'Union. A ce titre, nous avons réfléchi à tous les droits de l'homme, sur l'immigration et aussi sur les droits économiques et sociaux... La situation en Europe est telle, que nous avons intérêt à rester vigilants. En exergue de ce rapport, nous avons mis une strophe d'une chanson de Luis Llach, un Catalan qui bien sûr parlait lui d'autres frontières et d'une autre immigration, à l'époque où le franquisme sévissait, mais qui a aujourd'hui toute sa force. Nous l'avons inscrite en catalan et c'est la première fois qu'un texte catalan, est accepté officiellement au Parlement Européen. En effet, les langues régionales ne sont pas reconnues par tous les pays, notamment la France.

On peut également rappeler que certains Etats membres n'ont toujours pas ratifié la *Convention internationale pour la protection des droits des travailleurs migrants et de leur famille*, convention approuvée en assemblée générale des Nations Unies en 1990. Quant à cette chanson, elle dit :

« *Nous venons du Nord, nous venons du Sud, de l'intérieur du pays, d'au delà des mers, et nous ne croyons pas aux frontières si derrière il y a des camarades les mains tendues vers un avenir libéré. Et nous marchons pour pouvoir exister et nous voulons exister pour pouvoir marcher* ».

J'ai tenu à mettre cela parce que les questions liées à l'immigration sont aujourd'hui particulièrement inquiétantes et douloureuses.

**Christian de Brie** : Je vais prolonger la discussion de la façon la plus informelle possible. J'avais préparé un petit topo, mais après un film comme celui là, il est difficile de faire un exposé.

Une des choses que ce film met en mémoire, c'est le discours permanent qu'on entend aujourd'hui et dont le thème dominant est la *maîtrise des flux migratoires*. La phrase elle-même est vidée de tout contenu humain. Parce que la réalité n'a rien à voir avec ce discours que les politiques et les médias ont construit petit à petit dans nos sociétés. Les politiques, presque de tous bords, suivant les circonstances, évidemment beaucoup plus à droite qu'à gauche, et encore plus à l'extrême droite, se sont laissés contaminer par ce

discours vidé de tout contenu humain. Dès qu'on se retrouve en contact avec des situations réelles, on se rend compte à quel point le discours est déconnecté. Et pourtant ce discours est opératoire, puisqu'on le répète indéfiniment, avec beaucoup d'assurance, et qu'il justifie, des législations et réglementations de plus en plus contraignantes, de plus en plus fermées. Le processus est engagé depuis une vingtaine d'années, mais on voit comment, en particulier dans le contexte européen, les différents pays, et la France, peaufinent un dispositif de contrôle administratif, policier, juridique, judiciaire de ce qu'ils appellent les *flux migratoires*.

Or dans cette Union Européenne, de quelques 370 millions d'habitants, il y a une dizaine de millions d'étrangers. Ces fameux "flux migratoires" restent donc très faibles, et s'il en existe beaucoup dans le monde, l'Europe est une des régions du monde où il y en a le moins, contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire.

Les 20 millions de réfugiés dans le monde sont essentiellement dans les pays pauvres d'Asie et d'Afrique, sur des mouvements gigantesques de population, de déplacements de travailleurs d'un pays à l'autre. Et ce qui peut se passer en Europe n'est rien du tout à côté de ce que l'on peut voir dans les pays du Golfe de Guinée en Afrique, dans les régions du Moyen Orient ou d'Asie du Sud-Est. Essayer d'inculquer que le petit îlot de prospérité que constitue l'Europe de l'Ouest est menacé par des vagues d'immigrants dont la seule préoccupation serait de venir profiter - même pas de venir travailler - mais de profiter des avantages sociaux, des conditions matérielles, d'un cadre de vie moins dur que ce qu'ils connaissent, n'a donc rien à voir avec la réalité. Rappelez-vous quand les frontières de l'Est se sont ouvertes, on pourrait retrouver des articles, des éditoriaux qui ont été écrits, des commentaires qui ont été faits à la télé, des discours politiques de soi-disant responsables, qui expliquaient que si on ne prenait pas rapidement des mesures drastiques, on allait être submergés par des flots de Russes et de Polonais. Ce n'est pas vrai. Il ne sont pas venus. On ne les a pas vus. Et pourtant, la circulation des personnes n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui.

Douze milliards de personnes passent les frontières des quinze états d'Europe tous les ans. C'est-à-dire l'équivalent de un cinquième de la population mondiale. Les trois grands aéroports d'Europe, Londres, Francfort et Paris, à eux-seuls voient entrer et sortir près de 150 millions de personnes par an, soit trois fois la population française. Donc les flux de personnes existent. Ils sont permanents. Il sont quasiment en tant que tels incontrôlables. En même temps, on tient un discours visant à établir

des barrières juridiques, policières, judiciaires pour nous protéger contre le fantasme d'une invasion des pauvres sur les terres riches d'Europe occidentale, et en particulier de la France. Puisque la réalité n'a rien à voir avec ce discours fantasmagorique, il faut se demander pourquoi il est tenu.

Je pense que l'explication principale est assez claire. Le système économique européen et français a toujours fonctionné, au cours de ce siècle en particulier, sur l'exploitation systématique, brutale, éhontée, des étrangers, maintenus en situation de fragilité.

Au fond, la situation que l'on construit sur le plan juridique, consiste à se donner en France et en Europe, un volant de main-d'œuvre surexploitable, qui ne pourrait exister si ces étrangers avaient un statut régulier. Ce volant de main-d'œuvre dont on a besoin, même en période de crise de l'emploi, on se le fabrique.

Cela existait déjà avant cette législation, dans les années 50/60, quand on faisait venir des travailleurs en France ou en Europe. Près de la moitié d'entre-eux étaient en situation irrégulière, venaient sans permis de séjour, sans contrat de travail. Mais à cette époque, on ne tenait pas le même discours puisqu'on en avait besoin. Et aujourd'hui dans certains secteurs, le patronat, l'industrie, l'économie européenne ont besoin de ce volant de travailleurs mis en situation irrégulière qui peuvent être exploités dans des conditions semblables à celles qu'ils subissent dans les pays du Sud. Au fond, c'est une façon non pas de délocaliser l'entreprise dans le Sud, mais de délocaliser le Sud en Europe.

Pour que cela continue à se faire, il faut être en mesure de tenir ce discours tout à fait mensonger sur la maîtrise des flux migratoires, qui n'a rien à voir avec la réalité de l'immigration régulière, laquelle a été stoppée depuis une quinzaine d'années.

C'est à cela que me fait penser ce film. Cette rencontre humaine que n'importe qui peut expérimenter, et qui tout d'un coup rend désuet et même assez odieux le discours dominant que l'on entend sur l'immigration dans notre pays.

**Intervenant dans la salle:** Est-ce qu'on peut expliquer pourquoi cette exploitation politique et médiatique fonctionne ? Pourquoi, dans divers sondages, l'immigration est une des préoccupations principales des français ?

**Aline Pailler :** J'adhère totalement à l'analyse de Christian de Brie, mais je rajouterai quelque chose. Je crois que, y compris à gauche, il y a un fond raciste qui nous fait nous méfier de ces gens, nous les fait considérer de manière technocratique comme des chiffres et pas comme des gens, comme des histoires personnelles...

Bien sûr, ce discours n'est pas exploité comme peut le faire le RPR, mais quand on entend le ministre de l'intérieur Monsieur Chevènement, à la fois nous parler de la Nation, comme il en parle quand il parle de l'Europe, et défendre une loi qui dit que jusqu'à dix-huit ans des enfants n'auront pas de nationalité... L'enfant qui est à l'école n'est pas un chiffre, n'est pas un bout de la loi, mais il n'aura

une nationalité qu'à 18 ans. C'est un enfant qui est confronté aux voyages scolaires en Europe par exemple, mais qui ne peut pas suivre ses camarades.

Pour répondre à la question, je crois aussi qu'il y a un vieux réflexe, qui pousse à considérer que le mal vient toujours *d'ailleurs*. Pour tout. On est en plein débat sur l'AMI aujourd'hui. Le mal viendrait des Etats-Unis. Il n'y a des capitalistes qu'aux Etats Unis. Quelles que soient les questions, l'ennemi est toujours à l'extérieur, ce qui évite, évidemment, de se poser les problèmes politiques de fond et des questions sur nous-mêmes.

Il est beaucoup plus facile par exemple, dans le cas de la Seine-Saint-Denis, de dire que c'est la proportion d'immigrés qui pose problème dans le système éducatif que d'expliquer les vraies raisons en profondeur. C'est plus facile que d'expliquer l'échec de la démocratisation de l'éducation nationale depuis des décennies. C'est plus facile que d'expliquer pourquoi on ne peut pas mettre des moyens en enseignants, en infirmiers, en assistantes sociales avec des classes plus petites. Parce que là, on est obligé de rentrer dans les questions politiques, dans les choix économiques qui sont faits.

A tous ceux qui ont des responsabilités politiques, je dis : *« Allez rencontrer les immigrés dont vous discutez le sort, allez les voir, allez les cotoyer, parlez avec eux. Alors ce n'est plus un nombre, ce sont des histoires personnelles ».*

**Intervenant dans la salle:** Il y a sans doute, pour beaucoup de gens, une tentation de la facilité en accusant les étrangers de tous les maux. Quant à la complicité qu'il peut y avoir avec cette lâcheté, c'est beaucoup plus grave au niveau des responsables politiques. Si je n'en ai jamais vraiment rencontré que je puisse taxer de raciste, j'en ai rencontré beaucoup qui m'ont dit : *« chaque fois que je m'affiche en solidarité avec les immigrés, je perds des voix ».* Cela pose question, y compris sur la façon dont ces gens-là nous représentent.

**Intervenant dans la salle :** Je voudrais revenir à ce qu'on disait tout à l'heure sur la raison de ce discours. Il est évident qu'il n'y a pas vraiment un terreau, un fond de xénophobie et de racisme latent en France. La France est le pays d'Europe qui a accueilli le plus d'étrangers au cours des 150 dernières années. Il y a donc une tradition d'entrée de travailleurs étrangers qui sont venus d'abord de Belgique, de Pologne et aussi beaucoup d'Italie, Portugal, Espagne et puis du Maghreb. Bien que la plupart d'entre-eux se soient intégrés sans beaucoup de difficultés - le modèle intégrationniste français, malgré ses défauts, a réalisé à peu près ses objectifs - cela a entretenu de façon latente une xénophobie qui peut se développer facilement. Mais la vraie raison, on la connaît. La poussée de la xénophobie et du racisme s'est développée avec l'extension du chômage et de la crise économique. Au début, on nous a expliqué la crise économique par l'augmentation du prix du pétrole. Ce grotesque élément que tous les politiques ont utilisé pendant plusieurs années, on a bien vu que ce n'était pas cela. La multiplication, l'augmentation du nombre de chômeurs

et l'incapacité des politiques, mais également du système politico-économique à intégrer les gens dans un appareil de production qui donne à chacun les moyens de subsistance minimum, disons ceux que l'on peut avoir dans un régime capitaliste, à tout cela il a fallu trouver une explication, un exutoire. Comme on n'était pas capable de trouver les solutions politico-économiques à ce qui se passait, et comme on n'est toujours pas capable de le faire, il était beaucoup plus facile d'essayer d'orienter les premières victimes de la crise économique, de repousser leur animosité non pas vis-à-vis des vrais responsables, mais vis-à-vis des populations étrangères ou immigrés. Cela sert beaucoup de gens, et en particulier ce parti d'extrême droite qui a poussé là dessus.

C'est un peu l'explication des raisons de ce discours : il fonctionne parce qu'il apporte une explication simpliste aux problèmes de la crise économique et du chômage.

Vis-à-vis de cette situation, il faut cesser d'avoir une attitude passive et en retrait. Même la réaffirmation des principes républicains, ne me paraît pas très combative. Il faut dire que les étrangers sont une chance inappréciable pour la France. C'est la chance de la France. Il ne faut pas le rejeter, ni l'accepter malgré nous. C'est une véritable chance. D'abord parce que les étrangers, pour l'essentiel de ceux qui viennent en France, sont des étrangers proches de chez nous. Ils viennent à 90% du bassin méditerranéen. Ils sont de notre culture, contrairement à ce qu'on raconte, de notre civilisation. La Méditerranée est le berceau de la civilisation française. Ils viennent du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, un tout petit coin du monde quand vous regardez. Ils ne viennent pas du fin fond de l'Asie ou de l'Afrique du Sud. Nous avons besoin de leur apport culturel, aujourd'hui où la France est un pays un peu vieillissant dans un monde qui se transforme et qui s'ouvre, qui se mondialise, pas de la façon qu'on voudrait, mais ceci étant, je suis heureux que les frontières s'ouvrent et que les Etats tels qu'on les a connus au cours des derniers siècles perdent de leur influence et de leurs valeurs. C'est un potentiel dont on doit tirer le meilleur parti.

Je serais partisan de mettre l'accent sur le positif. Il faut trouver des hommes politiques qui aient le courage de dire que la présence d'étrangers en France est une chance pour le pays.

**Vincent Glenn** : Il y a aussi du travail à faire par rapport à un certain imaginaire collectif. Quelqu'un disait que le racisme est quelque chose de tripal. J'aime beaucoup cette expression qui dit à propos de Le Pen : *C'est les tripes qui se regardent le nombril*. Il y a toujours quelque chose de très peu raisonné, dans l'expression du racisme. Mais on peut rappeler que le discours raciste s'est théorisé à une époque, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en s'appuyant entre autre sur un épisode historique qui a duré très longtemps : les conquêtes coloniales. Et ce discours s'est construit parallèlement à une mise en acte qui était ces conquêtes coloniales. J'ai réalisé un film là dessus et j'ai découvert qu'à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - quasiment jusqu'aux indé-

pendances du début des années 60 - il y a eu des bureaux de propagande en France qui travaillaient très officiellement à partir de la théorie de la hiérarchie des races. Des bureaux où ont été travaillées pendant des décennies les *images* supposées résumer une certaine *essence* du noir, du blanc, du jaune, du rouge. Il y avait des publicitaires, des affichistes, des gens qui travaillaient pour faire en sorte que le blanc soit mis en scène d'une façon bien singulière et valorisante - toujours dans la partie la plus haute des images, quand le noir, ou le maghrébin étaient méthodiquement dans la partie basse sur les affiches ou les illustrés. Entre les deux, il y avait le jaune... Autrement dit c'est tout un imaginaire collectif qui a été travaillé pendant des années et des années par des gens organisés, des gens qui dépendaient des gouvernements. Il y a donc certainement matière à réagir par rapport à cela, en démontant notamment ces clichés, et en revenant un peu aux sources du développement des thèses racistes et sur la façon avec laquelle elles ont été diffusées. Je pense qu'il faut notamment revenir sur l'origine, la construction et l'évolution de ces mots aussi "banalisés" que le mot *racisme* ou le mot *race*.

**Aline Paillet** : Nous avons fait venir Ababacar Diop au Parlement Européen et quelques sans papiers, qui ont été reçus par la Commission des Libertés publiques. A un moment, il a reparlé de l'histoire coloniale, et un italien, Cacavale, ne l'a pas supporté. Il était près à le recevoir, mais qu'on vienne lui donner des leçons d'histoire, non. Qu'un noir se réfère à de l'historique, il le lui interdisait. Le travail, il est à faire dans la déconstruction de cela. Or on reconstruit aujourd'hui, on alimente le préjugé - et le complexe de supériorité - avec les histoires de flux migratoires. Ce n'est pas un hasard que le même Chevènement veuille exporter à toute l'Europe le modèle républicain. Pourquoi serait-ce le meilleur ? Il y a le modèle allemand, le modèle espagnol, je ne vois pas pourquoi ce serait la république française et son modèle qui s'exporterait partout. C'est dire que la volonté de continuer à exporter à l'extérieur le mode de fonctionnement de nos institutions, est très fort encore aujourd'hui.

**Vincent Glenn** : On parle de *fantasme* concernant les flux migratoires. Mais il y a la réalité du décalage colossal entre les richesses du Nord et du Sud, et une sorte de peur plus ou moins avouée des riches, de devoir partager avec les autres. Au delà du pur fantasme n'y a-t-il pas des fondements un peu plus économiques à des peurs occidentales très réelles, qui expliquent peut être les suffrages vers l'extrême droite ?

**Christian de Brie** : Bien sûr, il y a des disparités énormes entre le Nord et le Sud et on doit se rappeler que 15% de la population draine 85% des richesses et du revenu mondial. Et comme nous le rappelle le rapport que fait le PNUD tous les ans, l'écart a tendance à s'accroître, les pays riches devenant de plus en plus riches et les pays pauvres de plus en plus pauvres. Que cela soit ressenti comme une menace,

je ne le pense pas. D'abord, parce que les pauvres ne sont pas qu'au Sud, il y en a aussi au Nord. Autour de nous il y a de plus en plus de pauvres, de plus en plus d'exclus du "modèle d'intégration républicaine". Cela ne concerne pas uniquement les étrangers.

Les riches ont toujours eu peur des pauvres, même chez eux. Ils se sont toujours protégés, et généralement ils savent le faire. Dans certaines villes d'Amérique du nord ou d'Amérique latine, on peut voir le modèle futur des rapports entre riches et pauvres : les riches se barricadent dans des îlots protégés. Ils sont en train de réinventer les châteaux forts d'autrefois, simplement, au lieu de mettre des douves, ils mettent des fils électriques. Mais il y a toujours des gardes derrière, armés jusqu'aux dents, en patrouilles, qui tirent sur le premier pauvre qui constitue une menace.

Si vous relisiez ce qu'on racontait dans les années 30-35 en France sur le péril jaune (Jacques Decornoy avait fait un papier dans le *Monde diplomatique* en rappelant tout ce discours) : on allait être envahis par les Chinois. Si vous regardez l'histoire de la Chine, les chinois sont un des rares peuples qui soit rarement sorti de chez lui. Ils ont reçu les mongols, les turcs, les japonais, les mandchous... divers peuples sont venus les envahir. Mais eux, en cinq mille ans, ils ne sont pratiquement jamais sortis. Or on entretient en permanence le péril car ils sont tellement nombreux, que *le jour où ils vont venir...* Mais ils ne viennent pas ! Donc tous ces discours n'ont rien à voir avec la réalité.

Ce discours sur la peur des pauvres du Sud qui viennent envahir les riches pays du Nord, je ne pense pas qu'il soit ressenti comme une réalité, mais il est utilisé.

**Aline Paillet :** Dans le rapport que j'ai écrit, une large part est faite à l'immigration, au droit d'asile, à la montée du racisme et de la xénophobie partout en Europe, au droit des femmes, au droit des homosexuels... mais il y a également un important chapitre consacré aux droits économiques et sociaux et qui a provoqué des réactions surprenantes. Parce que si on sait qu'il y a la pauvreté, on ne veut pas la reconnaître, la prendre en compte, on ne veut pas établir de droits. Trente députés, dont Monsieur Pasty, le président du groupe U.P.E (Union pour l'Europe) pour les français, ont dit : « *Nous nous levons, nous refusons de participer même au vote* ». Ils pouvaient voter contre, mais en signe de protestation contre mon rapport, ils ont refusé de prendre part au vote, parce qu'ils ne veulent pas de l'idée même de droits économiques et sociaux. Là, ce n'est pas du fantasme ou de la peur. C'est du domaine du choix politique.

Ce rapport, on a réussi à le faire passer, c'est historique. Personne n'en parle dans la presse, à part dans l'*Humanité*, parce que j'ai la chance d'être apparentée communiste. Personne n'a parlé de ce rapport même s'il était le plus gros de la session dernière. Il a été voté avec une majorité historique, à plus de 72 voix. Pour moi c'était inattendu car je pensais qu'il allait être renvoyé en commission. Personne n'en parle parce que ça gêne.

Or il y a quand même, et c'est intéressant, des associations, des syndicats, des sociétés économiques qui me l'ont demandé. Cela les intrigue, qu'on ait réussi à faire passer une résolution qui reconnaisse les droits économiques et sociaux, et à un très bon niveau. J'ai rencontré à ce moment-là le responsable à l'ONU d'un rapport sur la grande pauvreté, Despouy, un argentin. Il était présent au moment de l'adoption du rapport et me disait : « *Ceux qui me demandent le plus de rapports sur la pauvreté sont le FMI, l'OCDE, la Banque Mondiale* ». Parce qu'aujourd'hui la pauvreté devient un risque d'agitation sociale etc.. et qu'à ce titre, ils veulent comprendre et maîtriser. Donc tout cela, ils le connaissent parfaitement.

Tout cela n'est pas de l'ordre du fantasme, mais de l'ordre du choix politique. On nous l'a encore dit dans les amendements : « *La grande pauvreté, c'est la faute de l'Etat providence qui donne de l'argent... au lieu de le donner aux entreprises qui créeraient de l'emploi* ».

Evidemment, je suis étonnée qu'aucun journaliste n'en ait parlé. Mais à la limite, je m'en fiche, parce que nous l'avons envoyé à plus de deux cents associations, et que ce rapport et toute résolution du Parlement n'ont d'intérêt que lorsqu'ils sont repris à l'extérieur du Parlement. Sinon ils sont lettre morte. Il faut que les citoyens s'en servent, le fassent vivre et à travers cette résolution disent : *maintenant il faut la mettre en actes*. Si ce relais-là n'est pas fait, le travail ne sert strictement à rien.

Ce n'est pas pour dévaloriser le politique, ce n'est surtout pas moi qui dirai cela, mais pour montrer que le politique seul ne sert à rien, et que beaucoup de gens l'ont compris aujourd'hui dans le système associatif, plus que dans le système syndical. Cela va de la Croix Rouge en passant par ATD quart monde, les petites associations de lutte contre le Sida... C'est formidable et plein d'espoir pour moi. Mais en même temps d'une cruauté totale sur le constat qui est fait : l'institution politique et les syndicats sont en marge aujourd'hui. Je crois qu'un jour ils vont se retourner et se trouver seuls. Ce moment n'est pas loin. Ils ne le savent pas encore, et là tous les dangers sont possibles.

JEUDI 5 MARS 1998 - INDIVIDU ET DERACINEMENT

**“Exclusion” ? Réflexions sur la société de compétition, sur les notions de croissance et de productivité.**

film : *Au loin s'en vont les nuages*, de Aki Kaurismaki, 1996  
 conférence/débat avec : Pierre Contesenne (membre de *Droits Devant!* ),  
 Philippe Labarde (membre du CSA, Journaliste, co-auteur de *Ah! Dieu que la guerre économique est jolie*), Alain Lebaube (journaliste au *Monde*)  
 modérateur : Patrice Spadoni (cinéaste)

**Philippe Labarde :** On peut commencer en disant qu'on vit quelque chose de relativement simple dans le principe : on vit le capitalisme dans sa vérité, c'est-à-dire, depuis une dizaine d'années, un capitalisme qui n'est plus régulé ni encadré. Il ne s'agit pas de savoir si la période est exceptionnelle ou non : elle n'est pas exceptionnelle ! Le capitalisme, son fonctionnement, c'est cela ! C'est un système dont on sait depuis longtemps qu'il sait produire efficacement, mais dont on sait aussi qu'il ne sait pas répartir. Et ce que nous vivons depuis une quinzaine d'années maintenant, c'est un capitalisme qui n'est plus borné. Pourquoi ?

La première raison est que ce système s'est modifié de l'intérieur, avec un phénomène qui est passé relativement inaperçu : il y a eu inversion des taux d'intérêt, et de ce fait l'argent est devenu cher. Et d'un seul coup ce sont les financiers qui ont imposé les règles du jeu. Ils ont imposé les rendements aux gens qui dirigent les entreprises, ce qui les a obligés à des gains de productivité très importants. Et les variables d'ajustement ont été le plus souvent l'emploi, et les salaires.

Le second événement a été ce qui s'est passé en 1990 : l'effondrement de l'Est. L'Est a longtemps représenté une espèce de borne. C'était un contre modèle qui était son semblable à l'envers. Et cela freinait un certain nombre de choses. Même si les gens savaient que l'Est n'était pas le paradis du socialisme, cela engendrait une certaine retenue. Et la seconde chose qui a été extrêmement importante, en tout cas de mon point de vue, ça a été ce qu'on peut appeler en France, l'effondrement, la grande défaite idéologique de 1982.

Pour ces deux raisons, on a aujourd'hui un capitalisme qui vit sa vie, qui surprend, parce qu'on ne l'attendait pas ainsi, on en attendait pas tant de sauvagerie. On avait oublié qu'il était comme cela, parce qu'il avait été régulé après la seconde guerre mondiale, par des accords importants. Il y avait eu la résistance, il y avait eu la victoire des travaillistes en Angleterre, donc il était encadré politiquement, syndicalement. Et les pays de l'Est jouaient aussi ce rôle. C'est pourquoi, tout cela ayant sauté, je dis que nous assistons à quelque chose de simple, le capitalisme dans sa réalité.

A partir de là, il y a deux attitudes. Il y a ceux qui pensent que ce système est quand même l'avenir du monde. Il y en a ! Il y en a qui pensent que c'est la fin de l'histoire. Il y en a ! Il y en a qui pensent qu'il faut à tout prix s'adapter à ce bidule, qu'il faut faire vite, et que plus on fera vite, mieux ce sera. Il y a aussi une seconde catégorie de gens qui

pensent qu'on peut discuter avec les puissances industrielles et financières, sans changer le rapport de forces.

Ce n'est pas mon point de vue ! Moi, je pense qu'ils ne laisseront que les miettes et les os. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut sans doute changer ce système. Ça prendra des années, pour avoir une alternative, et dans l'immédiat, il faut essayer de résister.

Alain Lebaube, que je connais depuis 20 ans, avec qui j'ai travaillé au *Monde*, qui connaît très bien le monde du travail et le rapport au travail dans la société, sait très bien que maintenant, le choc touche les classes moyennes, et c'est sans doute là qu'est l'interrogation la plus forte, en tout cas pour ce qui est du devenir politique de cette affaire.

**Patrice Spadoni :** Merci, comme je crois que vous partez dans un quart d'heure, je voulais vous poser une question avant que vous ne nous quittiez : Vous êtes économiste...

**Philippe Labarde :** Non, journaliste !

**Patrice Spadoni :** ...journaliste, mais de formation économique. Comment jugez-vous ce discours dominant que certains appellent *l'économisme*. Où vous situez-vous par rapport à ces débats ?

**Philippe Labarde :** Pendant très longtemps, il est clair que l'analyse dominante des économistes était une analyse culturelle. Parce que l'économie n'est pas une science. Je crois qu'il faut être clair. L'économie porte une idéologie, elle s'est habillée de façon scientifique, mais ce n'est pas une science. Il suffit d'entendre un débat sur ce qu'est le PIB pour savoir que ce n'est pas une science : quand on parle du PIB d'un pays, il faut savoir que si vous avez un accident de voiture, vous augmentez le PIB du pays, donc vous faites de la croissance. Quand il y a 300 voitures accidentées sur la route chaque week-end, ça fait augmenter la croissance. Par contre si vous êtes un baron et que vous épousez votre bonne, vous faites diminuer le PNB, parce que vous ne lui versez plus de salaire. Voilà de quoi on parle quand on parle de 3% du PIB ! Alors vous vous rendez compte quand on est à 0,2 ! Donc, c'est pour vous dire qu'on est vraiment dans des débats un petit peu vains.

Derrière l'économie, il y a de l'idéologie : le profit, la compétition, l'équité (au lieu de l'égalité), là, on est dans un débat idéologique qui ne dit pas son nom, mais qui est porté par un projet économique. Et ce que l'on a vu depuis quinze ans, en terme d'économie, c'est un formidable

retour de l'orthodoxie, qui est accompagné du retour de l'argent et des rentiers. Ce n'est pas neutre. Pendant un temps, la France a vécu avec de l'inflation. C'est vrai que cela n'enrichissait pas les plus pauvres, mais c'était la seule méthode pour les classes moyennes modestes, d'accéder à la propriété. Le fait que les rentiers se soient imposés était un événement politique extrêmement fort. C'est avec Barre que ça a commencé. Et c'est comme ça que la crise débute sans qu'on ne le voit. Ensuite, ça s'amplifie en 1982. Et c'est un discours économique qui a porté cela, car dès lors que l'argent devient cher, devient l'outil de référence, il faut réduire les déficits budgétaires... Il y a toute une série de conséquences qui en découle : il faut réduire le déficit budgétaire, il faut réduire les dépenses publiques, il faut donc réduire l'intervention de l'Etat et derrière, on décline toute une politique. Actuellement ce que l'on constate, c'est que ce discours passe de plus en plus difficilement, tout simplement parce que cette politique ne marche pas bien. Il n'y a pas de pays dans lesquels on puisse dire que ça marche. Même aux Etats-Unis, dont l'économie connaît une croissance soutenue depuis 7 ans, on constate une stagnation des salaires, un accroissement des inégalités. Il faut aussi se souvenir dans le cas des Etats-Unis que 2% de la population active est en prison ! Quant à l'Angleterre, il est avéré qu'il vaut mieux être pauvre en France que pauvre en Angleterre...

Ce qui vient de se passer en Asie montre un peu plus, s'il le fallait, que ce système poussé à l'extrême creuse les inégalités. Il sait créer de la valeur, produire avec de moins en moins de travail, mais n'en fait pas profiter tout le monde. Ce n'est pas un désastre de créer plus de choses avec moins de travail, ça serait plutôt une chance, cela devrait-être une chance. Pourtant, on transforme cela en une formidable machine à exclure les gens. Le vrai problème est donc bien celui de la redistribution et de la répartition ! C'est l'un des problèmes fondamentaux que nous avons à traiter. Bien sûr, tout cela s'est accompagné d'une globalisation financière, une formidable circulation des capitaux. On peut détruire des pays en trois jours : la Thaïlande a été détruite en trois jours. Les marchés sont venus, ils ont vendu la monnaie locale, acheté des dollars. Ils ont asphyxié la Thaïlande et ils sont ensuite passés à l'Indonésie. Et après ils se sont arrêtés en Corée. Coût : 250 milliards de dollars ! Qui paie ? Les Etats ! Au nom du libéralisme ! On est quand même dans un drôle de système ! Les Etats sont là pour éponger ! Donc, cela ne marche pas et je crois qu'en ce moment, le discours qui dit que cela ne marche pas est de plus en plus entendu car les gens le constatent. Les gens qui se sentaient à l'abri n'y sont plus : les enfants de cadres ne trouvent pas de boulots. Les cadres à leur tour, à 52 ans, on les vire : Ils sortent de l'ascenseur, on leur dit " *Tiens vous êtes là depuis longtemps? -Oui, ça fait un bail! -Et bien passez à la caisse!* " Alors évidemment, ça change le comportement des gens. Même aux Etats-Unis, il est extrêmement intéressant de voir qu'il y a toute une littérature écrite par des économistes, qui s'interrogent beaucoup sur le fonctionnement du système et même sur sa *re-régulation*. Alors qu'on a parlé de dérégulation depuis dix ans - la

dérégulation étant le système qui consiste à dire " *il ne faut pas empêcher le marché de s'installer parce que le marché répond à tous les besoins* ", on parle maintenant de *re-régulation*.

Aujourd'hui, on vit une période de surproduction. Les deux premières périodes de surproduction en Europe, 1914 et 1939, ont déclenché des guerres. Là, il y a une troisième période de surproduction, et on est en train de faire une guerre économique.

**Intervenante dans la salle :** Le capitalisme est-il en pleine déroute à cause de lui-même ou à cause des banquiers ?

**Philippe Labarde :** D'abord, il faut dire que, de son point de vue, le capitalisme n'est pas en pleine déroute. La Bourse est au plus haut, et elle va bien. Il a des effets très rudes pour certains, mais pour d'autres, ce n'est pas vraiment une catastrophe...

De mon point de vue, le capitalisme, c'est un moment. Ça date de 200 ans, 230 ans, ce qui n'est pas beaucoup à l'échelle de l'histoire. Je pense qu'on ira vers sa modification. Ce qui me semble fondamental, c'est une redéfinition des richesses et de la production, qui sont actuellement liées à l'entreprise. Aujourd'hui, on considère que toute la richesse est produite par l'entreprise. A partir de là, on tombe dans un rapport au travail qui est un rapport marchand, qui à mon avis réduit le vrai champ des richesses.

Moi, je ne pense pas que la suppression du marché réponde à tout. On a vu ce que cela donnait dans d'autres pays ! Le marché doit être là, mais certainement pas comme la référence obligatoire. Donc, vous me dites, le capitalisme, qu'en faire ? On a vu qu'on pouvait, à certains moments, dans des rapports de forces, le tenir, débattre avec lui du partage de la valeur ajoutée. Car c'est ça l'enjeu : comment partage-t-on ce qui est produit, les richesses produites ? C'est ça le grand débat ! Est-ce que ce sont les gens qui tiennent le capital qui prennent systématiquement la part du lion ? Ou bien est-ce que les gens qui travaillent, revendiquent et obtiennent une autre répartition des richesses ? C'est ça le grand débat. Depuis dix ans, il est clair que ce sont ceux qui apportent le capital qui l'ont emporté dans la répartition de la richesse, c'est très clair. Est-ce que l'on peut enrayer cela et revenir vers une répartition plus équilibrée ? Cela dépend des forces sociales et politiques. En tout cas je ne pense pas que ce soit un système qui puisse perdurer jusqu'à la nuit des temps. Je pense qu'il y aura autre chose qui sera inventé. Ça prendra du temps évidemment.

**Intervenante dans la salle :** Je voulais parler de la répartition des richesses, parce qu'il faut quand même savoir qu'il y a de moins en moins de gens qui travaillent, et que les gens qui travaillent, travaillent de plus en plus.

Je voulais revenir sur un moment particulier du film, le moment où un personnage dit : " *j'ai échoué à l'examen médical* " avec une manière de se sentir terriblement coupable de ne pas pouvoir travailler.

**Patrice Spadoni :** Je crois que pour ce qui est du film, c'était le sens même de cette séquence de montrer que les gens se sentent culpabilisés, y compris de ne pas être en bonne santé. J'ai envie de poser une question un peu naïve, peut-être faussement naïve. Nous sommes dans un pays où le gouvernement se dit *de gauche*, qui part d'une tradition de contestation du capitalisme, même si elle est maintenant lointaine. Nous appartenons à l'Europe, où la majorité des pays est dans ce cas, et où d'autres pays tels l'Allemagne vont eux aussi aller dans ce sens. Alors qu'en est-il aujourd'hui pour les gauches, tant en France qu'en Europe, en ce qui concerne la question du travail ? Quelles réponses politiques s'expriment à l'heure actuelle sur cette question, qu'on peut aussi poser en terme de *chômage* ?

**Alain Lebaube :** Je crois qu'effectivement à un moment donné, on débouche sur le problème politique. Quand Philippe Labarde parle du basculement, de l'argent qui devient cher, il y a un point de départ à cela, qui est 1971. C'est l'année où la parité entre le dollar et l'or est abandonnée. A partir de ce moment-là, le dollar se met à flotter. A partir de ce moment-là, d'ailleurs, progressivement, les économies vont se mondialiser. Je crois qu'au-delà de l'aspect financier dont Philippe Labarde parlait tout à l'heure, le terme de *globalisation* recouvre d'autres réalités. Et notamment cette donnée du problème qui fait que comme les économies sont maintenant imbriquées entre elles, elles ne peuvent plus se dissocier les unes des autres. On voit bien comment il y a un jeu d'interaction entre toutes les initiatives politiques sur le terrain de l'économie, et comment personne ne peut désormais s'extraire du jeu. Les problèmes ne sont pas seulement le fait des échanges, des importations, c'est surtout que nous sommes dans un jeu d'économies interdépendantes. Je peux l'exprimer d'une autre façon, à travers quelques exemples.

Contrairement à 1992, quand l'Italie et la Grande-Bretagne ont fait ce qu'on appelle de la *dévaluation compétitive* (ce qui leur a été beaucoup reproché), aujourd'hui, aucune économie ne peut plus s'extraire du jeu mondial. On se souvient aussi du grand débat des années 80 : *faut-il sortir du SME ?*, appuyé par Chevènement, et on se souvient aussi de l'hésitation de Mitterrand. Aujourd'hui, il n'y a plus ce type de débat. La gauche elle-même ne repose plus ce type de question : *Va-t-on vers l'euro ou non ?* Elle ne met pas en cause le mode de fonctionnement économique général. Quiconque tenterait de le faire serait mis au ban par les autres nations. C'est le premier point que je voulais souligner.

Le deuxième point qui est important, et qui ramène à l'intitulé du débat, c'est comment les économies sont à ce point contraintes qu'elles ne peuvent plus sortir du jeu ? Par exemple au printemps 96, aux USA, le gouvernement fédéral a annoncé une augmentation des créations d'emplois, au-delà de ce qui était espéré à l'époque. En langage courant, en langage populaire - le nôtre - on considère cela comme une *bonne nouvelle*. Or, systématiquement, plusieurs mois de suite, cette *bonne nouvelle* a été interprétée de façon négative par Wall Street, par les bour-

siers, par les financiers, au point que Wall Street a baissé à chaque fois. Donc la sanction boursière a été violente. Cela rejoint ce que disait Philippe Labarde tout à l'heure sur la manière dont l'emprise de l'argent est devenue forte sur l'économie. On pourrait dire que c'est un raisonnement irrationnel. Et la logique interne de ce raisonnement est assez préoccupante, car cela revient à dire que dans le raisonnement boursier, le fait qu'il y ait création forte d'emplois signifie que la machine est en train de s'emballer, elle va trop vite et elle devient dangereuse. Elle devient dangereuse car il y a davantage de pouvoir d'achat, et si il y a davantage de pouvoir d'achat, il y a risque et menace de retour de l'inflation. Donc c'est une mauvaise nouvelle.

C'est aussi intéressant de voir comment les bourses réagissent à la crise financière du Sud-Est asiatique. A l'inverse, cette crise est interprétée comme une bonne nouvelle ! On n'a jamais vu Wall Street aussi haut, ni Paris aussi haut. Pourquoi ? Parce que là aussi, c'est une manière de calmer la marmite, de faire lever le pied aux économies asiatiques qui risquaient de poser un certain nombre de problèmes. Tel que c'est interprété, cela revient à dire que l'économie mondialisée, je préfère dire *globalisée*, ne tolère plus que des croissances maîtrisées et des croissances raisonnables. Or, les croissances maîtrisées et raisonnables sont des croissances qui ne permettent pas de régler le problème du chômage. Et comme nous sommes dans un monde où les économies des différentes nations sont complètement imbriquées les unes dans les autres, il apparaît bien que le débat politique ne propose pas d'autre voie.

Même avec l'alternance entre la droite et la gauche, les gouvernements continuent à suivre le même raisonnement, car ils ne peuvent plus s'extraire de cela. Alors comment fait-on ? Si on considère que les partis de gauche n'arrivent pas à faire une autre politique parce que l'économie est organisée de cette manière, comment fait-on pour en sortir ? Manifestement, ce n'est certainement pas le bulletin de vote qui va suffire. On peut penser que seule un questionnement profond sur la démocratie mondiale pourrait amener à renverser le problème. Et personnellement, je ne vois pas de solution. Où sont les forces sociales qui s'organisent pour faire bouger ce genre de chose ? Aujourd'hui, pour ma part, je ne vois malheureusement pas d'issue.

En revanche, il y a une chose qui est tout à fait curieuse. Avec cette situation qui s'aggrave, l'écart de plus en plus grand entre les richesses, le creusement des inégalités, à un moment donné, ce sont les "*pêcheurs*" qui appellent au calme. C'est assez curieux à dire, mais regardez par exemple Georges Soros, un des plus gros spéculateurs mondiaux, qui avait fait tomber la Livre Sterling et qu'on a vu réintervenir récemment en Thaïlande. Il fait partie de ceux qui disent aujourd'hui qu'il faut calmer le jeu, qu'il faut mettre des systèmes de régulation. Et si on regarde bien ce qui s'est passé au sommet de Davos, il y a maintenant deux mois, qui réunit les plus grands économistes, chefs d'Etat, industriels et hommes d'affaires, on s'aperçoit qu'eux aussi commencent à dire que ce système-là nous mène droit dans le mur.

Ils ont peur que cette situation, dont parlait Philippe Labarde tout à l'heure, ne leur pète à la figure. Et là, je ne parle donc pas de la voie démocratique, mais plutôt de la peur technocratique des gens qui détiennent le pouvoir, qui aujourd'hui s'affolent du risque d'aller trop loin. Pour autant, on ne voit pas monter de façon très claire une opposition mondiale, ce qui me semble être le seul recours face à la manière dont sont aujourd'hui posés les problèmes économiques et politiques les plus cruciaux.

**Intervenant dans la salle :** Au lieu de vous poser une question, je voudrais vous faire une proposition : qu'avant la fin du débat, on prenne un temps pour donner des solutions alternatives, car moi j'en ai recensé plein. Simple-ment, les médias n'en parlent pas. Il faut créer des réseaux de circulation alternatifs. Moi, je pense qu'il faut que nous soyons des Citoyens au lieu d'être des Spectateurs ! Moi, au lieu de Citoyens-Spectateurs, je cherche des Citoyens-Acteurs, qui dès demain matin vont faire circuler les vrais chiffres, et les vraies alternatives, les micro-bricolages du monde de demain. Il n'y a pas de références, c'est le système D., car justement, le système a tout verrouillé.

**Intervenante dans la salle :** Je m'étais fiée au titre du débat d'aujourd'hui... Jusqu'à présent, on parle de la *société de compétition*, or dans le titre, il y a quand même la question de l'*exclusion*. Chaque fois qu'on utilise le terme, on oublie de dire *exclu du système économique*. Or d'une certaine façon, les exclus sont une nécessité de ce système. Est-ce qu'on pourrait parler des *exclus de la République*, ceux qui n'ont plus aucun droit ?

**Intervenant dans la salle :** Vous faites un après-midi sur l'exclusion, et il faut payer 35 F pour participer à cet après-midi. Qui peut, parmi les exclus, puisque c'est pour eux, et qu'ils pourraient venir témoigner, qui peut mettre 35 F pour venir participer ? Personne ! Quand vous avez 2 200 F par mois pour vivre, vous ne pouvez absolument pas payer 35 F pour venir. Je trouve cela dommage, car cela manque de témoignages. Je voudrais demander aux journalistes présents s'ils ont vécu le chômage de longue durée ? Moi, je l'ai vécu. On a beau avoir de la compassion, s'occuper des autres, quand on n'y est pas passé, il y a plein de choses qui vous échappent. Et moi le premier ! Avant, je m'occupais de chômeurs alors que je ne l'étais pas. Et quand je me suis retrouvé au chômage, j'ai compris plein de choses. Je vais vous donner un seul petit exemple : on se regroupait le soir pour les aider à retrouver de l'emploi, à la fin de la soirée, vers 23 heures, car dans la journée, il vont chercher du boulot. Je ne comprenais pas à l'époque pourquoi la moitié me disait *non, non, je rentre directement*. Et j'ai compris plus tard, il a fallu que j'y passe : parce que tout simple-ment ils n'avaient plus 5 balles à mettre pour un café.

**Vincent Glenn :** Quelques mots pour répondre à ce qui vient d'être dit : ici, c'est un cinéma municipal. Nous, l'association *de l'autre côté*, on organise cette manifestation et on a posé ce problème de gratuité sans l'obtenir

après des responsables du cinéma. Ce n'est pas tant pour nous justifier, que pour dire les règles qui ont cours, et pour dire qu'on a pas obtenu la gratuité. Ce qu'on a convenu, mais de façon informelle, c'est que toute personne venant à la caisse et qui dirait : je ne peux pas payer, je suis chômeur et vous faites un débat sur les chômeurs, de toute évidence on les laissait entrer.

**Annie Agopian<sup>2</sup> :** On n'attend pas que les gens demandent, on annonce la chose ! Il fallait marquer dans *Montreuil Dépêche*, "*accès libre aux chômeurs*" là, c'est honnête ! Ils ne doivent pas quémander.

**Intervenant dans la salle :** Moi, je me suis déplacé hier. J'ai essayé de rencontrer le responsable du cinéma. J'ai finalement eu au téléphone la responsable, celle à qui on devait s'adresser. On s'est expliqué, mais c'est pas pour ça qu'elle m'a dit qu'on pourrait rentrer gratuitement.

**Carlos Pardo :** Ce qui est sûr, c'est qu'en tant qu'association organisatrice, on n'avait aucun moyen d'imposer un tarif préférentiel pour les chômeurs.

**Vincent Glenn :** S'il s'agit de connaître notre point de vue, il est évident que nous on est pour que les chômeurs aient des tarifs préférentiels, et qu'on en a parlé. Simple-ment il faut réaliser que ce n'a pas été gagné, et que partout ailleurs, pour ce qui est de la gratuité, ou de tarifs préférentiels pour les chômeurs, ce n'est pas gagné d'avance, c'est un combat, il faut faire les propositions, il faut revendiquer, et ça prend du temps.

Et puisque je parle de propositions et comme suite à ce que suggérait quelqu'un tout à l'heure, je rappelle qu'on a placé à l'entrée une *boîte à idées* et qu'on invite chacun à la remplir de propositions d'initiatives, de suggestions, de critiques, d'informations alternatives qui pourront servir de base à des revendications ou des projets à venir et à partager.

**Patrice Spadoni :** Je propose de revenir aux gens qui sont à la tribune pour rebondir sur une question sur le mouvement des chômeurs, et plus largement sur les mouvements de lutte contre l'exclusion. Est-ce que cela peut selon vous avoir une incidence, ou bien est-ce que cela ne pèse pas du tout par rapport à la situation bloquée que vous décriviez ?

**Alain Lebaube :** Il faut reconnaître beaucoup de mérite au mouvement des chômeurs, et notamment en France. Le fait qu'il ait existé à ce moment précis est important. Contrairement à certains dirigeants syndicaux qui ne retiennent que l'idée qu'il est "*manipulé*", je trouve qu'il a une vraie

<sup>2</sup> directrice de la Maison Populaire, et à ce titre l'un des principaux partenaires des rencontres. Cet échange de vue illustre bien l'écart entre certaines volontés et notre capacité collective d'en faire des acquis de société : la gratuité d'entrée pour les chômeurs dans les cinémas ou dans les autres lieux de culture, reste un problème politique que plusieurs associations ont commencé à poser à l'ensemble de la société.  
*de l'autre côté.*

valeur symbolique. On n'aborde plus les problèmes du chômage et du travail de la même façon depuis ce mouvement-là. Alors vous me direz, c'est catastrophique d'avoir dû en passer par là ! Il n'empêche que cela a servi de révélateur et qu'un coin est enfoncé. Ce qui me paraît le plus intéressant dans ce qui s'est produit, c'est qu'il est apparu pour beaucoup de gens qu'il n'y avait pas de liaison obligatoire entre un revenu d'activité et un emploi, que les deux choses pouvaient parfaitement fonctionner différemment. Pour le dire autrement, il est apparu clairement qu'on pouvait avoir une situation d'emploi et ne pas avoir les moyens de vivre. Et qu'on pouvait être au chômage, bénéficier des minimas sociaux et ne pas avoir les moyens de vivre. Là, il y a une vraie déconnexion qui est apparue clairement, et dont il va falloir faire quelque chose. On ne peut plus donner des réponses où seul le travail peut apporter le revenu pour vivre. Il faut sans doute penser à autre chose. Le fait que le premier ministre commence à dire qu'on peut associer du RMI avec une reprise d'activité, est une évolution importante, avec des dangers, bien-sûr, parce qu'il y a d'autres hypothèses qui peuvent venir là-dessus. Pour aller très vite, je vois la possibilité de débattre autrement du problème de l'emploi, en parlant de la pluri-activité, y compris permettre à des gens d'associer du minima social avec des revenus du travail. Deuxièmement, cela permet d'évoquer la piste future d'une *allocation universelle de revenu minimum*. Et ça peut être intéressant. En revanche, cela présente des tas de difficultés quand on voit comment un personnage comme le baron Seillière peut récupérer ce type d'idées, et comment la proposition qu'il a faite avant-hier est de ce point de vue tout à fait inquiétante. Parce qu'en utilisant ce que je viens de dire, il dit qu'on peut régler le problème du chômage d'un certain nombre de personnes en acceptant que ces personnes soient payées au prix qu'elles valent sur le marché du travail, c'est-à-dire au prix où les entreprises peuvent les payer, cela revient à dire en dessous du SMIC. Et il rajoute que l'Etat peut apporter un revenu complémentaire qui permet de vivre !

Il y a un débat, et nécessité de se mobiliser, et je crois que le mouvement des chômeurs permet de se mobiliser sur ces éléments qu'on va devoir faire bouger, sans se laisser embarquer dans des propositions type Seillière. Et que cela se soit produit en France, qu'il y ait eu un mouvement en Allemagne et ailleurs, montre qu'il y a un début de voie. Et en plus du mouvement des chômeurs, ce qui est important dans cette période, puisque l'Etat ne sait pas faire, puisque le politique ne sait pas faire, et que l'économique est utilisé exclusivement par les entreprises, c'est qu'il revient la responsabilité à chaque citoyen de savoir quel type de société on veut construire, et quel type de rapport et de cohésion sociale on veut avoir. Ça n'est quand même pas sans intérêt ni sans importance.

**Patrice Spadoni :** Parler de l'exclusion, ce n'est pas seulement analyser et chercher les causes - ce qui est absolument déterminant - c'est aussi souligner le fait que depuis quelques années, des choses changent dans la société, puisque des exclus se mettent directement à se battre contre

cette situation. Pierre Contesenne, de *Droits Devant !*, une des associations qui s'est retrouvée dans les luttes dont nous parlons, qu'est-ce que tu en penses ?

**Pierre Contesenne :** Vaste débat ! Pour ce qui me concerne, je ne suis pas un "exclu", je suis salarié. En préalable, je voudrais souligner que c'est incontournable lorsqu'on organise ce genre de débat, de faire en sorte que les chômeurs ou les sans-ressources puissent participer gratuitement. Cela dit, je ne tire pas à boulets rouges sur les organisateurs. Certaines fois, ce n'est pas réalisable et qui plus est, la gratuité ne règle pas tout. Ce n'est pas parce que c'est gratuit que les chômeurs vont venir. Ce n'est pas parce que les musées sont gratuits que les quartiers vont venir en masse dans les musées. On sait très bien que si c'était si simple que ça, le boulot des militants serait grandement facilité.

Nous, on part du principe que l'économie n'est pas une science. Ça veut dire qu'on est en pleine subjectivité dans tout ce qui concerne l'économie, et qu'effectivement, quand notre association dit qu'il faut répartir les richesses autrement et qu'il faut mettre en place un revenu universel garanti, qui permette de vivre décemment à ceux qui n'ont pas de ressources, on ne se considère pas dans l'utopie. Et lorsqu'on argumente avec des chiffres, notre raisonnement tient autant que celui de Monsieur Barre ou Monsieur Strauss-Kahn. Ça, c'est un préalable, parce qu'on sort de 15 ans de laminage intellectuel, de bourrage de crâne, de défaite idéologique comme disait Labarde. Je crois même que cela va plus loin que ça. Dans les années 80, ça a été la désertification de la critique. Ça a été redoutable ! On a vu se mettre en place un nouveau compagnonage. Ce n'était plus les compagnons de route du Parti Communiste, c'était les compagnons de route du libéralisme. On a vu toute une partie des élites intellectuelles ou disons médiatiques, qui a accompagné ce mouvement, et ça a été catastrophique. Aujourd'hui, le constat optimiste, c'est qu'on assiste au retour du sens critique, de ce qu'on a appelé autrefois la *critique sociale*. Je parle de la critique sur le terrain, avec des actions qui sont menées par ceux qui sont directement concernés et aussi une critique plus théorique ou intellectuelle. Et ce soir, on est un peu là pour ça.

Je voudrais revenir sur ce qui a été pour moi le sommet de cette dérive des fameuses élites, sans pour autant tomber dans le dénigrement systématique des élites, de type populiste, mené par le Front National. Rappeliez-vous le rapport Minc en 1994. Y participent des philosophes, des sociologues, de grands intellectuels de gauche, des grands patrons d'industrie, comme on les appelait dans les années 80. Il faut relire ce bouquin aujourd'hui comme exemple de la démission des intellectuels. Comment des gens comme Edgar Morin ont-ils pu participer à l'élaboration de ce rapport ? C'est hallucinant aujourd'hui ! Je citerais juste un passage : « *la société de marché produit nécessairement de la différenciation sociale. Et celle-ci est une incitation naturelle à l'effort et au dynamisme.* » Sans caricaturer, prenons certaines revues théoriques ultra-libérales, ou même des programmes économiques de l'extrême-droite,

en remontant par exemple dans les années 30, on verra une formulation qui n'est pas tellement différente. En tout cas le concept est le même. Et ce qui est cocasse, c'est qu'en continuant un peu plus loin dans le rapport, on pouvait lire : « *la société de compétition* - on est en plein dans le débat - *doit cesser d'exclure sous peine de devenir une société de décadence.* » C'est quand même assez incroyable que cette contradiction évidente où on dit en gros, *la société produit naturellement les différenciations sociales qui de toute façon sont nécessaires et tant mieux!* et de l'autre, on dit *oui mais ça va créer de l'exclusion et ça va devenir une société de décadence.* Alors il faudrait tout de même savoir ! Je dirais que cette contradiction symbolise bien ce désert de la critique sociale des années 80 dont on commence à sortir aujourd'hui.

Maintenant je voudrais dire deux ou trois mots sur *Droits Devant!* pour ceux qui ne connaissent pas. Nous sommes une des associations dites « *de lutte contre les exclusions* » et nous insistons bien sur *les exclusions* au pluriel, car il n'y a pas une exclusion. En gros, *Droits Devant!* est issu de *Droit Au Logement*, qui apparaît au début des années 90 pour le relogement de familles expulsées. Ça commence lors de l'expulsion de familles africaines de leur logement - quelqu'un de « bien intentionné » ayant mis le feu dans l'immeuble - et qui se sont retrouvées Place de la Réunion dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. Et là, se monte l'association *Droit Au Logement*. Quelques années plus tard, on investit la rue du Dragon dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, et là on fait le bilan de l'association et on se dit que si le droit au logement est un droit fondamental, il ne résout pas tout. C'est bien d'avoir un logement, mais ça ne suffit pas si on n'a rien pour manger, si on est malade et qu'on ne peut pas se soigner. Nous avons donc décidé de monter une association qui s'appelle *Droits Devant!* et qui entend intervenir sur l'égalité d'accès aux droits fondamentaux. C'est un vaste programme ! On ne prétend pas le résoudre tous seuls, donc nous fonctionnons en réseau. Nous avons des partenaires avec qui nous fonctionnons depuis plusieurs années. Et il s'est constitué comme ça une sorte de réseau de lutte du mouvement associatif, qui regroupe en gros *AC!*, *APEIS*, le *MNCP*, *DAL*, *Droits Devant!*, *Comité Des Sans Logis*, *Act Up*. On se retrouve régulièrement dans les actions et les manifestations, comme là, on va tous se retrouver ensemble lors de la manif de samedi<sup>3</sup>.

Avec tous ces problèmes des exclusions, on dépasse le simple cadre économique. Et nous sommes au cœur de la difficulté. Comment articuler toutes ces luttes ? Comment faire avancer les droits ? Là, franchement les chiffres ne suffisent pas. Les propositions..., au Dragon, on en avait 500 par jour ! Non, à un moment donné, ce qu'il faut, c'est s'impliquer, y compris aux côtés de ceux qui sont sans logis ou sans boulot, sans prétendre parler à leur place. Il faut faire jouer les complémentarités et les convergences. Nous, ce qui nous intéresse, c'est de travailler ensemble. Chaque association a sa spécificité. Certains, c'est plus les SDF, d'autres travaillent plus sur le chômage, d'autres plus sur le

logement. Nous, nous nous sommes investis sur les sans-papiers, parce qu'on pense que c'est une priorité aujourd'hui de se battre à côté de ceux qui sont les plus marginalisés. Lorsqu'on est immigré, sans papier et au chômage, et qu'en plus on est malade, je ne vous fais pas de dessin ! On travaille donc en complémentarité, chacun dans sa spécificité et on se retrouve ensemble dans des dynamiques, dans des luttes communes. Et on met nos forces en commun car les associations ne sont pas si fortes que cela. Il faut être honnête, aucune association ne regroupe des milliers de chômeurs ou de SDF... ce sont de petits réseaux, mais qui sont très efficaces. Comme disait Lebaube, les luttes ont de fortes dimensions symboliques, même si on n'est pas si nombreux que ça sur le terrain. Mais il ne faut quand même pas minimiser. Je rappelle qu'en 94, *AC!* a mené des marches dans toute la France, qui se sont finalisées par une manif de 30 000 personnes à Paris, avec l'occupation, avec le *DAL*, d'un immeuble vide place de la République. En 95, il y a eu une manifestation de 30 000 personnes contre les exclusions, à la suite de la prise du Dragon. Depuis quelques années, on voit que des mouvements de masse se cristallisent lors de certaines manifestations. Cela nous fait penser qu'il y a encore du travail à faire, car on ne gagne que quand les gens descendent dans la rue. C'est comme ça que les politiques réagissent.

Je voudrais dire encore deux ou trois choses sur les contradictions. Vous savez que le gouvernement va mettre en place une loi dite *de lutte contre les exclusions*. Cette loi reprend un peu le projet impulsé sous Chirac, par Xavier Emanuelli qui était son secrétaire d'Etat à l'urgence humanitaire. Et cette loi dite de cohésion sociale a été stoppée au moment de la dissolution de l'Assemblée par Chirac. C'est vrai qu'à l'époque, un collectif d'associations avait largement critiqué ce projet en disant qu'en terme de contenu, il n'y a rien, en terme de moyen, il n'y a presque rien : c'était 3 milliards de francs. Aujourd'hui, on annonce entre 30 et 50 milliards de francs, en fait 20 milliards de francs sur trois ans. Ce n'est pas si mal, certes, mais même en considérant qu'il y a une avancée, l'actuel projet de loi de lutte contre les exclusions est bien loin de satisfaire l'ensemble des mouvements associatifs. On s'aperçoit que c'est encore largement insuffisant.

Même avec la gauche plurielle au pouvoir, il faudrait un vrai courage politique pour mettre en place un contenu et des moyens, qui de fait, déplairaient aux lobbies des décideurs économiques, en premier lieu au patronat. Malheureusement, ce n'est pas le choix qui a été fait.

Je conclurai en disant que le pôle de lutte contre les exclusions travaille ponctuellement avec le pôle humanitaire. Car nous considérons que le vrai danger aujourd'hui, c'est que le gouvernement de gauche choisisse les mêmes facilités qu'un gouvernement de droite. En fait, tout le discours autour de la croissance et sur la partage des fruits de la croissance, et la diminution du chômage qui en découlerait, c'est évidemment du pipeau ! Aujourd'hui, pour inverser la courbe du chômage, il faudrait une croissance de 10% par an. Objectivement, ce n'est pas crédible ! On est toujours dans un processus massif de création de chômage et des

<sup>3</sup> journée nationale de manifestation contre les exclusions

exclusions. Et donc, le risque, c'est que le gouvernement fasse prendre en charge ces populations par les organisations caritatives, qui ont bien sûr une légitimité - il ne s'agit pas de polémiquer - mais qui ont aussi leurs limites. Elles le reconnaissent, elles ne restent jamais que des cautères sur des jambes de bois. *ATD Quart Monde* et Madame De Gaulle ne disent pas autre chose : « *Si on redistribuait les richesses, nous, on ne servira plus à rien.* » Donc, le risque est de faire prendre en charge les populations les plus reléguées socialement par les associations caritatives, sans remettre en cause un fonctionnement de société, profondément injuste et inégal, et qui produit de plus en plus d'inégalités. Ça, c'est le vrai danger politique. C'est pour ça que nous pensons qu'il est essentiel que les acteurs potentiels, chômeurs, chômeuses, tous ceux qui sont en situation de relégation sociale, s'organisent, se battent et se prennent en charge. Il faut travailler ensemble, y compris avec les organisations syndicales, qui commencent à aller sur ce terrain depuis quelques années, alors qu'avant ce n'était pas facile, tout simplement parce que dans le principe, elles sont des organisations de travailleurs et non de chômeurs ! Aujourd'hui, on commence enfin à voir les syndicats prendre en charge le problème du chômage.

**Intervenante dans la salle :** Je voudrais faire un petit retour en arrière, revenir sur le fait qu'il n'y ait pas beaucoup de possibilités pour les chômeurs d'assister à ce débat. Je suis d'accord avec ce qui a été dit tout à l'heure. Ceci dit, il faut se rendre compte que dans une journée comme celle là, qui parmi les travailleurs peut se libérer la journée pour venir participer aux débats ? Il n'y en a pas non plus des masses, la preuve : on n'est pas nombreux ici. Et peut-être que le Méliès n'est pas encore devenu un vrai lieu de rencontres et de débats, mais ça peut le devenir dans le futur. En tout cas ce serait bien.

Je vais poser une question : je fais partie des gens qui comprennent très peu de choses à l'économie, mais qui essaient quand même d'y voir plus clair. J'ai entendu dire par deux personnes différentes que l'économie n'est pas une science. Par contre dans vos discours respectifs, j'ai cru discerner qu'il y avait quand même des lois qui se dégagent, et je me demande si à partir de ces lois on ne peut pas définir des règles qui pourraient arriver à changer les choses. Et c'est la grosse question que je me pose à chaque fois que j'ouvre mon poste de télévision : pourquoi le discours des politiques, devant cette situation que tout le monde ressent plus ou moins consciemment comme mauvaise, pourquoi ce discours est-il toujours aussi petit, aussi creux ? Pourquoi est-ce que rien ne change dans ce discours, pourquoi toutes ces choses que vous êtes capables de nous apporter - ces réflexions qu'à notre niveau, nous sommes capables de comprendre !- pourquoi est-ce qu'apparemment ces gens qui nous gouvernent ont l'air d'être autant à côté, de raisonner sur la base d'idées usées, toutes petites ? Ils ont l'air de manipuler des bouts de ficelle ! On aimerait un jour ouvrir cette télé, et entendre quelqu'un parmi ces gens connus et trop connus, dire quelque chose qui paraisse nouveau, qui soit un bout de clé au problème.

**Alain Lebaube :** Sur la question de savoir si l'économie est une science ou non, je crois que ce n'est pas un débat intéressant. Ce qui est intéressant, c'est ce qui a été dit tout à l'heure : il faut tenir compte que derrière, il y a de l'idéologie. C'est ça qui est important.

Pourquoi personne ou presque ne dit rien ? Il y a des choses qui sont dites. Ce qui est clair, c'est que - j'évite de dire le politique - je dirais les dirigeants, pour englober y compris la société civile, ne veulent pas s'attaquer au problème. Il y a un accord implicite sur le chômage : c'est ça qui se passe ! Il y a un personnage qui s'appelle Denis Olivennes, qui a dit ça à un moment donné, qui parlait de la préférence française pour le chômage. Cette société s'est persuadée que ce qui arrivait était momentané et temporaire, qu'un jour ou l'autre on reviendrait à une situation plus satisfaisante, et qu'en attendant il fallait faire des sacrifices. Et ces sacrifices, on les a fait dans de nombreuses directions. D'une part, de façon assez confortable, on a permis le départ en pré-retraite des plus âgés, et on a d'autre part retardé l'arrivée sur le marché du travail des plus jeunes, à tel point qu'aujourd'hui, nous sommes le pays qui a le taux de scolarité des moins de 24 ans le plus important. Il n'y a pas de pays au monde où il y ait autant de jeunes scolarisés - ce qui représente des avantages, mais aussi de graves inconvénients. Aujourd'hui, il y a 69% des jeunes de 15-24 ans qui sont encore scolarisés. C'est le taux le plus élevé du monde. On a fait ce choix là, de façon à préserver les 25-55 ans. C'est la politique qui est conduite depuis le début des années 70. Et il y a un accord implicite autour de ça. Dire les choses différemment, commencer à raisonner différemment remettrait en cause une forme de consensus. Ce n'est pas facile. On parlait des médias tout à l'heure, on passe son temps depuis 25 ans à écrire et à dire que nous sommes dans une crise. C'est invraisemblable de dire cela. Une crise, c'est temporaire ! On en sort un jour ! Et puis on suppose qu'on va revenir à la situation antérieure, ou à peu près. Or, 25 ans, ce n'est plus une crise. Nous sommes en fait dans une mutation, dans un bouleversement profond de notre société, de nos modes d'organisation, nos modes de production, de notre rapport au travail, etc. C'est de ça dont il faut discuter ! Mais d'une certaine façon, et je reviens aux classes dirigeantes : personne n'a envie d'aller dire cela à la télévision en deux minutes. Si ce n'est pour se faire jeter et baisser dans les sondages. Parce qu'on en est là. Personne ne va s'exprimer sur ça, parce que ce n'est pas le plus facile, parce que ça suppose du débat, de la pédagogie, de l'explication, du temps pour que les esprits mûrissent. Et personne n'a envie de prendre ce risque là. On préfère faire des débats rapides comme on le voit à chaque campagne électorale, de façon à retourner aux oppositions politiciennes habituelles, c'est tout !

**Intervenant dans la salle :** Moi, je suis chômeur, je suis passé il y a quelques mois pas très loin d'une situation très grave, puisque, saisi sur mon compte par le Trésor Public suite à une erreur administrative de La Poste, je me suis retrouvé à aller voir le Secours Populaire pour avoir 500

francs, à aller chercher à manger dans les distributions, etc. C'est une chose que je n'avais jamais connue parce que je suis issu d'un milieu relativement aisé. On parle de l'exclusion, et moi j'ai envie de dire que je n'ai pas envie de m'intégrer dans cette société. Parce que justement j'ai envie de garder mon intégrité et un esprit critique, que j'espère on est en train de retrouver un peu partout, progressivement. Je n'ai pas envie de m'intégrer dans cette société, je n'ai pas envie de récupérer ma carte bleue, de faire le jeu du blanchiment de l'argent sale, des marchands d'armes de mon pays ou d'un autre. On parle de l'économie et on parle du système, et on cherche des solutions pour le faire évoluer, pour le faire changer, on n'arrête pas de faire des constats sur des aberrations, sur des choses qui nous paraissent totalement inhumaines, et je crois qu'il est là le vrai problème, on est en train de vivre un problème humain. Ce n'est pas tant un problème politique, ou un problème économique, c'est un problème humain ! C'est-à-dire qu'il y a des choses qu'il va falloir s'avouer au bout d'un moment. Il va falloir avoir le courage de ce qu'on ressent. Quand on a un ami qui crève de faim et qu'on n'a pas de solution pour lui... moi, je ne sais pas... tout à l'heure, quand on a commencé le débat, avec Philippe Labarde, qui énonçait un certain nombre de constats et d'aberrations de notre système capitaliste, ça a provoqué des sourires dans la salle, presque des rires... Moi, ça me fait peur, cette attitude ! Moi, quand on me parle des aberrations, comme le nombre d'enfants en dessous du seuil de pauvreté, j'ai envie de pleurer, je n'ai pas du tout envie de rire, pas un seul instant !

**Intervenante dans la salle :** Effectivement, là, on fait un débat très poli. Question : est-ce qu'on va réussir à sortir de l'aveuglement ? La logique économique veut que le travail coûte de moins en moins cher. Moi, je dis que j'ai crevé la dalle aussi. Je dis que j'ai été saisie aussi ! Et malgré ça, année après année, on reste encore présentable ! On est encore apte à parler et à s'exprimer poliment !

Mais il y a une question de choix politique. Est-ce qu'on va continuer avec nos hommes politiques qui procèdent par de petits colmatages ? Vous avez vu la loi qu'ils viennent de passer ? Quand on dit RMI, minimum social, moi, je ne l'ai pas. Tous les gens n'arrivent pas à avoir le RMI. Il y a plein de gens qui ne peuvent pas être dans une catégorie de merde ! Je connais des gens, on leur recalcule leur RMI, et ils n'obtiennent que 800, 900 F. Les 2200 F, c'est un maximum ! Et si on veut exprimer sa désapprobation avec les choix de société menés par la droite comme par la gauche, que faire ? Le vote blanc n'est même pas pris en compte ! Alors, oui, on peut en rire.

**Intervenant dans la salle :** On peut en rire, mais alors cela devient un rire hystérique, et vraiment un rire malade ! Moi, je rejoins ce que disait monsieur devant moi tout à l'heure, je crois que la vraie bataille c'est celle de l'information, de la communication, parce qu'aujourd'hui, on est dans un monde où l'escroquerie fonctionne grâce à cela. Elle tient la route parce que dans des pays en voie de

développement, on donne à manger le rêve américain à la télévision tous les jours. Contraints et forcés de rentrer dans le système capitaliste, les gens ne rêvent plus que de s'acheter leur télévision et leur Mac Do, et leur voiture et ceci et cela... Là où on trouvera des solutions, c'est dans de nouvelles pratiques sociales, dans de nouvelles pratiques culturelles. Je crois qu'il y a des choses à inventer. La seule chose qui m'intéresse aujourd'hui, c'est qu'est-ce qu'on peut inventer pour que cela change, dans le sens de vraiment inventer, car je ne crois pas dans l'évolution de l'ancien système. Je ne peux plus y croire. On l'a dit tout à l'heure, les économies sont imbriquées, les hommes politiques sont pieds et poings liés, donc, il faut inventer d'autres façon de vivre en laissant les dinosaures crever dans leur coin ! Il y a énormément de micro-organisations qui voient le jour partout parce qu'au bout d'un moment, les gens se retrouvent face à eux-mêmes, et cherchent des modes d'organisation entre eux à leur propre niveau. Il faut communiquer au maximum entre tous ces réseaux.

**Patrice Spadoni :** On s'approche de la fin du débat parce que nous allons devoir libérer la salle. Encore quelques mots ?

**Pierre Contesenne :** Il existe plein de mouvements, plein de choses, il faut commencer par s'y intéresser.

**Intervenante dans la salle :** J'avais trois remarques : on parlait au début du mouvement des chômeurs. Je trouve qu'ils ont fait émerger dans la presse l'existence de tous ces gens qui travaillent et qui sont quand même très pauvres. Je pense notamment à une série d'articles sur les caissières des grandes surfaces qui gagnent 2 500 balles par mois et qui travaillent de 8 h à 10 h le matin et de 17 h à 20 h le soir, à deux heures de distance de chez elles. Ça nous a permis de nous rendre compte de cela, car il y a eu une audience assez large même dans des journaux qu'on trouve sur le comptoir.

Je voulais rejoindre un peu ce que disait madame sur l'économie : on a effectivement l'impression que le discours sur l'économie est dur à comprendre. Mais il faut le comprendre, car je sens que sinon, on restera exclu de la réflexion.

**Intervenant dans la salle :** Je voudrais ajouter quelque chose. Il y a une autre catégorie de la population dont on n'a pas parlé ici, peut-être qu'on y est plus sensible quand on habite Montreuil et qu'on travaille à Montreuil, c'est tous ces jeunes qui n'ont pas encore appris le plaisir de discuter ici comme on le fait ici. Qui ne savent pas le faire, qui n'ont pas cette politesse dont parlait madame, et qui ont quand même cette angoisse profonde dont parlait monsieur tout à l'heure. Qui sont conscients ou qui ressentent plus ou moins intuitivement qu'il n'y a pas d'espoir pour eux, et qu'effectivement il y a un énorme mensonge au dessus de ce monde. On ne sait pas comment passer au dessus de lui. Et ces jeunes, qui ont une force, une force et une violence qui pourront peut-être aider à faire progresser la situation,

mais qui aussi pour une partie d'entre eux n'agiront pas forcément pour le mieux. Il faudrait penser à cela.

**Pierre Contesenne :** Juste deux ou trois choses : primo, je crois qu'on ne fait jamais du neuf qu'avec du vieux. Les génis, les idées géniales spontanées, c'est assez rare. Tout ça pour dire que la bataille de l'information c'est important, mais ça ne suffit pas. A un moment donné, il faut agir. Si les sans-papiers ont fait avancer leur cause, si les sans-logis ont fait avancer leur cause, et si les chômeurs ont fait avancer leur cause, c'est parce qu'à un moment donné, ils vont dans la rue, ils se battent, ils font chier, ils se font entendre, et ça c'est incontournable. Ça reste par l'action, par l'acte, et si possible en collectif, qu'on lutte.

Pour finir, je voudrais parler du problème du consensus. Aujourd'hui le consensus c'est quoi ? Que l'on soit de gauche ou de droite, c'est respecter les critères de Maas-tricht, juguler l'inflation, respecter ce qu'on appelle les *fondamentaux* de l'économie. Et on nous dit aujourd'hui, la croissance repart, l'emploi repart... mais tout ça c'est du pipeau ! On le sait ! Le problème aujourd'hui, c'est qu'il faut mener la bataille sur les deux fronts. Quand tu disais tout à l'heure que tu ne voulais pas t'intégrer, c'est faux, car tu es de fait dans la société. *L'exclu*, ça n'existe pas. C'est un terme qu'on a inventé, qui est pratique, qui fait sens, mais ça n'existe pas. On n'est jamais complètement exclu d'une société, même si on est SDF sous un pont. Ce n'est pas vrai. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'on assiste à un phénomène de relégation sociale. Effectivement il y a des choix politiques qui sont faits, en amont de l'économie. Bien évidemment c'est d'abord un problème politique ! Qui renvoie à une conception de la société, à une philosophie, à une éthique, à tout ce que l'on veut. La relégation sociale, ça veut dire qu'effectivement, il y a un consensus global - gauche-droite pour aller vite - pour considérer qu'il y a une partie de la population qui sera reléguée à la marge de la société, sans boulot, sans emploi. A un moment donné, il faut prendre en compte ce que je disais tout à l'heure : les associations caritatives ne sont pas la solution. Il faut se poser le problème et revendiquer : oui, il est légitime de revendiquer un emploi pour tous, un emploi qualifiant, un emploi intéressant, un emploi qui permette de vivre ! Mais il est tout autant légitime de demander en même temps des ressources pour ceux qui n'ont pas d'emploi. Nous on dit qu'il faut faire les deux. Ça paraît peut-être utopique, mais c'est fondamental. Il faut donner des ressources aux jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas les moyens de vivre, mais il faut aussi leur trouver du boulot.

Pour conclure, nos associations ont été reçues par les sénateurs communistes et par le cabinet d'Aubry, et lorsqu'on leur dit qu'il y a peut-être 600 à 700 000 jeunes de moins de 25 ans qui sont à la rue, qui n'ont pas le droit au RMI ni au chômage, on nous a répondu « nous, on ne veut pas faire d'assistantat, nous, ce qu'on veut, c'est intégrer les jeunes ». Sur le fond, on ne peut être que d'accord. Ils essaient de nous faire passer pour des cons, pour des rétrogrades, pour des caritatifs, pour des gens qui veulent maintenir les jeunes dans l'assistantat. C'est trop facile ! Parce qu'à ce

compte, nous on est d'accord : c'est du boulot qu'il faut pour les jeunes, pas de l'assistantat. Mais alors concrètement, qu'on leur donne du boulot ! Or, nous on dit aujourd'hui, ce ne sont pas les emplois jeunes qui constituent la réponse. Aujourd'hui, on n'est pas dans un processus politique qui, en quelques années, va donner du travail à tous les jeunes. Ce n'est pas vrai, on n'y croit pas.

Je conclurais en disant qu'il faut mener la critique du travail, ce qui est le rôle du mouvement ouvrier et des syndicats depuis un siècle et demi : faire en sorte que le travail se désaliène, qu'on travaille moins, dans de meilleures conditions. C'est une lutte vieille comme le mouvement ouvrier. Mais parallèlement, il faut se battre aussi pour ceux qui ne sont pas dans la sphère du travail, ne pas les enfermer dans une problématique d'assistantat ou de prise en charge par les caritatifs, mais de leur dire *il faut vous battre*.

**Alain Lebaube :** C'est vrai que le mot *exclu* n'est pas satisfaisant. Je note simplement que ce qui est intéressant, c'est que dans les débats européens, ou quand il s'agit de traduire un protocole au niveau de l'union européenne, les français parlent d'exclusion, et les britanniques refusent l'utilisation du mot exclusion, parce que dire qu'il y a exclusion serait reconnaître le type de situation dans laquelle on se trouve ! Les Anglo-Saxons sont dans une situation encore plus hypocrite que la nôtre : ils refusent de parler d'exclusion. Donc de ce point de vue-là, on est peut-être dans une situation plus favorable, car elle permet une prise de conscience, y compris derrière l'usage de ce mot confus...

L'autre chose que je voudrais dire touche le plein emploi. Clairement, je crois que le plein emploi ne reviendra pas, ou pas dans les définitions telles qu'on les connaît aujourd'hui. Quand on dit que les politiques ne sont pas capables d'exprimer ce qui se passe aujourd'hui, c'est que ça passe d'abord par un aveu qui est de dire que le plein emploi ne peut plus exister ! Et d'une certaine façon, la loi contre l'exclusion qui a été présentée hier, est tout à fait intéressante de ce point de vue là : il y a des mesures prises, sur lesquelles je ne vais pas revenir, mais ce qui est plus intéressant, car il y a une démarche très chrétienne derrière tout cela, c'est comment Aubry, Jospin - mais ça va jusqu'à Madelin - disent : « *notre priorité, c'est l'accès à l'emploi. On n'est pas dans l'assistantat, on est dans le retour à l'emploi* ». Et si l'emploi il n'y en a pas autant qu'il serait nécessaire, on continue quand même à dire *emploi* comme une sorte d'incantation. Et on dit *emploi*, parce qu'on veut dire *monde du travail*, intégration dans le salariat tel qu'il a toujours existé. Tant est si bien que de proche en proche, on arrive à ce qu'a dit Madelin hier soir : « *l'objectif, c'est le retour dans un vrai emploi, dans une vraie entreprise* ». Et c'est là où est le problème. Le *vrai emploi dans une vraie entreprise*, c'est comme un entonnoir, il n'y en a pas assez ! On ne peut plus raisonner de cette façon-là. On est obligé d'imaginer d'autres emplois, d'autres activités qui ne sont pas forcément dans les entreprises, et ne pas attendre trop de l'entreprise.

Derrière tout ça, c'est notre rôle de citoyen, notre rôle d'acteur, de redéfinir, de trouver de l'emploi, de redéfinir et de reconstruire la solidarité et la cohésion sociale. Puisque tout le reste a échoué, c'est à nous que cela revient. On a un vrai rôle démocratique à jouer.

**Patrice Spadoni** : Je me suis contenu dans la position du modérateur, mais je voudrais ajouter un mot tout de même, car je suis également militant à Agir ensemble contre le chômage. Pour reprendre une expression que j'ai relevée dans ce qui vient d'être dit, ne soyons pas seulement des *citoyens spectateurs*, mais également des *citoyens acteurs*. Je rappelle qu'il y a une manifestation samedi prochain à 14h00, qui part de la Gare du Nord. Je crois que la preuve a été faite encore récemment, que c'est le soulèvement d'un mouvement social qui seul peut être capable de desserrer l'étau, et de faire la démonstration que ce qui est soit-disant impossible ne l'est pas et que le champ du possible ne demande qu'à s'ouvrir. Des gens commencent à *agir ensemble* ! Je crois que c'est ça que nous pourrions dire en conclusion.

Il se développe, sans que cela soit une réponse suffisante, et en courant avec beaucoup de retard derrière cette mondialisation de l'économie, les prémices d'une mondialisation des luttes sociales. C'est un phénomène nouveau qui est apparu à travers des luttes de salariés comme celles de *Renault Vilvoord* (qui a été riche de promesses, mais qui s'est tout de même soldée par un échec). Je pense également aux marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, où se sont retrouvées toutes les associations dont Pierre Contessenne a parlé tout à l'heure, et qui, pendant deux mois, ont organisé manifestations, marches, actions, dans le but de dire aux hommes politiques qui se sont réunis pour la signature du traité d'Amsterdam, qu'une autre voie est possible : celle-ci ne se construira qu'à travers l'effort direct, l'action des citoyens eux-mêmes, et non pas uniquement dans l'attente de ce que des économistes providentiels ou des hommes politiques providentiels pourraient apporter.

JEUDI 5 MARS 1998 - INDIVIDU ET DERACINEMENT

**Repli sur soi, tentation sécuritaire, xénophobie, incivisme, brouillage des références communes... Réflexions sur les formes et les causes de la dégradation du lien social, en France et au niveau international.**

film : *Walk The Walk*, de Robert Kramer  
 conférence/débat avec : Robert Kramer (cinéaste),  
 Christophe Dejours (psychologue du travail, auteur de *Souffrance en France*),  
 Jean-Pierre Garnier (sociologue, auteur de *Des barbares dans la cité*)  
 modérateur : Denis Gravouil

**Denis Gravouil :** La journée d'aujourd'hui s'inscrivait dans le thème "*Individu et déracinement*". Nous venons de voir le film de Robert Kramer, ici présent. Sont aussi présents pour ce débat, Christophe Dejours - psychiatre et psychanalyste, spécialiste des relations dans le travail, auteur notamment du livre *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale* -, et Jean-Pierre Garnier - sociologue et auteur de *Des barbares dans la cité, de la tyrannie des marchés à la violence urbaine*, qui est une analyse critique des différentes politiques de la ville et des modes de relations dans nos cités modernes.

Bien sûr, ce débat ne doit pas rester uniquement cinéphilique, mais je voudrais tout de même poser une question à Robert Kramer. Ce film a été tourné en 1995, est-ce qu'il y avait un scénario très précis, ou bien les thèmes se sont-ils dégagés au fur et à mesure ? Comment l'avez-vous écrit et filmé ?

**Robert Kramer :** Je travaille généralement sans vraiment faire de différence entre documentaire et fiction. Je dirais que pour ce qui concerne la première demi-heure du film, la trame était très claire dès le début. On y trouvait les trois personnages principaux face à l'Europe d'aujourd'hui. Je savais dès le départ qu'ils seraient amenés à se séparer, par la logique de leurs propres besoins respectifs.

Ça, c'était les premières bases. Ce n'était pas une idée fixe sur l'importance de la famille, ni même sur le besoin de dépasser une sorte de peur ambiante ou une réalité menaçante. Je voulais inverser certaines valeurs. Il y avait notamment cette idée de séparation - les trois personnages se séparent dans le film - mais une séparation qui n'est pas nécessairement une perte, qui peut dans certains cas être une grande avancée. Le début du film, donc, lorsque la famille est encore réunie, aura été facile à écrire dans le détail. De même, le développement du parcours de la femme, en fait qui reste au même endroit, qui fait une sorte de dépression, et recommence sa vie autrement, ne m'a pas posé de problème et toute cette partie du film a été tournée d'une seule traite, en Camargue.

Après ça, j'ai entamé une sorte de lutte intérieure pour refuser d'écrire le reste du film. Je connaissais la logique de chaque voyage, mais je voulais garder au voyage son véritable statut. Un voyage ne s'écrit pas à l'avance, il se découvre pas à pas. Je pouvais dire où les séquences allaient se tourner, mais ensuite, je ne savais pas exactement ce qui

allait se passer. Chaque personnage suit sa propre logique, et je la découvrais en suivant leur itinéraire dans le monde. C'est particulièrement vrai pour la jeune fille, à travers sa peur d'avoir attrapé le sida : est-ce qu'elle est atteinte ou pas, comment elle gère ça ? En ce qui la concerne, je savais que son voyage se terminerait à Berlin, la nouvelle capitale de l'Europe unifiée, et l'évocation de cette force qui est là-bas en train d'exploser à l'oeil nu : le plus grand projet de construction, le plus gros ouvrage de la planète, sur le plan architectural et urbanistique. Je savais assez clairement vouloir parler de l'éducation de cette fille, et de son passé. Il m'a donc paru intéressant qu'elle passe par des lieux qui portent la mémoire de révolution industrielle, c'est-à-dire, les bassins miniers. Mais après ce passage, je ne savais pas ce qu'elle devrait faire. Verdun arriverait à un moment, par analogie. Les constructions de Verdun et des bassins miniers sont issues de la même mentalité : ce sont les mêmes mineurs qui ont creusé les tunnels des bassins et les tranchées de Douaumont.

Mais ces intentions, au stade du scénario, restaient assez vagues. Tout devait dépendre de la façon dont la fille porterait son projet. Car je pense que chaque personne a un projet, et c'est une idée centrale dans le film. Dans la situation actuelle, où toutes les références communes sont brouillées, brûlées, perdues, cassées, notre projet individuel prend de plus en plus d'importance. Il devient un fil conducteur primordial.

Le personnage du père est plus complexe. Il est porteur d'une autre démarche, plus précisément d'une errance : il veut s'échapper. Son seul projet, c'est son corps. Je n'avais pas non plus d'idée précise quant à la trajectoire du personnage, tout juste quelques intuitions. Par exemple, je voulais qu'il passe par Odessa. Une partie de ma famille vit à Odessa, et j'ai d'abord voulu développer un aspect du personnage qui n'apparaît finalement pas dans le film. Souvent, dans ces projets, les origines d'un film sont mélangées entre une histoire personnelle - qui n'apparaît pas forcément une fois le film terminé - et des réalités plus extérieures. Là, j'étais fasciné par d'un côté toute cette culture des marches d'Odessa - qui à travers Eisenstein représentent la naissance du cinéma et la révolution russe dans le monde entier - et le fait que ces marches ne représentent absolument rien pour cet homme, sinon un lieu d'exercice physique. Ce n'est pas sa culture. Il ne sait pas où il s'entraîne en courant. Je tenais beaucoup à cette image là, suffisamment pour

argumenter sans cesse auprès du producteur sur l'importance d'aller à Odessa !

Mais c'est seulement en cours de tournage que s'est clarifiée une idée bien plus forte. Lorsqu'on se déplace de cette façon, au fil d'une sorte d'errance, sans parler la langue du pays, sans livres et journaux locaux sous le bras, on peut très facilement passer les frontières sans bien s'en rendre compte. Des frontières politiques, mais également des frontières plus floues, qu'on ne reconnaît pas. Et parfois, d'un certain côté de la frontière on est en sécurité, et de l'autre côté, on se retrouve pris dans un contexte dangereux, encore une fois sans s'en rendre compte. Ça peut se produire très facilement dans une ville comme New-York, par exemple. C'est devenu possible aujourd'hui dans une région comme celle de Paris, bien plus que ça ne l'était dans les années 80 lorsque j'y suis arrivé. On entre soudain dans un quartier où les règles qu'on connaît ne s'appliquent plus. Et je crois qu'on retrouve aujourd'hui ce niveau de désordre partout en Europe de l'Est. Il suffit de prendre une bifurcation à droite au lieu de prendre à gauche, et on tombe au milieu d'une situation qu'on ne maîtrise absolument pas, parce qu'on est passé dans un autre monde. J'ai donc voulu que l'homme se perde de cette manière... Sans toutefois qu'il ne se considère lui-même perdu.

Au fond, tout le film est une suggestion, et ce que le fonctionnement de ces personnages essaie de suggérer c'est une autre éthique, par rapport au monde de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Et c'est là que je rejoins le thème du débat de ce soir, que je trouve par ailleurs assez pertinent. Je me souviens que lorsque les organisateurs de ces rencontres m'ont contacté, je n'ai rien compris du tout. C'est seulement ensuite, sur le papier, que j'en ai compris l'intérêt, même si je pense que l'ordre d'enchaînement des films et des débats n'est pas forcément le bon.

Aujourd'hui, le débat était très orienté sur le militantisme, autrement dit, comment réagir face à la situation actuelle. Très bien ! Mais mon film est beaucoup plus proche de *Au loin s'en vont les nuages*, qui a été projeté cet après-midi : on y retrouve les thématiques de la peur, du désarroi, de la confusion, et de la perte que cela engendre... Dans les deux cas, les personnages ne sont pas particulièrement "éclairés". Il ne s'agit pas d'hommes politiques, par exemple. C'est une génération qui est totalement en dehors du contexte politique. Ils sont dans l'incivisme total et ne croient pas, pour le moment, qu'il y ait un mécanisme politique qui puisse résoudre les problèmes du monde qui les entoure et dont ils sont en quelque sorte les victimes.

C'est pour cette raison que l'idée de repli sur soi doit absolument être discutée, parce que la formulation même de *repli* a une connotation négative. Or je soutiens que le fait de se retirer sur soi, en travaillant intérieurement, *en dialogue avec le monde*, est un travail essentiel. C'est à travers cette démarche qu'on doit pouvoir sauvegarder certaines valeurs.

Donc pour revenir à la question sur mon film, je crois qu'il était relativement bien en place dès le départ, mais que comme d'habitude, j'ai laissé un maximum de portes ouvertes pour les choses qui pouvaient survenir.

**Denis Gravouil** : Christophe Dejours, ou Jean-Pierre Garnier, vous avez une réaction par rapport au film ?... Question piège.

Pour vous lancer un peu plus, un des éléments que vient de donner Robert à l'instant était que ces personnages ne se posent absolument pas la question de l'engagement politique dans une Europe qui se construit. Est-ce que cela vous semble être un profil de personnage courant ?

**Jean-Pierre Garnier** : Comme le dit Robert Kramer, son film suggère. C'est-à-dire qu'il a bien sûr une interprétation personnelle, mais il laisse la porte ouverte à d'autres interprétations qui peuvent être complémentaires, et parfois contradictoires. Moi, ce que j'ai retenu de ce film - c'est la deuxième fois que je le vois -, c'est la phrase de la jeune fille quand elle regarde la fenêtre. Elle dit (je traduis) : *c'est assez difficile de survivre, et ça peut même parfois être dégradant*. Je crois, en fait, qu'on a affaire à des... j'allais dire à des *survivants*. En fait, il s'agit d'un paysage après la bataille, un paysage où *l'histoire* telle qu'on a pu la connaître - je parle de notre génération - semble ne plus avoir de sens, c'est-à-dire à la fois une signification et une direction. Donc je pense qu'un des points communs à trouver entre les personnages qui ont des formes de déplacements différentes - pour l'homme c'est plutôt une fuite, pour la jeune fille c'est plutôt une découverte -, c'est dans leur rapport au temps. Or, c'est précisément le type de rapport au temps qu'entretient une majorité d'entre nous, à savoir qu'il n'y a plus de futur tracé ; pas de lendemains qui chantent ; pas d'avenir radieux. Finalement, on a l'impression que les gens tournent en rond. Dans le film, les personnages pratiquent la fuite, mais c'est aussi une manière de tourner en rond. L'homme passe son temps à faire ses exercices corporels ; il fait la même chose sur le célèbre escalier de Potemkine que sur un stade aux alentours de Marseille. La fille, elle, passe de ville en ville.

Robert Kramer montre l'Europe qui se construit à Berlin. Je crois qu'il faut prendre ça au pied de la lettre. Or, ce qu'on construit en Europe (c'est une vision tout à fait personnelle), c'est un grand marché, avec des centres d'affaires, des centres commerciaux, des centres directionnels. Effectivement, Berlin est peut-être le plus grand projet urbanistique : on va y construire un quartier comme celui de La Défense, mais deux ou trois fois plus important.

A titre de précision, le plus grand projet urbanistique actuellement - qui est exactement dans la même optique d'ailleurs - n'est pas à Berlin. Il est à Shanghai, où on voit actuellement se construire un *super-centre-d'affaires-pour-ville-globale* de 580 km<sup>2</sup>, avec 122 gratte-ciels prévus, dont les plus hauts du monde. Le plus grand fera 600 m : il s'appelle *Mao-King*. Ça n'a rien à voir avec Mao Tsé-Toung, cela veut dire : *une affaire en or*. [rires dans la salle]. Je ne plaisante pas, ce sera le capitalisme rouge dans toute sa splendeur, même s'il ne lui restera pas grand chose de rouge.

Tout ça pour dire que l'Europe qui se construit, telle qu'on la voit à Berlin ou ailleurs, est purement une Europe des

affaires, un marché commun, un grand marché comme on dit. On ne voit pas où sont les valeurs dans ces projets, qui font appel à l'affect, à l'éthique, au désir ou à l'imaginaire.

Je n'ai pas l'impression que Berlin puisse représenter grand chose pour la jeune fille du film. Elle le dit : *j'ai le sida ou je ne l'ai pas. Ce que je vais faire en attendant, c'est continuer*. De même, la mère, sur les marches de la gare Saint-Charles, raconte que  *finalement, le sandwich n'est pas si mal que ça*. On vit toujours. Mais c'est toujours de la survie, comme disaient les situationnistes. Ce n'est pas une vie animée par une projection dans le futur.

C'est un film qui me plaît beaucoup. Mais je l'interprète sans doute en fonction de mes propres opinions. Voilà ce que je voulais dire pour l'instant. Je ne veux pas monopoliser la parole, je vais la laisser à monsieur Dejours, qui n'est peut-être pas en désaccord total avec moi, d'ailleurs.

**Christophe Dejours :** C'est peut-être à monsieur Kramer de répondre...

**Robert Kramer :** Non, ce que vous venez de dire ne me pose pas de problème. Par contre, je crois que si on ne s'exprime pas avec les mêmes mots, ces mots ne recouvrent pas non plus forcément les mêmes perspectives. *Survivant* veut peut-être dire autre chose. On pourrait discuter le fait que les personnages aient ou non un projet de futur, d'avenir. En revanche, la vision de l'Europe que tu as reçue du film, est bien celle que j'ai voulue...

**Jean-Pierre Garnier :** Oui, c'est la capitale du capital dans toute sa splendeur... Les Galeries Lafayette, etc.

**Denis Gravouil :** Christophe Dejours ?...

**Christophe Dejours :** Je suis un peu gêné, un peu perplexe. Ce n'est pas si simple, pour moi, d'entrer dans la discussion sur ce film. C'est vrai que les propos de Robert Kramer donnent un certain nombre de pistes de discussions possibles, mais j'ai peur de *gauchir* les choses. Je vais peut-être dire un mot sur l'impression que m'a laissée le film. Une double impression, en fait. D'abord une impression assez pénible... Votre film est très angoissant. Mais c'est peut-être parce que je suis psychiatre ! Je suis un peu déformé...

**Robert Kramer :** Mais, c'est très bien, ça. C'est excellent !

**Christophe Dejours :** ...Mais en même temps je me demandais : finalement qu'est-ce qu'ils cherchent ces trois personnages ? Je cherchais une clé. Qu'est-ce qui les anime, qu'est-ce qui les meut, ces gens ? Evidemment, je n'avais pas les éléments que vous avez donnés après coup.

Finalement, ce qui m'apparaît dans la première vision (maintenant, je le décoderais différemment), c'est que ce film reste profondément énigmatique. La caractéristique principale semble être que les personnages ont des conduites qui restent obscures pour le spectateur, pour le tiers. Je ne sais pas si c'est intentionnel de votre part, mais en même temps, j'ai l'impression que c'est un peu exemplaire. Nous

ne nous comprenons plus très bien actuellement, dans cette société. C'est en tout cas la façon dont je ressens les choses. Vous parlez de perte de référence, ce qui est peut-être un langage plus simple que le mien. Il est difficile d'avoir une intelligibilité commune des situations, des conduites des uns et des autres. Les comportements des uns et des autres sont comme des milliers de mondes dans lesquels il est très difficile de pénétrer. Moi, j'ai le triste privilège - enfin triste ou heureux, ça dépend des fois - de circuler, de par mon métier, dans toutes les parties de la société. Et je reste complètement stupéfait par l'étanchéité des mondes qui composent la société dans laquelle nous vivons ; une société qui se fragmente et où les mondes sont cloisonnés.

Pour moi, psychanalyste, il est extrêmement difficile de comprendre comment fonctionnent les gens. Vos trois personnages sont difficiles à comprendre, parce qu'il n'y a pas de référence à leur histoire personnelle : on ne sait pas d'où ils viennent, on ne sait pas avec quoi ils sont en rupture. Quel est leur projet ? On n'a pas les éléments pour le deviner. Mais je salue ce qui m'angoisse dans votre film, et qui correspond bien à une angoisse du temps.

À présent, il y a un autre point que vous avez introduit et que j'aimerais aborder. Dans le contexte de ces quinze dernières années, où les références communes ont éclaté, vous accordez une fonction majeure (je ne sais pas si c'est le bon terme), au *projet personnel*. Là, je pense que cela me pose un problème !... Un très-très-gros problème !

Bien qu'étant analyste, je fais des investigations sur le terrain, dans le monde du travail, là où la société se défait, mais aussi se refait, d'une manière extrêmement dure et rigoureuse. C'est le Berlin auquel vous faites référence : le monde du management, de l'entreprise. Or les nouvelles formes de la domination me paraissent extrêmement structurées, extrêmement claires et extrêmement violentes. On ne peut pas se contenter de parler d'absence de références : c'est un bouleversement des références ! Je veux bien croire qu'à un moment on soit étourdi, mais la situation actuelle ne s'explique pas simplement par un effondrement d'après-guerre. Il y a autre chose qui se construit en ce moment, à toute vitesse. Et dans ce contexte, il est tragique que nous soyons renvoyés à notre projet personnel, parce qu'il est très important de pouvoir mettre en commun son désarroi personnel avec d'autres personnes qui sont dans le même désarroi. C'est, en tout cas, une voie d'ouverture souhaitable. On peut également chercher une réponse personnelle (c'est incontournable, et je partage complètement ce que dit Robert Kramer), mais il serait dangereux d'être simplement renvoyé à sa trajectoire personnelle, sa propre expérimentation du monde. Peut-être que je me trompe...

**Robert Kramer :** Non, je ne crois pas.

**Christophe Dejours :** J'ai l'impression qu'aujourd'hui, les gens sont très seuls face à la difficulté. Que ce soit vis-à-vis du système auquel ils sont confrontés (par lequel ils sont parfois écrasés), ou encore parce qu'ils sont marginalisés, les gens sont seuls, dans la parole, comme vos personnages. Quelque chose ne se dit pas. On ne se voit pas, on ne se

comprend pas. On reste dans l'allusif, le suggestif (vous avez employé les termes). Donc voilà je réagis de façon très triviale, très *tripale*.

**Denis Gravouil :** La question du travail n'est pas vraiment abordée, dans le film. Ce n'est pas une question qui semble intéresser les personnages. Robert Kramer, vous avez choisi d'écarter le monde du travail de votre film pour une raison particulière ?

**Robert Kramer :** En fait je crois que le travail, c'est terminé. C'est-à-dire que ça va durer un certain temps, mais on se dirige vers une situation où... Bon, c'est pas bien de dire comme ça que le travail c'est terminé, mais son absence du film signifie qu'il n'a plus la même importance que celle qu'on a pu lui donner pendant deux siècles.

Et je crois qu'aujourd'hui, il n'y a plus de but, plus de référence de réussite sociale. C'est un peu comme si on faisait table rase autour de nous : c'est ce que le film essaye de suggérer, par l'absence de certaines choses. Ainsi, les personnages vivent de petits boulots. Apparemment, la jeune fille voyage grâce à de l'argent qu'on lui a offert. Que va-t-il se passer quand cet argent sera épuisé : elle va être en face d'une situation que chacun de nous connaît déjà. Il n'est pas vraiment nécessaire que le film le raconte.

L'absence de travail dans le film fait écho au fait que notre représentation traditionnelle du travail est en train d'être remplacée par un autre forme de manipulation. L'intitulé du débat parle de *brouillage des références*. Les modes de pensée de notre civilisation sont en train de changer. Le corps, par exemple, et l'attention qu'on y porte, prend de plus en plus d'importance. L'évolution est lente, et je ne sais pas si on pourra la constater à l'échelle d'une vie. Mais j'ai l'impression que les fondements de la psychanalyse sont remis en cause par ces changements dont nous n'avons pas encore pris conscience. C'est pour cela qu'on a tellement de mal à parler des problèmes. Et on rejoint là toutes les discussions sur les nouvelles technologies. Le développement des nouvelles technologies de l'image, qui sont en fait le remplacement du monde par l'image, représente quelque chose en soit. Mais tout cela introduit surtout un constat important : on s'éloigne des choses concrètes.

Donc l'obsession du *concret*, dans le film a une véritable valeur éthique. Là, les personnages ne regardent pas la télévision ; ils se touchent ; ils ne parlent pas forcément, mais lorsque la jeune fille, par exemple, se laisse toucher par la vieille dame, celle-ci communique une information par l'intermédiaire du toucher : ce moment a plus d'importance qu'une dizaine de conversations. Il est important également qu'un échange puisse avoir lieu entre la femme russe et le père, alors qu'il ne parlent pas la même langue (l'absence de sous-titre n'est pas dû à un manque d'argent : il signifie que le langage est devenu geste). On ne peut plus s'en remettre aux mots de la même manière qu'auparavant. Il faut apprendre à communiquer autrement. Le film est fait dans cet esprit-là, pour poser ça. Non pas pour le raconter, mais pour le poser.

[à Christophe Dejours] Toi, tu es angoissé, avec raison, en réagissant à la question de la violence. Oui, la violence existe ! Elle est sur le visage d'Aline Pailler qui parle de son impuissance - plan rarissime : quel politicien a déjà parlé comme cela devant vous ? Personne. Nixon a essayé, avec son chien, et il a gagné les élections parce que les gens l'on cru pendant un moment. C'est rare que les gens s'expriment de cette façon. C'est un exemple de bonne conduite d'un élu, c'est-à-dire lorsqu'il accepte de parler de son impuissance...

**Intervention dans la salle :** Justement, dans le film il y a une chose frappante. Quand on voit l'Assemblée européenne, il n'y a personne : la salle est déserte. On voit Berlin en construction, mais cela donne l'impression que sur le plan politique, c'est vide. En revanche, côté business...

**Jean-Pierre Garnier :** Ça montre où est le vrai pouvoir.

**Intervention dans la salle :** Je voudrais réagir à ce que dit monsieur Garnier quand il parle de trois *survivants*. Je trouve que le rôle de la fille est exemplaire ! Elle a vingt ans, elle part : elle va découvrir le monde. Elle fait ce qu'elle aime, et en plus, elle a la chance de rencontrer des gens avec qui elle peut discuter. Ensuite, elle rencontre - à Zurich, certes une ville horrible - quelqu'un qui va lui parler intelligemment de sa maladie et, à Berlin, elle aura alors le pouvoir de repartir en disant : *de toute façon je vis, et je vis...* C'est pour ça que je n'ai pas compris l'idée qu'ils soient des *survivants*.

**Jean-Pierre Garnier :** Comme le film est un point de départ, je vais *rebondir* sur cette déclaration (surtout que la question risque de revenir sur le tapis dans les débats des jours à venir). Il s'agit du point de vue de Robert Kramer, avec lequel je suis en désaccord total, sur la fin du travail. Car c'est une idée à la mode : le travail serait en voie de disparition. C'est écrit dans tous les journaux. Viviane Forrester a vendu 300 000 exemplaires de son bouquin avec ça. Dominique Meda et beaucoup d'autres ont également publié des choses sur le sujet.

Si on regarde les statistiques très sérieusement, à l'échelle planétaire, il y a de plus en plus de gens qui sont mis au régime du travail *salarial*. Simplement, il faut sortir de l'hexagone et aller voir ce qui se passe en Malaisie, en Chine populaire, en Extrême-Orient ou encore en Argentine. De plus en plus de gens sont mis au travail, sous de nouvelles conditions de domination. Ce qui change, c'est le rapport salarial.

Effectivement, ces conditions ne vont plus tellement ressembler à ce qu'on a connu jusqu'à présent. Elles seront de plus en plus individualisées ; on va faire appel à l'implication des individus, avec une épée de Damoclès permanente : le chômage, la déqualification, l'incertitude du lendemain.

Mais en ce qui concerne le thème de la fin du travail, il faut tout de même préciser certaines choses. Le capital, pour

fonctionner dans la durée - on peut d'ailleurs remarquer que personne ne parle jamais de la fin du capital -, n'a pas uniquement besoin des machines. Il va de plus en plus faire appel à des gens qui devront fonctionner comme des machines, non pas à la manière du Charlot des *Temps modernes*, mais à travers des formes de travail où l'investissement psychologique passe par des formes d'aliénation (on parle aussi d'implication) qui font que l'individu doit *lui-même* inventer des manières d'être plus performant.

On a dit qu'il n'y avait plus de références communes. Pourtant, il y a tout de même une idée qui revient tout le temps, qu'on l'appelle *pensée unique* ou autrement, peu importe le terme : on parle de performance, d'excellence, d'efficacité, de productivité, de rentabilité, de compétitivité. Tous les jours, on nous serine les oreilles avec ça ! Mais bien-sûr, il ne s'agit pas d'un projet, parce qu'en définitive, le capital n'a pas d'autre but que de se reproduire, si du moins on peut le personnifier. L'idéologie globalitaire consiste effectivement à globaliser le non-sens. Il faut donc ensuite aller chercher ailleurs. Et, dans un deuxième temps, on va chercher en soi-même puisque, pour l'instant, le collectif se résume à cela (je dis bien pour l'instant !). Mais, s'il est sans doute profitable de prendre du temps pour se *recentrer*, ne serait-ce que pour se libérer des fausses conceptions de l'émancipation et de la libération, il faut tout de même rester prudent. On tombe facilement dans l'*égologie*, le culte du moi. Certains n'en sont pas sortis, et ils s'y complaisent.

Face à cela, on trouve des forces dominantes, dont Berlin est un des symboles. Aujourd'hui, on ne peut vraiment pas parler de fin du travail. Le processus qui est en place va mettre au travail des millions d'individus, dans des conditions déplorables : on évoquait tout à l'heure les petits boulots, on peut aussi parler des emplois-jeunes. La précarité se développe, à travers les stages, en passant un jour chez Mac Donald, un autre jour à ramasser des mégots dans le métro, ou comme adjoint de sécurité.

Or, justement, le développement du secteur de la sécurité renvoie directement à une autre réalité : la violence, qui est amenée à se développer. Mais celle-ci n'aura rien à voir avec la violence *historique* (celle de l'époque où l'Histoire avait un sens). Elle va prendre la forme de la rage et de la haine, pour utiliser des termes clairs. Elle n'accouchera de rien : c'est une violence stérile. Comme il y a des grosses-nerveuses, il y a des violences nerveuses.

Alors, pour l'instant, on va la contrer. C'est-à-dire qu'on va recruter des centaines de gens, pour des travaux de contrôle social, dans tous les domaines. Il suffit de voir ce qui se passe aujourd'hui dans les banlieues où, même parmi les caïds en puissance, on recrute actuellement des gens comme adjoints de sécurité ou agents locaux de médiation. Tout cela c'est du travail. Une partie de ce travail va consister à contrôler les gens qui ne travaillent pas, ou qui travaillent peu, ou encore des gens qui ne sont pas très contents du travail qu'on leur offre.

On pourrait également parler du développement des économies parallèles qui, elles aussi représentent du travail. Ces économies parallèles ont en fait le même objectif que

les économies normales : créer du profit. La différence est qu'elles procèdent de méthodes artisanales et un peu grossières. Mais les gens qui y participent sont eux aussi *performants*, ils sont *dynamiques*, ils créent leur entreprise. Ce sont exactement les mêmes valeurs que celles qu'on enseigne à H.E.C. ou ailleurs, adaptées à *l'école de la rue*, comme on dit. Le système de valeurs est exactement le même que celui que l'on trouve à l'Institut d'administration des affaires.

Je ne suis pas du tout d'accord avec cette idée de fin du travail. C'est, je crois, une sorte de légende qui vise à ce que les gens s'adaptent au "*changement*", et aux nouvelles contraintes. Mais je pense que Monsieur Dejours a peut-être des choses plus précises à dire sur ce sujet, sans forcément être d'accord avec moi.

**Denis Gravouil :** J'allais justement lui poser une question.

Est-ce que vous pensez, comme Jean-Pierre Garnier, que la thèse de la "fin du travail", masque de nouveaux liens de domination et de pouvoir ?

**Christophe Dejours :** Globalement, je suis assez d'accord avec ce que dit Jean-Pierre Garnier. Et je vais un peu plus loin dans cette direction, au sens où je pense que le travail n'est non seulement pas promis à la disparition, mais qu'il reste un organisateur extrêmement puissant de la société, y compris en Europe, où il n'y a soi-disant pas de travail.

En fait, personne n'échappe à ces questions : l'emploi, le travail, les modalités d'organisation du travail. Les gens qui travaillent, aussi bien que ceux qui en sont exclus, sont totalement obsédés par cela : on ne pense qu'à ça. Et, évidemment, on est piégé dans une histoire où le travail semble pouvoir générer le pire, même si on sait qu'il peut aussi, paradoxalement, être un moyen d'accomplissement.

Alors, je ne sais pas. Ce n'est peut-être pas sous la catégorie "travail" qu'il faudrait rediscuter les éléments du film. En même temps, une des choses très frappantes du film est que les personnages ne sont pas du tout monolithiques. Ils ont une sorte d'épaisseur vivante, à certains moments, qui est très impressionnante. Cette jeune fille qui chante de la musique baroque, à certains moments, qu'est-ce qu'elle représente ? Elle travaille, quand même ! Alors est-ce que c'est un travail ou est-ce que ce n'est pas un travail ? Est-ce qu'être cinéaste, être producteur de films, c'est un travail ou pas ? Toutes ces questions sont en remaniements dans leurs définitions, et dans la compréhension qu'on en a aujourd'hui.

Oui, je crois que le travail reste un organisateur très puissant des rapports sociaux, des rapports de domination. Dans notre jargon, on parle de *centralité du travail*. Il y a ceux qui défendent cette thèse de la centralité du travail, et ceux qui disent au contraire que le travail n'est qu'un élément parmi d'autres. Je pense pour ma part que le rôle du travail est central dans la construction de l'identité de chacun d'entre nous, ou dans sa destruction.

Par ailleurs, le lieu de travail est un des lieux où on apprend à faire des choses horribles contre autrui. C'est ce que

j'essaie d'expliquer dans mon livre, pièces à l'appui : je ne vais pas reprendre tous les exemples ici, mais ce que j'observe dans ce livre, c'est que grâce au travail, on arrive à banaliser des attitudes d'oppression. Au nom du travail, au nom de l'économie, on se permet de faire aux gens des choses atroces ! De plus, on ne se contente pas de subir la situation. Il ne faudrait pas croire que dans cette salle, nous ne sommes que des gens qui subissons l'injustice sociale et la souffrance, le mensonge et les fausses promesses... Non, nous sommes conviés à exercer aussi cette injustice sur nos collaborateurs, sur nos collègues, sur nos subordonnés. C'est-à-dire que nous sommes tous pris dans une machinerie... On n'est pas *complètement* pris, mais tout de même fortement invités, à donner notre accord et notre collaboration à des actes que pourtant nous réprouvons.

Où pensez-vous qu'on apprenne cela ? Dans le travail, plus encore qu'à l'école, que dans la famille ou auprès d'autres structures. C'est dans le travail que tout se purifie au nom de la raison économique. Et là, je pense qu'il y a des raisons d'être inquiet. Car ce n'est pas seulement une caractéristique de la société contemporaine : c'est comme ça depuis un moment ! Et faute de repérer ce chaînon capital de l'organisation de la société, de l'évolution des rapports sociaux et des rapports de domination, on se dirige vers une situation très inquiétante. Les centres économiques, du type de Berlin, ne se montent pas comme ça, par l'opération du Saint Esprit...

**Jean-Pierre Garnier :** Ils se montent avec des travailleurs turcs, ou kurdes, qui sont surexploités. Il faudrait voir les conditions de travail des gens qui construisent les gratte-ciels de Berlin.

**Christophe Dejourn :** Ils ne se montent pas par le miracle de la raison monétaire. Il y a des gens derrière, tout un processus sous-jacent dans lequel nous sommes plus ou moins directement impliqués. Or, un des drames de la situation, c'est que nous avons beaucoup de mal à parler de tout ça. Car ce n'est pas seulement l'affaire des autres, c'est la nôtre aussi. Les cadres supérieurs d'entreprise ne sont pas les seuls impliqués. On pourrait aussi parler des chercheurs (après tout, je peux aussi travailler sur mon propre groupe social). Les chercheurs sont loin d'être propres, aujourd'hui, face à l'évolution du système, ni les médecins, ni les chefs de services. Jusque dans les échelons relativement subalternes, nous sommes impliqués dans des pratiques que pourtant nous réprouvons. Mais nous participons quand même à l'ensemble. Ça marche, le système !

De plus, et c'est peut-être le point le plus important, le système ne marche pas sans que nous lui apportions un concours très zélé. On le sait depuis longtemps aujourd'hui : aucun système, aucune organisation, aucune entreprise, aucune armée, aucun service hospitalier, rien ne fonctionne si les gens ne font qu'exécuter les ordres. Quand les accusés du procès de Nuremberg répondaient " *Je n'étais qu'un exécutant* ", ils mentaient tous ! Car ce n'est

pas vrai. Quand les gens ne font qu'exécuter les ordres - on peut alors parler de grève du zèle - et le système tombe en panne. Ou il explose, comme à Tchernobyl (la machine peut s'arrêter, mais parfois elle s'arrête mal). Donc, pour que le système fonctionne, y compris le marché, il doit bénéficier de la mobilisation de l'intelligence individuelle, et de la coopération collective, du zèle de nous tous (en tout cas de beaucoup de monde), sinon ça ne marche pas !

Finalement, c'est dans un rapport individuel et collectif au travail que se purifient moralement des actes qui pourtant contribuent globalement à notre malheur. Plus nous travaillons, plus nous créons de chômeurs. C'est quand-même nous qui acceptons de travailler 8 ou 10 heures, 12 heures, parfois 14 heures par jour, qui renonçons à nos vacances, qui acceptons des conventions absolument sordides, qui faisons que les autres, nos enfants, les petits copains, eux, ne trouvent pas de boulots et en trouveront de moins en moins. On donne beaucoup de nous-mêmes pour que le système fonctionne et continue d'être un processus d'exclusions massives.

**Intervention dans la salle :** J'ai eu la chance de connaître votre livre par un copain du boulot, monsieur Dejourn, et je trouve qu'il correspond bien à la réalité. Moi, je travaille à La Poste, dans un centre de tri : une espèce d'usine quoi ! Et effectivement, je trouve qu'il y avait une sale mentalité, c'est-à-dire aucune entraide. Les petits chefs jouent sur les rivalités - ce qui n'empêche pas la direction de faire semblant d'avoir des préoccupations sociales. Ils soutiennent les pires salauds qu'il y a parmi les prolos.

D'ailleurs, quand Mr Dejourn parle de virilité, je l'ai constaté en travaillant récemment de nuit : les mecs jouent les caïds, ils disent " *pédé* " tous les trois mots. C'est ahurissant, je vous dit ! Ça m'a soufflé.

Et le problème, c'est de trouver des espaces pour dire les choses, si on veut essayer de casser un peu ça... ce qui n'est pas évident. D'autant plus que les gens qui réagissent sont des gens qui pensent un peu comme nous, et on n'est pas forcément les plus forts. Par exemple, il y a un problème autour de ce qu'on appelle les *H.M.I.* (c'est des heures syndicales). Là, je me suis retrouvé face à des gens comme ce délégué syndical C.G.T., plutôt sympathique et plus cultivé que les autres : quand on lui parle en tant qu'homme, on est assez d'accord, mais dès qu'il fait son discours syndical, il ramène tout à l'économie. Et quand la gauche dit « *on fait une critique de l'économie* », ça reste de l'économie. Et on entend encore les même trucs. Et ce type nous a sorti les mêmes trucs : *Il va y avoir de la croissance*. Moi, quand j'entends le mot *croissance*, j'ai envie de vomir.

Pour en revenir au sujet du débat, il y a une ambiguïté. *L'individualisme*, c'est à la fois le produit de la manipulation pour que les gens se bouffent entre eux, et c'est en même temps la seule contre-réaction qui peut sortir : « *Je suis un être humain, je ne suis pas forcément une merde. Je ne vais pas répondre à toutes les saloperies par des saloperies* », même si on est parfois obligé de se défendre un peu.

Mais on n'est pas obligé de rentrer dans le jeu du *je suis un petit capo moi aussi*.

J'ai l'impression que quand les pays de l'Est sont tombés, le totalitarisme est passé de notre côté. C'est Alfred Jarry, je crois, qui parlait de l'identité des contraires. Sauf que notre totalitarisme est basé sur l'argent.

**Intervention dans la salle :** Je voudrais juste revenir sur ce qui a été dit tout à l'heure : quand on travaille 14 heures, on prend le travail des autres. Moi, je regrette, mais quelqu'un qui est écrivain, qui écrit, qui crée, je ne vois pas comment il peut prendre le travail de quelqu'un d'autre. Et il y a d'autres professions, où effectivement on peut faire des choses parce que c'est un investissement personnel. C'est le *moi* qui travaille, pas le collectif. Il faudrait d'ailleurs préciser un peu tout cela, parce qu'on peut aussi culpabiliser quelqu'un qui fait son boulot. Et ce n'est pas simplement un travail, c'est aussi un moyen de s'accomplir : il y a beaucoup d'enjeux. Je pense à Monsieur Kramer, mais il n'est pas dans un cas isolé. On va lui dire : « *monsieur, vous arrêtez de filmer au bout de 8 heures* ». Peut-être que ses machinistes arrêteront par ordre syndical, mais lui, il va continuer à gamberger. C'est pas un autre metteur en scène qui va venir terminer à sa place (à moins qu'il appartienne à la MGM).

**Denis Gravouil :** Moi qui suis technicien de tournage. Je peux vous dire que les horaires de tournages (je ne sais pas ce qu'il en est pour les films de Robert Kramer) mais les horaires de tournage en ce moment, ça a plutôt tendance à augmenter. Il me paraît relativement pertinent de dire qu'effectivement, le chômage, y compris dans nos professions, c'est un manque de partage de la durée légale du travail. Avant de parler de partager encore plus, on pourrait déjà partager ce qu'il y a.

**Robert Kramer :** Je sors d'une phase où j'ai eu énormément de mal à parler des problèmes dont on discute ce soir. Je reviens du Vietnam, où j'ai beaucoup travaillé depuis 1969. Concernant la surexploitation qui vient aux portes de notre forteresse, de notre petite cité de privilégiés blancs, je crois que la question ne date pas d'hier. Il y a un problème avec l'approche qu'on a de la question. Effectivement, dès qu'on définit le système qui existe (la pensée unique, ou l'idéologie des marchés, peu importe), on doit reconnaître que c'est bien un projet fasciste. Mais si on en vient à l'utilisation du mot *travail* qui a dominé les civilisations occidentales dans les deux derniers siècles, là où il n'y a pas de notion de dignité dans le travail, il y a aliénation, il y a nouvelles formes d'esclavage. Et je n'appelle pas ça le *travail*, ou je ne désapprouverai pas qu'il y ait disparition de ce travail là.

Dans le film, tout le monde considère avec étonnement que le futur semble sombre. Et ça rejoint notre réalité car ce qui s'annonce n'est pas seulement très mauvais à tous les plans (écologique, économique...), mais c'est surtout très sombre en regard de notre attitude vis-à-vis du reste du monde.

Mais on va devoir aussi se poser la question des vraies valeurs : pourquoi est-on solidaire avec un autre être humain, aujourd'hui ? Quelle est la base de tout cela ? Après la religion, et le marxisme... Je ne sais pas. Pourquoi est-on solidaire aujourd'hui ? Pourquoi tient-on la main de l'autre ? Toute la pression qui s'exerce sur nous s'applique à briser cette solidarité. Alors, comment va-t-on pouvoir conserver ces valeurs de façon abstraite, tandis que le travail se déplace de plus en plus, que l'esclavage se délocalise ?

**Denis Gravouil :** Quelle place pour la famille dans le maintien d'un lien social ?

**Jean-Pierre Garnier :** A propos du lien social il y a quand même un phénomène général, c'est la dévalorisation de toutes les structures qui étaient porteuses de valeur collective : c'est-à-dire les partis, les syndicats, l'école qui est en crise, chacun le sait, le service public qui est déconsidéré, notamment avec l'offensive libérale, et bien entendu la famille. Est-elle en crise ? Je n'en sais rien, car il faut savoir aussi qu'elle sert beaucoup de refuge en ce moment, aussi bien au plan économique que spirituel. Pour beaucoup de jeunes, elle est vraiment un refuge au sens matériel du terme. Et au plan psychique, l'indifférence, la froideur et l'inquiétude qui règnent dans les relations interpersonnelles font que les gens se replient souvent sur la famille. Mais elle est aussi déstabilisée. Le taux de divorce a augmenté. Il y a beaucoup de familles monoparentales, et des enfants qui ont deux ou trois pères d'emprunts. La famille n'est plus ce qu'elle était jadis : porteuse d'un lien social stable.

Je voudrais revenir sur la question du lien social. Cette notion, elle est revenue sur le tapis depuis à peu près sept ou huit ans. Dans les années soixante-dix, il n'en était pas beaucoup question. Alors, je vais faire un peu de macro-sociologie. Il ne faut pas oublier que ce qui lie les individus d'une société capitaliste, au-delà des rapports interpersonnels, ce qui les *lie* dans tous les sens du terme ce sont ce qu'on appelle les *rapports de production* au sens large du terme. Ce sont des rapports de domination, aussi bien au plan économique qu'au plan politique et idéologique.

Dans une large mesure, c'est ça qui relie les gens entre eux, qui fait que la société fait corps. La nouveauté maintenant, c'est que les rapports de production capitaliste sont en train de changer. Mais ils sont toujours capitalistes, et cela renvoie à l'histoire du travail : le travail était le grand intégrateur lorsqu'il était facteur de création de *collectivité de travail*, de *collectif de travail*. Et aujourd'hui, il y a des transformations qui font qu'on individualise de plus en plus le travail : les horaires variables, l'annualisation qui pointe à l'horizon, les petits boulots, l'instabilité, les changements d'affectation, la flexibilité. C'est ce qui a été dit par quelqu'un tout à l'heure : diviser pour régner. La privatisation des services publics fait que, à La Poste, France Telecom ou ailleurs, on va fonctionner comme une entreprise privée, et donc qu'on va diviser. Avant, le travail était un facteur de "collectivisation", si l'on peut dire, au sens positif du terme. Or c'est de moins en moins le cas. Et pour revenir à

la question sur la famille, elle est affectée par cela. Parce qu'il est bien évident que des gens qui sont déstabilisés en tant que travailleurs vont avoir un rapport à la famille totalement différent de celui qu'on pouvait avoir à l'époque où l'on rentrait dans une entreprise avec quelque chose qui ressemblait beaucoup à l'emploi à vie. On y passait trente ou quarante ans. On avait un plan de carrière, même si cela n'allait pas très haut pour les ouvriers. Mais aujourd'hui, ce n'est plus cela : l'individu qui est déstabilisé dans le travail voit ses rapports familiaux influencés. Les enfants ne savent pas ce qu'ils vont faire plus tard, les parents risquent d'être déqualifiés ou déclassés. Tout cela fait que la famille elle-même est largement perturbée.

De même que la relation de travail perturbe l'ensemble des rapports humains. Une fois qu'on a plus de travail, on a plus de relations professionnelles, plus de relations paraprofessionnelles, moins de relations avec le voisinage. Cela crée du divorce au sens large du terme.

Alors mon hypothèse c'est que la famille, aujourd'hui, elle est elle-même atteinte par la destructuration de la vie sociale provoquée par les nouvelles formes de mise au travail des individus. Et la mise au chômage revient au même, c'est le va-et-vient entre *l'exclusion* et *l'inclusion*, *l'insertion* et la *désinsertion*.

**Denis Gravouil :** Un point de vue plus psychanalyste sur la place de la famille et sur le lien social.

**Christophe Dejours :** Je pense que la séparation classique entre l'espace de travail et l'espace privé, est une séparation qui ne résiste pas à l'analyse, ni psychologique, ni sociologique. Les deux espaces sont complètement solidaires l'un de l'autre. Malheureusement, je suis obligé de reconnaître une chose, au bout d'un certain nombre d'années de recherche, et il en aura fallu beaucoup pour que j'arrive à cette conclusion que je n'arrivais pas à admettre. Elle va dans le même sens que ce que disait Jean Pierre Garnier :  *finalement, ce sont les rapports sociaux de travail, qui sont décisifs sur l'organisation de l'espace privé.*

Pourtant, je suis psychanalyste de formation, et c'est pour cela que ça a été aussi dur à arracher. Le point de départ théorique et pratique sur lequel je m'appuie, c'est l'inverse de cela : pour Freud, ce qui est au centre de l'organisation de la vie domestique, de la vie familiale, de la vie intime et de l'espace privé, c'est la sexualité, c'est l'économie érotique, c'est l'amour. Et ils y sont vraiment, bien sûr, dans une certaine mesure. Simplement, ce que je découvre au fur et à mesure de mes enquêtes et de mes analyses cliniques, c'est que finalement, c'est très partagé. Les incidences du rapport au travail sur la vie privée, jusque sous les draps, est inimaginable ! C'est beaucoup plus important que ce que l'on croit. Je peux évidemment vous donner beaucoup de preuves de tout cela. Comme j'ai mis beaucoup de temps à le comprendre, maintenant, je peux l'expliquer. Je vous assure que preuves à l'appui, c'est très impressionnant.

Il ne faudrait surtout pas imaginer un temps idyllique du travail taylorisé, du fordisme, qui aurait été la merveille des merveilles ! Non, c'était l'horreur, et donc, je ne prends pas

la défense de l'ancien système, qui était aussi un système extrêmement dur.

Donc, d'abord, les gens souffrent dans le rapport au travail. Les plus privilégiés d'entre nous, ou les plus talentueux, réussissent à transformer cette souffrance par le travail, en plaisir, en accomplissement de soi, grâce notamment à la reconnaissance qu'on obtient en retour. Ce sont les privilégiés, et c'est tout l'espace de la sublimation. Mais pour la plupart des autres, comme disait Robert Kramer tout à l'heure, c'est vrai que le travail s'inscrit d'abord comme une espèce de monde qui s'oppose à l'accomplissement de soi. C'est la contrainte qui vient vous empêcher d'être vous-même et de mettre dans le travail tout ce que vous pourriez mettre d'inventivité, d'intelligence, d'ingéniosité, de ruse, de trouvailles, etc.

Dans l'ensemble, le rapport au travail est toujours, d'abord un rapport de *souffrance*. Or, nous ne faisons pas *que* souffrir des choses. Quand nous souffrons, en général, nous nous *défendons*. Si nous ne nous défendons pas de la souffrance, nous tombons malades, mentalement. En fait, nous devenons fous, atteints par différentes sortes d'aliénations mentales, qui sont répertoriées par la psychiatrie. Pour un certain nombre d'entre nous, ça ne donne pas des folies très spectaculaires, car certains ne sont pas capables de fabriquer un délire, mais à la place, ils font un infarctus du myocarde ou un cancer, et ils sont liquidés par leur propre corps, qui casse sous eux ! C'est même sans bruit, on meurt tout doucement, ou très violemment, mais le corps peut craquer, comme la tête.

Donc, si nous ne devenons pas tous fous, en dépit des contraintes de travail et de domination, c'est parce que nous nous défendons. Or, le secret est là. Ces défenses impliquent tout le fonctionnement psychique de l'individu : je ne quitte pas mon atelier automobile, mon industrie électronique, mon hôpital, ou le tri postal en laissant au vestiaire mon bleu de travail et mon fonctionnement psychique pour redevenir ensuite un être humain bien incarné, séduisant, charmant, "baisable" en quelque sorte. Pas du tout ! Ces défenses engagent toute ma personnalité.

Elles sont très compliquées à construire, à ajuster. Et une fois qu'on les possède, on les emporte chez soi ! On découvre ainsi combien l'espace domestique est envahi par les défenses dont *monsieur* a besoin pour pouvoir supporter son activité d'ouvrier dans le bâtiment, ou pour pouvoir tenir comme cadre supérieur. Car il lui faut la collaboration de *madame*, il faut la collaboration des enfants. On se rend finalement compte que pour qu'une famille tienne, il faut qu'il y ait une cohésion autour des défenses dont chacun a besoin pour pouvoir travailler. Même si en général on coopère bien plus à maintenir les défenses de *monsieur*, que celles de *madame*.

Sauver sa vie mentale, quand on est femme, est plus difficile. A tous les niveaux de l'analyse, c'est toujours plus dur et plus injuste pour les femmes. Cela ne veut pas dire que c'est le bonheur pour les "mecs", mais leur situation est tout de même moins difficile car ils bénéficient de beaucoup plus de coopération. Si une femme réussit à s'accomplir dans un travail qui lui plaît et pour lequel elle

est reconnue, elle pénètre ainsi au sein de mondes qui ont été construits par les hommes et pour les hommes. Pour qu'une femme y soit admise, il faut qu'elle accepte de fonctionner comme les hommes. Or, pour une femme, *être comme un homme*, ça pose un problème. L'accomplissement de soi dans le champ social tourne alors le dos à l'accomplissement de soi comme femme. Cela perturbe l'identité sexuelle féminine. Pour un homme, on est dans la continuité : plus il réussit dans son travail et plus il est agréable, séduisant, et sympathique. Pour une femme, c'est l'inverse. C'est pourquoi quand une femme réussit dans son travail, 9 fois sur 10, ça crée des difficultés à l'intérieur de l'espace domestique. Quand elles les retrouvent à la maison, les femmes ne supportent plus les "mecs", puisqu'elles se battent contre eux dans le travail, pour conquérir leur place. Elles rusent avec eux, et quand elles rentrent à la maison, les hommes veulent jouer encore les "mecs" ! C'est insupportable pour elles ! C'est la cause de nombreux divorces. Mais les sociologues décrivent cela beaucoup mieux que ne savent le faire les psychologues. C'est vrai pour la femme cadre qui gravit les échelons, mais c'est aussi vrai pour l'ouvrière qui devient technicienne. A tous les échelons de la société, s'accomplir par son travail est beaucoup plus risqué pour son identité sexuelle et pour sa vie familiale si l'on est une femme que si on est un homme. Donc, être une femme, c'est souvent savoir renoncer.

De plus, quand les parents souffrent dans leur rapport au travail, et qu'ils se défendent de cette souffrance, ça implique également la coopération des enfants, selon des modalités très précises.

Tous ces efforts qui sont demandés aux uns et aux autres ne tiennent qu'en échange de l'espoir. Cette contribution que ceux qui travaillent apportent à l'organisation du travail et à la société n'est possible qu'avec l'espoir d'un retour. L'espoir de ce retour, qui a toujours été porté par le travail depuis au moins le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est l'espoir d'une émancipation, l'espoir d'un bonheur plus grand grâce au travail. Cela fonctionne par l'accomplissement de soi, mais aussi par l'argent du salaire, et l'espoir d'un avenir plus rose pour les enfants.

Aujourd'hui, dans les familles, les gens sacrifient beaucoup de leur personnalité, et n'ont comme perspective qu'un travail répétitif, un travail non qualifié ou qui ne sera jamais reconnu. Et en contrepartie de cela, il n'y a plus l'espoir que leurs propres enfants, grâce à l'école, grâce au savoir, grâce aux études, grâce à leurs sacrifices, puissent accéder à un statut social plus heureux que le leur. Alors là, la cellule familiale entre en crise autour des questions du travail, des valeurs du travail. Cela se traduit tout de suite, même sur des petits enfants, par le fait que, tout à coup, ça ne marche plus à l'école. Ce sont des enfants qui allaient bien, jusqu'à ce que le rapport de confiance des parents dans la promesse de bonheur se déstabilise. Quand ça se perd, curieusement, vous avez des gamins qui deviennent violents à l'école, qui tapent sur leurs petits copains, qui sont instables. On a toute la pathologie de la désadaptation scolaire, qui est beaucoup

plus qu'on ne le croit en rapport avec la crise du rapport au travail chez les parents.

Vous voyez c'est effrayant : vous avez des parents qui restent normaux, mais le prix payé, c'est les enfants dont le développement devient pathologique. Quand on généralise ces choses là, on se rend compte que dans les zones où il y a beaucoup de chômage, où il n'y a pas beaucoup d'espoir de retrouver du boulot, les liens familiaux se dissocient.

Et qu'est ce qui se passe avec les enfants, comme je l'ai vu très fréquemment dans mes dernières enquêtes : par exemple dans l'ancienne classe ouvrière, les enfants retournent leur déception et leur haine contre tout ce qui symbolise la condition ouvrière, celle du sacrifice, celle de l'effort consenti pour un espoir de jours meilleurs, etc. Et le vandalisme, la violence, s'attaquent à tous les symboles : la mobylette, la petite bagnole, la cabine téléphonique. Tous les petits signes extérieurs du confort, tout ce qui représente les acquis et le quotidien de la vie ouvrière est systématiquement saccagé. Le vandalisme ne se fait pas à l'aveugle, il attaque les symboles de quelque chose qui est ruiné du point de vue de sa fonction symbolique pour les nouvelles générations. C'est pourquoi la violence retombe sur le milieu ouvrier et le milieu des petits employés, car aujourd'hui, ce sont eux aussi qui vivent dans ces cités : les employés d'EDF, les employés des PTT. Ce sont eux qui sont victimes de la violence, beaucoup plus que les quartiers aisés qui sont très protégés de la violence et de la délinquance.

Donc, effectivement, la famille ne peut plus jouer son rôle de médiateur. Toute une partie de ce "vivre ensemble" qu'on devrait y apprendre n'est plus transmis. Alors maintenant, sur quoi va-t-on le fonder ?

Il y aurait encore plein de choses à dire sur les autres questions qui ont été soulevées. Je vais juste dire un mot particulier sur la question de la réduction du temps de travail.

Quand on travaille 14 heures par jour, est-ce qu'on vole l'argent ou le travail des autres ? Le raisonnement de Jospin, de Martine Aubry, et celui de tous ces gens qui pensent au partage du travail, est que si on répartissait mieux le nombre d'heures de travail, il y en aurait plus pour les autres. Moi je ne le crois pas du tout. Ce n'est pas comme ça que ça marche, pas plus que l'argent ne se distribue de façon égalitaire. Il n'y a rien qui va vers une égalisation du partage. Là, il y a un point important : quand j'accepte de travailler 12 ou 14 heures par jour (pas quand c'est un choix délibéré, parce que là, je tire ma révérence. Si vous avez du plaisir à travailler 14 heures par jour, je ne vois pas pourquoi on s'en priverait. Je n'ai rien contre le plaisir des gens, qu'il soit sexuel ou autre), mais lorsque sous contrainte, on me dit : « *Si vous n'acceptez pas de rester jusqu'à 9h ce soir, et tous les soirs de la semaine pour faire le bilan comptable qui doit être bouclé pour la semaine prochaine, vous sautez* ». Alors j'accepte. Et qu'est-ce qu'on accepte finalement, c'est pas le 14 heures qui enlève du travail aux autres, c'est : " *je me soumetts* ". Et cette soumission, c'est un pas de plus dans l'escalade, et celle là va retomber sur les autres qui vont accepter des statuts précaires. Et cela s'enchaîne.

Il y a un chaînon intermédiaire qui fait que, ce qui est tragique dans le fait d'accepter plus de travail, c'est qu'on accepte les violations du droit du travail, c'est qu'on accepte de nouvelles formes de soumission, de flexibilité, et qu'on accroît la domination. C'est en cela que nous sommes responsables.

D'autres questions se posent alors : qu'est-ce qu'on peut faire par rapport à ça ? Est-ce qu'on a un pouvoir là-dessus ou pas du tout ?

**Intervention dans la salle :** Moi, j'aurais une question. Tout à l'heure vous parliez de grève du zèle, et il y a quelque chose qui m'a dérangé, c'est le problème de l'adhésion. Les gens adhèrent totalement à ce système. Et aujourd'hui, ce qui est intéressant, c'est que ce système auquel plein de gens ont adhéré - moi, j'avais 20 ans quand Bernard Tapie faisait ses émissions à la télé, et tous les gens autour de moi le considérait comme le modèle à suivre - aujourd'hui il y a une crise sociale, mais on a surtout un système qui ne se justifie plus. Aujourd'hui, quand Jospin parle, il dit : « *Il faut faire ce que veut le marché, sinon il s'en ira ailleurs* », ce n'est même pas source de progrès, c'est comme ça et on ne peut pas faire autrement. C'est le discours de l'élite aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il y a une chose qui est en train de disparaître, c'est l'adhésion : les gens n'y croient plus. Ils se rendent compte qu'on est dans un système qui crée des profits énormes, mais on ne sait même pas pourquoi. Ça c'est le premier point.

Ensuite, vous dites que les gens sont responsables et participent au système. Avant ils y participaient parce qu'ils y adhéraient, maintenant ils y sont contraints. Moi je pense que tant qu'il n'y aura pas une idéologie qui viendra proposer un tant soit peu des jours meilleurs, qui donnera une perspective politique, on assistera à des petites rebellions, des petites choses comme ça, mais sans lendemain, sans véritable force.

Une dernière chose, quand vous parlez de l'éclatement de la famille : je dirais que depuis la fin des années 60, les femmes ont pris leur indépendance économique. Une femme qui veut divorcer aujourd'hui, elle divorce. Elle n'a pas besoin d'un mari. Je crois que c'est un fait important dans l'éclatement des familles, c'est que les femmes travaillent.

**Christophe Dejours :** Je n'ai pas de réponse à ces questions. A mon sens, le temps présent n'est pas directement à l'action. J'ai l'impression qu'engager des actions qui seraient supposées résoudre le problème, aujourd'hui, c'est un peu aller dans le mur. J'ai beaucoup d'inquiétude par rapport aux actions à mener en ce moment, parce que comme elles risquent fort de se terminer par des échecs, faute d'avoir assimilé une pensée alternative sur la manière de repenser les rapports de travail, de repenser la société civile, les rapports avec l'Etat. Et après la déception, les gens vont chercher des solutions que je n'aime pas beaucoup... Trop de déception, ça va plutôt vers le Front National, parce qu'eux ont des réponses. Même si elles sont courtes, ce sont des réponses pour certains. Et cela risque de mal se terminer pour beaucoup d'entre nous...

Je pense que le temps est plutôt un temps de la délibération, mais pour moi ça fait aussi partie de l'action. Il faut repenser ces questions. On peut soulever la question de savoir si on a une responsabilité vis-à-vis de l'économie, en terme de consommation, savoir si notre consommation est finalement une manière de collaborer. Peut-être, mais ce n'est pas ce chaînon là qui me paraît être le plus important. C'est notre *zèle* qui est important.

Si nous avons un pouvoir sur l'économie, c'est dans le *zèle* que nous apportons ou non, et qui fait que nous contribuons, ou non, à faire fonctionner le système. Si nous pensons autrement le rapport à l'organisation du travail, aux nouvelles formes de management et de gestion, à la souffrance, à la manière de se défendre face à la souffrance, alors, curieusement, lorsqu'on pense autrement, on n'a plus le même *zèle*... Alors il suffit qu'on n'ait pas le même *zèle* pour que, croyez-moi, la machine se ralentisse. Curieusement, les économistes vont s'y intéresser beaucoup, et on trouvera des solutions.

Je crois que là où nous avons une responsabilité et un pouvoir, c'est sur la question de continuer à apporter notre zèle, ou de ne pas l'apporter. Ce n'est pas une décision qu'il faudrait prendre, comme ça. Nous ne pouvons prendre cette décision que dans la mesure où nous sommes arrivés à une critique de fond de ce en quoi consiste notre adhésion au système, ou de l'enthousiasme, pour un certain nombre d'entre nous qui y croient comme à une promesse de bonheur...

VENDREDI 6 MARS - INDIVIDU ET ENGAGEMENT

“ 30 ans après mai 68, que reste-t-il des rêves égalitaires? ”

film : *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil  
conférence/débat avec :  
Pierre Maillot (professeur à l'École nationale Louis Lumière)  
Patrick Viveret (rédacteur en chef de *Transversales Science/culture*)  
Jean-Pierre Duteuil (auteur de *Vers le mouvement social du 22 mars*)  
modérateur : Philippe Merlant (journaliste)

**Philippe Merlant** : Pour commencer ce débat après le film, les intervenants pourraient se présenter rapidement...

**Pierre Maillot** : Je suis professeur à l'École Louis-Lumière où j'enseigne le cinéma depuis vingt ans<sup>1</sup>. Si vous voulez, je dirai deux mots tout à l'heure pour situer le film.

**Patrick Viveret** : Je suis rédacteur en chef d'une lettre-revue qui s'appelle *Transversales, science-culture*<sup>2</sup>. Ce film me touche d'une façon un peu particulière parce que j'ai bien connu – comme Jean-Pierre Duteuil – la plupart des protagonistes. Et ce qui est évoqué quand Romain Goupil dit “ *tout ce que vous avez vu de Mai 68, moi je ne l'ai pas vu parce que j'étais trop pris par l'organisation* ”, d'une certaine façon j'ai eu la chance, étant beaucoup moins militant que d'autres, d'avoir vu et participé à l'autre phase de Mai 68, donc, à l'occasion, j'aimerais bien en reparler.

**Jean-Pierre Duteuil** : J'ai écrit un livre<sup>3</sup> sur tout ce qui s'est passé à Nanterre depuis l'ouverture de la Faculté jusqu'à sa fermeture en mai 68, c'est-à-dire tout ce qui a précédé la création de ce qu'on a appelé le *mouvement du 22 mars*.

**Philippe Merlant** : Je suis journaliste, et je suis en train d'essayer de créer un magazine d'information générale, qui s'appelle *Cité*<sup>4</sup>. J'étais un peu plus jeune que vous, donc j'ai vécu plutôt l'après mai 68. Pour démarrer, Pierre Maillot, vous vouliez dire quelques mots sur le film de Romain Goupil...

**Pierre Maillot** : Ce qui me frappe, c'est que le sujet principal de ce film n'est pas Mai 68, ce n'est pas non plus la relation entre Goupil et Récanati, mais plutôt une relecture, plus de dix ans après, qui est une relecture psychanalytique,

où l'on cherche à comprendre deux militants qui étaient à la fois copains et opposés. Goupil montre combien il était attaché à Récanati et combien sa mort l'a affecté. Et en même temps, on voit bien qu'ils étaient opposés, puisque dès le début Romain Goupil se présente comme voulant “ *déconner, déconner et déconner encore* ”, avec humour, alors que Récanati est tout à fait l'inverse....

Mai 68 est attaqué ici sous deux biais tout à fait particuliers. Le premier est le témoignage de “l'avant-avant-garde”- comme Goupil la définit - et limitée à la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), et des jeunes gens des CAL (Comité d'action lycéen). Il y a donc un angle d'attaque extrêmement précis, particulier et limité à mon sens, pour analyser le phénomène mai 68, qui n'est encore une fois pas l'objet central du film. Le deuxième aspect, c'est que cette relecture par un militant de la JCR a lieu plus de dix ans après, donc avec un certain recul. Et il demeure une grande question à la fin de ce film : on voit très bien après 1969, dans les années 70, 71, 72, comment Récanati s'est trouvé à la tête de l'organisation du service d'ordre et comment on s'acheminait peut-être dans une dérive vers des choix politiques qui auraient pu amener la France là où l'Italie et l'Allemagne se sont trouvées dans ces années-là. A mon sens, le film ne dit pas assez comment, où, à quel moment, on a évité en France ce qui s'est produit en Italie avec les Brigades Rouges et en Allemagne avec la Fraction Armée Rouge.

**Philippe Merlant** : Sur cette vision de 68, Patrick tu as dit que ce n'était pas la façon dont tu l'avais vécu : ayant eu la chance de ne pas être suffisamment immergé dans les milieux militants, tu as vu d'autres choses...

**Patrick Viveret** : Je l'ai plus vécu comme l'émergence de lieux de prises de paroles, l'Odéon, les graffitis..., enfin tout ce que Goupil dit ne pas avoir pu vivre parce que trop pris par l'organisation. A l'intérieur du Mouvement du 22 mars, quand j'étais à la Cité U à Nanterre puis à la fac, j'étais assez décalé, y compris politiquement... A l'époque j'étais à l'extrême droite du 22 mars, puisque je me définissais comme *réformiste radical*, et que dans la situation de l'époque le seul mot de réformiste vous situait vraiment complètement à l'extrême droite... Ce qui fait aussi que, ayant à peu près gardé ce type d'idées, j'ai l'impression aujourd'hui d'être largement à l'extrême gauche sur bien des points ! C'est dire que par rapport au contexte strictement politique de 68, je me sentais relativement décalé et je considérais

<sup>1</sup> Pierre Maillot : auteur entre autres de *Les fiancés de Marianne*, (Septième Art, Edition du Cerf)

<sup>2</sup> *Transversales, science culture* : 21, boulevard de Grenelle - 75015 Paris

<sup>3</sup> *Nanterre 68 : vers le Mouvement du 22 mars*, ACRATIE 1988. Jean-Pierre Duteuil est responsable des éditions Acratie, d'orientation libertaire, qui ont publié une cinquantaine de titres depuis 1982.

<sup>4</sup> Ce projet de magazine n'a pas vu le jour pour le moment, mais a donné lieu à la création d'un site internet : <http://www.place-publique.fr>.

surtout 68 comme expérience de mode de vie. Les thèmes mêmes de 68, au delà du “*méto-boulot-dodo*”, “*changer la vie*”, “*arrêter de perdre sa vie à la gagner*”, “*nous ne sommes pas contre les vieux mais contre ce qui les fait vieillir*”, sont restés pour moi des phrases structurantes, et continuent à me faire vivre. En ce sens-là, j'ai de 68 une image de lumière.

Je me souviens d'un livre de Michel de Certeau qui m'avait marqué à l'époque (je crois qu'il date de 1969), *La Prise de parole*: De Certeau avait comme hypothèse que 68 ouvrait quelque chose de totalement *inédit*, et pas simplement le 68 français, ça a été un mouvement international, en Tchécoslovaquie, Pologne, etc. Il estimait que cet inédit dans les questions portées par 68 avait été vite clôturé par ce qu'il appelait “*la récupération des langages antérieurs*” et notamment les langages antérieurs de type révolutionnaire qui avaient mis un terme à ce qu'il pouvait y avoir d'inédit dans 68.

Par rapport au thème du débat - qui est « Trente ans après mai 68, que reste-t-il des rêves égalitaires », on est encore, à mon avis, marqués par les langages antérieurs. Bien sûr, il y avait du rêve égalitaire dans mai 68, mais je ne l'ai jamais vécu comme étant principalement centré sur la question égalitaire. C'était bien plus la question *libertaire* - à condition de donner au mot libertaire un sens assez large. Cela rejoint les questions contemporaines - c'est pour cela que j'ai tendance à considérer que les questions de 68 sont devant et non pas derrière nous. Derrière le masque de la crise et de la guerre économique, les vrais problèmes concernent les questions de l'au-delà du modèle de production industrielle, de l'au-delà du méto-boulot-dodo, qui étaient dans les questions de 68.

Le travail subit une telle mutation que la question “*Que faire du temps de travail ?*” ne se pose plus ainsi, et que de plus en plus la question du “*Que faisons-nous dans la vie ?*”, qui est la question du travail, se déplace vers “*Que faisons-nous de notre vie ?*” Quant à la question du “*comment ne pas perdre sa vie à la gagner*” elle me paraît être de plus en plus centrale... Bref, toutes les questions que pose par exemple le livre d'André Gorz, *Misère du présent, richesse du possible*, me paraissent illustrer le fait que la plupart des questions de 68 sont devant nous et que nous sommes en train de subir une formidable construction, à la fois pratique et théorique, qui veut au contraire nous faire croire que nous serions uniquement confrontés au problème du travail, de la survie, etc.

Peut-être que si j'avais vécu 68 uniquement à travers le cadre organisationnel et militant, pour moi 68 serait fini. Mais le fait de l'avoir vécu au contraire beaucoup plus sous l'angle du mode de vie et des transformations culturelles, continue à être un élément structurant dans ma vie actuelle.

**Philippe Merlant** : Ce qui apparaît nettement dans le film de Romain Goupil c'est que tout ce qui est parole subjective liée au mode de vie, liée au sens de la vie etc, dans une structure organisée comme la LCR à l'époque, ça n'arrive pas à se dire. Jean-Pierre, tu as participé au démarrage du Mouvement du 22 mars, penses-tu qu'il y avait à ce mo-

ment-là manipulation, parce que le Mouvement du 22 mars c'était quand même aussi sur la subjectivité, le désir... Est-ce qu'il y avait une articulation entre cela et un discours révolutionnaire ?

**Jean-Pierre Duteuil** : Je pense que cette articulation n'était pas forcément mise en œuvre consciemment à l'époque. En 68, le choix n'était pas simplement de vivre ça de l'intérieur d'une organisation ou de l'extérieur : on pouvait très bien en même temps voir les affiches, s'amuser, voir ce qui se passait, cela tout en étant très militant et même en ayant des responsabilités. C'était faisable, et ça s'est fait dans le Mouvement du 22 mars.

Ceci dit, je ne voudrais pas non plus qu'on ôte à ce dernier sa dimension politique, et je voudrais quand même rappeler que ses commissions s'appelaient quand même “*anti-impérialisme*”, “*lutte ouvrière dans les pays de l'Est*”, “*lutte étudiante*”, etc.

**Philippe Merlant** : Est-ce que tu peux redire ce qu'est le Mouvement du 22 mars pour ceux à qui ça ne dirait rien aujourd'hui ?

**Jean-Pierre Duteuil** : Ce mouvement est né à partir de l'occupation de la tour administrative de la Faculté de Nanterre par des étudiants qui protestaient contre l'arrestation de Xavier Langlade - lors d'une manifestation anti-américaine contre la guerre du Vietnam. Pour obtenir sa libération, on a occupé le bâtiment. Le mouvement existait depuis plusieurs mois, il y avait déjà des assemblées générales de plusieurs centaines, quelques fois plusieurs milliers d'étudiants. Un soir on s'est retrouvé à cent quarante-deux, occupant la tour administrative; on a rédigé un manifeste. C'était le 22 mars. Pendant les mois suivants, ce mouvement a continué l'agitation jusqu'à mai 68, puis pendant tout mai 68. La plupart des membres du Mouvement du 22 mars, se sont retrouvés également militants de différents comités de quartiers, et comités d'action, choses qui ont été très importantes en mai 68.

**Philippe Merlant** : Tu disais qu'à l'intérieur du Mouvement du 22 mars, la convivialité, la fête, étaient présentes et on voit bien dans le film qu'il y a aussi des moments de plaisir, d'excitation, de fête, etc. Est-ce qu'à l'intérieur du mouvement, ou plus généralement dans ces années-là, il y avait un discours sur la subjectivité, et si oui, comment cela s'intégrait-il au discours révolutionnaire ?

**Jean-Pierre Duteuil** : Le Mouvement du 22 mars, mais également les groupes libertaires sur la faculté de Nanterre et aussi une partie de la JCR, essayaient par exemple de republier et de distribuer des textes de Wilhelm Reich, qui était à l'époque, il faut le souligner, interdit de publication. On peut penser ce qu'on veut de Reich, psychanalyste révolutionnaire qui avait fait la critique du fascisme et du stalinisme (*Psychologie de masse du fascisme*) et surtout un bouquin *La Lutte sexuelle des jeunes* - qu'est-ce que le chaos sexuel etc. -, mais il a fourni des éléments sur les-

quels un certain nombre de gens se sont appuyés pour étayer la lutte à la Cité universitaire, sur la mixité, ou sur le problème de la contraception et de l'avortement, luttes qui avaient commencé bien avant 68. Evidemment, cela débordait largement du cadre des organisations traditionnelles. Il y avait une aussi dimension artistique. Parmi les quelques centaines de personnes qui ont démarré le Mouvement du 22 mars, il y avait des gens qui s'étaient frottés un peu aux surréalistes, qui avaient un certain nombre d'activités culturelles sur l'université... Et donc tout ça ouvrait considérablement les débats politiques, ça les élargissait.

**Pierre Maillot** : Je suis plus vieux que vous, de quelques années, mais ça fait pas mal de différence. Ces quelques années de plus font que je n'ai pas fait partie du 22 mars. Les expériences que j'ai retrouvées autour de mes trente ans, je les avais connues dix ans plus tôt, au cours de la Guerre d'Algérie : cette capacité des étudiants à se mobiliser, leur volonté de poser devant la Cité des questions qui ne franchissaient pas la barrière de l'université – la question politique, la question des droits de l'homme, cette mondialisation de la problématique politique et philosophique qui prenait le nom de tiermondisme... Vous avez dit un mot tout à l'heure, *l'inédit*. Ce qui se passait était à ce moment-là à proprement parler inconcevable : on ne pouvait pas forger de concept dessus. C'est le souvenir le plus fort que j'en ai gardé : le souvenir de quelque chose qui ouvrait le monde, et qui l'ouvrait, pour développer votre question, d'une façon pratique à la sexualité, mais aussi à l'égalité, à la liberté, à la parole. Et je suis retourné peu après en Amérique du Nord et en septembre alors que j'étais au Canada et que ça démarrait là-bas, on m'a dit : “*Et alors ? Qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qui est nouveau ?*” Je cherchais une formule et je n'ai trouvé que ces quatre mots : “*Les gens se parlent*”. Mais ça faisait un changement énorme.

Je suis d'accord avec vous lorsque vous dites que les questions sont devant nous, mais elles sont tellement devant que nous nous retrouvons en position régressive... J'assistais hier soir à une conférence où l'on constatait exactement ce que vous avez dit sur l'impérialisme absolu de l'économisme aujourd'hui. Le conférencier, directeur de recherche au CNRS, disait : « Nous devons constater que les économistes ont pris le pas sur les sociologues, mais nous avons *tout de même* quelque chose à dire »... Alors je lui ai demandé *pourquoi* les économistes ont pris le pas sur les sociologues, sur les philosophes ou sur les penseurs d'une façon générale, pourquoi le “fait” – ce qu'on nous impose comme un fait et qui est de l'idéologie économiste – pourquoi ce fait avait pris le pas sur le reste ?

Et cette question, que Mai 68 posait - qui était au cœur de la problématique, inédite, inconceptualisable à cette époque, mais qui l'est peut-être un peu mieux aujourd'hui - c'est parmi tous les problèmes qui se posent dans le domaine social aujourd'hui, la question centrale : pourquoi, avec quelles complicités, pour quelles raisons historiques, pour quels motifs ou quels mobiles, avons-nous laissé s'installer et se maintenir le *prima* de l'économie ? Pour moi, c'est l'angle d'attaque.

**Patrick Viveret** : Il me semble qu'il y a une hypothèse qui part justement de la question de *l'inédit* : on voit bien sur le plan individuel qu'une personne confrontée à une situation profondément nouvelle qui la désespère, peut avoir tendance à réagir à cette situation par des comportements de dépression et de régression qui font que, pour retrouver des repères, des systèmes de défense, elle va se fabriquer des comportements antérieurs, infantiles, adolescents... Il y a cette hypothèse selon laquelle les phénomènes psychiques sont aussi des phénomènes collectifs et qu'un certain nombre de grandes pathologies qu'on repère sur le plan individuel peuvent être aussi repérées sur le plan collectif.

Celui qui avait ouvert cette voie avec quelque autorité c'était Freud lui-même, puisque dès 1930, il avait fait une analyse de la crise des années Trente et de ce qui risquait de se produire sur le plan de la psychopathologie collective. Si on prend cette hypothèse, je suis très frappé par la comparaison entre les années 30 et notre temps. Il y a trois textes assez prophétiques qui montrent à quel point on est complètement passés à côté de la réalité du problème des années 30 : c'est le texte de Freud, *Malaise dans la civilisation*; un texte de Bataille, *La Dépense* (devenu ensuite le premier chapitre de *La Part maudite*), dans lequel il disait - en 1929 - que le problème fondamental n'était pas du tout celui de la rareté, mais que c'était le problème de l'abondance. C'est faute de savoir dépenser que les sociétés finissent par dépenser de façon pathologique - la forme ultime de dépense pathologique étant la guerre. Il y a enfin un troisième texte, d'un économiste qui était reconnu mais dont on ignore généralement ce côté, il s'agit de Keynes qui, à la fin de ses *Essais sur la monnaie*, dans un chapitre intitulé « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », dit une chose assez extraordinaire - surtout quand on la relit maintenant. Le texte commence en disant tout le monde parle de la récession, de la crise de la production etc., mais que, tout ça, ce sont des balivernes. Fondamentalement le problème qui se trouve posé c'est celui de la sortie de la logique du travail et de la survie. Les conditions technico-économiques, dit Keynes, sont telles que l'on peut déjà considérablement réduire le temps de travail, et il prophétise, puisqu'il parle pour les petits-enfants, que d'ici moins d'un siècle, le niveau de production sera tel qu'il sera possible de travailler à peu près deux heures par jour. Keynes dit cela en 1930 et il ajoute ceci : on pourrait considérer que c'est une bonne nouvelle, l'humanité ayant passé son temps à vouloir réduire son temps de travail mais, ajoute-t-il, si nous ne connaissons pas une mutation culturelle qui soit à la hauteur de la mutation technico-économique, en citant l'exemple des classes aisées et oisives des années 30, nous risquons de rentrer dans une dépression nerveuse universelle. Ces trois textes de Bataille, Keynes et Freud, disent au fond la même chose : la question fondamentale est celle du *mode de vie*. Keynes utilise même ce terme très fort qui aurait pu être repris en 68 : “*nos sociétés n'ont pas appris à jouir*” !

C'est bien Keynes, qui utilise cette expression, et non Wilhem Reich!

Or si l'on reprend ces hypothèses à la lumière de ce qui se passe dans notre prétendue *crise* actuelle, on voit bien que celle-ci n'est pas d'origine économique. Il faut étudier les prétendus facteurs déclenchants : en 1973-74 le quadruplement du prix du pétrole... quelques années après le prix du baril de pétrole était revenu à un niveau relativement inférieur à celui 1973 ; la Guerre du Kipour qui fut une arme politico-militaire, utilisée pour faire pression sur les pays occidentaux ; la déconnexion du dollar-or qui est présentée par les économistes dits sérieux comme la vraie cause de la crise... ce sont les États-Unis qui font payer par le monde solvable la Guerre du Vietnam, et c'est encore un problème politico-militaire...

1965, est une date peu relevée dans les ouvrages économiques, elle n'en est pas moins très intéressante : c'est le moment de la rupture de ce qu'on a appelé le modèle fordiste - rupture dans les taux de croissance de l'automobile, l'électro-ménager etc. Les formes de production de masse ne peuvent plus tirer la croissance, et à partir de ce moment-là on voit apparaître un discours complètement nouveau. Avant on parlait de croissance, on commence alors à parler de *guerre économique*.

Il n'y a encore eu ni 1971, ni 1973, il n'y a pas encore eu les "dragons du Sud-Est asiatique" et on commence à voir apparaître le thème de la *guerre économique*, dans une période de prospérité telle qu'il n'y a aucune raison économique à ce thème. C'est là qu'on peut faire le rapprochement avec les hypothèses de type Keynes-Freud-Bataille : qu'est-ce qu'une guerre économique sans cause économique ? Il n'y a pas d'explication *économiste* à cette hypothèse, en revanche il y a des explications psychiques et politiques. Posons l'hypothèse que le monde entre alors dans la question de l'au-delà du travail, de l'au-delà de la logique de survie, et commence d'être confronté à la question de l'abondance et par conséquent à toutes les questions qu'on verra apparaître en 68, qui sont celles du mode de vie - changer la vie etc. A partir de 1965, on n'a pas choisi la voie de la mutation, ni celle du partage mondial - car après tout à partir de cette situation-là on aurait pu choisir une stratégie de développement mondial, et on repoussait peut-être de cinquante ans la question psychique et culturelle... Mais à partir du moment où le monde développé refusait à la fois le partage mondial des richesses et un nouveau modèle de développement, la seule sortie possible, c'était la sortie pathologique, la sortie par la guerre.

Depuis ces années-là, il y a eu un énorme enrichissement — il ne faut jamais oublier que nous sommes aujourd'hui trois fois plus riches que dans les années 60 et cela avec un volume global de travail pour produire les richesses qui a à peu près réduit du tiers. Donc toutes les billevesées sur le thème "fini la récréation, aujourd'hui il faut revenir aux questions du travail, de la production etc" sont fondamentalement fausses, y compris si on part des statistiques les plus officielles. Si on fait l'hypothèse que cette guerre économique sans cause économique, est la forme au fond inconsciente de traitement par le monde développé de son incapacité à affronter l'inédit, de son sous-développement relationnel, de sa misère affective, sexuelle et spirituelle (en

prenant le mot spirituel au sens fort du terme), alors la guerre économique est non pas une *cause*, mais un *effet* de ce refus de traiter les questions de 68.

**Jean-Pierre Duteuil** : On pourrait ergoter longtemps sur ce qu'il reste de mai 68, des mouvements etc, mais il y a une chose qui me paraît importante, c'est que mai 68 est apparu complètement en dehors des appareils politiques et syndicaux. Et on s'aperçoit depuis, c'est encore valable maintenant, que les mouvements sociaux de relative envergure apparaissent toujours alors que les appareils politiques et syndicaux ne s'y attendent pas. Cela a été vrai pendant les grèves de 1995, cela a été vrai au moment de la grève des infirmières il y a quelques années, c'est encore vrai avec le mouvement des chômeurs.

**Pierre Maillot** : Pour compléter ce qui a déjà été dit, ce qui me semble la question centrale, c'est : comment expliquer le *prima* de l'économie ? Je n'ai pas de réponse définitive, mais j'ai des éléments et une piste. J'ai été marqué, radicalement, par la pensée marxiste, qui distingue entre l'infrastructure et la superstructure, pour revenir à ces mots dont le sens échappe peut-être à certains aujourd'hui. Or quelle était la force du marxisme, la force et l'argument de la Gauche dans sa lutte séculaire depuis un siècle, un siècle et demi ? C'était l'idée que ce qui est premier c'est l'économie, et non pas l'idéologique ou le culturel. Et lorsque la Droite prétendait gérer le monde au nom de ses valeurs, on disait - et c'était une arme extrêmement efficace - que la gestion du monde et la réalité du monde, c'est dans l'économie et non pas dans l'idéologique qu'il faut en situer la structure, l'infrastructure.

Je suis d'accord avec Patrick Viveret, pour dire que les causes de l'économisme aujourd'hui sont psychiques et culturelles et non pas économiques. Je pense qu'il y a là - et j'aimerais qu'on y insiste beaucoup - une refondation de la pensée critique de la gauche, sur ses éléments fondamentaux premiers, le socle intellectuel sur lequel elle se fonde. Il faut réexaminer les principes fondateurs de la pensée de gauche pour s'interroger essentiellement sur les rapports entre infrastructure et superstructure, autrement dit entre économie et philosophie, ou économie et sociologie.

**Philippe Merlant** : Pour revenir au film, une chose m'a beaucoup frappé : c'est la dimension sacrificielle du militantisme. Avec des compensations en termes de prise de pouvoir, d'affirmation de soi, etc, mais dans une logique de militantisme qui est : "je milite et je sacrifie ma propre vie". J'ai le sentiment aujourd'hui que les mouvements militants qui apparaissent sortent assez largement de cette logique-là. Le côté « je me bats pour un certain nombre de causes justes, d'intérêts collectifs, je traduis des engagements, etc. » est en même temps lié à une quête, à la recherche de l'épanouissement personnel, du bonheur... Je crois que l'on n'est plus nécessairement dans ce militantisme sacrificiel...

**Patrick Viveret** : D'ailleurs le mot même de militant a beaucoup reculé à cause de ça. Aujourd'hui, les mouve-

ments s'appellent plus volontiers *civiques*, se réfèrent à la citoyenneté etc. Le terme de militantisme, y compris avec son origine très militaire, renvoyait à une idée sacrificielle, à une idée ordonnée, hiérarchique. Il y a quelque chose de très beau dans Mourir à trente ans, on peut dire que c'est aussi un film sur l'amour. Au fur et à mesure qu'on avance dans le film on s'aperçoit à quel point le rapport de Michel Récanati à son père et son rapport aux femmes qu'il a aimées, ont été tout à fait décisifs; et il y a cette phrase absolument superbe dans sa lettre finale, quand il parle de Monique, où il dit "*je ne me suis jamais senti aussi fort que le jour où j'ai accepté d'être faible*", quand il a tombé la carapace. Je crois que les nouvelles formes sont très en rapport avec ce qu'il y avait de meilleur dans l'utopie de 68, qui était justement le couple *changer la vie et changer de vie*. C'est l'idée que le militantisme sacrificiel a, au fond, quelque chose de mortifère. Si on est sur un axe où la question fondamentale est promouvoir des logiques de vie par rapport à des logiques mortifères - et cela dans tous les domaines - on ne peut pas le faire sans expérimenter soi-même, dans sa vie personnelle, individuelle et collective, des éléments qui font que la vie de la condition humaine doit être pleinement vécue, mais pas au rabais, fut-ce au rabais militant.

Il y a une forme de puritanisme dans la tradition révolutionnaire et ce puritanisme est un élément de blocage dans les alternatives à promouvoir. Le modèle que nous avons en face de nous, nous l'avons qualifié à *Transversales* de "guerrier puritain". Ce n'est pas par hasard, que vous avez dans les mêmes semaines, d'un côté, la crise financière asiatique et de l'autre, les scandales politico-sexuels aux États-Unis. Ce n'est pas du tout sans rapport. Si l'on fait l'hypothèse que toutes les sociétés humaines ont à gérer le rapport entre les quatre grandes passions humaines que sont *la richesse, la puissance, le sens et l'amour*, une société qui laisse exploser la passion de richesse (comme c'est le cas aujourd'hui aux États-Unis) et qui se refuse à réguler cette passion du côté du politique, de l'État, de la puissance, etc. cherche nécessairement, dans la limitation de la jouissance sous toutes ses formes - y compris de la jouissance amoureuse - des formes de régulation pour empêcher que la passion de richesse soit tout à fait explosive. Le modèle que nous avons en face de nous est tout sauf un modèle *libéral*, c'est un modèle qui est profondément anti-libéral sur le plan culturel, anti-libéral sur le plan politique, (il s'accompagne d'une répression de plus en plus forte, d'une expansion de la peine de mort, d'une montée de la violence) ; il n'est libéral sur le plan économique que quand il est en position de domination, sinon il devient anti-libéral... C'est un modèle *guerrier* et culturellement associé à un modèle *puritain*. On ne s'oppose à ce modèle de *guerrier puritain* que si l'on développe des logiques d'alliance entre des coopérateurs ludiques, des personnes qui vivent des logiques de coopération et aussi des logiques ludiques et festives. Faute de quoi on n'est pas capable de s'attaquer au cœur du modèle culturel et psychique que l'on a en face de nous.

**Jean Pierre Duteuil** : J'ai entendu dans ce film des mots que je n'avais pas entendus depuis longtemps et ça m'a fait plaisir, c'est l'expression *classe bourgeoise*. C'est quand même un terme qui a disparu du vocabulaire... Dans les analyses que l'on peut pratiquer maintenant ce sont des termes qui paraissent caducs, anciens, comme si on avait oublié que l'idéologie dominante c'est quand même l'idéologie de la classe dominante. Et sur l'explication du "tout économique", j'ai le sentiment qu'on a pas mal intégré l'idéologie de la classe dominante, mais qu'en ce moment on commence à voir réapparaître une contre-idéologie...

Je veux dire qu'on commence à parler de "pseudo" crise économique, et c'est peut-être l'émergence d'une pensée qui se structure aussi contre cette pensée de la classe dominante.

**Pierre Maillot** : Il y a une question qu'on peut se poser aujourd'hui, par rapport à toutes ces initiatives citoyennes, mouvements de chômeurs etc., en observant le scepticisme que soulève la notion d'*idéologie*, souvent assimilée, désormais, à *pensée totalitaire* : en l'absence d'une vision globale et d'outils d'analyse, dans quelle mesure tous ces mouvements ne se bornent-ils pas à "colmater les brèches" ? Dans un article, Pierre Bourdieu disait que tous les acteurs, tous les résistants sociaux étaient niés par le discours néolibéral, mais qu'en fin de compte c'était eux qui permettaient au système de ne pas exploser. La question qu'on peut se poser, effectivement, c'est dans quelle mesure tout cela ne sert-il qu'à colmater des brèches, et dans quelle mesure tout cela ouvre-t-il des perspectives de société nouvelle ?

VENDREDI 6 MARS - INDIVIDU ET ENGAGEMENT

**La crise de la représentativité politique est-elle dans une large mesure du domaine du préjugé (“tous pourris”) ? Ou bien assiste-t-on à une remise en cause des professionnels de la politique plus sérieuse qu’il n’y paraît ?**

film : *Quand les femmes ont pris la colère*, de Soazig Chappedelaine  
conférence/débat avec : Denis Sieffert (journaliste à *Politis*),  
Philippe Riutort (politiste à l’Université de Paris X Nanterre),  
Henri Maler (philosophe, auteur de *Convoiter l’impossible*)  
modérateur : Hoang Ngoc Liêm (économiste et directeur de la revue *Pétition*)

**Hoang Ngoc Liêm** : Par rapport à l’intitulé du débat « *la crise de la représentativité politique est-elle dans une large mesure du domaine du préjugé* », l’un d’entre vous veut-il commencer ?

**Philippe Riutort** : Quand on parle de crise de la *représentativité politique*, ou de crise de la *démocratie représentative*, c’est rarement de façon gratuite. Le fait d’invoquer le mot *crise*, si on parle de la crise de la culture, de la crise de l’enseignement, de la crise de la gauche... C’est souvent dans un espace de compétition, entre des gens qui ont intérêt de se saisir d’un mot d’ordre, pour disqualifier d’autres personnes. Donc, il faut d’abord se demander « *A qui profite le crime ?* », « *A qui profite la crise ?* ».

Il faut aussi avoir à l’esprit une autre idée : quand on parle de démocratie représentative, on a l’idée que les représentants épousent complètement les vœux des représentés. Donc cette question n’apparaît pas dans n’importe quel contexte, puisqu’à un certain moment, la question ne se pose même pas. C’est dans une conjoncture particulière que la question est posée, au moment où, par exemple, dans des revues intellectuelles ou pseudo-savantes, on va poser la question du rapport entre les élites et le peuple. Dans *Esprit*, depuis une dizaine d’années, on voit qu’il s’agit d’un thème récurrent, et que la question de la représentativité est souvent posée du point de vue des représentants. On se demande ce qu’il faut faire pour que le peuple, dont on parle beaucoup à défaut qu’il ne parle, soit bien représenté. Donc on va par exemple envisager de raccourcir le mandat, de regrouper les élections etc. On va envisager des solutions, qui sont généralement des solutions qu’envisagent les représentants, parce que ce sont des questions de représentants, mais qui laissent très largement les représentés de côté. Enfin, pour ne pas être trop long, une contribution importante à mon sens à la question de la crise de la représentation, est celle des médias. La façon dont les journalistes politiques s’érigent en juges des phénomènes politiques, notamment en utilisant les sondages, et obligent les hommes politiques à se poser la question de la représentation. On leur dit : “Vous n’êtes pas populaire, la preuve, 60% des français pensent que...”, ou alors “Les gens ne vont pas voter etc...”. Donc, je ne veux pas dire que tout va bien et que la représentativité ne pose pas problème, mais il faut

avoir à l’idée quand cette question apparaît – depuis une quinzaine d’années en France –, qu’elle n’émerge pas n’importe quand, et n’est pas poussée par n’importe qui.

**Hoang Ngoc Liêm** : Peut être qu’Henri Maler, qui a été un des initiateurs des Etats Généraux du Mouvement Social, mouvement qui sans doute a voulu réveiller le débat politique, dans un contexte - pendant les mouvements de décembre 95 - où nos représentants politiques se sont particulièrement manifestés par leur absence...

**Henri Maler** : Je suis sensible à ce qu’a dit Philippe Riutort, il ne faut pas perdre de vue que depuis une dizaine d’années, la question de la représentativité est d’abord posée par les représentants et par les médias ; elle ne se pose pas dans les mêmes termes, dès lors qu’elle est posée par les représentés. Il y a une chose qui m’a frappée dans le film, c’est la formule de l’interviewer qui disait “Ces femmes ont fait une action de représentation”, en évoquant le fait qu’elles ont occupé le bureau d’un patron. Je trouve que la formule est assez juste.

Deux réflexions pour la prolonger. D’abord il faut dire, sinon on n’y comprend rien, que la *représentation* est en crise depuis qu’elle existe, même si elle connaît des vagues successives, des modalités différentes ; et pour une raison qui est la suivante : derrière l’idée de représentation, et en particulier de représentation politique et parlementaire, il y a trois principes différents et concurrents entre eux. Périodiquement, cela ouvre des brèches, des crises, des soubresauts. Il y a d’abord l’idée *d’expression*. Les représentants sont censés plus ou moins, à des titres divers, selon des modalités plus ou moins perverses, exprimer la volonté des représentés. C’est la forme de la représentation proprement dite. Mais, depuis 1789 en France, pour donner un point de repère, la représentation est aussi un mécanisme de *sélection des gouvernants*. La représentation pure n’existe pas. C’est un mécanisme de sélection électoral, social, des gouvernants. Alors, entre exprimer la volonté de telle ou telle partie du peuple et sélectionner les gouvernants, les deux principes risquent d’entrer en conflit. Et puis il y a un troisième aspect : la représentation est un principe de *domination*. La domination des gouvernants sur les gouvernés. C’est évident qu’en voulant à la fois sélectionner, dominer,

donner la parole à, parler au nom de... on a tous les éléments d'une crise permanente, même si les raisons ne manquent pas de se méfier de la notion de crise.

Cela étant, et je m'arrêterai sur cette deuxième réflexion, il y a quelque chose de récurrent, et de particulièrement fort dans le fait que la démocratie peut signifier *démocratie représentative*, mais aussi *démocratie éruptive*. C'est-à-dire qu'elle est justement faite de ces *actions de représentation*, de ces moments où telle partie du peuple, en général exclue de la parole et exclue de la représentation, se représente elle-même à travers une action. C'est le cas du récent mouvement des chômeurs. On a cru bon de discuter de sa représentativité. Est-ce que les associations de chômeurs ou leur porte-parole sont représentatifs ? Ce qui était très frappant dans ce bavardage sur la représentativité des associations de chômeurs, c'est qu'il faisait intervenir deux critères, qui sont justement deux critères de la démocratie parlementaire, mais pas de la démocratie éruptive.

Premier critère utilisé, c'est celui qui entraîne à penser la représentation dans son sens électoral et partisan. Or il y a des formes de représentativité qui ne sont pas régies par les mêmes lois. Une minorité peut être parfaitement représentative d'un certain nombre d'aspirations sans obéir à une logique électorale ou partisane. En ce sens on peut estimer que les associations de chômeurs étaient représentatives. Et là, une partie de la crise de la représentation a été, au moins ponctuellement, résorbée, parce que ces associations exprimaient un certain nombre d'aspirations populaires.

Le deuxième critère, implicite, est qu'il n'y a de représentativité que dans la mesure où elle est arithmétique et électorale. C'est-à-dire qu'une organisation représentative doit représenter une majorité quelconque. Or, nous avons là, avec le mouvement des chômeurs, une forme de représentativité qui cassait ces deux critères. Ce n'était pas une forme de représentativité arithmétique : aucune des organisations de chômeurs n'avait la prétention de représenter la totalité ou la majorité des chômeurs. Mais il y avait une représentation de catégories exclues de la représentation politique ordinaire, qui ont fait ponctuellement irruption, sur la scène politique.

Pourquoi j'insiste là-dessus ? Parce que cette "crise" de la représentation, par principe récurrente, est peut-être aujourd'hui arrivée à maturité. Ce qui est à nouveau posé, c'est la possibilité pour ceux qui sont exclus de la parole dans la société, de se faire représenter, de parler en leur propre nom, de façon plus stable, plus durable, moins intermittente mais toujours aussi virulente s'il le faut.

**Hoang Ngoc Liêm** : Le point de vue du journaliste, pour terminer...

**Denis Sieffert** : Il faut se méfier du syndrome de la poule et de l'œuf dans cette affaire. On ne sait pas bien si c'est la crise qui engendre le discours sur la crise, ou le discours qui fabrique une pseudo-crise. Il y a un discours ancien, avec des mots anciens, qui ne sont peut être plus d'actualité, ne serait-ce que l'emploi du mot crise. N'est-on pas simplement dans une transformation, dans une néces-

saire mutation du concept même de représentation. Peut être même que ce concept est à remettre en cause. Et puis, quand on parle de représentation, on le fait généralement de façon très réductrice, c'est-à-dire en évoquant la représentation par les députés, par les sénateurs, par la classe politique elle-même. Tout cela, il faut l'interroger, le questionner, et si on parle de crise, effectivement on en vient à cette acception la plus réduite du problème.

Je voudrais un instant revenir sur la vieille formulation. Finalement les chiffres ne sont pas si probants que cela. Parlons des députés, parlons des élections. Quand on regarde les scrutins, on constate qu'il n'y a pas de tendance lourde extrêmement probante marquant qu'il y a plus d'abstention aujourd'hui qu'hier. On sait évidemment que la présidentielle de 69, c'était bonnet blanc et blanc bonnet, Poher-Pompidou, que les législatives de 88 venaient juste après la présidentielle et que l'électorat avait dit ce qu'il avait à dire, etc... Donc, en dehors de la conjoncture politique, qui fait qu'à un moment il peut y avoir des pics d'abstention, on ne peut pas lire une tendance lourde à plus d'abstention et à plus de désengagement des gens. Je parle là encore de l'acception la plus réduite du débat, c'est-à-dire l'élection de nos "représentants" à l'Assemblée, ou du président de la République. Je laisse de côté les élections au sein des collectivités territoriales qui ne sont pas encore, pour toutes sortes de raisons, bien entrées dans la conscience collective.

En revanche, il y a un autre élément qui malheureusement est plus probant et qui peut effectivement accréditer l'idée qui il y a une crise de confiance, c'est la montée du Front National. Incontestablement sa percée électorale en 84 correspond à quelque chose. On peut arriver à une première conclusion, sans doute pas la plus intéressante mais la plus superficielle au contraire. En 84, la Gauche est au pouvoir depuis 3 ans. Elle n'a pas été au pouvoir de 1958 à 1981, 23 ans où elle est vécue de probité et de lin blanc, que les affaires sont à droite, qu'il y a un espoir, et que même dans le subconscient de l'électorat de droite, il semble que la fonction ne fait pas la corruption, puisqu'il y a une "Gauche propre". Elle arrive au pouvoir. On sait ce qu'il advient. Il y a le tournant de la rigueur. Il y a le début du monétarisme. Il y a les premières affaires, etc... 84, 85, Carrefour du développement... Toute cette espèce de cambouis dans lequel la gauche à son tour semble se précipiter avec jubilation, et immédiatement là, l'émergence très forte, la percée du Front National, qui ne se démentira plus depuis cette époque. On a là un symptôme très fort. On a une cause très forte.

Il y a une deuxième cause qui me semble plus importante parce que mondiale, c'est évidemment ce que certains auteurs ont appelé "le désaisissement démocratique", aussi bien dans la construction d'une certaine Europe, celle de Maastricht, que dans les bouleversements qui caractérisent la mondialisation. Que l'un soit la cause ou la conséquence de l'autre, je ne le sais pas. Mais il est clair que la classe politique est de moins en moins puissante et de moins en moins en capacité de résoudre les problèmes. Soit par manque de volonté, mais aussi par le jeu des mécanismes

nouveaux de la mondialisation. La population doute maintenant que ses représentants puissent vraiment résoudre les grands problèmes, les problèmes du quotidien, puisque les décisions sont prises dans des officines souvent très discrètes (l'épisode tout récent de l'AMI est évidemment très éloquent). Il existe une sorte de politique diffuse qui se fait en dehors des sphères démocratiques, alors à quoi bon en parler dans des cadres anciens.

**Hoang Ngoc Liêm** : Je vais essayer de prolonger ce qui a été dit en développant rapidement deux points. Le premier est que la démocratie représentative est avant tout un *construit social*, c'est-à-dire qu'elle dépend de l'idée qu'une Nation, qu'une communauté se fait d'elle-même. La deuxième idée, c'est qu'une démocratie formelle, pour être réelle, réclame des *médiations* qui peut-être n'existent plus, ou sont à construire aujourd'hui.

A propos du construit social, prenons le critère de représentativité syndicale dans les pays anglo-saxons, où le syndicalisme s'est développé sur des bases économiques dans l'entreprise, et comparons le avec le critère en vigueur en France où il s'est développé sur des bases plus politiques. Nous avons deux exemples de construit social complètement différents. Aux Etats-Unis, un syndicat est représentatif s'il obtient la majorité lors d'une élection d'accréditation dans l'entreprise. C'est véritablement l'élection d'accréditation sur le lieu de travail, qui confère au syndicat son caractère représentatif. En Grande Bretagne, c'est l'employeur, qui, sur le lieu de travail, décide que le syndicat est représentatif pour négocier avec lui. En France, la règle n'est pas du tout la même. Historiquement, le syndicalisme s'est développé en dehors de la sphère de production, c'est-à-dire en dehors de la sphère de l'entreprise, parce que la tradition révolutionnaire issue de la Charte d'Amiens était extrêmement forte dans le mouvement syndical français. Du coup, très rapidement, le mouvement syndical français a cherché à se faire reconnaître une fonction qui n'aurait pas de sens dans les pays anglo-saxons, qui est la qualité de *représentant organique* de la classe ouvrière à l'échelle de la Nation. D'où l'idée de construire un rapport de force à l'échelle nationale, d'obtenir sa reconnaissance à travers la législation, pour ensuite introduire de l'extérieur, des règles dans l'entreprise.

Les règles de représentativité des syndicats, construites dans l'après deuxième Guerre mondiale et qui sont encore en vigueur aujourd'hui, obéissent à cette philosophie. Règles qui établissent qu'il y a cinq centrales représentatives, et que ces centrales peuvent obtenir que le fruit des négociations et des accords soit appliqué dans toutes les entreprises, même dans les entreprises où il n'y a pas de syndicats. Tout cela est le fruit d'une histoire, où en France, la tradition révolutionnaire a réussi à concilier, par un rapport de forces dans la législation, un certain nombre de points de vue sur ce que doit être la représentation dans la démocratie sociale.

C'est un exemple intéressant, parce que le syndicalisme aujourd'hui ne se pose plus les mêmes problèmes qu'au

début du siècle, ou que dans l'après deuxième Guerre mondiale quand la situation était extrêmement conflictuelle. Ce qui m'amène au deuxième point, la démocratie formelle, c'est-à-dire la démocratie parlementaire politique. Pour se transformer en démocratie réelle, elle a besoin de médiations, et en particulier que la démocratie dite "sociale", celle qui passe par la négociation collective, prenne finalement le relais. Il y a une articulation entre la démocratie politique assurée par les partis politiques et la démocratie sociale assurée par la négociation entre les partenaires sociaux. Et vu comme cela, il y a deux facteurs qui peuvent expliquer la crise de représentation que l'on a aujourd'hui.

Le premier est que dans la sphère de la démocratie salariale, le problème que se posaient les syndicats après la deuxième Guerre mondiale, et qui était véritablement le problème de la reconnaissance politique de leur rôle de représentation organique de la classe ouvrière, n'est plus celui qui paraît être à l'ordre du jour. Le problème est bien plus celui de la construction de contre-pouvoirs là où le pouvoir économique du capital se manifeste, c'est-à-dire dans l'entreprise, là où se décident les plans sociaux, là où se décident les stratégies de financiarisation des entreprises. Voilà un premier défi pour la démocratie. Le deuxième défi est que dans la sphère même de la démocratie politique, il y a sans doute une crise, parce que nos institutions sont héritées d'une période où le Parlement, dans les années 60-70, avait un rôle extrêmement faible.

La V<sup>e</sup> République est née de la Guerre d'Algérie, quand le général de Gaulle avait avant tout comme problème de discipliner sa représentation parlementaire. Aujourd'hui, la représentation parlementaire est à ce point en crise parce que les institutions n'ont pas été conçues pour faire vivre une démocratie plus évoluée, c'est-à-dire articulant la représentation parlementaire et la représentation sociale. Cela se déroule dans un contexte où la représentation sociale elle-même ne sait plus vraiment quelles stratégies proposer, comme en témoigne la division qui règne actuellement dans le mouvement syndical. Le débat éclate dans tous les sens parce qu'on ne sait plus très bien quelle doit être la fonction du syndicat dans ce nouveau contexte de capitalisme libéral qui n'est plus celui des Trente glorieuses, quand il suffisait de faire grève ou de négocier sur le partage du gâteau, sur les salaires. C'est tout un ensemble de nouveaux contre-pouvoirs qui sont à construire et beaucoup de choses sont à repenser.

**René Vautier** : Le rapprochement entre la salle de cinéma où nous nous trouvons, et le débat qui a lieu, me fait penser que dans *représentativité, représentation*, il y a aussi une question d'image. Est-ce que les gens qui aujourd'hui sont élus comme représentants, continuent à être des représentants face à un flot d'images qui vient quelques fois contredire tout ce qu'ils disent ? Est-ce qu'ils sont encore représentants, ou est-ce que les représentants réels aujourd'hui en France ne sont pas les gens qui ordonnent les images qui passent à la télévision ? Et je crois que c'est important de le signaler comme ça, on parlait tout à l'heure de la Guerre d'Algérie, on peut parler aussi de la période coloniale. Un

certain nombre de choses ont été interdites, et je ne sais si c'est un hasard, toujours est-il que le premier film anti-colonialiste en France, en 1950, "Afrique 50", a été condamné parce qu'il avait été tourné en violation d'un décret Pierre Laval, ministre des colonies en 1934. Donc, il gérait déjà la représentation. On n'avait pas le droit de tourner en Afrique noire sans l'autorisation et en dehors de la présence d'un représentant de l'administration. Ce décret Pierre Laval a été appliqué une seule fois, c'était en 1950, et c'était par le ministre de la France d'outremer de l'époque, un certain François Mitterrand.

Pendant la Guerre d'Algérie, le ministre de l'intérieur est intervenu pour faire interdire un certain nombre de choses. Puis le ministre de la justice a carrément dit au général Allard, commandant des forces du Constantinois : "Si un cinéaste étranger tourne dans votre secteur, surtout, arrangez-vous pour qu'on ne soit pas obligé de le juger". C'est-à-dire, liquidez-le sur place. Je sais qu'il y a eu une volonté chez certains, d'interdire la représentation d'un fait. Maintenant, le problème de représentation se pose aussi sur un tout autre plan. Par exemple, la personne qui sélectionne les films français pour la chaîne du cinéma et des régions, est la même depuis quarante ans. Ce n'est pas en fonction des changements politiques qu'il sélectionne les films, c'est en fonction de sa durabilité à lui. Il restera en place s'il empêche que les projections de films créent des remous. Je pense qu'il y a effectivement une nécessité d'étudier les rapports entre les représentants élus, la représentation par les images, et les gens qui passent ces images. Je me demande de quel côté est le pouvoir.

**François Kalfon :** Je voudrais réagir aux propos d'Henri Maler. Je pense qu'il faut modérer un peu l'analyse qui a été faite, parce qu'il me semble qu'il y a quand même encore une certaine adéquation entre la démocratie politique et le peuple. Même si on peut dire que l'abstention et la non participation sont des formes de refus, il n'y a pas non plus de mobilisation *contre* la démocratie politique. On ne peut pas dire les choses comme cela, et même en termes de chiffres de participation, comme l'a dit Denis Sieffert, les choses ne sont pas si éloquentes. Ce qui m'intéresse personnellement, ce sont justement les *médiation*s, et le dépassement de cette crise, qui est tout de même assez réelle. A la notion de représentation qui serait toujours une dépossession, il faut aussi opposer la notion d'élection, le fait que, à un moment donné, il y a une rencontre entre une personne qui va incarner des principes et des objectifs, et des citoyens qui les partagent. Cette notion d'élection n'est, me semble-t-il, pas nécessairement décrédibilisée. Par contre, à mesure que l'on s'éloigne d'un échelon de décision qui est un échelon de proximité, on a effectivement l'impression d'une dépossession et d'une domination.

Si on regarde la manière dont un conseiller général est vécu dans un canton, et un président de la République est vécu dans un pays, alors on s'apercevra que les relations de proximité, qui sont toutes deux des relations d'élection, se vivent très différemment. Avec les élections municipales, où il y a aussi bien sûr, une certaine dépossession, mais où

il y a aussi un lien individuel et une meilleure perception de la personne qu'on a élue, il y a moins cette impression de *crise de représentativité* que lors des élections qui sont perçues comme plus politiques.

L'évolution de la crise de la représentation, c'est aussi d'autres facteurs extrêmement importants. C'est le fait que les politiques publiques engagent des éléments de plus en plus complexes, gérés par une administration qui exécute ces politiques, le plus souvent dans une certaine continuité qui fait qu'elles se poursuivent au delà des changements de gouvernements. Ce n'est pas un élément de nature à clarifier la politique, à faire en sorte qu'on ait l'impression d'avoir les choix d'alternatives entre différentes politiques publiques. Le fait qu'il y ait un pouvoir économique dans un pays comme la France, qui est de moins en moins étatique (il y avait une confusion très forte entre le pouvoir économique et le pouvoir politique dans l'après seconde Guerre mondiale), le fait qu'il y ait des stratégies de groupes à l'échelle transnationale, font que bien évidemment le pouvoir économique dépend beaucoup moins du pouvoir politique. C'est un élément essentiel. Après, bien sûr, il y a des crises, et des concurrences de légitimité, qui ne sont pas simplement entre mouvement social et mouvement politique, et qui sont par exemple l'introduction de l'image, l'introduction de ce que Régis Debray appelle la *vidéosphère*, et à travers laquelle la légitimité, l'élection, passent de plus en plus par la reconnaissance à un moment donné d'une notoriété. Il faut analyser ces nouveaux pouvoirs. Je lisais une interview d'Anne Sinclair à propos d'un livre qu'elle a écrit. Elle décrivait la manière dont elle appelait les gens qui finalement la légitimaient en la regardant toutes les semaines. Elle les appelle les "ah ouais". Nous sommes des "Ah ouais". Tout simplement parce que quand elle va au cinéma avec son mari Dominique Strauss Kahn, dans les queues, il se trouve toujours quelqu'un pour dire : "Tiens c'est Dominique Strauss Kahn et Anne Sinclair". Et le voisin dit toujours "Ah ouais". Donc Anne Sinclair appelle les gens qui la légitiment tous les jours les "Ah ouais". Au delà de l'anecdote, on voit bien qu'il y a un autre type de légitimité, et de pouvoir, ce pouvoir médiatique, bien cerné et dénoncé par Serge Halimi dans son livre *Les nouveaux chiens de garde*, qui agit en permanence. On n'en est plus au temps de Peyrefitte qui décide du contenu du journal télévisé, mais d'autres formes de stratégies et d'utilisation des technologies de communication sont à l'œuvre, du seul fait que le discours politique et le discours public ont besoin de passer à travers cette sphère médiatique qui a un pouvoir de conquête énorme. Je crois que ce sont des éléments dont il faut savoir tenir compte.

Pour terminer sur une note plus positive, et si j'étais un petit peu réactif, c'est que j'aimerais bien qu'on pense un peu à la manière avec laquelle les choses peuvent se résoudre. Et dans cette ère médiatique, il y a aussi des sorties de crise. Elle offre sans doute beaucoup plus de fluidité que n'en offraient un système public verrouillé et des institutions aux échelons intermédiaires très structurés. Je ne suis pas sûr que des chômeurs, qui font certes action de représentation, qui touchent juste, auraient pu soulever si large-

ment une question centrale, à si peu, par des actions exemplaires, sans un certain relais des grands médias. Je ne suis pas sûr que sur la question du logement, il y a une vingtaine d'années, Droit au Logement aurait réussi ce tour de force de centraliser, de politiser la question, et de faire que tous les partis s'y ré-intéressent pour qu'il y ait des réponses fortes en termes de politiques publiques.

Par ailleurs, des espaces se créent. Comment les saisir... Il y a des marges de manœuvre, donc, ne réduisons pas le débat de la représentation dans la coupure élite/peuple, ou dans une version plus universitaire, en disant que la question de la représentation c'est d'abord une question de domination.

**Hoang Ngoc Liêm** : Cela demande peut-être une réponse de Henri Maler à François Kalfon, qui pour l'information est rédacteur en chef de la revue *Pétition*.

**Henri Maler** : D'abord une chose sur ce qu'a dit René Vautier. Je ne conçois pas qu'il puisse y avoir quelque représentation que ce soit, sans mise en scène, sans mise en image. Ce n'est pas spécial à l'ère médiatique, c'était déjà le cas à Athènes. Le problème n'est donc pas de savoir si il y a ou non mise en scène ou mise en image mais plutôt de savoir si celle-ci est bonne ou mauvaise. Evidemment, on ne va pas utiliser là-dessus des critères purement esthétiques, même si ils ont leur importance... (Franchement, la tronche des députés à l'Assemblée Nationale, ce me semble être un des éléments du blocage de la représentativité...) Mais il faut de la naïveté pour penser que de la pure représentation puisse être l'émanation directe de la parole vive. Il y a nécessairement mise en image et mise en scène. J'insiste là-dessus parce la question est maintenant de savoir quel est/qui sont le(s) metteur(s) en scène. Le metteur en scène aujourd'hui, pour une large part, c'est l'homme de médias. Ce sont les médias qui organisent la mise en scène de la représentation politique. Et comment le font-ils ? Et bien entre autres choses, et ce n'est pas nouveau, en privant de parole les gens à qui on affecte de la donner...

**René Vautier** : Je ne sais pas si vous avez remarqué que dans le film, il y a à un moment donné un gars qui prend la parole alors qu'on essaie de faire parler les femmes. C'est devant le tribunal. Il la prend et il la garde. Il expose tout ce qui s'est passé. Ensuite, une fille lui enlève le micro, veut parler mais on ne l'entend pas parce que le gars, en lui passant le micro, l'a coupé. Volontairement ou involontairement, on n'a jamais réussi à le savoir. Elle trifouille le micro, mais cela la perturbe tellement qu'elle se met à pleurer avant la fin de son discours. Et le gars dit ensuite : "Tu vois que j'ai quand même eu raison de lui donner le truc fermé, parce qu'elle ne sait pas parler".

**Henri Maler** : Bien sûr la représentation n'est pas exclusivement dépossession, et s'il y a dépossession par la démocratie représentative, nous savons fort bien, notre siècle l'atteste, qu'il y a des dépossession beaucoup plus graves que celle-ci. Mais elle est dépossession. Parce qu'elle n'a

jamais, ni sur le plan théorique, ni sur le plan pratique été simplement un mécanisme de représentation. Elle a toujours été conçue, pensée, voulue comme un mécanisme de sélection et de domination. Cela a eu une conséquence sur les tentatives d'établir de nouvelles médiations : dans une société où la majorité des citoyens sont dépossédés du moyen de peser sur le cours de la vie sociale et politique en dehors des élections, les médiations en question risquent de reconduire la dissociation ou la dépossession, au lieu de la résorber. Si j'interpose entre mon patron et moi un médiateur (même mon représentant syndical), aussi bon qu'il soit, je ne suis pas certain que la coupure soit résorbée. Si je me permettais une brève allusion, c'est le principe de la critique que Marx formulait contre la philosophie de Hegel. Il disait : « *Hegel veut résorber la coupure entre la société et l'Etat, mais à chaque fois qu'il nous invente un truc, il ne fait que reconduire la contradiction au lieu de la résorber* ». Parce que c'est inscrit dans un certain type de division. Dans quelle division ? Il faut le dire même si les mots choquent. Elle est inscrite dans la division sociale entre dominants et dominés. On peut affiner l'analyse. On peut ne pas être bestial. Il m'arrive de ne pas l'être. Mais cette division est là. A qui fera-t-on croire qu'un mécanisme mieux huilé suffirait à résorber la crise de représentativité de qui que ce soit vis-à-vis des chômeurs, des exclus et des précaires aujourd'hui ? La question est beaucoup plus grave. On est toujours reconduit du problème de la démocratie politique au problème de la démocratie sociale, et le problème de la démocratie sociale ne se résout pas en termes d'agencement de nouveaux contre-pouvoirs. Elle suppose la résorption des fractures sociales les plus profondes. Ce sont elles qui alimentent les réactions de rejet (*tous pourris, tous menteurs*).

Ce dont je suis sûr, c'est qu'on ne combat pas le Front National en cassant tous les thermomètres. Or c'est cela que les politiques de gauche nous ont proposé depuis maintenant vingt ans. On casse les thermomètres. On ne résout pas les problèmes. Si on essaie de résoudre le problème du Front National par de petits jeux de manipulations électorales ou juridiques, on ne résoudra rien.

**Intervenant dans la salle** : Tout cela me fait réfléchir. Je vais commencer par une anecdote sur Marx: les représentants des Trade Union vont voir Marx, au siècle dernier à Londres. Marx est à sa table de travail. Ils lui disent "Nous sommes les représentants de la classe ouvrière anglaise". Et Marx répond : "Mais non messieurs, les représentants de la classe ouvrière anglaise, c'est monsieur Engels et moi-même". Deuxième anecdote, c'est la réponse que racontait Skutner, le surréaliste Belge qui disait : "Prolétaires de tous les pays, nous n'avons aucun conseil à vous donner".

Ensuite, je voulais dire que j'avais réalisé en vous écoutant, que le niveau politique a une spécificité redoutable. Comme quelqu'un le disais, dans les entreprises, les pouvoirs sont bien définis. Il y a un pouvoir économique fort. Il y a un pouvoir manifeste qui est là, évident, dur, brutal. Il peut y avoir un pouvoir social qui se manifeste par des syndicats, ou dans la rue comme un grand mouvement plus

ou moins spontané, et finalement, le niveau politique a une spécificité dont tu disais qu'il était fait de médiations. Le pouvoir politique est quelque chose "d'anormal", de culturel, de pas naturel, donc quelque chose à peaufiner. Jusqu'à présent, il y a aussi l'héritage de cet échec terrible de tous ces gens, désintéressés — je parle des militants communistes, qui étaient le "sel de la terre" au XX<sup>e</sup> siècle. On n'a pas encore bien analysé pourquoi et il serait temps de le faire. Peut être qu'on est un peu là pour cela.

Donc le niveau politique est toujours un peu piégé. Dans un ascenseur en panne, il y a toujours un type qui s'individualise, qui prend la parole, qui est souvent le plus parano. Déjà dans une assemblée, quand il y a une autodétermination d'un gars qui se situe comme porte-parole, qui est finalement accepté par les autres qui sont peut-être un petit peu plus craintifs, qui sont un peu en train de se dire qu'au fond ce type, il a l'air de détenir la vérité, tant mieux ça nous repose etc... Donc premier point, les porte-paroles sont toujours les plus paranos. En plus, les porte-parole se réunissent et forment un groupe. Alors ils commencent un peu à délirer, à perdre le contact avec la réalité, et ils finissent par oublier les ascenseurs.

Qu'est-ce qu'un porte-parole ? Pourquoi certains prennent la parole et d'autres pas ? Que se passe-t-il lorsque ces gens là se réunissent, qu'ils forment un groupe, un parti, où rapidement ils sont tous les uns contre les autres, même quand ils sont d'opinions très proches ?

Voilà les questions que je pose. Est-ce que ce pouvoir politique, qui est pathologique dans son essence, peut être évité ?

**Intervenante dans la salle :** Pour aller un peu dans le sens de ce que vous dites... Moi, je suis une représentée, pas une représentante. Et si j'ai du mal à trouver quelqu'un qui me représente, c'est parce qu'on caricature de plus en plus les idées, et plus personne ne prend la peine d'aller voir sur le terrain, comment le terrain peut être complexe. Quand j'entends simplement les idées exprimées par les représentants, je ne les reconnais plus. C'est la tendance à vouloir simplifier les propos qui fait la crise de la représentativité, c'est le manque de modestie des représentants d'aller en permanence revoir sur le terrain si ce qu'ils sont censés dire correspond effectivement aux réalités et à la réalité des aspirations.

**Denis Sieffert :** Ce que vous avez dit est très juste. Cependant, il y a une histoire qui n'est pas uniquement psychologique, l'histoire politique de ces partis et de cette centralisation, en particulier en France, pays de haute tradition jacobine. C'est tout de même un calque de la structure de l'Etat. C'est-à-dire que tout se centralise, et tout va de façon pointue en direction de l'Etat. On reproduit ce schéma dans les organisations avec cette même centralisation, cette même délégation de pouvoir. Mais ce qui est intéressant et ce qui me faisait dire tout à l'heure que ce n'est plus une crise — il y a eu des crises autrefois de la représentativité — mais qu'on est vraiment dans une mutation, c'est cette explosion libérale. C'est peut être ce qu'a dit Kalfon

tout à l'heure avec ce mot de *fluidité*, qui est à bien des égards la pire des choses du point de vue social. En même temps cela pose le problème d'une toute autre structure politique, de toutes autres formes de luttes politiques qui n'ont plus rien à voir avec ce que nous avons appris et ce que nous pratiquons encore autrefois. Nous sommes dans cette période difficile, d'inadéquation totale qui se surajoute au problème endémique qu'a décrit tout à l'heure Henri Maler, cette impossibilité à représenter. Se surajoute à cela aujourd'hui cette inadéquation entre les structures existantes et la mutation du monde, la révolution de la communication, le fait que finalement les "ennemis de classe", pour employer un mot qu'on entend de moins en moins, sont devenus internationalistes et mondialistes beaucoup plus vite que les internationalistes militants des mouvements ouvriers d'autrefois et d'aujourd'hui encore. Donc, à eux de trouver les formes.

Je voudrais dire un mot sur la question des images. Ce n'est pas rien. Parce que finalement la représentation, dans sa formule ancienne, ancestrale, répond à deux critères : la sacralisation, le représentant est sacré, dominant, on ne le remet pas en cause, et en même temps et contradictoirement, l'identification, on doit pouvoir s'identifier à lui. Dans le modèle républicain, les deux fonctionnaient pour un temps, parce qu'il arrivait que l' élu soit le boursier de la République, celui qui s'est arraché à son milieu. Statistiquement, c'était assez rare, mais c'était de l'ordre du possible. C'était effectivement un mode de sélection et tout mode de sélection est politiquement haïssable, mais c'était un mode de sélection qui a pu être tolérable à un moment donné de l'histoire. Aujourd'hui le mode de sélection est tout à fait autre et il apparaît totalement aberrant parce que les "sélectionneurs" sont justement ces gens du pouvoir médiatique qui font de l'image. On en revient un peu à ce que disait René Vautier. Sans avoir la moindre légitimité, encore moins que le bon sénateur élu tous les 9 ans, ce sont eux qui décident. Or, la politique s'est aussi énormément prêtée à cela et l'image qui est donnée est une image bien sûr de plus en plus dégradée. Je vous renvoie à ces débats absolument déplorables... je ne sais pas si vous avez vu Léotard contre Le Pen autrefois... Qu'est-ce que les journalistes qui organisent cela ont dans la tête ? Quelle irresponsabilité totale si ce n'est l'audience, si ce n'est le fric, le profit pour leur chaîne, mais dans l'irresponsabilité citoyenne totale. On le voit aussi dans les débats à l'Assemblée Nationale. Il y a vous le savez la démagogie qui consiste à montrer des hémicycles vides. C'est méconnaître totalement le mode de fonctionnement de l'Assemblée avec les groupes, les commissions, etc... Il serait aberrant que tous soient là toujours, comme des potiches, alors qu'il y a là aussi un système de délégation. Et puis il y a cette théâtralisation de la séance du mercredi après midi où on fait venir tout le monde parce que la télé est là. Autrement dit, la télé, l'image, gouverne entièrement. Et les politiques, par une faiblesse insigne et parce que le mode de sélection est devenu celui-là, s'y prêtent de façon tout à fait lamentable.

**René Vautier** : Sur le fonctionnement des médias, les bouquins de Bourdieu et d'Halimi apportent énormément de lumière mais il n'y a peut être pas encore assez une analyse de fond sur les motivations des maîtres des médias aujourd'hui. On parlait tout à l'heure de l'influence de l'Etat sur la télévision lorsque Pompidou disait "Tous les journalistes de télévision ne sont pas des journalistes normaux, c'est la voix de la France". Cela justifiait les coups de fil à L'Elysée pour savoir ce qu'il fallait dire. Aujourd'hui, on libère les chaînes, on libère la télévision. Il y a un mouvement pour dire "on n'augmente pas le prix des redevances", par contre on va augmenter la puissance de la publicité à la télévision. La télévision sera entièrement financée par la publicité. C'est donc en fonction des appuis publicitaires que l'on peut avoir que l'on oriente le contenu des chaînes. Tout le monde le sait, mais qui le dit de manière très ouverte et très claire ? Si nous dépendons uniquement de la publicité, cela veut dire que la télévision sera entièrement, obligatoirement une chaîne de patrons. Une chaîne de dirigeants économiques. Ce sont eux qui financent, ce sont eux qui orienteront.

Deuxième point. Lorsque l'on sait qu'il n'y a presque aucun documentaire français qui s'est fait l'année dernière sans avoir l'accord préalable d'achat d'une chaîne de télévision, cela veut dire qu'aujourd'hui, 5-6 personnes gouvernent sur le plan des images documentaires.

**Intervenant dans la salle** : Je trouve qu'il serait intéressant aujourd'hui de poser le problème de la représentativité des individus au niveau économique. On cerne assez bien le problème au niveau de la représentativité politique. On peut faire allusion à l'émergence de nouveaux espaces d'expression politique, aux associations, à la prise en main par un certain nombre d'individus qui étaient jusqu'ici minoritaires ou en marge de la société de leur représentativité, mais cela reste toujours dans le domaine politique. Pas mal d'analyses amènent à la constatation d'un échec du pouvoir du politique sur le pouvoir économique. Quand on voit le report de la mise en place de la loi sur l'audiovisuel par Mme Trautman à des jours meilleurs, étant donné le lobbying qui a été fait par tous les grands poids lourds de l'audiovisuel, à savoir la Générale des Eaux, Bouygues, Havas, un certain nombre d'autres qui ont des parts de marchés dans les chaînes comme TF1, Canal +, etc., on se rend compte que de toute façon, Trautman qui met en place une loi pour faire baisser ces parts, cette capacité pour ces grands groupes de prendre une telle emprise sur le marché audiovisuel est un échec. On se rend bien compte que le système de représentativité politique tel qu'il existe ne fonctionne pas pour faire changer un certain nombre de fonctionnements économiques. Comment est-il possible d'obtenir, d'exiger, de faire bouger la capacité des citoyens de se faire représenter dans des instances de décision qui mettent en place des systèmes économiques mondiaux comme l'AMI. J'aimerais aujourd'hui pouvoir me dire qu'il y a une possibilité de mettre un pied dans les instances de décision économique. Comment est-il possible qu'on puisse faire émerger une représentativité dans les instances

de mise en place de l'économie européenne. La Banque Européenne qui va fonctionner à partir du 1er janvier 1999, c'est la mise en place d'une instance du fonctionnement de la monnaie européenne qui se fait au détriment du politique. Une fois de plus, il y a eu abandon du politique pour laisser le pouvoir aux directeurs des différentes banques européennes. Or ces gens-là ne sont pas atteignables, n'ont aucune légitimité démocratique et sont totalement méconnus de tous les citoyens. Elles prennent par contre bien garde à ne pas être médiatisées. Il me semble urgent et important de pouvoir aujourd'hui mettre un pied dans la représentation économique.

**Hoang Ngoc Liêm** : C'est complètement le débat que nous avons essayé de relancer dans le cadre de l'appel des économistes pour sortir de la pensée unique depuis deux ans et demi. Il y a, au nom de prétendues *lois économiques*, l'idée véhiculée par de nombreux décideurs, que la sphère de l'économie devait être *naturalisée*. C'est-à-dire qu'il fallait la laisser fonctionner selon ses propres lois, parce qu'instaurer du politique serait une entrave aux lois efficaces de la mondialisation. C'est un peu cela l'idée dominante. Ce qu'il faut dire, c'est que l'économie n'est pas une science, qu'elle n'a jamais été une science, et que les prétendues lois de la mondialisation n'existent pas. Si on voulait vraiment évaluer le degré de scientificité de l'économie, on se rendrait compte qu'elle n'est pas du tout scientifique, si on lui appliquait les méthodes en vigueur dans les sciences physiques. Or, précisément, la décision de naturaliser cet ordre économique a été une décision politique. La déréglementation des marchés financiers est une décision politique. Les Accords Multilatéraux d'Investissement, ce sera une décision politique. La construction européenne telle qu'elle s'est faite, c'est une décision politique. Et à ce sujet, l'Europe telle qu'elle se fait aujourd'hui n'a rien à voir avec l'Europe telle qu'elle était projetée par quelqu'un comme Delors au début des années 80. L'Europe projetée par les pays du Sud de l'Europe était une Europe où le politique devait précisément essayer de coordonner les politiques pour pouvoir faire en Europe tous ensemble ce qu'on n'a pas pu faire seuls en France entre 80 et 83. Le projet Européen, c'est comme le disent les économistes, l'idée d'une Europe Keynesienne. Or, au fil du temps, cette Europe est devenue plus libérale que Keynesienne, parce que les décisions politiques ont désaisi au politique le pouvoir d'intervenir dans l'économie. Cela va forcément pour l'exception culturelle, mais ce que l'on sait moins, c'est que cela va également dans le cadre de l'AMI pour ce que l'on appelle la politique industrielle. Vous parliez des possibilités d'intervenir dans des groupes... L'exception française était caractérisée précisément par la volonté du politique, via la planification, de décider d'une politique industrielle volontariste qui passait par des investissements publics, par des subventions, par des contrôles dans les principaux groupes etc... On sait que depuis 1983, l'idée même d'une politique industrielle a été abandonnée parce que l'on a renvoyé à la libre entreprise sur le marché la capacité de décider de la bonne orientation des

investissements, parce que l'on ne croit plus à la capacité du politique d'infléchir ne serait-ce que les décisions dans les entreprises du secteur public. D'une certaine façon, l'histoire de la construction européenne, c'est un peu cela. Vous parliez d'un futur pays européen. On n'aura pas un futur pays européen au sens d'une nation avec des institutions démocratiques, contrôlées par les citoyens. Ce que l'on aura, c'est plutôt une zone de libre échange sans institution politique. C'est bien cela le principal problème. C'est que dans toutes les directives européennes, qui une fois de plus ont été décidées politiquement, on a l'idée que le marché livré à lui-même sera suffisant pour régler les déséquilibres et que tant sur le marché financier, que sur le marché des biens, que sur le marché du travail, il s'agit de mettre en place les règles qui font que le marché ressemble le plus possible à ce que raconte la théorie libérale. C'est un petit peu cela l'histoire de l'Europe à l'heure actuelle, et vous avez raison de dire que tout l'enjeu du débat économique aujourd'hui c'est de construire des institutions politiques pour contrôler la tyrannie des marchés.

Je ne crois pas que les gens auront foi dans l'Europe tant qu'on n'aura pas les instruments qui nous permettraient d'avoir un véritable projet économique européen, tant qu'on n'aura pas de budget suffisant pour engager des programmes de relance des infrastructures, de reconstruction du tissu européen, de mise en place d'une croissance dans le cadre de ce que les écologistes appellent le développement soutenable, etc... Tous cela demande de l'argent. Tout cela pourrait être fait parce qu'il y a des hommes et des machines inemployés, parce qu'il y a des besoins qui sont énormes. Politiquement, on s'est passé la corde au cou, on s'est interdit de disposer de tel budget en signant le pacte de stabilité de Dublin qui limite la possibilité d'accroître les dépenses publiques. Aujourd'hui, la religion de réduction des dépenses publiques s'est imposée. Elle est reprise par le gouvernement Jospin, ce qui m'inquiète. On a décidé que le statut des banques centrales européennes serait amendé dans le sens où celles-ci ne pourraient pas créer de monnaie pour financer les dépenses publiques. On a décidé que leur seul objectif serait la maîtrise de la création monétaire, et en aucun cas la croissance, l'emploi ou la lutte contre le chômage. On est bien en deçà de la Banque fédérale américaine qui chaque fois que cela va mal, injecte un peu de monnaie et baisse ses taux d'intérêt pour que l'économie américaine puisse respirer. Tout cela, ce sont des décisions politiques qui ont été prises et qui font qu'aujourd'hui, nous n'avons pas les instruments nécessaires pour agir sur la sphère économique.

On aura beau, comme le dit Henri Maler, instaurer des médiations dans un tel contexte, ces médiations effectivement auront toutes les difficultés à faire valoir d'autres modes de vie. Mais je me refuse à penser que les médiations ne servent à rien. Si par exemple on instaurait les institutions politiques appropriées en Europe, un budget communautaire, une banque centrale qui puisse les financer et qui soit contrôlée par une institution un tant soit peu démocratique et en laquelle se reconnaissent les citoyens... Si on introduit ce type de médiation, avec des moyens qui

servent à quelque chose, je suis convaincu que même s'il y a dépossession, le citoyen se rendra compte que ça sert quand même à quelque chose. Comment Jospin a fait pour se faire élire ? Il l'a fait en relançant le débat sur l'Europe. En mettant en évidence qu'il était possible de faire une autre Europe, qu'il était possible de changer la donne en la matière, et ce, de façon réaliste. Je suis persuadé que si l'on changeait les statuts de la Banque centrale européenne, si on n'avait pas signé le pacte de stabilité, si on avait vraiment mis en place une institution de coordination des politiques économiques, en s'appuyant sur la légitimité des urnes et en appelant précisément à ce que les citoyens ont indiqué lors du vote de juin 1997, l'on en serait pas là aujourd'hui. On n'en serait pas à dire que, une fois de plus, on a le sentiment qu'on nous refait le coup de Maastricht, qu'on a failli nous refaire le coup de la guerre du Golfe, et que on est dans une situation où les médiations ne servent à rien. Mais c'est moins une question de médiation, qu'une question de contenu de ces médiations. Le contenu me paraît plus important ici que le débat sémantique sur "faut-il ou pas des institutions ?"

**Intervention dans la salle:** Je suis citoyenne, et j'avais envie de dire que la crise de la représentativité, pour moi, en plus de tout ce que vous avez exposé, venait aussi du fait que j'ai l'impression de voter pour des hommes politiques qui ont les poings et les mains liés, et que de toute façon ils ne peuvent rien faire parce que l'économie est toute puissante, qu'elle est mondiale, qu'elle a ses règles... C'est désespérant.

Là je vous écoute, et je ne comprends plus. J'ai l'impression que vous venez de dire qu'en fait tout cela ce sont quand même des décisions politiques, et auquel cas, c'est encore plus désespérant que je ne le pensais.

**Hoang Ngoc Liêm:** L'économie est politique. Ce que j'essaie de mettre en évidence, c'est que les choix économiques sont des choix politiques. L'opinion qui règne depuis quelques années, qui est véhiculée par les thèses de la fin du travail notamment, c'est l'idée que finalement il n'y a pas de crise économique puisque la Bourse marche bien, qu'il y a des profits... Les lois économiques sont inéluctables et inexorablement on va vers la fin du travail. J'essaie de mettre en évidence que ce débat est largement tronqué parce qu'on est loin d'avoir tout essayé. Le débat est largement ouvert. Il est ouvert parce que comme le dit l'économiste Jean-Paul Fitoussi, ce débat a été interdit dans les années 80. Or les économistes savent que, pas plus qu'il y a une seule politique économique possible, pas plus l'économie est une science. Toute l'histoire de l'Europe c'est l'histoire d'un projet politique qui n'a pas abouti.

VENDREDI 6 MARS - INDIVIDU ET ENGAGEMENT

### Caractéristiques et conséquences sociales de ce qu'on appelle "mondialisation"

film : *Roger et moi*, de Michaël Moore, 1989

conférence/débat avec :

Richard Farnetti (économiste, co-auteur de *le modèle anglo-saxon en question*)

Susan George (présidente de l'Observatoire de la mondialisation, Paris)

Jean-Baptiste Eyraud (président de *Droit Au Logement*)

modérateur : Carlos Pardo (journaliste)

La séance a commencé avec la projection d'un entretien filmé avec Ignacio Ramonet (directeur du *Monde diplomatique*) dans lequel celui-ci précise, dans un premier temps, le sens de ce qu'on appelle la "mondialisation" avant de décrire l'origine et les objectifs de l'association ATTAC (Association pour une Taxe sur les Transactions financière d'Aide aux Citoyens) qui se trouvait alors en cours de constitution.

**Susan George** : Pour commencer, et puisqu'il va être question de *mondialisation* dans ce débat, je peux dire que je suis née aux Etats-Unis, que je suis naturalisée française et que je travaille au *Transnational Institute* de Amsterdam. Je vais d'abord réagir sur l'entretien avec Ignacio Ramonet. Je pense que toute association qui réagit et qui essaie d'instaurer la démocratie au niveau international est bienvenue. ATTAC fait certainement partie de cet effort. Nous sommes dans la situation de ces gens qui avant la Révolution Française ou avant la Révolution Américaine, ne voyaient pas comment passer d'un système à un autre. Notre tâche, me semble-t-il, est d'inventer la démocratie au niveau international, comme nos ancêtres ont du l'inventer au niveau national, au XVIII<sup>e</sup> siècle, en se donnant progressivement les moyens d'être citoyen, d'être protégé par l'Etat, et que celui-ci ne soit pas simplement répressif ou puissance d'ordonnement de la société en faveur de quelques-uns. Tout cela a été très difficile, comme il est difficile de voir ce que devrait être la démocratie au niveau international. Mais c'est de cela qu'il s'agit.

Parce qu'avec la mondialisation — on ne va pas la chasser, elle existe — ce qu'il faut inventer, c'est la citoyenneté à l'échelle internationale. Je crois que cela passe par l'unité des gens de Villevorde avec les gens de Flint - (la ville où se déroule le film de Michaël Moore) , l'unité avec les gens de Malaisie qui ont été mis à la porte par Thomson etc.

Ce n'est pas en abaissant les niveaux de vie dans le monde entier, comme on l'a vu de façon atroce dans ce film, avec ces évictions la veille de Noël etc... Mais c'est en ramenant les normes vers le haut pour tout le monde. Inventer cette solidarité, cette démocratie, cela passe aussi par l'argent, par des moyens matériels, et ATTAC est une manière de voir, d'essayer de taxer le capital international pour en faire un fonds international qui servirait justement à la citoyenneté internationale. Donc j'accueille bien sûr très favora-

blement cette proposition. Il y a peut-être de meilleures inventions, mais cela va dans le bon sens, et il vaudra la peine d'adhérer à cette association.

Je devrais peut-être ajouter qu'en France, je suis présidente d'une organisation qui s'appelle "L'Observatoire de la mondialisation" à travers laquelle nous essayons justement de révéler un certain nombre de choses aux citoyens, dont ce Traité qui s'appelle l'AMI (l'accord multilatéral sur l'investissement) et sur lequel il y a depuis quelques temps, Dieu merci !, beaucoup de bruit.

**Richard Farnetti** : Je travaille dans un laboratoire du CNRS et m'occupe précisément de suivre les stratégies des firmes multinationales britanniques - un peu moins des firmes américaines. Récemment, j'ai écrit, en collaboration avec un universitaire américain qui s'appelle Ibrahim Wardé, un petit ouvrage qui s'appelle *Le modèle anglo-saxon en question*, qui essaie d'examiner sur le plan théorique, les causes de ce qui ensuite donne le type d'aberrations que vous venez de voir dans le film. C'est-à-dire, quelles sont les raisons pour lesquelles les Roger Smith du monde entier (PDG de General Motors) — parce que ce n'est pas seulement aux Etats-Unis —, ouvrent et ferment des entreprises, et les conséquences sociales de cela ?

En ce qui concerne le projet de ATTAC et la définition de la mondialisation de Ignacio Ramonet, j'ai une attitude qui est double. Dans un premier temps, je me félicite de la constitution de cette association, parce qu'elle a un mérite, celui de poser le problème des mouvements spéculatifs. Je ne vais vous abreuver de chiffres ce soir, mais il faut savoir qu'en 1970, les mouvements journaliers sur les devises étaient d'environ 18 milliards par jour. Aujourd'hui, ils sont de 1.600 milliards. Ils ont été multipliés par 100. La question qu'il faut se poser, est : « *Est-ce que les flux commerciaux ont augmenté dans la même proportion ?* ». Absolument pas. Il y a donc un écart énorme entre le volume d'argent transféré et les richesses réellement échangées. Et cet écart, c'est celui de la spéculation, d'opérations parasites greffées sur l'activité économique, qui détournent une partie considérable de ces flux à leur profit.

Dans un second temps, je ne pense pas, je le dis très clairement, que ce projet de Taxe, cet impôt proposé en 1978 par l'économiste américain James Tobin, soit viable. Parce qu'il suppose un accord international entre tous les pays. A

partir du moment où un seul pays refuserait de s'y joindre, cela créerait une faille, faille qui existe déjà, avec les paradis fiscaux où la législation est extrêmement accueillante et complaisante. Pour que ce projet de Taxe Tobin ait une efficacité, il faut un accord véritablement international sur le plan économique et politique, et personnellement, je n'en connais pas d'exemple. Par conséquent, je ne m'opposerais pas, bien sûr, à cette initiative, mais j'ai des doutes quant à son efficacité.

Et là je rebondis sur la définition de la mondialisation par Ramonet. Dans le film, l'un des conseillers de Roger Smith - qui sera viré après avoir rendu les meilleurs services aux grands actionnaires de General Motors - nous dit : « *Le but des entreprises, c'est de faire du profit. Et si l'impératif de faire du profit exige d'ouvrir ici et de fermer là, nous le faisons sans états d'âme, quels que soient les liens qu'on peut avoir avec telle ou telle ville* ». Pour moi, c'est cela qui est au cœur de la mondialisation. Ce n'est pas simplement la liberté des échanges qui est une conséquence. Parce que si on retient la définition de Ramonet sur la mondialisation, à savoir, la liberté pour les transactions économiques et financières de s'effectuer à l'échelle mondiale sans rencontrer de frontières, à ce moment là, on peut dire que la mondialisation existait dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Or pour moi, la mondialisation ne date approximativement que du début des années 1970. Elle se caractérise par le retour d'un capitalisme sauvage, pur et dur, comme on l'avait au XIX<sup>e</sup> siècle, mais avec un cadre différent, un cadre où le capital possède un avantage sur le monde du travail beaucoup plus grand que celui qu'il avait au XIX<sup>e</sup> siècle. A mon sens, c'est surtout cela la mondialisation, et pas simplement la libéralisation des échanges.

Cet avantage dont je parle, il vient en partie du fait que les circuits du capital financier se sont affranchis de toute réglementation nationale, avec notamment la constitution au début des années 60, d'un marché transnational de l'argent échappant à toute réglementation nationale, le marché des Eurodollars à Londres. En substance, cela veut dire que toutes les grandes firmes, les grandes multinationales, la General Motors comme les autres, américaines, françaises, britanniques, et autres, ont pu trouver à la City londonienne un lieu où réaliser leurs affaires, sans qu'une réglementation nationale ne vienne freiner la mobilité des capitaux. Pour pouvoir fermer une entreprise ici et en ouvrir une autre là-bas, il faut une mobilité du capital, sans intervention étatique. Donc ce marché s'est constitué.

Or les Etats ont non seulement laissé faire, mais ils ont même contribué à l'organiser, puisque lorsqu'il s'était implanté en 1957, ce marché a reçu la bénédiction des autorités gouvernementales britanniques de l'époque, les conservateurs, leur responsabilité étant très importante dans ce domaine.

Il est vrai qu'à l'époque, rares étaient les analystes, les observateurs, les gens qui ont su ou voulu porter à la connaissance d'un très large public ce qui était en train de se tramer. Et les organisations syndicales ont eu un retard très important dans la compréhension de ce qui se passait.

Ensuite, au début des années 80, ce mouvement de libre circulation des capitaux a acquis une telle force qu'il a été capable de s'affranchir de ce qu'il restait de la souveraineté des Etats Nations, de prendre ce rythme absolument torrentiel, et de dicter sa loi : spéculation sur les marchés des changes, délocalisation, spéculation sur les matières premières etc.

On parle beaucoup avec la Taxe Tobin, de la spéculation sur les changes — loin de moi l'idée de dire qu'elle est négligeable —, mais il ne faut pas que cela vienne masquer l'importance de la spéculation sur les matières premières et toutes les questions que cela pose quant au devenir d'un grand nombre d'Etats, notamment du Tiers Monde, qui n'ont précisément pour vivre que leurs exportations de matières premières...

Voilà quelques éléments de genèse de ce phénomène que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation et j'insiste sur le fait qu'il faut bien se garder d'en donner une définition uniquement basée sur la libéralisation des échanges. Ce n'est pas non plus la diffusion mondiale d'un produit, le jean, le Coca Cola, le Hamburger... Dans la mondialisation, il y a essentiellement la question du rapport de force entre capital financier et le monde du travail. Et dans ce rapport de force est inclus l'exclusion sociale.

**Carlos Pardo** : Jean-Baptiste Eyraud, Président de l'association *Droit Au Logement*, est ce que vous pouvez brièvement présenter l'association et nous dire pourquoi, à quel moment en tout cas, il y a eu la nécessité de créer une telle association ?

**Jean Baptiste Eyraud** : Les conséquences de la mondialisation se sont aussi fait sentir en France dans le domaine du logement. Et donc, vers la fin des années Quatre-Vingt, suite à un certain nombre de mouvements revendicatifs dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, suite à une lutte qui avait commencée à être répercutée sur l'ensemble du pays, on a créé *Droit Au Logement*. L'idée était de former un syndicat de mal logés et de sans logis, et de se placer sur le terrain des problèmes des gens, au niveau des luttes et des actions très concrètes pour reloger des familles. A la fois le relogement légal, le relogement HLM — c'est la demande des 10 000 familles qui ont adhéré à l'association — et puis, de temps en temps, des actions un peu plus symboliques pour dénoncer l'existence des logements vides, qui, en intéressant les médias font connaître notre action et la populariser. Nous menons également un certain nombre d'actions sur la question des expulsions, comme elles sont abordées dans le film. Les méthodes sont un petit peu moins expéditives ici qu'aux Etats-Unis, mais au bout du compte, plusieurs dizaines de milliers de ménages sont mis à la porte ou s'y mettent tous seuls parce qu'ils ont peur d'y être mis par la force. En France, 95% des 100 000 ménages qui ont un jugement d'expulsion chaque année s'en vont avant l'arrivée des flics. En fait, ce sont les moyens de pression intermédiaires comme l'huissier, les lettres recommandées, la peur de la justice, qui font partir les gens et les laissent souvent dans des situations dramatiques.

**Carlos Pardo** : Quand vous avancez le chiffre de 100 000 ménages, c'est 100 000 ménages par an à peu près ?

**Jean-Baptiste Eyraud** : Oui. Ce sont les statistiques du Ministère de la Justice. Il y a eu 105 000 jugements d'expulsions définitifs rendus en 1995, soit environ 300 000 personnes. Sur 10 ans, cela commence à faire du monde. C'est évidemment lié au système. Nous avons eu une poussée brutale du nombre des expulsions qui ont été la conséquence de la spéculation immobilière, de la flambée des prix, de la dérégulation du marché du logement et puis des hausses de loyers, y compris dans le parc social tout cela étant lié avec une précarisation, une paupérisation, une désolvabilisation générale des ménages. Cela se traduit notamment par une augmentation du nombre de sans-abri, une résurgence des taudis, et une situation de crise du logement.

Notre forme d'action est collective. On sait que les dispositifs intermédiaires mis en place par les pouvoirs publics sont peu efficaces. La loi contre l'exclusion ne va d'ailleurs pas énormément changer les choses puisqu'elle n'aura pas pour objectif de répondre au principal problème : l'offre de logement pour les ménages qui ont peu de revenus. Donc, on risque de voir cette crise se développer. Par rapport à ces situations, l'idée est de réunir les gens mal logés et de mener une action collective sous toutes formes : des manifestations, des occupations d'administration, de bailleurs sociaux... En gros il s'agit de faire jouer des liens de solidarité entre les gens.

C'est une association constituée de bénévoles. Une trentaine de comités se sont créés en France ces derniers temps et malheureusement, on a le sentiment que c'est une affaire qui va durer, ayant progressivement découvert les raisons de cette situation. On les a analysées et on est arrivé un petit peu aux mêmes conclusions que mon interlocuteur précédent.

On ne fait pas un parti politique, mais on crée cependant des liens avec d'autres associations, d'autres mouvements qui mènent des luttes dans les pays du versant Sud de la planète ou dans d'autres pays occidentaux.

Si on peut s'entraider, faire pression sur les ambassades, etc... on le fait. Nous avons notamment fait un certain nombre de choses autour des sans-terre et des sans-logis du Brésil, qui ont un mouvement extrêmement dynamique et offensif et qui posent aussi de façon très concrète et très cruciale la question du partage des richesses.

Dès demain d'ailleurs nous manifestons sur ce thème avec les associations de chômeurs "contre le chômage et les exclusions", et "pour la redistribution des richesses". Et puis nous mettons en place un numéro SOS-expulsion pour tous les gens qui ont des problèmes. Ils appellent et auront au bout du fil des bénévoles qui sont prêts à consacrer une demi-journée de leur semaine pour les aider à entreprendre les démarches nécessaires, après avoir reçu une petite formation.

Mais nous savons aussi que l'essentiel de ce boulot passe par la prévention, c'est-à-dire expliquer aux gens leurs

droits. Ils peuvent par exemple se maintenir dans leur logement jusqu'à l'arrivée de la force publique, et avant qu'elle arrive, un certain temps peut s'écouler... Tout au moins pour l'instant. Peut-être que dans dix ou quinze ans les rapports sociaux seront encore plus brutaux. Je ne l'espère pas, et j'espère que d'ici là on aura procédé à des modifications profondes. Mais c'est aussi une éventualité qu'ils se durcissent et que les pauvres, ceux qui sont mis en dehors du marché du travail ou qui sont précarisés de façon permanente, chômeurs etc. soient soumis à une répression encore plus forte.

**Carlos Pardo** : Alors si le projet de la création d'une O.N.G. telle que ATTAC reste très hypothétique, comment est-ce que l'on peut combattre le fait que depuis 1974, depuis que l'on parle de crise en France, la production des richesses a été augmentée de 70%, quand le nombre de chômeurs a dans le même temps, été multiplié par sept ? Comment, pour reprendre à peu près les termes d'Ignacio Ramonet, faire la jonction entre ce déséquilibre, ces flux financiers qui ne cessent de croître, et cette paupérisation de plus en plus grande des populations ?

**Susan George** : Je ne crois pas avoir de réponse globale, mais je voudrais citer deux autres choses de Michael Moore, l'homme qui a réalisé le film qu'on vient de voir. Il a fait un livre depuis, publié en 1996. Au début du livre, il y a deux photos : la première, c'est l'usine que vous avez vu à la fin du film, qui a été démolie. La deuxième photo, c'est l'immeuble fédéral de Oklahoma City, qui a été attaqué par des terroristes américains et qui s'est écroulé. Les deux immeubles sont pratiquement... on ne peut pas distinguer quoi est quoi. En dessous, simplement trois mots : *What is terrorism ?* Qu'est-ce que le terrorisme ? Autre chose que Michael Moore a dit : *Pourquoi la General Motors ne vend pas de la cocaïne, du crack ? C'est profitable, c'est certainement plus profitable qu'une Cadillac ou une Chevrolet. Si le but de l'entreprise est de faire des profits — et tout le monde sait que c'est le but —, alors pourquoi la General Motors ne fait-elle pas de la cocaïne au lieu de faire des voitures ?* C'est une très bonne question... La réponse que donne Moore c'est *parce que c'est illégal, tout simplement.* Si on veut faire en sorte qu'il y ait moins de chômeurs, moins de détresse sociale et donc moins besoin d'associations du type DAL, il faut changer la loi. Une compagnie très rentable comme General Motors n'est pas hors-la-loi quand elle quitte une ville comme Flint en mettant 30 000 personnes sur le pavé. Elle n'a aucune responsabilité... si ce n'est vis-à-vis de ses actionnaires. Si vous allez dans une *business school* aujourd'hui, si vous allez à l'INSEAD de Fontainebleau ou dans toute formation supérieure de gestion, on vous dira : « *Votre premier devoir, c'est de faire de la valeur pour vos actionnaires, c'est-à-dire augmenter la valeur de chaque action. Vous n'avez aucun autre devoir.* » Voilà ce qui est enseigné. C'est la base. « *Faites des profits, naturellement, mais surtout, augmentez la valeur pour les actionnaires.* » L'entreprise n'a aucune responsabilité à l'égard des travailleurs, des villes, des municipalités,

des localités, aucune responsabilité à l'égard des fournisseurs... Et la seule chose à mon avis qui puisse changer cette situation c'est que l'on change la loi. Je ne dis pas cela, bien sûr, pour les firmes en difficultés, mais General Motors est l'une des firmes les plus rentables du Monde !

Je voudrais vous donner quelques indications sur les compagnies transnationales, qui manquaient peut-être dans la définition d'Ignacio Ramonet. Il parle de la spéculation financière. C'est très important. Mais il y a aussi le capital industriel. Sur les 100 premières économies du monde, 49 sont des Etats, 51 sont des transnationales. Les 100 premières transnationales, dont la General Motors, font 16% du produit mondial brut. 16%, à 100 firmes.

Alors quelles sont les conséquences pour l'emploi ? Avec 16% du PMB (Produit Mondial Brut), ces 100 premières firmes n'emploient dans le monde entier que 12 millions de personnes. Et il est absolument normal, de leur point de vue, de licencier. Aux Etats-Unis, et je suppose aussi en France, dans les pays développés, le coût du travail est le coût le plus important qu'elles doivent supporter. Le coût du capital, je pense que Richard pourra étayer cette remarque, est voisin de zéro. Si vous empruntez beaucoup, votre banquier vous fait un taux très favorable et si vous pouvez aller emprunter au Japon, où le taux d'intérêt est de 0,5%, et bien vous allez le faire. Celui qui a une affaire locale, à Montreuil, n'a pas accès à des fonds à 0,5%. Mais les transnationales n'ont pratiquement pas de coût de capital. En revanche, le coût du travail représente 70% environ de leurs frais. Donc il est "normal" pour elles de licencier. Et c'est ce qu'elles ont fait depuis une quinzaine d'années. Les stocks d'investissement dans le monde de toutes les firmes transnationales, pas seulement les 100 premières, ont été multipliés par 11 depuis 1975, mais le nombre de leurs employés n'a été multiplié que par 1,8 pendant la même période. Et si vous calculez comme je l'ai fait pour les 100 premières firmes — malheureusement j'ai été obligée de faire toutes les additions moi-même parce qu'aucune source ne les donne — chaque employé sur ces 12 millions de personnes, chacun de ces employés produisait en termes de valeur 342 000 dollars. Cela fait à peu près deux millions de francs par employé. Voilà la productivité, peu de gens font un chiffre d'affaires de deux millions de francs. Et c'est ce chiffre-là que ces firmes cherchent à améliorer.

Ces 100 premières firmes, dont la General Motors, ont, entre 1993 et 1995, licencié encore 4% de leur personnel. Et cela va continuer. Vilvoorde, c'est quoi ? C'est Renault qui voit son coût du travail en Belgique trop important, qui ferme l'usine et qui va produire la même voiture ou à peu près, à Moscou, avec des gens qui sont aussi bien éduqués, aussi productifs, et qui coûtent dix fois moins. C'est cela la réalité. Et ils vont probablement introduire des robots pour toujours diminuer la part des salaires.

Alors, d'une certaine façon, il ne faut pas s'étonner que ces firmes licencient, et qu'elles n'offrent aucune véritable perspective de création d'emplois.

Les Nations Unies nous disent qu'il y a à peu près 40 000 firmes transnationales, et que l'ensemble de ces firmes, selon les derniers chiffres, emploient 73 millions de per-

sonnes dans le monde. On nous dit que chaque emploi créé directement par une transnationale entraîne ailleurs 1 ou 2 autres emplois. Alors soyons généreux, multiplions par 2. Donnons 2 jobs pour chaque emploi créé directement. Cela fait 219 millions d'emplois dans un monde où le Bureau International du Travail dit que plus d'un milliard de personnes sont totalement sans emploi ! Un chiffre, qui soit dit en passant ne comptabilise pas les emplois précaires, ni les gens qui travaillent à mi-temps, ou qui ont 2 emplois comme aux Etats-Unis où il faut désormais souvent en avoir 2 pour joindre les bouts !

Donc il ne faut pas compter sur ces grosses firmes pour créer de l'emploi. Et quand je vois la France faire des pieds et des mains pour attirer une firme japonaise à Valenciennes, moi, ça me fait pleurer. C'est peut-être très bien pour les chômeurs de Valenciennes. Mais ces avantages-là, il vaudrait beaucoup mieux les donner aux PME-PMI... Ce ne sont pas ces grosses firmes qui vont créer vraiment des emplois, ni en France, ni ailleurs. Et cela ne vaut pas seulement dans les pays du Nord.

On nous dit : « *Vous êtes très égoïste vous les Occidentaux, pensez aux pauvres gens du Sud, aux coréens, aux malaisiens...* » Mais eux aussi sont soumis au même régime. L'entreprise Nike, en 15 ans, est d'abord passée des Etats Unis en Corée. Puis le coût du travail est devenu trop cher en Corée... avec des grèves etc... Alors elle est partie en Indonésie, avec des salaires de 1 dollar par jour. Or même en Indonésie, où le coût de la vie est beaucoup plus bas qu'ici, on n'arrive pas à vivre avec ça. Il faut savoir que 80% de la population qui gagne un dollar par jour est malnutrie. Donc il y a eu des mouvements sociaux et puis le gouvernement a été aussi obligé de bouger, et les salaires ont atteint 2,20 dollars par jour. Alors Nike est parti au Vietnam!

Donc vous voyez, personne ne peut gagner en permanence à ce jeu là. Et pour cela, quand je dis construire la démocratie au niveau international, cela veut dire, comme Droit Au Logement, être en contact avec les "sans terre" du Brésil, mais à la puissance mille. Multiplier tous ces accords. Ne pas essayer de tabler sur le malheur des uns pour faire le bonheur très momentanément des autres en attirant quelques transnationales.

Voilà pour l'essentiel ce que je voulais dire sur ces firmes. Du point de vue de leurs intérêt, il est normal qu'elles licencient, et elles vont continuer à le faire. Aux Etats-Unis, une revue d'affaires comme *Business week*, a mis sur sa couverture les têtes de quelques grands patrons avec en sous-titre : "corporated killers", des "chefs d'entreprises tueurs". Parce qu'ils mettent des milliers de gens à la porte. Mais le résultat est que l'action monte chaque fois que des gens sont licenciés.

Et nous revenons à ce que le business school vous enseigne : « *Vous devez augmenter la valeur de vos actions, point final. Punto et basta !* ».

**Richard Farnetti** : Je voudrais développer un peu une des formules que j'ai utilisée tout à l'heure et qui n'est peut-être pas forcément très claire pour tout le monde : j'ai parlé de

ce que j'appelle la *dictature du capital financier*. Susan George vient de le dire, dans une business school, on apprend que la seule chose dont ils doivent se soucier, c'est le cours de l'action. C'est leur seule responsabilité. Essayons deux minutes de nous placer dans leur tête : comment ça marche ? A l'heure actuelle, un investisseur qui cherche à rentabiliser son capital, regarde la scène industrielle, regarde les entreprises. Elles peuvent produire des voitures, des chaussures, n'importe quoi. Il se pose la question de maximiser son investissement pour qu'évidemment, le dividende soit le plus gros possible. Cela dure depuis longtemps, mais cela a pris une accélération telle, que c'est vraiment maintenant, depuis une dizaine d'années, que l'on voit tous les résultats remonter à la surface.

Aujourd'hui, la logique qui préside au démantèlement des entreprises, c'est bien évidemment ce que Susan George a dit, c'est l'abaissement du coût salarial. Lorsque l'on voit qu'on peut employer 30 ou 50 chinois en lieu et place d'un travailleur aux Etats-Unis, bien entendu c'est important. Mais en ce qui me concerne, je reviendrai sur l'importance de la mobilité du capital. Si le capital veut être mobile, c'est justement qu'il veut pouvoir ne pas être enclavé dans une région. Pensez à ce qu'on appelait en France, Boulogne-Billancourt, la forteresse ouvrière. Il y avait là une véritable ville, avec l'usine productive et les habitations. Or tout cela est dangereux, parce que ces ouvriers se syndiquent, réclament des salaires plus élevés, s'organisent politiquement... Aujourd'hui il faut donc démanteler toutes ces usines, les segmenter, pour atomiser et diviser les travailleurs. C'est une des raisons pour lesquelles, dans le processus productif d'un bien tel qu'une automobile, on va faire de plus en plus appel à une sous-traitance décentralisée.

Aujourd'hui, la mondialisation et la crise ont atteint un degré tel, que la classe dirigeante elle-même commence à être effrayée des conséquences de ces dynamiques qui lui échappent, et qu'elle a approuvées. Quand on regarde la production automobile aux Etats-Unis, du début du siècle à nos jours, on est saisi de voir que la courbe monte jusque dans les années soixante, qu'elle atteint un maximum de 10 millions de véhicules par an dans les années 1967-1968. Puis, on est redescendu à 6 millions. Donc si aujourd'hui on disait au PDG de General Motor : « *OK on est à 6 millions, dans 3 ans on descend à 4 millions* », il pourrait vous répondre « *Je m'en fiche si le cours de l'action monte.* » En réalité, il n'y a pas tout à fait que ça qui compte. Ne serait-ce parce qu'il arriverait un moment où tous les pauvres, tous les exclus, tous les gens qui ne peuvent plus consommer, qui ne peuvent plus acheter les patins à roulettes et les pop corn... pourraient bloquer complètement la machine. Et voilà pourquoi une fraction de la grande bourgeoisie est inquiète. Il suffit d'entendre par exemple Seguin ou même Chirac, qui sont allés puiser dans la boîte à outils de certains sociologues et en sont revenus avec la fameuse expression « *la fracture sociale* ». Leur inquiétude vient de là.

Je crois qu'il faut bien comprendre que parmi tous ceux qui se rallient à la Taxe Tobin — pas seulement la gauche plurielle, puisque Seguin s'est déclaré pour — beaucoup

sont inquiets de voir une explosion sociale venant d'une dislocation de l'économie.

**Susan George** : Laissez-moi à la fois abonder dans ce sens, mais aussi mettre un bémol sur une autre chose. On a beaucoup d'études qui montrent empiriquement que dès que le libéralisme s'installe dans un pays, que ce soit en Angleterre ou ailleurs, partout où on a eu un régime néolibéral à tout crin, toujours, les 20% en haut de la société gagnent, et plus vous êtes haut dans la pyramide, plus vous gagnez. De ce fait, les familles américaines qui comptaient parmi les 1% les plus riches, ont doublé leurs revenus en l'espace de 10 ans sous Reagan. Mais les 80% qui sont à la base de cette pyramide perdent. Et plus vous êtes en bas de la pyramide, plus vous perdez. Aux Etats-Unis, les plus pauvres ont perdu 10% du peu qu'ils avaient, si bien que les situations de misère et d'exclusion telles qu'on les voit dans le film de Michaël Moore sont devenues absolument monnaie courante. Quant aux 20% qui ont déjà à peu près ce qu'il leur faut — ils ont déjà la machine à laver, les deux voitures, la maison est payée, les gosses ont leurs Nike... ils ont déjà consommé. Donc, où mettent-ils ces revenus en plus qui leur viennent du néolibéralisme ? Ils les investissent en bourse, ils achètent des actions, des obligations, des produits dérivés... etc. Ils ne consomment pas.

La vieille recette de Keynes, tout le monde connaît cela, consiste au contraire à miser sur une certaine redistribution vers le bas, pour relancer la consommation. C'est précisément ce que nous ne faisons pas puisqu'on prend à ceux qui ont le moins, à ceux qui seraient les premiers à consommer les produits de base si ils le pouvaient et on le donne à des gens qui vont spéculer financièrement. On nourrit la machine de cette spéculation. Quand on dit qu'une partie de la population « perd », il faut prendre des éléments comparatifs avec les générations précédentes : en 1975, par exemple, une famille américaine moyenne devait travailler 18 semaines pour acheter la voiture de General Motors moyenne. Une famille moyenne doit travailler 28 semaines pour acheter l'équivalent d'aujourd'hui.

Tout cela dans un contexte où la production mondiale de voitures est de 78 millions d'unités, alors qu'on n'en vend que 55 millions... D'où la « jupette », la « balladurette »... De même qu'on produit beaucoup trop de produits pharmaceutiques, de produits chimiques... Alors, à la longue, si vous congédiez votre clientèle et nourrissez la spéculation financière, si vous rendez l'achat de vos produits beaucoup plus difficile pour la famille moyenne, vous créez la déflation. Cela veut dire trop de biens sur le marché, et des salaires qui baissent pour une grosse partie de la population, comme au Mexique et en Thaïlande en ce moment.

**Intervenant dans la salle** : Il y a, par rapport à la question du capital, un certain paradoxe, surtout aux États-Unis. En voyant le film, on peut se poser la question de savoir si des travailleurs américains ou anglais, aujourd'hui, dans leur fonctionnement au niveau salarial, ne participent pas à une sorte d'autodestruction à travers les fonds de pension qu'ils alimentent. Vous connaissez le principe : chaque mois, ils

versent une certaine somme pour s'assurer des retraites maximales quand ils arriveront à l'âge de la retraite. Nous savons aujourd'hui qu'aux États-Unis, il y a 900 000 fonds de pension sur le marché financier. Ceux-ci jouent sur la spéculation et, à la limite, pourraient très bien spéculer à la baisse sur une entreprise auxquelles les travailleurs qui financent ces fonds de pension appartiennent. Dans l'absolu certains pourraient plus ou moins directement s'autoliquidier...

**Richard Farnetti** : Ce n'est pas dans l'absolu, c'est le cas ! Et ce débat va devenir très chaud. Vous savez que Jospin a créé un Conseil économique, en juillet 1997. Ce Conseil rassemble trente économistes qui réfléchissent notamment sur cette question, parce qu'en France, la loi a été mise en place, mais les fonds de pension sont encore très peu nombreux. C'est une question très importante qui viendra au centre du débat dans les mois qui viennent. Vous avez dit que les salariés américains ou anglais versent aux fonds de pension. Plus précisément, c'est l'entreprise qui prend autoritairement sur leur salaire. Ils n'ont pas le choix.

Sur cette question des fonds de pension, Madame Thatcher avait un conseiller, Sir Keit Joseph, qui avait l'habitude de dire : « *Mais de quoi se plaignent les gens en Grande Bretagne ? Nous sommes dans le socialisme* ». Il disait cela dans les années 80, alors que le gouvernement prenait mesure sur mesure contre les syndicats, que le taux de chômage atteignait des records... Et lui disait : « *Mais si, on est dans le socialisme, puisque grâce aux fonds de pension, les salariés britanniques possèdent une part historiquement inconnue de leurs propres entreprises* ». Alors évidemment, on a envie de demander : de qui se moque-t-on ? Un fonds de pension, même s'il détient des centaines de millions de dollars dans ses comptes, n'est rien, s'il n'est pas conseillé par une banque d'affaires. Imaginez deux secondes que vous touchiez un héritage inattendu en sortant de ce cinéma. Vous êtes content, mais au bout d'un moment, vous allez vous dire : *Mais qu'est ce que je vais faire de cet argent ?* Si vous ne possédez pas l'information, d'abord vous pouvez vous faire plumer, ou faire de mauvais investissements, etc... Donc les responsables de la gestion de ces sommes sont ceux qui les conseillent : ce sont les investisseurs et non pas les salariés.

Une hôtesse de l'air de chez British Airways, qui aujourd'hui est employée à l'heure ou au voyage, est ponctionnée par les fonds de pension chaque fois qu'elle travaille. Croyez-vous franchement qu'elle est responsable de l'investissement que le fonds de pension de British Airways réalise en Malaisie ou ailleurs ? Si demain dans votre entreprise, on vous ponctionne pour alimenter un fonds de pension, est-ce que pour autant, je vais vous accuser d'être personnellement responsable. Il faut faire très attention. Qu'il y ait des gens qui suivent de manière très précise, quasiment au jour le jour, les destins de leurs dollars ou de leurs livres sterling, c'est un fait. Mais la responsabilité centrale se situe au niveau des banques d'affaires, et pas ailleurs.

**Intervenant dans la salle** : L'OCDE affirme depuis très longtemps, que les riches vont s'enrichir et les pauvres s'appauvrir. C'est ce que vous dites aussi Mme Susan George, dans vos livres, en précisant qu'il y a 45 000 transnationales dans le monde. Mais comment se fait-il que 45 000 transnationales gèrent, digèrent, six milliards de gens et quelle est la complicité des gouvernements - français, anglais, allemands... pour s'en tenir à quelques exemples - dans l'augmentation de la puissance de ces transnationales ?

**Susan George** : La complicité des Etats est immense. Mais il faut aussi montrer à quel point ces firmes ont été capables d'investir les Etats, se sont organisées pour le faire, pour créer l'idéologie que nous avons rencontrée dans le film. Tout ceci a été orchestré.

Beaucoup de fondations américaines et maintenant anglaises, financent des entreprises purement idéologiques, des publications, des revues, des livres, des colloques, parfois des films de propagande et, il y a un tel climat créé que l'idéologie néolibérale devient "normale". Or cette idéologie est fabriquée tous les jours que Dieu fait. Et c'est très bien payé. Les grandes entreprises de relations publiques telles que *Burson Marsteller* ou *Hill and Knowlton*, ont des filiales en France, des clients, et sont capables de vous montrer que le noir est blanc et que le blanc est noir. Elles peuvent prendre en mains les affaires d'Exxon, quand elle fait des dégâts pétroliers sur la côte de l'Alaska, ou celles de Union Carbide quand elle estropie et tue des milliers de gens en Inde... Les transnationales forment leurs propres groupements — surtout pour lutter contre ceux qui défendent l'environnement — et leur donnent des noms les plus écologiques possibles comme « *Coalition mondiale pour le climat* »”...

Ce n'est pas par accident, et la droite est souvent beaucoup plus gramscienne que la gauche. Gramsci disait que la culture est essentielle, que les idées ont des répercussions, que l'idéologie est importante. Et si vous avez le cœur et la tête des gens, vous aurez leur adhésion quoi que vous fassiez. La droite a compris cette leçon : il faut subventionner les intellectuels, les idées. Après vous n'avez presque plus besoin de répression...

Actuellement on s'achemine timidement vers d'autres luttes, mais le climat qui a été créé est extrêmement efficace. Pour exemple, je cite juste un journaliste qui parle d'un confrère le plus conservateur, néolibéral... aux Etats-Unis. Il dit : « *Si cet homme, Bill Buckley, se présentait aujourd'hui pour un emploi dans un journal aux Etats-Unis, il ne trouverait pas de place. Parce qu'il y en a tellement comme lui, qu'il ne serait absolument pas exceptionnel* ». Ce qui est exceptionnel aujourd'hui, ce sont des gens qui parlent comme nous, à cette tribune. Et je suis personnellement reconnaissante à Jack Lang d'être venu ouvrir le colloque de *l'Observatoire de la Mondialisation* à l'Assemblée Nationale le 4 décembre. Avant, il était pratiquement impossible de faire parler de l'accord AMI en France. Les journalistes sympathisants faisaient des papiers, mais personne ne les publiait. Il a suffi que Jack Lang

écrive dans *Le Monde* qu'il ne fallait pas seulement lutter pour l'exception culturelle, mais contre ce traité, parfaitement anti-démocratique, pour que s'ensuive un déluge d'articles sur le sujet. Combien d'entre vous ont entendu parler de l'AMI ? Beaucoup. J'aurais posé cette question il y a deux mois, il y aurait une main, deux mains peut-être.

**Intervenant dans la salle :** Je viens comme vous tous de voir ce film et j'en ai encore froid dans le dos. Quand vous parliez de la crainte de ces dirigeants de grosses entreprises de soulèvements massifs et de l'idée de fractionner les entreprises pour éviter cette éventualité... Je dois dire que j'en doute. En fait, j'ai le sentiment qu'un tel soulèvement n'est guère probable. Parce que les gens ne me semblent pas conscients de qui tire profit de tout cela, et ont encore moins idée de comment certaines logiques pourraient être renversées. Vous avez parlé du travail idéologique, qui s'exerce jour après jour dans un sens ultra-libéral... S'en dégager ne sera pas chose facile...

**Susan George :** Curieusement, je suis peut-être plus optimiste que je ne l'ai été depuis des décennies. Pour moi, les années 80 ont été épouvantables...

Je vois aujourd'hui que les mouvements de contestation commencent à faire des coalitions et c'est la première fois depuis la guerre du Viet-Nam, que l'on voit une aussi large unité autour, en particulier, des problèmes de la mondialisation. Et toute l'agitation qui a eu lieu en France et ailleurs, sur l'Accord Multilatéral sur l'Investissement, montre qu'il peut y avoir des évolutions positives. Je voyage beaucoup, je vois des camarades de différents pays, et je vois des signes partout de prises de conscience. Je crois qu'un des grands problèmes sera d'unifier les différentes luttes. En ce qui me concerne, je veux bien lutter ponctuellement avec Philippe Seguin, ça ne me gêne pas du tout. Ça gêne Richard Farnetti. Je peux lutter avec lui sur d'autres choses... bien sûr. Mais si Philippe Seguin est contre l'AMI, je lui dis bienvenue et battons-nous ensemble. Et puis demain, nous ne serons sans doute pas d'accord sur la prochaine lutte, c'est probable. Mais il faut faire des alliances maintenant, qui sont un peu inhabituelles.

**Intervenant dans la salle :** Vous ne pensez pas que ATTAC est tout simplement un leurre ?

**Susan George :** Je crois qu'il ne faut pas porter de jugement à l'emporte pièce. Vu les personnes qui s'en occupent, je pense qu'on va avoir affaire à un travail sérieux...

**Richard Farnetti :** Je suis bien d'accord avec Susan George quand elle dit que la droite est plus gramscienne que la gauche. Comme je me situe à gauche, j'essaie de combler le retard. J'essaie d'expliquer et de montrer comment ça marche, et après, chacun doit se faire sa propre opinion. Je ne m'opposerai pas dans le cadre de ATTAC à la présence de Philippe Seguin, bien au contraire, si il le veut. Mais par mon propos, par mes commentaires, je fais appel à une certaine lucidité quant aux motivations de

quelqu'un comme Philippe Seguin, qui a dans ses antécédents et, par l'ensemble de ses actions, une énorme responsabilité dans l'affaire. Pas seulement lui, mais l'ensemble des mouvements de droite, RPR et UDF. Tout à l'heure, quand je mentionnais le gouvernement conservateur anglais et soulignais l'immense responsabilité qui est la sienne, lorsqu'il a permis la création de ce marché transnational de l'argent qui échappe à toutes les réglementations, c'est dans la même perspective, pour que les gens connaissent les responsables. Lorsqu'ensuite on voit ces mêmes gens qui ont ouvert la boîte de pandore se plaindre quand la bête leur échappe des mains... c'est un peu comme ceux qui se promènent avec un doberman dans la rue, et qui vous disent, après que le doberman vous ait mordu : « *Oh, vous savez, il est tellement gentil. D'habitude il ne fait jamais ça...* » Leur responsabilité est quand même de le tenir en laisse. Je considère que mon rôle est d'éclairer, de donner un coup de projecteur sur les mécanismes, sur les raisons pour lesquelles, telle ou telle personne, à tel moment, s'engage dans tel ou tel sens.

Georges Soros, par exemple, qui en connaît un rayon sur la spéculation, ne serait aujourd'hui pas du tout contre la mise en oeuvre d'une taxe à l'échelle mondiale, qui permettrait d'assainir et de réglementer ce qui, effectivement, est une espèce de jungle. L'anarchie, sur le marché des changes notamment, a atteint un tel degré, qu'elle devient nuisible à la continuité des activités de ce propre marché. La concurrence sauvage nuit au système et certains patrons deviennent donc partisans de la limiter, non pas pour l'étouffer, la réduire, l'éliminer, la détruire, mais au contraire pour la pérenniser, sous une forme plus stable.

**Intervenant dans la salle :** Depuis 2 jours, j'ai essayé de suivre le maximum de projections et de débats. Il a aussi été question de mondialisation de la démocratie, de mondialisation des luttes sociales. Or la question que je me pose est : de quel monde parlons-nous ? Quand on observe le gouffre qui sépare le Nord et le Sud, je me demande : est-ce que les nations pauvres peuvent partager avec nous ces rêves de partage des richesses, de taxe sur les transactions financières, de démocratie mondiale ?

**Susan George :** Personnellement, je ne parle plus de "Nord" et de "Sud", de nations riches et de nations pauvres, parce que les élites brésiliennes ont beaucoup plus en commun avec les élites de Paris, de Londres, de New York qu'avec leur propre peuple. Mais ce que je peux vous dire, à partir de ma propre expérience, c'est qu'il y a des mouvements d'émancipation partout dans le monde. Il y a bien sûr plus ou moins de répression, et plus ou moins de possibilités de s'organiser ouvertement, mais partout, il y a des mouvements. Les gens recherchent les moyens d'agir, et les unités se font. Vous avez un bel exemple ici avec *Droit au Logement* et les *Sans Terre* au Brésil.

**Intervenant dans la salle :** Monsieur Farnetti, pourquoi avez-vous parlé de la responsabilité des gouvernements conservateurs ? On parle beaucoup de Thatcher pour les

licenciements en Angleterre, de ses lois contre les syndicats, de Reagan aux Etats-Unis, mais je voudrais savoir en quoi la démarche des gouvernements socialistes a pu être différente sous Mitterrand ? Si je ne m'abuse, en France, les licenciements de masse sont intervenus à la même époque. Quand il y avait les grands licenciements sous Reagan et sous Thatcher, il y avait aussi des grands licenciements dans le nord de la France, sous un gouvernement qui a priori n'était pas conservateur.

**Richard Farnetti** : Ignacio Ramonet l'a très bien dit quand il a décrit la pensée unique. La pensée unique et les sollicitations des gros portefeuilles financiers ont agi sur tous les gouvernements, qu'ils soient socialistes ou non. En France, il suffit de voir le fameux tournant de 1983 où les socialistes ont plié face à la vague, pour reconnaître leur responsabilité. A partir du moment où ils acceptaient le sens de cette dynamique libérale, il ne restait plus qu'à mettre en musique, avec des variations ici ou là. Effectivement, cela n'exclut pas les contradictions. De fait, Dominique Strauss Kahn, sur la question de l'AMI, a été obligé, sous la pression - notamment du mouvement des cinéastes en France - de dire : « *On ne signera pas l'accord sous cette forme* ». Ils ne peuvent pas rester dans une tour d'ivoire. En tant qu'hommes politiques, ils savent qu'en démocratie, il y a la sanction électorale. Comme quoi, il faut qu'on gagne les têtes, comme disait Gramsci, pour gagner la bataille.

**Vincent Glenn** : Une dernière question à Monsieur Farnetti qui disait, en parlant de Soros et en faisant un parallèle avec Martine Aubry: « *Finalement ils ont intérêt à ce qu'il y ait un minimum de régulation sur le plan international* »; mais sous-entendu « *parce que ces élites-là ont intérêt à ce que le désordre soit relativement limité pour pouvoir continuer leur domination* », si je résume... Mais est-ce que ce n'est pas l'intérêt de chacun, nous y compris, qu'il y ait une certaine régulation plutôt que ce que l'on voit aujourd'hui, sorte d'anarchie de droite qui n'a pas l'air de promettre autre chose à venir que de nouvelles guerres entre les peuples ?

**Richard Farnetti** : Je vous répète que si certains se rallient à ce projet, c'est pour des intérêts personnels, et au mépris d'engagements antérieurs qui ont amené la situation là où elle est. En ce qui me concerne, je suis en faveur d'une régulation beaucoup plus stricte que celle qui est prévue. Je ne suis pas pour le 0,1%... Je pense que les mouvements de spéculation sur les changes relèvent du parasitisme de l'activité économique. Donc je le dis clairement, pour moi, c'est à 100% qu'il faudrait taxer la spéculation !

Je voudrais juste ajouter quelque chose sur ces *consultants*, auxquels Susan George faisait allusion tout à l'heure, et qui de Exxon à Union Carbide, se sont spécialisés dans l'art de produire et de rendre publiques des versions bien particulières des catastrophes ou des crises économiques. En ce qui concerne la crise asiatique, ils ont par exemple trouvé le bon bouc émissaire : c'est l'incapacité des dirigeants thaïlandais. N'étaient-ce pourtant pas ces mêmes dirigeants qui

étaient portés aux nues il y a quelques années ? On vantait dans les mêmes revues de la Finance leurs capacités merveilleuses à tirer les meilleurs profits. Ils savaient recevoir l'investissement international, l'organiser : les tigres asiatiques, le modèle asiatique, etc... Il y a un proverbe français qui dit : *Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage*. Et bien là, il fallait bien que quelqu'un porte le chapeau de cette crise sans que cela remette aucunement en question l'ensemble des pratiques qui ont conduit à cette crise. Je ne lis pas le *Herald Tribune* mais le *Financial Times* : au moment de la crise asiatique, il y avait un dossier complet étalé sur cinq jours de publication. Et chaque jour ce journal nous distillait des explications, avec cet art inimitable qu'ont parfois les anglais de distiller un véritable poison intellectuel, et qui accusait les dirigeants thaïlandais de tous les maux de la terre... Le lisant depuis assez longtemps j'ai pu constater que l'exact contraire avait été défendu auparavant. Alors ne soyons pas dupe. Il faut savoir identifier ces multinationales; et au sein de ces multinationales, ces fameux *consultants*. Ce sont toutes ces sociétés, de très grosses sociétés de services, qui sont chargées de nous faire un beau paquet cadeau de la mondialisation et qui fournissent les experts qu'il faut aux multinationales.

Des gens qui sont communément payés 20 000, 30 000 francs par jour... L'année dernière, j'avais demandé à Harvey Jones, l'ancien PDG du groupe chimique anglais ICI de venir dans notre labo. Il était tout disposé à le faire. Mais pour un prix de 10 000 livres...98 000 francs pour la journée !

**Susan George** : Deux choses en guise de conclusion.

La première est que Monsieur Delors a été l'un des premiers responsables de la néolibéralisation de l'Europe. Il a agi main dans la main avec le *groupe European Round Table of industrialists* qui est le groupe des 45 PDG des transnationales les plus importantes d'Europe, dont 6 ou 7 des plus grandes firmes françaises. Cette table ronde des industriels européens a un bureau à Bruxelles depuis 1982. Elle travaille de façon très silencieuse, mais de façon très efficace, et a produit un très grand nombre de textes sur les politiques qu'il convient d'avoir en matière de transport, en matière financière, en toutes sortes de domaines... Ils se sont préoccupés de tout. Et c'est grâce à des jeunes, à Amsterdam, que nous avons pris connaissance de cela. Je ne connaissais pas l'existence de cette table ronde. Et pourtant, le livre blanc qu'elle a rédigé, la dernière année où Jacques Delors était Président de la Commission, ressemblait étrangement au livre blanc qu'a sorti Jacques Delors. Il était présent au lancement de leur papier. Ils étaient au lancement du sien, à s'embrasser et s'autocongratuler...

L'autre chose, est cette histoire de Soros, qui est pour une régulation. Il faut tout simplement dire qu'il y a toujours des capitalistes intelligents ! Roosevelt, qui venait d'une des plus grandes familles des Etats-Unis, de la vraie aristocratie américaine, a sauvé le capitalisme américain parce qu'il a fait un programme keynesien à un moment où les

luttons sociales devenaient vraiment fortes. On aurait pu avoir je ne sais quoi aux Etats-Unis, un populisme radical, le national-socialisme même... d'une manière ou d'une autre, le capital américain aurait été détruit. Roosevelt l'a sauvé. Et je crois que Soros, au niveau international, toutes proportions gardées parce qu'il n'a pas le même pouvoir, est un capitaliste intelligent qui voit bien que le système va dans le mur à plus ou moins longue échéance. On ne peut pas prévoir, mais l'accident de l'Asie est un signe prémonitoire, et vous avez vu dans les journaux qu'à Davos, cette grande réunion des maîtres de l'univers qui a lieu tous les mois de février, on ne parlait que de cela. Donc, des capitalistes intelligents qui veulent des règles, il y en a. Ces gens-là sont des alliés, au moins des tremplins, qu'il faut utiliser pour aller plus loin dans le sens des règlements que vous voulez. Si on taxe le capital international, c'est bien pour pouvoir faire une sorte de Keynesienisme universel, du moins ce serait mon programme si vous me donniez le pouvoir. On veut taxer au niveau international justement pour qu'il n'y ait plus cette pression sur les salariés en France, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis, etc. Il manque des militants, mais il manque aussi des capitalistes intelligents.

**Carlos Pardo** : Pour conclure, je voudrais savoir si, concernant l'action de *Droit au Logement*, il est possible d'établir une sorte de bilan, ou de parler des perspectives ?

**Jean Baptiste Eyraud** : Les combats qui sont menés sur les terrains de la pensée, du débat, des propositions peuvent converger avec les actions que nous menons. Par exemple, au sein de *Droit au Logement* aujourd'hui, nous nous préoccupons des inégalités et disons qu'il faut redistribuer les richesses. Des actions dans ce sens ont été organisées et d'autres le seront dans les semaines et les mois à venir. Ce

sont des actions de propagande pour faire comprendre à une partie de la population qu'il y a des inégalités sociales, qu'il y a par exemple cette année 52 milliardaires de plus dans notre pays...

Evidemment, nous ne lâchons pas notre terrain. *Droit au Logement* a joué un rôle dans l'imaginaire des luttes à travers ses actions très symboliques d'occupation d'immeubles vides. Des actions coup de poing, un peu médiatisées, qui rejoignent aussi la question du partage des richesses : puisqu'il y a des logements vides et des gens qui sont dehors, alors on va les investir... Maintenant, sur l'avenir, j'espère que le mouvement des chômeurs de cette année n'a pas fini de s'amplifier, de se développer, car les associations de chômeurs ont gagné beaucoup d'adhérents. Néanmoins, on a tous le sentiment d'être en situation de faiblesse, en termes d'hommes et d'organisation. Nous n'avons plus la puissance que pouvaient avoir les organisations de gauche d'il y a 40, 50 ou 60 ans. Donc il faut reconstruire, et sur un terrain un peu dévasté. Il faut réapprendre beaucoup de choses. D'abord s'organiser, rassembler des gens qui vont continuer à lutter ensemble, ou qui vont aller sur d'autres terrains de lutte. Plus on est nombreux sur des logiques de luttes partielles, sectorisées, plus cela rassemble. On construit, on va de l'avant tout doucement. Il faut organiser des universités, former des militants, pour qu'ils sachent faire un tract, une affiche, parler en public, tenir une réunion, comprendre les mécanismes de société... C'est le travail de l'avenir et j'espère qu'on pourra le faire ensemble. Je vous ai écouté très attentivement et je sens qu'il y a encore beaucoup de choses à apprendre. J'aimerais que ceux qui militent à nos côtés apprennent aussi tout cela. Nous avons besoin de vues d'ensemble, et en même temps, d'outils de lutte ancrés dans le quotidien pour convaincre les gens et développer le combat.

SAMEDI 7 MARS 1998 - INDIVIDU ET UTOPIE

**Banalisation de la misère, constat d'échec des tentatives internationalistes : entre l'invitation à "cultiver son jardin" et la renonciation à changer le monde ?**

films : *Les voisins*, de Norman McLaren  
*Lumières sur un massacre*, de Rithy Panh  
*L'île aux fleurs*, de Jorge Furtado  
*Seule*, de Eric Zonca  
 conférence/débat avec :  
 Denis Berger (enseignant en sciences politiques à Paris VIII)  
 Maurice Lemoine (journaliste au *Monde Diplomatique*)  
 Rony Brauman (ancien président de Médecins sans frontières)  
 modérateur : Jean Breschand (journaliste)

**Jean Breschand** : Je vous présente nos invités en quelques mots : Denis Berger (ancien professeur en sciences politiques à Paris VIII). Maurice Lemoine est journaliste au *Monde diplomatique*, où il vient d'écrire, dans le dernier numéro, un article sur les zones franches en Amérique centrale. Enfin, Rony Brauman, ancien président de Médecins sans Frontières, prépare en ce moment un film sur le procès Eichman.

Je pense qu'on peut partir des premiers termes du débat : banalisation de la misère.... Ces quatre films que nous avons vu peuvent nous amener à problématiser un peu cette notion de banalisation, peut-être à travers une notion qu'on pourrait creuser, celle du voisinage, et des liaisons que cela suppose entre des individus qui vivent dans un rapport de proximité et aussi dans une plus ou moins grande indifférence. Comment peut se penser une conscience d'un tel voisinage ?

On peut partir du travail de Maurice Lemoine sur les zones franches en Amérique centrale.

L'exemple est particulièrement intéressant parce que cette question de « voisinage » est posée en termes économiques, en terme d'organisation du travail et du capital : comment ces zones franches deviennent des espaces de non-droit ou de non réglementation à l'intérieur de tel ou tel pays ?

**Maurice Lemoine** : En ce qui concerne l'Amérique centrale, c'est du non-droit !

**Jean Breschand** : Vous pouvez peut-être expliquer comment cela fonctionne ?

**Maurice Lemoine** : Avant, je voudrais revenir sur une phrase de l'intitulé, qui reprend la notion de cultiver son jardin.

Je voudrais vous raconter une petite histoire qui aborde les notions d'accroissement de la misère et cultiver son jardin.... Je vous précise que je travaille beaucoup sur l'Amérique latine, donc je vais beaucoup puiser dans mon vivier naturel. Et notamment, je voudrais vous parler un peu de la Bolivie.

La Bolivie, c'est un pays qui a été confronté depuis le début des années 80, à ce qu'on appelle les ajustements structu-

rels, c'est-à-dire une certaine forme de "modernisation". C'est un pays à forte minorité indienne, dont l'économie a reposé pendant très longtemps sur les mines d'étain. En 1985, on a mis en place une modernisation de ces mines. C'était nécessaire, parce qu'on y travaillait (les indigènes y travaillaient) dans des conditions dignes du XIX siècle. Ce qui est en cause ce n'est pas, bien sûr, la modernisation, mais un certain type de modernisation. Le but était d'abord de rentabiliser ces mines qui étaient lourdement déficitaires, donc qui vivaient en partie des subsides de l'Etat.

Le F.M.I. et la Banque Mondiale ont exercé une pression très forte. Et du jour au lendemain, on a licencié 20 000 des 24 000 mineurs.

Et ces mineurs, ces indiens se sont retrouvés sur leurs hauts plateaux, dans la poussière, "sur le carreau de la mine". Inutile de vous dire, nous sommes en Bolivie, les plans sociaux, cela n'existe pas.

Ils ont d'abord fait les multiples démarches que peuvent faire des mineurs boliviens, analphabètes et isolés dans leur montagne, pour qu'on prenne en compte leurs nécessités, mais personne n'a répondu à ces nécessités. Et ces mineurs, ou une grande partie de ces mineurs sont effectivement descendus cultiver leur jardin. C'est là qu'il y a un lien direct avec nous, les pays du Nord. Ils sont descendus dans une région qui s'appelle le Chiapare, qui est à la jointure entre l'Amazonie et les Andes, et là, ils se sont mis à cultiver. Il n'ont pas cultivé le coton, le café, les ananas ou les bananes, qui, sur les marchés internationaux ne font pas vivre les paysans latino-américains. Ils se sont mis à cultiver la seule culture qui aujourd'hui s'est insérée de manière remarquable dans le processus de mondialisation. Ils se sont mis à cultiver la coca.

Et on voit aujourd'hui comment, à cause d'une situation de misère, on arrive sur un problème qui nous concerne tous, qui est dramatique pour les pays du sud, en l'occurrence la Bolivie, et aussi pour les pays du nord, en terme de santé publique.

90 % de la production de la coca, aujourd'hui cultivée par ces ex-mineurs et ces paysans boliviens alimente le trafic. Alors, il y a sans doute une petite leçon à tirer. Je ne suis pas économiste, je ne vais donc pas développer beaucoup mais je remarque que la logique de départ était de ne

pas subventionner à perte des mineurs parce que cela coûtait de l'argent à l'Etat. Aujourd'hui, ce qu'on subventionne, c'est la répression. C'est-à-dire que d'une certaine manière, on a refusé de subventionner des travailleurs mais qu'aujourd'hui, un autre type de financement public intervient, suite à la pression des Etats-Unis sur le gouvernement bolivien, pour mettre un terme à cette culture de la coca.

Ceux qu'on appelle les léopards, qui sont les forces anti-narco boliviennes, exercent une pression terrible sur ces paysans, en éradiquant les cultures, mais également en les réprimant de manière tout à fait classique, avec de sérieuses violations des droits de l'homme. Et, fin mot de l'histoire, ces paysans acculés, disent : « *Nous, faute d'alternatives, on ne cessera pas de cultiver la coca.* »

Dans ce genre de problèmes, on parle toujours d'agriculture alternative. Et c'est vrai que les spécialistes, ceux des O.N.G., proposent un certain nombre de solutions. Mais la culture de la coca génère en Bolivie, 200 millions de dollars par an. Les Etats-Unis, qui aident à la lutte du narcotraffic, investissent chaque année 20 millions de dollars pour développer les cultures alternatives. C'est-à-dire que pour remplacer une culture qui rapporte 200 millions de dollars, on investit 20 millions de dollars... Moyennant quoi aujourd'hui, ces paysans acculés par la répression sont en train de s'armer, et on parle du Chiapare comme un futur et possible Chiapas. On retrouve donc ces termes de la misère, de cultiver son jardin, et cette inter-relation, parce qu'avec la mondialisation, Nord et Sud sont concernés par cette affaire.

**Jean Breschand** : De ce point de vue, *L'île aux fleurs* est le film qui essaie le plus de comprendre les rapports entre des zones économiques, entre des pays du tiers monde et des zones industrialisées. Est-ce que Denis Berger peut nous dire comment il envisage le problème ?

**Denis Berger** : Avant tout, je voudrais dire deux mots simplement : d'abord pour me retirer l'étiquette de politologue. Je préfère rappeler que j'ai été un militant, en particulier un militant internationaliste au moment de la guerre d'Algérie.

Les films qu'on a vu sont, à mon avis, malheureusement, très réalistes dans leur noirceur. Et cela nous pose un problème. On aurait tendance, face à une telle accumulation d'horreur, à se tourner vers la violence, un peu comme Amélie, le personnage de *Seule*, avec son revolver. Alors le problème - laissons de côté la question de la violence qui appellerait d'autres débats - est-ce qu'on peut lutter à l'heure actuelle contre cette domination absolue du profit, avec toutes ses conséquences, les remises en question des droits de l'homme etc. ?

J'y réponds en deux parties. Premièrement, il est certain qu'à l'heure actuelle, on est arrivé à un contexte mondial particulièrement difficile. Parce que les centres de décision semblent maintenant hors de tout contrôle. Que ce soit au niveau européen ou au niveau mondial, les grandes institutions ne semblent plus contrôlables par les citoyens, qu'il

s'agisse de la France, de l'Europe, ou dans ce qu'il était convenu d'appeler approximativement le Tiers-monde. La mondialisation est une vieille histoire, qui est liée au développement du capitalisme, et qui a franchi une grande étape, laissant mal présager de l'avenir.

Mais la seconde partie de ma réponse, c'est au contraire qu'il me semble tout à fait possible à l'heure actuelle de créer de nouvelles formes d'action internationales. Je m'explique. En prenant simplement deux séries d'arguments : premièrement on a vécu - ma génération en particulier a été la dernière à vivre cela - une certaine forme d'internationalisme qui était liée à des Etats, que l'on parait de toutes les qualités : l'Union Soviétique, la Chine pour d'autres, Cuba... Et on concevait l'internationalisme comme un grand rassemblement de forces unifiées et centralisées. Ceci est complètement remis en cause depuis la crise des pays qui se réclamaient du socialisme.

Cela peut avoir des aspects négatifs en apparence. Je pense au contraire que cette crise crée la possibilité de nouvelles formes d'action à l'échelon local, comme à l'échelon national, et aussi à l'échelon international. Et ceci pour une raison qui est tout à fait essentielle. J'ai lu tout à l'heure le texte de l'association De l'autre côté, et je reprends un certain nombre de termes que je partage entièrement : c'est que depuis un certain nombre d'années, et en particulier en France depuis les grèves de 95, les mouvements de solidarité avec les sans-papiers, les mouvements de chômeurs, on est arrivé à de nouvelles formes de militantisme : on ne délègue plus, ou on délègue moins. On ne veut plus uniquement délèguer, avoir des porte-parole qui s'expriment au nom des opprimés, des exploités etc. Ceux-ci veulent se mobiliser eux-mêmes, trouver des formes de démocratie qui leur permettent de contrôler jusqu'au bout leur action, "aller jusqu'au bout de leur action", disait le psychanalyste Gérard Mendel, et cela me semble une bonne formule. Et ceci crée des possibilités entièrement nouvelles.

Je prends un seul exemple : les marches de chômeurs. Il y a eu, en 1996, une marche européenne. Si elle a eu peu d'effets immédiats, elle a permis le développement du mouvement des chômeurs en France. Et le mouvement français a permis une solidarité avec le mouvement allemand etc., ce qui montre que des possibilités ont été ouvertes, que des ponts ont été édifiés.

Il faut bien se rendre compte qu'il faut adopter des formes nouvelles d'actions, en réalisant l'idéal que les coordinations représentaient, quand elles ont existé, c'est-à-dire des formes démocratiques qui permettent à tous ceux qui participent de contrôler jusqu'au bout leur mouvement. Et je pense que ceci est possible à l'échelon européen, mais qu'une dimension internationale est également possible. Dimension internationale qui s'est exprimée par exemple avec la solidarité autour du mouvement des sans-papiers. On peut considérer que c'est peu de choses, que c'est un mouvement qui débute, mais tout débute à l'heure actuelle ! Ce que je veux souligner, ce sont les perspectives et les possibilités. Le mouvement des sans-papiers a montré que, très largement et pas simplement parmi les couches mili-

tantes, une solidarité pouvait exister entre immigrés et résidents français, ou résidents d'un autre pays européen.

Je dirais, en concluant, que ces possibilités ne sont pas réduites à celles que nous connaissons à l'heure actuelle. Il y a beaucoup de gens qui veulent d'autres formes de militantisme que celles que nous avons connues dans le passé.

En se mobilisant sur certains mots d'ordre, sur certaines actions (comme l'association ATTAC par exemple), il est possible d'arriver à terme - à condition de savoir être patient, de savoir reconnaître les étapes - à paralyser les grands mécanismes internationaux qui multiplient les situations d'injustice.

Donc, malgré les difficultés actuelles, malgré la crise, je suis optimiste, raisonnablement optimiste, pour l'avenir.

**Jean Breschand :** Je vous remercie. Rony Brauman, peut-être pourriez-vous, à partir de votre expérience de Médecins Sans Frontières, nous faire part de votre propre vision des choses ?

**Rony Brauman :** En préambule, je dirais que tout en étant mêlé à l'action humanitaire depuis une vingtaine d'années, j'ai toujours éprouvé une méfiance radicale vis-à-vis de l'humanitaire. Je me retrouve dans la position de Jean-Claude Guillebaud (dont un des livres est en vente à l'entrée) par rapport au journalisme quand il dit qu'il ne pourrait pas faire ce métier, qui le passionne, sans le détester un peu.

Cette coïncidence de vues n'est évidemment pas le fait du hasard, parce qu'il s'agit de donner à voir, de donner à consommer dans les deux cas. Pas exactement la même chose dans chaque cas, mais quand même quelque chose qui est de l'ordre du voyeurisme. Même si dans l'action humanitaire, on ne s'arrête pas là, et qu'on va un peu plus loin en essayant d'aider directement des gens.

Mais cette sollicitude généralisée qu'on essaie d'appliquer dans l'humanitaire a une conséquence immédiate, qui ressortait bien dans le film de Rithy Panh : celle d'effacer les réalités politiques.

On est devant des organismes souffrants, des physiologies déficientes, des corps meurtris. Que ce corps meurtri soit le résultat d'un accident, d'une torture, d'un processus économique, n'a finalement aucune importance. C'est la force, évidemment, de l'humanitaire, qui ne choisit pas entre les bonnes et les mauvaises victimes, qui ne dit pas "celle-ci mérite ma compassion et celle-là au contraire n'a aucun intérêt". Mais cette force-là a ses limites, et ce sont ces limites que l'on a perdues de vue, dans l'emphase, l'enthousiasme humanitaire, ou plutôt humanitariste, de ces dix dernières années.

Cette vision des êtres humains comme des organismes biologiques, est source d'une dépolitisation, et d'une perte de sens. Aujourd'hui, par exemple, au Cambodge, on ne voit plus que des êtres qui ont perdu une part de leur motricité. Evidemment c'est une réalité dont il faut parler - je ne critique pas le film de Rithy Panh en soit, ni l'action de Handicap international. Ce que je veux pointer, c'est l'extension hors de ses limites de ce genre de représenta-

tions, de cette imagerie, le fait que la compassion devienne un mode envahissant de rapport au monde. La compassion suscite toujours une position particulière, comme l'exprime ce dicton africain : "La main qui donne est toujours plus haute que la main qui reçoit". Et on l'a bien vu dans tous ces films.

Ce à quoi je veux en venir, donc, c'est à une interrogation plus qu'à une conclusion. Je veux arriver à la question de l'inutilité. L'objet des humanitaires, qu'ils soient en France ou dans un pays lointain, ce sont des gens dont l'existence est inutile à la société. Ce sont des gens dont l'existence n'a plus de sens, plus de fonction sociale, plus de réalité authentique, parce que se sont des ombres pour le monde tel qu'il va. Il sont perçus comme étrangers au mouvement de l'histoire, et intériorisent ce sentiment d'inutilité. C'est peut-être ce qui m'angoisse le plus, parce que d'une certaine manière, la logique de l'inutilité, c'est la logique de l'anéantissement. Je ne veux pas dire qu'il y aurait un espèce de génocide qui se prépare, ce serait excessif et inutilement dramatique. Ce n'est pas cela. Mais en tout cas, il y a un processus de mise à distance, de mise à l'écart. Et là, je rejoins tout à fait ce que disait Denis Berger..

Je crois que ces marches de chômeurs, ces manifestations de chômeurs, cette prise en main directe, cette mise à l'écart des porte-parole pour une espèce de retrouvaille avec la mobilisation, la recherche d'un véritable sens, c'est une lutte contre ce sentiment d'inutilité.

**Intervention dans la salle :** Si on revient à la question de la « banalisation de la misère », il faut aussi parler de l'illettrisme. On n'en parle pas, ou très peu, et pourtant, ça me paraît être un des éléments majeurs de l'exclusion des enfants de l'école, et de la violence.

**Jean Breschand :** Ce que vous dites peut être prolongé sur un terrain qui est directement dépendant de la capacité de lire et de comprendre, et je pense à quelque chose qui perce dans les interventions, c'est la question du Droit et de la Loi. Je pense que l'illettrisme est peut-être un symptôme d'une perte du rapport à la loi, au profit d'une autre forme de réglementation, d'une réglementation qui n'est pas pensée en fonction de l'intérêt général mais d'un certain nombre d'intérêts particuliers.

Ce n'est sans doute pas un hasard si dans le numéro du *Monde diplomatique* où il y a l'article de Maurice Lemoine sur les zones franches, sur les zones de non-droit, il est beaucoup question de l'A.M.I., de l'O.C.D.E., qui prévoient la mise en place d'une réglementation instaurant la circulation des capitaux en dehors du Droit des Etats, au-dessus du Droit... Dans le type d'accord prévu, les choses se présentent de telle manière qu'une juridiction nationale ne pourrait plus avoir prise sur les modalités de cette circulation.

Denis Berger, est-ce que vous pourriez approfondir ce que vous disiez sur les possibilités d'une action politique face à ce déploiement d'outils en faveur des forces financières, qui vise à outrepasser le droit, et d'abord réagir sur cette question de l'illettrisme.

**Denis Berger :** Sur la question de l'illettrisme, ce que je peux dire, c'est qu'effectivement, dans notre université, nous avons beaucoup de jeunes qui arrivent avec des difficultés à écrire, à parler, etc. Cela nous interroge donc sur le comment ils en sont arrivés là d'une part, sur les capacités de l'université de masse à les aider d'autre part, et plus généralement sur les missions de l'université quant à ce qu'elle est censée transmettre à ces 80 % de bacheliers qui l'intègrent chaque année. Autant dire qu'il s'agit d'un problème très large...

Sur la question du Droit, je n'interviendrai pas beaucoup dans la mesure où je ne suis pas juriste. J'aborderai la question sous l'angle qui est le mien, dans les travaux que j'ai pu faire et surtout par la pratique que j'ai eue. Ce que je pense, c'est qu'à l'heure actuelle, il y a effectivement un double processus. D'une part, sont exclus un certain nombre de gens de l'exercice du Droit, l'illettrisme étant une forme parmi d'autres de cette exclusion. Et d'autre part un autre type de « non-droit » est en train de se créer. Un « non-droit » qui est en fait le droit des grandes sociétés, de la logique libérale, des plus forts. On se trouve donc coincé entre cette exclusion du droit courant d'un grand nombre de gens, et l'apparition d'un « nouveau droit » qui se situe hors de tous les codes traditionnels, et qui concerne le fonctionnement et les intérêts des grandes sociétés internationales. Le Droit se devant d'être relativisé dès lors qu'il prend de façon de plus en plus courante la défense des intérêts les plus puissants, il faut donc réaliser des mobilisations qui permettent d'affirmer un véritable droit. Ce droit véritable dépasse aussi les codes établis, dépasse même les principes généraux comme les droits de l'homme et rejoint la nécessité de faire jurisprudence, d'accoucher de droits nouveaux et protégeant les citoyens les plus fragilisés.

On peut par exemple discuter sur les sans-papiers, et je n'approuve pas forcément fondamentalement tout ce qui a été fait, mais je pense que le sens profond de ce mouvement est porteur d'avenir. Je pense qu'il est possible de réaliser des mobilisations, qui au début ne seront pas nécessairement coordonnées entre elles, mais qui permettent aux exclus, aux opprimés et aux exploités - vieux terme qui je pense a encore toute sa place - de trouver leur propre forme, de s'auto-organiser. Cela revient à réduire le rôle des organisations politiques à un rôle de conseiller ; un rôle de soutien et de conseil et non plus un rôle de dirigeant. C'est je pense, un des enjeux importants.

C'est pour ça que tout à l'heure, je disais, malgré les difficultés, que je suis fondamentalement optimiste. Parce qu'après un siècle de grandes organisations ouvrières, qui ont eu et qui conservent leur rôle, on est en train d'entrer dans une phase où l'auto-organisation retrouve progressivement un droit de cité et force l'attention. C'est à partir de là que, petit à petit, peut se créer - pour employer le vocabulaire traditionnel - une alternative à cette domination des forces capitalistes.

**Jean Breschand :** Maurice Lemoine, est-ce que vous pouvez nous parler des zones franches ?

**Maurice Lemoine :** Le hasard veut que j'ai fait cette enquête et écrit l'article sur les zones franches, au moment où s'est déclenché en France le débat sur l'accord multilatéral sur l'investissement, l'A.M.I. Or, avec le développement des zones franches, et de ce qu'on appelle les *maquilas*, qui sont des usines de sous-traitance en Amérique centrale, on est totalement dans la problématique de l'A.M.I.

**Jean Breschand :** Parce que c'en est une sorte de laboratoire ?

**Maurice Lemoine :** C'est effectivement un laboratoire. Je vais vous en décrire rapidement le mécanisme.

L'Amérique centrale a été ravagée par des guerres depuis en gros la fin des années 70 : jusqu'en 89 pour le Nicaragua, 92 pour le Salvador, 96 pour le Guatemala. La poussée révolutionnaire a été contenue par les Etats-Unis. Ces mouvements révolutionnaires ont été suspectés de risquer de devenir des régimes totalitaires. On pourrait avoir un grand débat là-dessus avec Rony Brauman, parce que nous savons que nous n'avons pas les mêmes positions sur la question.

Toujours est-il qu'un certain nombre d'intellectuels européens, parfois de bonne foi, ont mis en exergue les risques de totalitarisme, que ce soit au Nicaragua ou au Salvador. Cette poussée révolutionnaire a été contenue. Aujourd'hui, ces nicaraguayens, ces salvadoriens n'intéressent plus personne. Et je ne comprends pas tout à fait pourquoi, parce qu'ils sont aujourd'hui à la fin de cette période, qui a eu le mérite d'amener la démocratie. Elle n'existait plus au Salvador depuis 1932, au Nicaragua depuis 1934 avec Somoza, et au Guatemala depuis 1954. Et on est en train d'assister aujourd'hui à un phénomène d'exploitation tel, qu'ils sont en train de ramener l'Amérique centrale d'aujourd'hui, à l'état de la France d'avant 1892, année au cours de laquelle on a réduit la journée de travail à 12 heures.

Les *maquilas* et les zones franches qu'est ce que c'est ? Il s'agit de zones extra-territoriales installées dans le pays, dans lesquelles les investisseurs étrangers, américains mais aussi asiatiques (c'est une nouveauté) importent les matières premières ou les produits semi-élaborés, sans taxes, et y opèrent les opérations les plus élémentaires. Il s'agit à 80 % de confection, par exemple tee-shirts, blue-jeans, chemises, tout ce qui peut être consommé aux Etats-Unis, puisque le marché est essentiellement nord-américain. Donc, ils font procéder à ces transformations par les travailleurs et surtout les travailleuses centraméricaines, afin de réexporter aux Etats-Unis sans droits de douane, et cette activité est exempte d'impôts sur le revenu, de taxes municipales, de taxes foncières. Elle n'a aucune participation dans ce qui est normalement la vie économique d'un pays. Le seul apport de ces *maquilas*, c'est le salaire des travailleurs. Je peux parler du Nicaragua, et du Honduras, c'est en moyenne 120 dollars par mois. Ça veut dire l'équivalent de

720 FF. Evidemment le coût de la vie n'est pas la même ici et là-bas, mais il faut préciser qu'en réalité, le salaire de base est de 50 dollars : 300 F par mois. Ces travailleurs n'arrivent à obtenir ces 120 dollars qu'en travaillant de 6 h 30 du matin jusqu'à 7, 8, 9 ou 10 du soir ! Il y a 60 à 70 % de femmes, souvent des mères célibataires, d'autant plus vulnérables qu'elles ont un besoin vital de ce salaire pour leurs enfants.

Vous avez dans la zone franche Las Mercedes à Managua, des travailleurs qui viennent travailler à 6 h 30 du matin alors que le travail officiel débute à 7 h. Ces travailleurs qui viennent à 6 h 30 ont une prime royale de 3 dollars par mois : 18 F pour venir travailler à 6 30 !

Je suis entré dans une *maquila* pour y voir les conditions de travail. Il faut d'abord dire que si on m'a laissé rentrer dans une *maquila*, c'est que c'était une de celles qui étaient présentables... Il ne faut pas être naïf, et on touche ici les limites du journalisme. J'ai vu travailler ces femmes, et j'étais effaré, parce que j'avais l'impression qu'elles me faisaient une démonstration sur 5 minutes de la capacité qu'elles avaient de travailler vite. Or cela dure comme ça 11 heures par jour ! Dans les périodes de pointe, qui correspondent aux périodes des emplettes aux Etats-Unis, c'est-à-dire à la rentrée scolaire, à Noël, les travailleurs sont quasiment réduits au travail forcé, puisque quand ils arrivent le matin, on leur dit : " ce soir, vous ne quittez pas l'entreprise tant que le quota de fabrication n'est pas atteint. Il faut que demain, tout soit à l'embarquement !" Et donc ces travailleurs sont gardés jusqu'à 10 h, 11 h du soir, parfois 2 h du matin, parfois toute la nuit. Il y a des cas au Guatemala et au Salvador où on donne des amphétamines aux travailleurs pour qu'ils puissent tenir 24 heures !

Ça, c'est un premier aspect de cette surexploitation féroce. Le deuxième aspect, c'est que dans ces pays, et je pense au Nicaragua, où l'on est même pas 20 ans après la révolution sandiniste, les syndicats sont clandestins. On ose à peine y croire ! Au Nicaragua, il y a 18 entreprises étrangères installées, qui comptent 13.000 travailleurs. C'est la plus petite concentration de *maquilas*, parce que les nicaraguayens ont encore quand même une tradition de lutte qui inquiète les investisseurs. Mais en République Dominicaine, il y a 200 000 travailleurs dans les *maquilas*, au Mexique qui est le roi de la *maquila* il y en a entre 800 000 et 900 000, au Honduras il y en a 90.000. C'est donc bien le modèle de développement en ce moment. Au Nicaragua, trois syndicats ont réussi à se créer. Depuis qu'ils se sont créés, tous les dirigeants syndicaux ont évidemment été licenciés. Et on assiste à un phénomène particulièrement "intéressant", qu'expliquent les syndicalistes aussi bien au Nicaragua qu'au Honduras, c'est que lorsqu'ils créent un syndicat, il faut qu'ils aillent en faire la déclaration au ministère du travail, dont le premier soin est de décrocher le téléphone, d'appeler le patron de la *maquila* pour dire : « vous savez, dans votre entreprise, il y a untel, untel et untel qui sont en train de monter un syndicat ». Moyennant quoi, au Nicaragua les syndicats sont clandestins, au Honduras il y a eu trente syndicats créés dans les entreprises et tous ont été décapités.

Les conditions de travail sont hallucinantes. Si je vous raconte, vous allez avoir l'impression que je vous fait du Zola. Il faut aussi un peu relativiser, dans la mesure où il y a quelques *maquilas* qui travaillent dans des conditions à peu près normales. Cela dit, globalement, et dans la mesure où on a affaire à des femmes, on a des dénonciations partout de harcèlements sexuels, de viols, de brutalités. Vous avez une entreprise au Honduras où le travailleur ou la travailleuse qui fait une faute sur un pantalon doit rester face à un mur pendant une demi-heure avec une chaise au dessus de la tête.

Bref, les conditions d'exploitation sont absolument féroces, et soumises au chantage des entrepreneurs et des investisseurs.

Il y a d'ailleurs une nouveauté, pour ceux qui connaissent l'Amérique centrale, l'Amérique latine, et les rapports difficiles entre les latino-américains et les gringos américains : les centraméricains vous disent aujourd'hui : « on vient de découvrir pire que les gringos ». Ce sont les asiatiques, qui sont absolument féroces. Les asiatiques, dans leurs pays, ont remplis leur quota d'exportation vers les Etats-Unis en matière de textiles. Donc ils viennent en Amérique centrale pour continuer à exporter.

Les entrepreneurs américains viennent eux pour faire du bénéfice. C'est purement et simplement de la délocalisation. Pour avoir un ordre de grandeur, un jean qui est vendu au minimum 20 dollars, aux Etats-Unis, revient en main-d'oeuvre à 20 cents (0,20 dollars), en Amérique centrale.

J'arrête ma démonstration vous avez en gros compris la logique, c'est pas la peine que j'aile plus loin. D'ailleurs, je vous parle de l'Amérique latine, mais il y a des choses similaires chez nous, y compris dans le « sentier », avec des filières clandestines d'immigration d'asiatiques qui sont quasiment réduits en esclavage.

Il y a par ailleurs un petit point de lumière dans tout ceci, c'est là aussi que cela nous concerne. Les syndicats latino-américains sont évidemment affaiblis, et il ne sont pas en position de lutter. Des syndicalistes se font encore tuer au Guatemala. Au Salvador aussi, on assassine encore aujourd'hui. Or, par l'intermédiaire des organisations de défense des droits de l'homme, ont été établis des contacts avec les syndicats nord-américains, et avec les associations de consommateurs nord-américaines. Et on commence à en voir les premiers effets, sous la pression des consommateurs nord-américains. Il y a entre autre une entreprise du Honduras : KIMI (ça a fait beaucoup de bruit là-bas) à qui le donneur d'ordre américain a suspendu les commandes, disant « il y a trop de problèmes, nous on ne veut pas salir notre nom », c'était The Gap, je crois. Et on a imposé à cette entreprise un monitorat indépendant, dans lequel on trouve la commission de défense des droits de l'homme du Honduras, un mouvement de femmes, les jésuites du Honduras, etc. Ils vont venir assister les travailleurs pour surveiller que leurs droits sont respectés. Et on voit ainsi petit à petit, pour le moment à une échelle très réduite, des liens qui me paraissent souhaitables et qui doivent être développés entre le Nord et le Sud. Un certain nombre d'entreprises - parce qu'il y a évidemment dénonciation de

tous ces phénomènes d'exploitation, y compris le travail des mineurs - adoptent des codes de conduite pour faire baisser la pression des consommateurs.

Evidemment, on s'aperçoit sur place que les codes de conduite ne sont pas respectés. Lewis, par exemple a avoué que quand ses inspecteurs descendaient dans les usines au Honduras ou au Nicaragua, ils ne faisaient pas d'enquête sérieuse pour ne pas vexer les propriétaires des usines.

Mais cela dit, il y a là, pour nous citoyens, une voie à explorer dans le secteur qui nous concerne qui n'est pas celui de l'Amérique latine, mais l'équivalent existe je pense avec un certain nombre de pays d'Afrique du nord.

**Vincent Glenn :** Je voulais réagir par rapport à ce que vous venez de dire, et aux quatre films que l'on vient de voir. Quand on a décidé d'organiser ces quatre jours de rencontres, c'était pour mettre l'accent sur cette position d'impuissance, qu'on retrouve dans le titre Citoyen Spectateur, pour mettre l'accent sur cette impression commune à de plus en plus de gens que la difficulté de mener les actions est trop grande. L'action paraît tellement colossale, impensable, irréalisable si on remonte à la source du problème, qu'on se met à cultiver son jardin, c'est ce qu'on a de mieux à faire finalement. Ça au moins c'est positif, ça n'exploite personne...

Mais hier, il y avait aussi cette question de la délégation, de la représentativité, du fait que la politique était peut-être en train de changer de nature, puisque on ne conçoit plus seulement la politique comme le fait de donner le pouvoir à quelqu'un pour nous représenter, mais que chacun en tant qu'individu à son rôle, sa partition à jouer pour que les choses se passent un peu moins mal. Et hier, on a donc encore discuté de cette question de la délégation, de la représentation. Moi j'étais un peu gêné dans le dernier débat, parce que finalement, on en venait toujours à ce problème de ce que nous, en tant que citoyens, on a des complicités objectives, parce qu'on participe globalement à un système qui opprime, mais que en même temps, ce n'est pas de notre faute, individuellement, « on n'y peut rien ». D'abord parce que la plupart du temps, on est très mal conscient de ce qui se passe réellement à l'autre bout du monde et aussi parce que cela demanderait énormément de temps et d'énergie si on souhaitait vraiment déterminer ce qu'on est indirectement en train de commettre là-bas, en achetant ici tel ou tel produit de telle ou telle multinationale qui fait appliquer les conditions sociales scandaleuses que vous venez de décrire...

Et on peut donc revenir encore buter sur ce constat d'impuissance. Pourtant, quand on se retrouve au supermarché, et qu'on vient d'apprendre que Nike (c'est un des exemples les plus connus) fait travailler des enfants dans des conditions scandaleuses, on peut se poser des questions, et arbitrer à notre petit niveau. Dans certains cas, être citoyen, ça commence avec le fait qu'on est aussi consommateur ? Parce que en étant un consommateur lucide, donc un citoyen, tout d'un coup, on peut dire : « ça, je ne l'accepte pas, je ne l'achète pas, je refuse de cautionner ce qui se cache derrière ce produit donc je ne l'achète pas ».

Le fait est que cet acte est complètement insignifiant, c'est une goutte d'eau, donc, ça n'a apparemment aucun intérêt. Mais au moins une question est posée à chacun quant à la pertinence de travailler sur des petits niveaux, individuels, mais qui, finalement, en chaîne, produisent, peut-être, des effets qui peuvent être non seulement intéressants, mais qui peuvent faire force.

L'intitulé du débat, c'est : « *la banalisation de la misère* », et c'est avec ce sentiment qu'on est tellement saturé d'informations qu'elles se banalisent, et finalement, cela peut pousser à faire le choix du renoncement, de l'indifférence, à consacrer notre individualisme et notre impuissance.

Par rapport à ces constats qui ont été fait hier, et bien avant par d'autres, ne faut-il pas remettre un peu à l'honneur des interventions citoyennes qui peuvent avoir l'air dérisoire, telles nos pratiques quotidiennes de consommateur ?

**Rony Brauman :** Ce que vous venez de décrire, c'est l'opposition entre, d'un côté le sentiment de connaître (presque) tout ce qui se passe dans le monde, et de l'autre l'impression d'impuissance que nous ressentons tous.

La dispersion des centres de décision, leur caractère quasiment immatériel, parfois même l'automatisation des décisions (on l'a vu récemment lors d'une crise boursière), nous donnent un sentiment d'impuissance absolue. Ce sentiment d'impuissance surgit d'un cadre idéologique qui survalorise les pouvoirs et la liberté de l'individu, dépositaire de la vérité et de l'initiative. Mais dans notre expérience quotidienne, nous sommes contredits en permanence.

L'autre point, plus ambigu, c'est le fantasme de toute puissance de l'Occident. En bref, c'est le constat que, aussi bien dans l'exploitation que dans la dénonciation de l'exploitation, l'Occident veut continuer de dominer. Lorsque nous nous voyons comme responsables de l'ensemble des malheurs du monde, nous récupérons une fois de plus cette position centrale et dominante. Car si nous portons la responsabilité de l'ensemble de ce qui se passe dans le monde, cela veut dire explicitement que, pour le meilleur et pour le pire, nous régissons le monde. Or je crois que c'est faux, même si je souscris à ce qu'a dit Maurice Lemoine sur la façon dont l'industrialisation, la modernisation, l'exploitation capitaliste la plus violente et la plus éhontée se manifeste en Amérique centrale. Cela ne m'empêche pas de penser qu'il faut nous méfier de notre inclination à devenir une opinion publique mondiale de substitution, le porte voix des "sans-voix". Il y a dans cette région, une véritable tradition de lutte, d'insurrection. Ce ne sont sûrement pas nos gestes quotidiens de consommateurs, nos gestes protestataires éventuels, qu'ils attendent.

Au Mexique, on voit monter la syndicalisation, le rassemblement d'organisations ouvrières contre l'exploitation industrielle la plus sauvage. C'est de là que viennent les espoirs, l'enclenchement d'un véritable progrès social. Nous, nous pouvons appuyer cela, de la même façon que ces organismes de consommateurs ou ces syndicats nord-américains, qui, pour des raisons mélangées d'intérêt parta-

gé et d'insurrection morale, sont venus appuyer ces nouvelles formations syndicales indépendantes.

Auparavant, il y avait des syndicats maisons, dans la plus pure tradition des syndicats de délateurs et d'auxiliaires patronaux. Maintenant, il y a des syndicats indépendants qui commencent à se créer. C'est balbutiant, mais c'est absolument fondamental. L'aide qu'ont apportée les syndicats américains et les organisations de consommateurs américaines est effectivement importante. Mais elle n'est qu'une aide à une dynamique déjà existante : elle ne pouvait pas la susciter.

De fait, nos possibilités sont limitées et c'est là-dessus que je voudrais terminer : nous n'avons plus, avec l'expérience des totalitarismes du siècle, d'espoir de changement radical. Nous n'avons plus d'espoir messianique, d'Histoire avec un grand H qui nous mènerait vers le progrès, dont il nous faudrait hâter l'avènement, mais qui serait inscrit dans notre horizon.

On est plutôt dans l'amélioration infinie de ce qui existe. La fin est peu à peu écartée de notre champ mental, et c'est l'amélioration infinie des moyens qui constitue aujourd'hui l'essence même du politique. Il me semble que c'est une révolution mentale et intellectuelle qu'il est très difficile d'intégrer, mais à quoi il va bien falloir se rendre.

**Denis Berger :** Le boycott des grandes entreprises, c'est un vieux problème. Je pense que c'est une lutte utile à mener. Il faut savoir qu'elle n'aboutira pas immédiatement à des résultats, mais elle est très importante car elle permet une prise de conscience et une action collective. Le boycott n'atteindra peut-être pas son but, mais la campagne pour le boycott aura été un facteur de mobilisation et ne serait-ce que pour cela, c'est très important.

Par ailleurs, j'adhère totalement à ce qu'a dit Rony Brauman sur la modestie nécessaire de l'homme blanc. Effectivement, nous n'avons pas à être les guides, ni pratiques, ni idéologiques, de mouvements qui n'ont pas besoin de nous pour naître et transformer la société dans les pays du Sud.

Il y a en revanche quantité d'exemples où l'émergence d'un mouvement d'émancipation au Sud, est utilement relayé par les réseaux militants du Nord. L'exemple récent le plus connu, c'est l'exemple du Chiapas. Il y a peut-être eu un peu beaucoup de publicité autour, et sans doute que le sous-commandant Marcos n'est pas le saint que certains ont voulu faire de lui, mais fondamentalement, c'est un mouvement de paysans, aidés par des intellectuels, ayant suscité une solidarité internationale, et qui a réussi à soulever un certain nombre de problèmes fondamentaux - qui sont d'ailleurs ceux dont nous parlons dans ce débat.

En ce qui concerne le troisième point, il faudrait effectivement avoir toute une réflexion sur les rapports entre la fin et les moyens. A l'heure actuelle, l'essentiel, c'est justement ce que j'appelle *auto-organisation*, vieux terme dont on voit bien ce qu'il peut signifier pratiquement. Je dirais que l'objectif d'une autre société, d'une société plus juste, vise à cette auto-organisation.

**Vincent Glenn :** Je voudrais juste rajouter une chose concernant le thème de la modestie de l'homme blanc. J'en parle en tant qu'arrière-petit-fils d'africain noir. J'en ai pas l'air, mais c'est vrai ! Il se trouve que j'ai travaillé pendant près d'un an sur un film qui malheureusement est resté dans un tiroir (ça serait trop long à raconter ce soir) et c'était un film pour une soirée thématique sur l'Afrique qui s'appelait *le rêve blanc du continent noir*.

Le film traitait de la colonisation française de l'Afrique noire, des premières conquêtes jusqu'aux indépendances du début des années 60 et se construisait avec tout un corpus d'images fabriquées par les blancs sur les noirs. Dans ce cadre, j'ai fait des entretiens avec une série d'intellectuels africains, martiniquais, français, qui intervenaient en contrepoint des « clichés blancs » pour donner leur grille de lecture de la colonisation, et parler notamment, des psychopathologies vécues par quantité d'Africains à qui l'on avait expliqué pendant des années que le seul but louable qu'ils pouvaient imaginer, c'était ressembler le plus possible à l'homme blanc, et que là était leur seul salut. Autrement dit, tout ce que décrivait le fameux ouvrage de Frantz Fanon, *Peau noire, masque blanc*, traitant des diverses formes de complexe d'infériorité de l'homme noir et de son pendant, le complexe de supériorité de l'homme blanc. Or ce que disait Rony Brauman me rappelle une anecdote qui m'avait frappée pendant que je réalisais ce film. Un de ces intervenants, Pascal Blanchard - il est blanc, je précise pour l'anecdote - travaille depuis des années sur l'image des africains et sur la période coloniale et il a recueilli quantité de documents absolument hallucinants sur cette période. Historien et conférencier, il organise également des expositions et passe une bonne partie de l'année en différents pays d'Afrique. L'anecdote en question, c'est qu'il est souvent confronté à des africains qui reprochent des choses aux blancs *en général*, en disant « *vous les blancs...* ». Alors d'une façon un peu provocatrice il répond parfois : « *je ne suis pas plus le descendant du maréchal Lyautey que vous n'êtes le descendant de Toussaint Louverture !* »...

Je crois en effet que quand on parle du « complexe de supériorité » des Occidentaux, il faut savoir à la fois nuancer et prendre garde de ne pas le perpétuer sur une position qui pour ne « pas être arrogant » deviendrait une sorte d'indifférence, une attitude distante qui serait au fond, une autre forme de ce complexe de supériorité. C'est pour ça que tout en respectant profondément l'idée que le développement économique ou les mouvements d'émancipation dépendent pour l'essentiel des acteurs concernés localement, dans leur quotidien, j'ai un peu l'impression, lorsque Rony Brauman parle de prendre garde à l'arrogance occidentale qu'il y a encore une forme de complexe dans ses paroles.

Il faut aussi décomplexifier jusqu'au bout le fait que de parler en tant que « blanc », « que français », ne suppose pas qu'on ait de connivence particulière ni avec Napoléon, ni avec le maréchal Pétain ou je ne sais quel colonisateur de ce qu'on fait ici. A mon sens, on n'a pas plus de raison de veiller à être modeste que de tirer de l'orgueil du seul fait d'être des Occidentaux.

**Rony Brauman :** C'est une modestie par rapport à une formidable arrogance à la fois économique et morale. Moi aussi je plaide pour une position décomplexifiée. Je ne représente pas l'Europe mais j'en fais partie.

**Maurice Lemoine :** Peut-être une toute petite nuance : Je partage tout à fait ce que dit Rony Brauman sur l'arrogance des Occidentaux pour donner des leçons, présenter des modèles etc. Pourtant, en tant que journaliste, je ne me sens pas du tout gêné de donner de l'information sur ce qui se passe là-bas. Et cela me paraît non seulement nécessaire, mais indispensable.

Et autre petit point de détail, dans cette liaison entre les syndicats sud-américains et les consommateurs nord-américains : ce sont les syndicats centraméricains qui sont demandeurs. Ce sont eux qui sont en train de pousser pour établir des liens.

**François Guillemet<sup>5</sup> :** Je voulais juste revenir sur ce que Denis Berger disait tout à l'heure, sur le fait que les nouvelles formes de luttes aujourd'hui poussaient les gens à prendre en main eux-mêmes leur expression et à s'auto-organiser. Vous avez notamment dit cela à propos du mouvement des chômeurs. Je ne voudrais pas être pessimiste, mais dans les faits, c'est assez compliqué !

Quand on regarde le mouvement des chômeurs, la manière dont il s'est formé, on voit qu'il y a eu un gros problème de représentation du mouvement par rapport aux médias. A l'intérieur même du mouvement, les chômeurs ont beaucoup critiqué le fait qu'on ait vu certaines têtes plus que d'autres dans les médias.

C'était sans doute du fait d'une difficulté fondamentale qui est dans l'idée même de démocratiser la parole. Autre difficulté, l'organisation du mouvement. On ne peut pas s'improviser totalement organisateur de luttes, parce que c'est assez compliqué, et que cela suppose une certaine pratique, et évidemment, pour le mouvement des chômeurs, ce sont plutôt des syndicalistes qui en ont été à l'origine.

Il y a une autre question que je me pose, c'est le problème financier. On voit bien dès qu'il faut faire le moindre tract, la moindre photocopie, que la question de l'argent arrive tout de suite pour pouvoir s'organiser. Et quand on est chômeur, on est pas forcément bien armé pour avoir les moyens de s'exprimer et de s'organiser.

Pour finir je repense au film de Romain Goupil sur mai 68 : *Mourir à trente ans*. On y voit qu'à l'époque, il n'y n'avait pas de problèmes financiers, alors que je peux vous dire qu'aujourd'hui, si vous allez voir AC!, il en ont de gros. Je me demande comment, en 68, des intellectuels et des bourgeois riches avaient pu épouser la cause des étudiants et des ouvriers, et pourquoi ils avaient pu financer ces causes-là. D'après ce que j'ai compris, notamment dans le cinéma militant et certaines structures d'extrême-gauche, il y avait un véritable mécénat de la part de certains qui avaient beaucoup d'argent, alors qu'aujourd'hui, c'est inexistant.

**Denis Berger :** J'ai peut-être donné l'impression de faire l'apologie de façon excessive des mouvements récents. En fait, j'ai simplement voulu indiquer une tendance présente : cette tendance à l'auto-organisation, à la responsabilité, à la remise en question de la délégation de pouvoir. Cette tendance me semble exister. Qu'il y ait des problèmes, c'est évident. C'est vrai que les noyaux initiateurs sont des syndicalistes ayant déjà une longue expérience dans différents syndicats. C'est vrai qu'il peut y avoir des tensions internes, et d'autres difficultés.

Je pense néanmoins que si on prend les quinze dernières années, non seulement en France mais en Europe, si on prend toutes les luttes, elles vont dans le même sens. Avec plus ou moins de réussite et de durée, elles vont dans le sens de cette auto-organisation.

Je n'ai pas voulu dire plus que cela. Il y a des difficultés, je suis pleinement d'accord, et je ne crois pas qu'un mouvement qui s'auto-organise devienne subitement à l'abri des problèmes de ceux qui veulent le contrôle, de ceux qui veulent parler en son nom, les problèmes, disons pour aller vite, de bureaucratisation.

En ce qui concerne l'argent, mai 68 a été un ébranlement profond. Je ne crois pas du tout, comme certains l'ont présenté, que c'était une crise annonçant la révolution selon un schéma classique, mais c'était une crise fondamentale des rapports sociaux. Les réactions ont été différentes, mais rappelez-vous quand même la panique de De Gaulle, et l'empressement de Mitterrand à trouver une solution politique, etc. Dans ce cadre-là, que des libéraux, des bourgeois, des intellectuels ayant du "pognon", pour parler scientifiquement, aient soutenu, cela s'explique à mon avis par l'ampleur du mouvement, l'ampleur de la remise en cause des rapports sociaux qu'il a provoqué. Aujourd'hui, on est loin du compte. Les films l'ont montré, ce qui pèse encore sur nous, c'est cette impression d'une situation actuelle apparemment inextricable. A mon avis, on est à un tournant qui peut - je souligne le terme de possibilité - qui peut aboutir à de nouvelles formes d'auto-organisation, donc à de nouvelles formes de mobilisation, donc à de nouvelles manières de faire de la politique et c'est cela, je me répète qui me paraît être le plus intéressant. C'est une possibilité, mais j'ai cessé de croire depuis longtemps que j'étais capable de dire comment les choses étaient déterminées.

**Rony Brauman :** Moi, je pense aussi qu'une des raisons pour lesquelles les organisations révolutionnaires - avec ou sans guillemets - disposaient d'un certain nombre de fonds et de bienfaiteurs, c'est parce que l'époque était encore à une certaine forme de romantisme révolutionnaire.

Il y avait une véritable gratification lorsqu'un Godard, un Truffaut donnaient de l'argent. Je pense à ceux-là parce qu'ils ont pas mal financé, en particulier Godard. Le mouvement dans lequel j'étais était financé largement par des gens comme lui. Ils se retrouvaient dans cette forme d'ouvriérisme, de populisme révolutionnaire, donc de romantisme. Est-ce qu'ils croyaient à la révolution ou est-ce qu'ils n'y croyaient pas ? C'est secondaire. Ils trouvaient

<sup>5</sup> réalisateur de *Dans la rue - novembre décembre 1995*.

du plaisir à s'inscrire dans cette perspective-là. Ça ne peut plus exister aujourd'hui. Cela rejoint ce que je disais tout à l'heure sur la fin et les moyens. On avait l'œil braqué sur la fin à l'époque. Cette fin qui était justement la source du romantisme révolutionnaire. Elle n'existe plus aujourd'hui, donc ce plaisir là ne peut plus exister.

On pourra peut-être retrouver un jour d'autres formes de lutte et de romantisme social. Mais pour l'instant, il n'y a plus de mécènes politiques qui se retrouvent dans le financement d'organisations comme SUD, AC! ou DAL...

**Vincent Glenn :** Par rapport à ce que disait François Guillemin sur le problème du financement, est-ce que vous pouvez parler de ce qui vous gêne dans celui de certaines O.N.G. Par exemple au sujet de Handicap International et de sa façon de « sensibiliser le public », à l'aide notamment de films comme celui de Rithy Panh que nous venons de voir.

**Rony Brauman :** *Handicap international* est une association que je connais bien, qui mène une action tout à fait constructive et positive. J'ai cependant ressenti, en voyant ce film, un certain malaise, celui que je ressens de manière générale devant toute campagne qui s'impose par son évidence consensuelle. Alors, on se dit " *Eh bien oui, les mines, c'est pas bien !* "

C'est le syndrome de Lady Dy, celui que j'épinglais tout à l'heure, c'est la *dépolitisation* : tout le monde est frère, tout le monde se donne la main, et cette notion de fraternité universelle est à mon avis extrêmement trompeuse. Je pense que les conflits, les affrontements, y compris jusqu'à un certain niveau de violence, nous apprennent plus sur nous-mêmes, sur la vérité, sur vers où il faut aller, que ces grandes embrassades universelles qui soulèvent un peu le cœur. Voilà, c'est ce registre de l'embrassade qui me gêne là-dedans.

**Intervenant dans la salle :** Je suis lycéen, et j'aurais une petite question à vous poser en revenant sur le Cambodge, qui est un pays que je connais un peu. Je comprends ce que vous avez dit, mais comment mettre en valeur les problèmes réels, tous les problèmes réels d'un pays ?

Le Cambodge est un bon exemple, car avec ce qui s'est passé cet été, fin juin début juillet avec ce coup de force (ou coup d'Etat, tout dépend de l'appellation qu'on lui donne) d'Hun Sen, toute la presse internationale s'est ruée sur l'affaire. Avant on ne parlait pas du tout du Cambodge qui avait pourtant déjà un problème politique, social et médical.

Comment et jusqu'où peut aller cette information lorsque les journalistes arrivent sur place au dernier moment, voire n'y vont pas du tout car il y en a qui écrivent leurs papiers de Bangkok sans savoir exactement ce qui se passait dans le pays ? Comment nous, Occidentaux, en Europe ou aux Etats-Unis, savoir ce qui se passe vraiment pour pouvoir se mobiliser, et intervenir dans les endroits qui ont besoin d'aide. Jusqu'où peut aller l'information et comment voyez-vous la transmission de cette information entre les

professionnels qui sont sur le terrain jusqu'à ceux qui peuvent aider ?

**Rony Brauman :** Les professionnels qui sont sur le terrain... vous voulez dire professionnels de quoi ?

**Le lycéen :** Professionnels de l'humanitaire...

**Rony Brauman :** Le Cambodge est actuellement le pays phare de l'humanitaire, qui détient le record absolu du nombre d'O.N.G. sur place.

Mon premier élément de réponse, c'est qu'il faut diminuer la présence de ces professionnels de l'humanitaire comme vous dites. Je pense que cette présence massive n'est pas un élément de solution mais plutôt un élément du problème.

Le Cambodge est d'abord un marché pour l'humanitaire. Il y a de l'argent pour le Cambodge ! Il y a eu cette gigantesque opération des Nations Unies, avec plusieurs milliards de dollars, qui a probablement beaucoup plus écrasé le pays qu'il ne l'a aidé à se relever. Et derrière cela - maintenant ils sont partis - il y a quelque chose comme 200 ou 250 O.N.G. dont les trois-quarts font un travail qui les concerne elles-mêmes au premier chef, et pas la population cambodgienne. Elles sont là-bas pour être là-bas. Aussi pour lutter contre la misère, le sida, lutter contre je ne sais quoi, mais elles ne font pas du tout un travail de professionnels de l'humanitaire, mais de professionnels de la boutique humanitaire. Elles entretiennent leurs institutions.

Pardonnez moi d'être désespérant, mais c'est ce que je pense sincèrement.

**Intervenante dans la salle :** Vous ne devriez pas tenir un discours aussi négatif. Il y a très peu de jeunes qui s'engagent. A partir du moment où il le font, qu'ils ont envie de faire quelque chose, qu'est-ce que vous pouvez leur conseiller de positif ?

**Rony Brauman :** Comme cela me semble être une illusion, j'essaie de la dissiper. Je sais bien que ce sont des réalités qui sont très déplaisantes, et très démobilisatrices dans une première phase.

Je crois que le poids de cette ingérence est l'un des problèmes du Cambodge. Il en a bien d'autres, et ce n'est sans doute pas le plus important, mais sur le plan économique et sur le plan des représentations que se font les Cambodgiens de leur société et de leurs aspirations, il est vraiment réel. Quand je dis ingérence, c'est au sens le plus large et le moins polémique du terme, dans leur vie quotidienne : tous ces gens qui viennent leur expliquer comment vivre, comment se laver, comment "chier", comment "bouffer", comment acheter, comment préparer son avenir...

Il y a dans l'humanitaire une formidable illusion, et il y a aussi de véritables moyens d'accès à la réalité et au politique. Pour l'instant, c'est largement l'illusion qui masque les voies d'accès à la réalité et au politique.

Le premier travail à faire dans l'humanitaire, aux antipodes de la vision romantique, c'est de le " désenchanter ".

Entrer dans l'humanitaire, c'est finalement vouloir accéder à une partie du monde qui est faite de la violence, des rapports de force, bref, du monde tel qu'il est.

Ce n'est pas en étant bardé d'illusions sur un morceau du monde qui échapperait aux conflits et aux rapports d'intérêts que l'on va pouvoir accéder à la réalité. C'est au contraire en désacralisant l'humanitaire a priori. Il ne faut pas considérer qu'a priori une action humanitaire est porteuse de bienfaits pour les gens. C'est vrai dans certains cas, c'est faux dans d'autres. Je ne dis pas : "*tous pourris*" etc. Absolument pas ! J'ai pris soin de préciser tout à l'heure que c'est une critique interne. Je suis toujours un "militant" de l'action humanitaire et je me situe à l'intérieur.

Donc, oui, entrez dans l'humanitaire, mais pas avec des œillères !

SAMEDI 7 MARS 1998 - INDIVIDU ET UTOPIE

### Acquis et limites de l'individualisme. La fin des idéologies qu'est-ce-que ça veut dire ?

films : *La ferme des animaux*, de John Halas et Joy Batchelor  
*Conservfilm*, de Zlatin Radev  
 conférence/débat avec :  
 François Brune (professeur de Français, auteur de *Les médias pensent comme moi*),  
 Max Dorra (professeur de Médecine),  
 Serge Halimi (journaliste au *Monde diplomatique*, auteur de *Les Nouveaux chiens de garde*)  
 modérateur : Vincent Glenn (cinéaste)

**Vincent Glenn** : Lorsque l'on parle d'*individualisme*, il faut peut-être d'abord préciser un peu, ce mot n'ayant pas forcément la même signification selon que le contexte géographique et historique est par exemple celui de la révolution française, ou celui de la France d'aujourd'hui, ou encore celui des pays d'Europe de l'Est lorsqu'ils se trouvaient sous l'emprise des régimes staliniens...

François Brune, est-ce que vous pouvez nous aider à cerner un peu mieux cette expression ?

**François Brune** : En deux mots, on peut employer le mot individualisme dans un sens moral, réprobatif, et le mot se rapproche tout simplement de l'égoïsme. On peut également le considérer dans un sens plus sociologique : très schématiquement *l'individualisme*, c'est une vision du monde dans lequel l'individu se sent sujet autonome, dans son rapport aux autres et à la société ; par opposition aux sociétés dites *holistes* dans lesquelles le sujet ne se considère justement pas en tant qu'*individu* mais trouve son sens dans la dimension collective de cette société dont il n'est qu'une cellule.

L'individualisme, tel qu'il s'est développé à partir de la Renaissance, puis des Lumières, est lié à ce qu'on appelle la *libération* de l'individu, son autonomie, la démocratie etc. Les acquis de l'individualisme, c'est de nous faire devenir les sujets de notre propre vie. Les limites c'est d'avoir seulement l'illusion d'être sujets de notre propre vie. La question « acquis et limites de l'individualisme » suivie de la question « la fin des idéologies » me suggère le désir d'inverser les expressions. C'est-à-dire que le mythe de la fin des idéologies est le noyau idéologique sur lequel justement se fonde l'illusion que l'individu est actuellement libre et autonome.

Un deuxième point que je souhaite aborder, c'est celui du rapport entre l'individu et le citoyen. L'individu est sans doute la condition nécessaire pour qu'il y ait des citoyens et pour fonder un idéal démocratique, mais les limites de l'individualisme apparaissent cependant tous les jours à travers l'incapacité des individus à agir, ou régir leur existence.

On peut considérer deux voies de normalisation de l'individu : l'une est la voie autoritaire, l'ordre collectiviste, le pouvoir totalitaire ; l'autre est la voie du libéralisme économique, qui est une normalisation "soft" qui

soumet l'individu non pas à une idéologie reconnue comme telle mais à ce qu'on pourrait appeler une idéologie ambiante, une idéologie qui lui fait croire à un certain avenir comme inéluctable et lui demande simplement de s'y préparer. Sur les différents aspects de cette idéologie ambiante, et dominante, sans trop entrer dans les détails, je dirai qu'il y a deux faces : il y a d'abord la face officielle si l'on veut, celle qu'on a appelée la *pensée unique* telle que l'a définie Ignacio Ramonet, c'est-à-dire toutes les fausses évidences du libéralisme, "croissance, concurrence, dérégulation, compétition, monétarisme, euro, rigueur" autrement dit, cette pensée dominante selon laquelle il n'y a qu'un seul avenir possible économiquement et politiquement pour notre société. C'est une idéologie qui ne se montre pas comme une idéologie mais comme une évidence naturelle des choses de l'économie et de la politique.

Et puis, il y a une autre face, plus socio-culturelle, ou médiatique, une idéologie ambiante qui prêche toujours une soumission à un *ordre des choses* et qu'on peut identifier comme *l'air du temps*.

Comme illustration de ce discours médiatique de soumission, on peut développer deux traits fréquents parmi d'autres. C'est d'abord le mythe de *l'époque*, sur lequel je reviens souvent : l'idée d'une époque qu'on ne peut faire que choisir, à laquelle il faut forcément adhérer, dont toutes les *évolutions* sont fatalement des *progrès*. Quelques exemples : « *votre téléphone va changer de numéro, alors, changez de téléphone* » C'est ce qu'on peut appeler l'idéologie du changement, cette idée qu'il faut toujours changer, toujours oublier ce qu'on a été. J'ai retrouvé ça par exemple en couverture de Voici : « *Vanessa Paradis, un nouveau look, un nouveau mec* »

Autre exemple, publicité pour la *Cité des Sciences* en 1997 : « *Le monde s'accélère, comment s'y préparer ?* » Question intéressante, parce que lorsqu'une voiture accélère, on peut peut-être se dire *attention, il est temps de freiner*. Là pas du tout, « *le monde s'accélère, comment s'y préparer ?* » Une phrase parmi mille, qui vous dit qu'il n'y a qu'une seule chose à faire, vous adapter.

Citons encore « *C'est l'époque qui veut Quick* ». ou encore « *La liberté, une idée qui est dans l'air*. »

Chirac, le 1er janvier 1997 : « *il n'est pas facile d'adapter la France à son temps*. » Toujours le discours d'adaptation, de soumission au mythe de l'époque.

L'idéologie d'époque se fonde sur la notion d'événement, sur ce qui se passe et qui vous donne l'impression que ça ne peut pas se passer sans que vous y adhérez ; c'est une sorte d'impérialisme de l'événement, il faut que vous soyez dedans, il faut le reconnaître et c'est cela qui va être votre identité.

D'autres exemples à présent, pour illustrer ce qu'on peut appeler *l'idéologie individualiste*. C'est-à-dire, cette idéologie qui vous propose, pour être "vous-même", un modèle parfaitement conforme. Cela éclate particulièrement bien sûr, à travers la publicité. Je peux rappeler par exemple, des phrases qu'il m'arrive de trouver dans les copies de mes élèves : « *moi, profondément, je pense que* », suivi par « *l'essentiel est de croquer la vie à pleines dents!* »

L'illusion individualiste, c'est aussi, toutes ces publicités, type « *ma crème, c'est tout moi.* » ou « *en Duvernois je suis moi* », ou encore « *pour être moi, j'ai choisi...tel produit* ». Dans le catalogue de la CAMIF par exemple, la première partie, sur les vêtements a pour intitulé *être soi*. La deuxième partie, c'est *être actuel*. Vous voyez qu'il y a là une idée de l'individu qui est programmé, finalement sur le modèle de la copie conforme.

L'exemple le plus connu, c'est peut-être le « *soyez différent, pensez Pepsi* », voilà encore un slogan qui repose sur l'illusion individualiste sans craindre l'énormité de la contradiction.

L'illusion individualiste, couvre souvent un sentiment d'impuissance, mais que l'on oublie en voulant rejoindre la majorité, en se sentant si l'on veut, *personnellement majoritaire*.

Les sondages jouent toujours sur cette intimidation majoritaire, il faut être avec les autres/comme les autres et c'est la seule manière d'être vraiment soi-même. Ce qui fait que l'individu est pris dans cette alternative : ou bien il se sent totalement impuissant, l'époque se déroule sans lui, il n'existe pas, ou bien, il fuit en avant dans les valeurs de l'époque et là il se sent exister, mais on peut bien sûr se demander s'il y a un rapport quelconque avec l'idée d'être soi-même... Donc, il y a plusieurs questions qui nous sont posées, par cette illusion individualiste : qu'est-ce que c'est que l'identité ? Qu'est-ce qui fait que je suis moi, et qu'est-ce qui fait que l'individu a une autonomie sur lui-même ? Je pense que plupart du temps il n'en a pas, mais on lui donne cette impression. Finalement, le grand piège de l'époque, c'est de donner aux gens le sentiment qu'ils sont libres, alors qu'ils ne le sont que dans le choix qui a été prévu pour eux. L'illusoire sensation de liberté est *programmée* par les médias.

**Serge Halimi :** Je voudrais enchaîner sur cette réflexion sur l'individualisme et évoquer le thème de *la fin des idéologies* puisqu'en fait, les deux sont complémentaires. Ce thème de « *la fin du* » ou de « *la fin des* », le *finisme* (fin des idéologies, fin de l'histoire, fin du marxisme, la fin des affrontements, la fin de tout...) qui débouche sur cette conclusion du livre de François Furet *le passé d'une illusion* où il écrit : « *nous sommes condamnés à vivre dans le monde où nous vivons* ». Alors, évidemment, c'est une

condamnation beaucoup moins redoutable pour les cadres supérieurs et les professions libérales, lecteurs des grands hebdomadaires dans lesquels écrivait François Furet que pour les autres, qui persistent à vouloir un autre monde.

Alors, est-ce que nous vivons la fin des idéologies ? François Brune l'a déjà dit : nous ne vivons pas la fin des idéologies mais le triomphe, que j'espère provisoire, d'une idéologie sur les autres. A quoi voit-on le triomphe d'une idéologie ? Au fait qu'elle ne se prétend plus idéologie, mais science, expression de la raison. En URSS, les dissidents étaient tout à fait logiquement placés dans des hôpitaux psychiatriques, parce qu'ils discutaient ce qui était devenu indiscutable, et qu'ils montraient donc bien qu'ils étaient un peu insensés. En France, ou dans les démocraties occidentales, nous avons des moyens plus subtils, c'est la normalisation douce, dont parlait François Brune. Cette affirmation de la *pensée unique* - que je préfère qualifier de *pensée de marché*, en étant sûr comme ça que Alain Madelin et Jacques Chirac ne vont pas piquer l'expression dans les quarante huit heures - cette pensée de marché a pour caractéristique d'être une doctrine étouffante, d'autant qu'elle n'est pas reconnue comme doctrine, et qu'à l'instar des pires orthodoxies, elle se veut expression d'une réalité d'ordre scientifique, réalité physique comme la loi de la pesanteur, le principe d'Archimède. D'où l'expression devenue fameuse, employée par Alain Minc de *cercle de la raison*, qui définit en quelque sorte la somme de ses convictions et de ses prescriptions économiques et sociales. Mais si on parle de *cercle de la raison* ça veut dire que tous ceux qui se tiennent à l'extérieur de ce cercle de la raison sont déraisonnables, ou déments...

La dissidence intellectuelle devient alors une forme d'aliénation mentale ou de retard intellectuel, puisqu'elle s'oppose à la science.

Pour préciser ce triomphe d'une idéologie qui ne se prétend pas idéologie, je voudrais donner, justement, une citation d'Alain Minc, qui me paraît très parlante: « *Le totalitarisme des marchés ne me réjouit pas, je le trouve plutôt réducteur et aliénant mais je sais qu'il existe, et je voudrais que toutes les élites le sachent. Ce que je vous dirai est tout simple : je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan, qui n'aime pas la grêle, mais qui vit avec. Les cent mille analphabètes qui font les marchés de par le monde, si vous ne respectez pas un certain nombre de canons, aussi rigoureux que les canons de l'église, mettent en l'air l'économie d'un pays. Il faut le savoir et partir de là, agir comme si il s'agissait d'un phénomène météorologique. Les experts sont les propagandistes de cette réalité.* »

Vous voyez, dans ce passage, il y a quand même beaucoup de choses.

« *Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés...* » Quand les marchés régissent l'économie et l'ordre social, ne pas pouvoir penser contre les marchés, c'est tout de même se condamner à ne pas faire grand chose, surtout lorsqu'on veut penser quand même... Bon cette analogie d'Alain Minc et

du paysan est un peu cocasse mais elle pose comme équivalentes la somme des prescriptions économiques qui sont les siennes, et la grêle, phénomène météorologique... Ça reprend cette idée que l'économie serait un phénomène naturel, exigeant la référence aux canons de l'église, à quelque chose de rigoureux... Donc il y a là quelque chose d'assez troublant, qui me paraît très idéologique, dans cette période de fin des idéologies... Voilà une idéologie qui est à ce point triomphante qu'elle exige de nous autant de fatalisme que l'arrivée de la grêle... Alors fort heureusement pour nous, la réalité n'est pas unique, sinon dans un laboratoire, surtout quand il s'agit d'une réalité sociale. S'il en était autrement, on serait effectivement condamnés à se résigner au pouvoir de ces *cent mille analphabètes qui font les marchés*, lesquels, soit dit en passant, sont beaucoup moins de cent mille... Donc on voit ici que ce discours sur la fin des idéologies, c'est vraiment le triomphe d'une idéologie qui se prétend science, et qui entend reconstruire le monde à son image.

J'en viens maintenant à ce thème du « que faire ? », « où *en sommes-nous des utopies* ? » etc. Est-ce qu'il faut se résigner à cette défaite que nous annoncent de façon triomphante Alain Minc et quelques uns de ses amis, ou est-ce qu'il faut, de nouveau, proclamer le devoir d'utopie ?

Evidemment, le mot utopie n'a pas bonne presse, surtout dans les débats publics, quand vous parlez et qu'on vous dit, « *c'est une utopie* », en d'autres termes, on vous fait comprendre : « *vous nous faites perdre notre temps* »... Et nous sommes entourés de gens qui comme ce géographe dénoncé par le Petit Prince, ne s'occupent que de "choses sérieuses". L'utopie, ça n'est pas une "chose sérieuse". Il faudrait s'occuper de "choses sérieuses" comme ces gens qui, nous dit Saint-Exupéry, « *n'ont jamais respiré une fleur, jamais regardé une étoile, jamais aimé personne, n'ont jamais rien fait d'autre que des additions, et qui répètent toute la journée, je suis un homme sérieux, je suis un homme sérieux...* » L'utopie pour nous, c'est quelque chose d'au moins aussi sérieux que les rapports d'Alain Minc et les études de l'OCDE !

Bien sûr, l'utopie révolutionnaire n'a pas accouché de la Terre Promise, mais dans l'histoire, elle a quand même obtenu un certain nombre de résultats, elle a fait perdre aux possédants un peu de leur superbe et elle a rendu un peu de leur confiance aux faibles. Simone Weil l'a bien exprimé en 1936. Dans ses Méditations sur l'obéissance et la liberté, elle expliquait : « *C'est quelque chose quand on est misérable et seul que d'avoir pour soi l'histoire* » Donc, la fin de l'histoire, c'est assez terrible, pour ceux qui sont coincés en dessous... Décréter la permanence de ce qui est, ce « *nous sommes condamnés à vivre dans le monde où nous vivons* », c'est évidemment accepter de condamner à l'épuisement et au désespoir ceux qui, expliquait Simone Weil, devront toujours « *serrer les dents, tenir, comme un nageur sur l'eau, seulement avec la perspective de nager jusqu'à la mort, sans barque où l'on puisse être recueilli.* » Dans l'histoire de notre pays, l'utopie a constitué une sorte de recharge permanente qui a transformé des combats perdus en autant de motifs de tenir; de ne pas seulement

nager jusqu'à la mort mais aussi parfois d'être debout, certains jours de 1789, de 1848, de juin 1938, d'août 1944 de mai 1968 ou de novembre décembre 1995. Et des victoires il y en a eu. Un peu grâce à cette "utopie", il y a eu un patronat qui a cessé de se croire de droit divin, il y a eu un Etat moins tenu en laisse par le mur d'argent, il y a eu des conquêtes sociales qui ne devaient rien à la providence.

On nous parle *d'Etat providence*, mais *l'Etat providence*, c'est *l'Etat* qui a été transformé par des luttes qui ont accouché de conquêtes sociales qui ne devaient rien à la providence, et qui devaient tout à des combats qui étaient jugés utopiques... Jusqu'au jour bien sûr où ces combats utopiques ont abouti.

L'utopie, ça a été le souffle qui a permis de tenir sur l'eau, et de renverser l'irréversible. Sans utopie, le déficit social connaîtra son âge d'or, on gagnera de l'argent en dormant, l'ordre régnera à Paris comme il règne ailleurs, les uns n'auront plus peur, les autres n'auront plus rien.

Cette utopie, on en a donc besoin, d'autant qu'en face, que font-ils sinon transformer le monde à l'image de *leur* utopie marchande ? Etrangement, ce sont les idéologues qui nous chantent la fin des idéologies, ceux qui veulent transformer le monde à l'image de leur utopie qui proclament la fin des utopies. Parce que la société dans laquelle nous vivons, une société qui a tout transformé en marchandises, ce fut le résultat d'un projet intellectuel, d'un projet délibéré qui s'est soucié en permanence de commerce, d'optimisation économique, et de calcul. L'utopie qui triomphe à l'heure actuelle a consisté, à la suite d'Adam Smith et des économistes de l'école de Chicago, à partir du postulat que tout était calcul économique, y compris nos rapports humains les plus intimes. Pour en arriver à ce qu'on observe aujourd'hui : après avoir fait en sorte que l'information soit régie par l'audimat, que la culture soit tributaire des parrainages industriels, que la santé et l'éducation soient condamnées à être rentables, que l'emploi soit détruit parce qu'il est trop cher. Tout cela s'est fait au nom d'une utopie qui a voulu transformer le monde en un lieu d'échanges de marchandises. Il faut échapper à cette idéologie qui présente la situation que nous vivons comme naturelle, voir ce que l'utopie nous a apporté, comprendre que ce n'est ni la fin de l'histoire, ni la fin des idéologies, et confronter notre utopie à la leur, parce que je crois que la nôtre vaut bien la leur.

**Vincent Glenn** : On a présenté hier, un entretien filmé avec Ignacio Ramonet, et lorsqu'on lui disait nos réserves par rapport à l'expression *pensée unique*, du fait même qu'elle a été largement récupérée, il nous répondait que c'était une façon d'identifier l'adversaire.

Max Dorra, quelles remarques vous inspirent ces questions ?

**Max Dorra** : Je voudrais faire une ou deux remarques en guise de préalable. Parce que parler d'une idéologie, c'est une chose très difficile, dans la mesure où on ne sait jamais si on n'est pas soi-même à l'intérieur d'une idéologie au

moment où l'on parle. Le *méconnu* est aussi piégeant que *l'inconscient*.

Quand on est dans une idéologie, par définition, on ne le sait pas. Et il arrive qu'on ne le sache que rétrospectivement, parfois des années après... Il y a pourtant une façon de démasquer une idéologie, c'est de repérer les clichés, les phrases toutes faites. Quand j'entends par exemple « la classe politique » ou « mentalité d'assisté », j'ai les oreilles qui se dressent...

Trois pistes sur « la fin des idéologies ». Premièrement, ce que m'évoque ce cliché (précisément), c'est d'abord que le marxisme est concerné et que c'est une façon de le balayer. Deuxièmement : les idéologies, est-ce que c'est fini ? Non, bien sûr, c'est pas fini, on est en plein dedans et c'est l'idéologie du marché, le « monde de la valeur ».

Et troisièmement, une idéologie, ça ne tient sa redoutable efficacité que parce que c'est une thérapeutique de groupe. Et je vais essayer de dire en quoi c'est une thérapeutique de groupe.

Donc, premièrement, volonté d'enterrer le marxisme, ce marxisme qu'on n'arrête pas d'enterrer. Mais pourquoi cherche-t-on tellement à enterrer le marxisme ? Je crois qu'il y a une raison assez simple, c'est qu'il dérange parce qu'il est terriblement culpabilisant. On peut le critiquer, dire (à tort selon moi) qu'il est archaïque ou désuet ou des choses de ce genre, mais il y a une chose qu'on ne peut pas contourner, c'est le problème de l'exploitation. À partir du moment où Marx amène, théorise le concept d'exploitation, certains se trouvent pris dans une contradiction forte, je veux parler des conservateurs. Le conservatisme est en effet statistiquement corrélé avec le niveau de revenu certes, mais aussi (c'est tout à fait net même si c'est moins connu) avec le degré de pratique religieuse. Il est bien évident que penser qu'on pourrait être « du côté des exploités », pour des gens hantés par « la faute » depuis l'enfance, habitués à se confesser, etc., c'est pas facile à vivre. Dans ces conditions, balayer le marxisme, c'est se débarrasser de concepts déstabilisants, et notamment de celui d'exploitation.

Autre chose qu'on trouve volontiers dans l'air du temps, c'est l'anti-intellectualisme... Surtout ne pas théoriser ! Tu fais comme tu le sens ! Plutôt les petits bonheurs que les grands desseins ! C'est aussi cela qu'on trouve dans la « fin des idéologies ». Avec le danger suivant. Le vide théorique, c'est immédiatement le risque de remontée du fascisme « ne réfléchissez pas trop, fiez-vous au vécu, les grilles d'interprétation marxistes, vous avez bien vu où ça conduisait, laissez tomber ! Ne croyez pas les intellectuels, c'est les émigrés qui sont cause de tous vos maux ! »

Deuxièmement, il faut s'accorder sur les termes, ne pas confondre idéologie et théorie. Il y a bien sûr un sens très négatif au mot d'idéologie : c'est l'entropie des idées, c'est des théories, mais pétrifiées, récupérées et utilisées comme des mots de passe par des bureaucraties. Ça a malheureusement été le cas en URSS pour le marxisme. Et là, je crois que les partis progressistes ont commis l'énorme erreur de laisser aussi largement s'accréditer l'équation marxisme = goulag. Parce que le comble, c'est que Marx, lui, aurait probablement fini au goulag s'il avait vécu, car il aurait

protesté vigoureusement (comme il savait le faire) contre l'usage qui était fait de sa théorie par la nomenclatura soviétique...

À partir du moment où la gauche a accepté de se priver de la grille d'interprétation marxienne, elle s'est privée du même coup d'une sorte de colonne vertébrale théorique.

Alors, quelle est en ce moment l'idéologie dominante ? Un mot la résume : vendre !

C'est une idéologie où vous-mêmes, on vous assigne une valeur, une cote. Et sur la base de cette cote on peut vous faire honte. Honte d'être pauvre, mal fagoté, malade, vieux... On vous ferait presque honte d'être mort (« le pauvre », dit-on parfois...) ! Quand un chômeur bien indemnisé se suicide, c'est parce qu'il pense qu'il n'a plus de valeur. Et il se dé-prime : dans auto-dépréciation il y a le mot « prix ». Lorsqu'on s'est laissé imposer l'idée qu'on n'a plus de valeur, alors il vous apparaît que « la vie n'a plus de sens ».

Enfin, j'ai dit tout à l'heure qu'un des pièges des idéologies, c'est qu'elles sont des thérapeutiques de groupes. Le militant communiste au XX<sup>e</sup> siècle, c'était le plus souvent un type désintéressé, courageux, etc. Mais il y a une chose dont on ne parle jamais dans les débats politiques, c'est l'angoisse... Or le monde marche à l'angoisse et la culpabilité. L'angoisse est l'alliée subjective de tous les pouvoirs. Lorsque ces militants (individuellement intelligents, courageux, etc.) se réunissaient en cellule, chaque semaine, seule une infime minorité a osé dire « *quand même, en URSS, il se passe des choses abominables, c'est pas ça qu'on attendait du communisme !* ». L'immense majorité ne parlaient pas parce qu'ils ne voulaient pas prendre le risque d'être exclus du groupe où ils étaient et où ils se sentaient bien. D'être pris pour des traîtres. Et là, on peut voir la façon dont s'exerce le poids d'une idéologie : en sortir fait courir le risque d'une des angoisses les plus fondamentales, les plus insupportables, celle d'être exclu de son groupe.

**Vincent Glenn** : Deux remarques, à partir de ce que Max Dorra vient de dire et à propos d'un des films qu'on vient de voir, *La ferme des animaux*, qui était une charge contre l'idéologie marxiste ou tout au moins ce qu'on en a fait. Le cheval, présenté comme un personnage doué d'une force herculéenne, est accompagné de l'âne dont le commentaire dit qu'il est son « dévoué serviteur ». Ce qui est dit implicitement, c'est au fond qu'en face de l'idéologie - artificielle création humaine - et de ses répercussions, il y aurait une sorte d'*ordre naturel* - celui qui conduit *naturellement* l'âne à être le dévoué serviteur du cheval... - Donc avec le recul, contre l'idéologie marxiste, il y a déjà, suggérée, l'idée d'un retour à l'ordre naturel où chacun est à sa place. Concernant le marxisme, il faut tenir compte, comme l'a dit Max Dorra de ce que l'abandon des références au marxisme peut porter de dangereux, puisque que cela revient à se priver d'une grille interprétative essentielle pour tous les mouvements de lutte contre l'exploitation... Mais si on se penche sur ce que l'on connaît du XX<sup>e</sup> siècle, on voit aussi que le marxisme a eu des aboutissements politiques et il ne s'est pas seulement agi de thèses sans répercussions, sans

applications; avec les gabégies et les crimes que l'on sait. On a évoqué déjà la conviction pour beaucoup d'une *trahison* de l'utopie première, et je voulais vous demander si on peut établir précisément à quel moment on entre dans cette trahison des idées marxistes en voulant apparemment les appliquer ? Et comme deuxième question, dans le prolongement de la première, comment faire, pour ne pas rester avec cette idée qu'inéluctablement, le marxisme (et plus largement toute prospective envisageant une société plus juste), ne suscite un scepticisme voire une méfiance radicale portée par la crainte de nouveaux totalitarismes ?

**François Brune :** *La ferme des animaux* c'est une fable qui raconte la trahison de la révolution, alors que *1984* raconte ce qu'il se passe une fois la révolution trahie par une oligarchie au pouvoir, et comment cette oligarchie peut se maintenir au pouvoir. Donc les deux livres sont à traiter ensemble.

Vous avez parlé de naturalisme et je voudrais en profiter pour rappeler ce que disait Barthes sur l'idéologie. Il disait justement qu'il y a idéologie dès qu'il y a *naturalisation* du politique. Tout le monde a bien sûr une idéologie, si l'idéologie est une représentation du monde, et si l'on peut estimer que personne n'a de représentation de la réalité qui corresponde parfaitement à la réalité, on peut dire que toutes nos représentations sont des idéologies. Et elles peuvent également être conscientes de leurs propres limites. L'idéologie devient inquiétante quand elle devient dominante. C'est-à-dire lorsqu'un certain nombre de personnes qui profitant de ce qu'ils sont au pouvoir, ou voulant affirmer un pouvoir, se servent de la représentation qu'ils ont pour l'imposer aux autres. Je pense d'ailleurs que l'instinct de pouvoir est un instinct qui désire que les autres pensent comme vous. Finalement, toute philosophie totalitaire est une philosophie qui veut faire adhérer les autres aux mêmes représentations qu'elle, en refusant d'avoir à composer avec des gens qui viennent modifier ses schémas mentaux. Donc l'idéologie devient critiquable quand elle est dominante. Et quand elle est dominante, l'arme dont elle se sert, c'est la naturalisation, le naturel. Un exemple qui m'est revenu pendant que Serge Halimi parlait, c'est la façon dont Chirac a "naturalisé" la fermeture de Vilvoorde en disant, je rappelle sa citation : « *la fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie. Les arbres naissent, vivent et meurent. Les plantes, les animaux, les hommes, et les entreprises aussi.* » C'est un cas d'espèce de tomber sur une naturalisation pareille ! C'est de la mystification à l'état pur.

Quant à *La ferme des animaux*, effectivement, il y a ce moment où la hiérarchie est cautionnée par le recours au *naturel*. Tout le darwinisme social est parti de là. Une chose qui n'a pas été reprise par le film et que je regrette, c'est le moment, au début du livre d'Orwell, où Sage l'ancien, qui est la figure métaphorique de Marx, prévient les futurs révolutionnaires en leur disant : « *gardez-vous que votre combat ne vous transforme à l'image de vos ennemis* ».

**Serge Halimi :** Quelques mots à propos de Marx. Je crois qu'il est dangereux d'enfermer Marx, mort en 1883, dans l'embarquée stalinienne... Marx, ça a été aussi en Europe occidentale ce qui a permis le développement théorique et les luttes du mouvement social, du mouvement syndical, les conquêtes sociales dont nous bénéficions aujourd'hui. Marx ça a été aussi les opposants marxistes au stalinisme. Je crois que le discours qui consiste à dire, Marx, c'est Lénine, c'est Staline, c'est Pol Pot, c'est un peu le discours que nous ont servi pendant quelques années les "nouveaux philosophes", et je ne suis pas sûr qu'il soit absolument indispensable de le ranger dans ce genre de lignée.

**Intervenant dans la salle :** Pour reprendre ce que vous avez dit... Je ne sais pas si vous connaissez ce livre de Lucien Goldman, qui s'appelle "Le Dieu caché", qui est une thèse qui traite des fondements théoriques de Pascal et qui mènent à Marx. C'était un théoricien qui a écrit des choses très intéressantes sur le jansénisme, et proposé une réflexion qui mène au questionnement intérieur et au refus du pouvoir.

Lorsque Bernard Sobel, ou Heiner Muller travaillent à partir de Pascal, je pense que ce n'est pas par hasard. C'est quelqu'un qui a ouvert une grande idée de questionnement intérieur contre les idées reçues.

Or, je voudrais revenir sur ce que vous avez dit tout à l'heure, à savoir que Marx a ouvert toutes les luttes sociales, je ne le crois pas. Les gens qui ont bougé en premier en Angleterre, c'étaient de grands mouvements religieux. De là sont nées les JOC (Jeunesses Ouvrières Chrésiennes), 40 ans avant Marx.

**Max Dorra :** Je ne demande pas mieux que de rendre hommage aux mouvements religieux qui se sont engagés aux côtés des ouvriers, mais ce n'est pas ça qui nous donne, je crois, une grille d'interprétation de la société. Il se trouve que dans Marx il y en a une. Certes c'est un outil diagnostique, un scanner et pas un instrument thérapeutique. Mais je n'ai trouvé ni l'un ni l'autre dans Pascal.

**François Brune :** En tant que professeur de Français, qui enseigne Pascal, je peux juste ajouter, qu'effectivement, les *Pensées* de Pascal sont certainement plus intéressantes par leurs questions que par leurs réponses... C'est cela qui est intéressant, et les réponses qu'il y a apporté, finalement, sont souvent insatisfaisantes par rapport aux questions qu'il pose.

Dans les *Pensées*, il remet justement en question l'idéologie dominante jésuitique de l'époque, lui-même faisant partie d'un petit groupe qui se tenait à l'écart de cette idéologie dominante.

**Intervenante dans la salle :** Je voudrais revenir à ce que disait M. Halimi à propos des "cent mille analphabètes..." Vous avez dit qu'ils étaient moins que ça. Est-ce que vous pouvez expliquer ce que vous voulez dire ?

**Serge Halimi :** Alain Minc parlait des “cent mille analphabètes qui font les marchés dans le monde” et on sait bien que les marchés, essentiellement les gros opérateurs financiers sur les places financières, qu’il s’agisse de Londres, de New York, de Paris ou de Tokyo, ce sont principalement les gestionnaires de fonds de pension américains, c’est-à-dire très peu de personnes. Un groupe très restreint de personnes qui gèrent des sommes considérables et qui en déplaçant ces sommes d’une monnaie vers une autre, peuvent provoquer une crise financière d’ampleur sans précédent.

Je rappelais donc rapidement le fait qu’il s’agissait de très peu de monde. En général, j’ai été frappé que dans le discours idéologique qui fait des marchés un acteur central - au point maintenant que lorsqu’il y a une déclaration d’un premier ministre ou d’un président, on nous dit aussitôt “les marchés ont bien réagi ou ont mal réagi aux propos d’untel ou d’untel” - on fait tenir aux marchés un rôle tout-à-fait prométhéen, alors qu’ils représentent très peu de monde, et qu’ils n’ont aucune légitimité démocratique. J’ajoute que dans leur cas, on ne pense jamais à un intérêt catégoriel. Lorsqu’on parle des syndicats, on les définit souvent dans le discours dominant comme des “intérêts catégoriels”. Mais lorsqu’on parle de ces “cent mille analphabètes” qui sont beaucoup moins que cent mille, on n’évoque jamais un intérêt catégoriel, on évoque une sorte d’expression scientifique de ce qu’il faut faire et de ce qu’il faut éviter.

**François Brune :** On peut ajouter une métaphore naturaliste, puisque j’ai entendu dire : « *le mouvement des chômeurs s’essouffle, le CAC 40 respire!* »

**Intervenante du public :** L’expression « *analphabète* » était donc une boutade ?

**Serge Halimi :** Je ne faisais que citer le propos d’Alain Minc, qui était encore plus redoutable dans la mesure où il leur reconnaissait assez peu de culture - puisque selon lui ils étaient “analphabètes” - et pourtant il leur concédait tous les pouvoirs. Donc on est vraiment au sommet de ce qu’on peut qualifier d’obscurantisme “reconnaître tout le pouvoir à quelques analphabètes” et ça au nom de la démocratie libérale de marché.

**Intervenante du public :** On a manifestement un problème d’orientation. Quand on a une orientation, une grille interprétative, comme l’a dit Max Dorra, on peut trouver des points de rencontres. Est-ce que nous en sommes réduits à ne plus être que des citoyens *spectateurs*, incapables de définir une orientation commune, condamnés à subir des jargons qui mystifient, et des grilles idéologiques imposées par d’autres ?

**Vincent Glenn :** Ce titre *citoyen spectateur*, on l’a choisi en pensant plutôt à sa dimension provocatrice. Il ne s’agissait pas de dire : « *nous ne sommes plus que des citoyens spectateurs, ça nous convient parfaitement, dormons sur nos deux oreilles* ». Il était question de rapprocher

ces deux termes, le premier étant d’une nature plutôt offensive, active, et l’autre qui exprime plutôt la passivité. Pour nous, c’était vouloir considérer un certain moment historique où le poids des informations qu’on reçoit du monde en permanence nous place dans une position qui est effectivement plus spectatrice que citoyenne, avec un fort sentiment d’impuissance. Donc on pose ce problème là, de comment dépasser, à travers l’organisation de solidarités, de solidarités actives, cette position de spectateur, et donc une certaine forme de passivité politique.

Est-ce qu’on pourrait revenir sur la première partie de l’intitulé du débat, à savoir les “*acquis* de l’individualisme”, en revenant sur ce que François Brune abordait tout à l’heure, à savoir, la notion du *sujet*. Est-ce qu’on peut définir le “sujet” comme une individualité suffisamment consciente d’elle-même pour imaginer qu’elle n’est pas nécessairement tenue de subir son destin, qu’elle peut pour une certaine part au moins le prendre en main, et notamment en s’organisant avec les autres ?

**François Brune :** Spectateur et consommateur d’image, ce sont déjà deux choses différentes. Mais ce qui me paraît intéressant, à propos de *citoyen* et *spectateur*, par rapport aux événements tels qu’ils sont présentés dans les médias, c’est qu’ils portent avec eux l’illusion que ce que je vois ne peut pas se passer de moi. Or, c’est vrai que ce que je vois ne peut pas se passer de moi comme consommateur, mais cela peut généralement tout à fait se passer de moi comme citoyen. La confusion joue là. Il y a une sorte de dévoiement du sentiment citoyen en consommation du spectacle de *l’époque*. Parce que j’imagine que j’agis sur l’époque en la regardant ! Alors qu’en fait, bien sûr je suis “nécessaire”, mais essentiellement comme consommateur. Tout à l’heure, mon voisin a dit très justement que l’idéologie, c’est vendre... C’est aussi consommer. C’est dans la sphère de la consommation qu’est réduite la liberté de l’individu. L’illusion individualiste, c’est ça, c’est “je fais ce que je veux dans le cercle privé de mes consommations intimes”. *Le politique* se réduit pour moi à une consommation privées *d’images* de la politique. Mais du reste, de la trace que je pourrais désirer laisser dans le monde comme citoyen, il n’est pas question.

Ça me fait penser à une autre phrase d’Orwell, dans 1984, à propos des quartiers périphériques, il y a cette phrase : “les prolétaires et les animaux sont libres.” Autrement dit, dans un certain périmètre, l’individu est libre. Aujourd’hui encore, dans un certain périmètre, les individus sont “libres”...

**Max Dorra :** Dans *spectateur*, il y a aussi la notion *avoir un regard*, ou l’avoir récupéré. C’est important. Et peut-être aussi, comme dans le film de Woody Allen, le fait de pouvoir à un moment, enfin, entrer dans le film. Ne plus être passif.

Le propre d’une idéologie, c’est de privilégier une seule partie du réel, une seule grille interprétative. Et pour revenir à ce qui était évoqué tout à l’heure, ce n’est pas parce que je lis Marx que je vais jeter Pascal. On doit pouvoir

tenir plusieurs perspectives en même temps, à moins de verser dans le sectarisme.

**Intervenante dans le public :** Je vais revenir peut-être à des choses beaucoup plus terre à terre. En ce moment, il y a d'une part des analyses intellectuelles intéressantes, et de l'autre côté des gens qui justement ne peuvent plus consommer, et je pense bien sûr au mouvement des chômeurs. J'ai l'impression qu'il n'y a encore que très peu de jonctions entre les deux.

Par ailleurs, je sais que certains essaient de réunir les deux, la pensée, et l'engagement sur le terrain, en associant plusieurs convictions. Par exemple, l'idée qu'on est individuellement responsable de ses actes, que l'idéologie dominante c'est le marché, et que nos dirigeants politiques ont décidé de subir cela. Donc partant de là, s'occuper des pauvres devient une action essentiellement caritative, comme si on voulait éviter de remonter aux causes.

A-t-on les moyens aujourd'hui de dire, individuellement, voilà, je ne suis plus d'accord avec cette idéologie dominante.

Qu'est-ce qui reste comme voie politique, et est-ce que c'est une voie juste de dire « *je ne suis pas d'accord avec les lois du marché* » ?

L'impression qui m'est donnée en participant aux débats qui ont lieu en ce moment, c'est qu'il y a d'un côté une parole qu'on énonce, de l'autre, des gens qui donnent leur point de vue, et assez peu de jonctions entre les deux. Chacun énonce sa vérité, et c'est cela qui me chiffonne. Est-ce qu'on peut à l'avenir avancer le chemin entre la théorie et la pratique, ceux qui expriment leur misère comme ils peuvent, et le besoin de se référer à une théorie ?

**Serge Halimi :** Il y a deux points sur lesquels je peux répondre. Vous avez dit que nos hommes politiques ont décidé de subir les marchés. Je crois que c'est plus grave, puisque depuis plusieurs années, ils ont préparé leur dictature, ils l'ont installée, ils ont systématiquement cassé tous les instruments d'actions collectives pour les livrer à des intérêts privés. On l'a vu à travers les lois de privatisation, la déréglementation, la mise à l'encan des statuts hérités des Trente glorieuses et de la Libération. On le voit à travers un exemple aussi caricatural que la privatisation de TF1 il y a quelques années. C'était livrer au marché l'un des principaux instruments de diffusion de l'information et de la culture en France. Donc il ne s'agit pas ici de s'être *soumis* à quelque chose. Il s'agit de l'accélérer précisément au nom de "l'inévitable", au nom de la "modernité". La modernité, c'est de faire comme ça, donc on va le faire, si possible avant les autres... Ce faisant, nous avons connu un certain nombre d'alternances politiques qui toutes conjuguèrent de manière assez identique "la seule politique possible". Et il est évident que cette suite de "seules politiques possibles" aboutissant au seul résultat prévisible, c'est-à-dire au creusement des inégalités et à la montée du chômage, a créé dans certaines parties de l'opinion particulièrement vulnérables un sentiment d'exaspération. Un sentiment qu'on doit comprendre, mais dont l'une des traductions les plus

nauséabondes a été la progression du Front National, qui à un certain moment, a été le seul à tenir un discours un peu volontariste du " quand on veut, on peut ", face à des partis qui ne cessaient de conjuguer leur impuissance. Il y a donc là un vrai problème, une vraie responsabilité de ces quinze dernières années dont il faudra peut-être aussi un jour écrire le " Livre noir ".

Quant aux "pauvres" et au caritatif, je pense, vous avez raison, que la manière dont le mouvement des chômeurs a été traité dans les médias était assez représentatif de cette fusion des "pauvres" et du caritatif. Chaque fois qu'on interrogeait des chômeurs - cela avait commencé au moment de Noël avec ces gens qui expliquaient qu'ils voulaient une prime de 1000 francs ou de 2000 francs pour faire des cadeaux à leurs gosses ou pour acheter un sapin de Noël - on ne les interrogeait pas comme les acteurs d'un grand projet collectif mais on les cantonnait au rôle de machines à livrer des *témoignages*. On leur demandait, « *Alors, vous avez un témoignage à nous livrer?* ».

Lorsqu'on interroge un banquier ou un industriel on ne lui demande pas de livrer un "témoignage", on l'interroge à la fois sur l'euro, sur la politique étrangère, sur le Zaïre... Mais les chômeurs se trouvaient en quelque sorte enfermés dans leur malheur, dans leur aliénation, sans qu'il semble possible une seconde qu'ils en sortent. Il y aurait pourtant eu une explication économique tout à fait simple du mouvement des chômeurs... En donnant quelques chiffres, qui me semblent particulièrement importants : le Figaro titrait il y a quelques jours "70% de pauvres en plus depuis 15 ans". Mais depuis 15 ans, il s'est passé autre chose que ces 70% de pauvres en plus... Depuis 15 ans, il s'est produit un transfert de la valeur ajoutée du travail au capital qui représente 8,9% de la valeur ajoutée. Le chiffre n'est peut-être pas en lui-même très représentatif, mais 8,9% d'une valeur ajoutée qui cette année est d'environ 8300 milliards de francs, ça veut dire plus de 700 milliards de francs qui ont été arrachés aux salariés et donc aux chômeurs pour être donnés à ceux qui détiennent des actifs financiers, c'est-à-dire environ 12 fois plus que ce que réclamaient les chômeurs lorsqu'ils exigeaient le relèvement des minimas sociaux. Alors ça, c'est une explication du mouvement des chômeurs qu'on n'a pas entendue.

**François Brune :** On peut ajouter quelque chose sur le plan idéologique : l'idée qu'un travailleur puisse ne pas avoir d'emploi apitoie certes un peu, mais c'est l'idée qu'il ne puisse pas consommer qui semble beaucoup plus grave. A la télévision, régie par la consommation de signes et d'images, effectivement, vers l'époque de Noël, on a besoin de consommer des signes d'apitoiement, que ce soit à travers des publicités pour le Tiers Monde, ou pour le chômeur, ce qui donne une sorte de bonne conscience et coïncide avec les fêtes de la consommation que sont les fêtes de Noël.

**Intervenante dans la salle :** Je voulais revenir sur le fait que M. Halimi a dit qu'on avait un devoir d'utopie. Pour-

quoi êtes vous ici, et pourquoi nous-mêmes sommes-nous là, et qu'est-ce qu'on fait finalement ?

Quand vous avez dit devoir d'utopie, que faire, la question est vaste, mais est-ce que vous pourriez y répondre un peu ? Quand vous venez ici, quel est votre but ? Vous analysez la situation, mais au delà de cette analyse, comment est-ce que vous comptez un petit peu remplir votre devoir d'utopie ?

**Serge Halimi :** Mon but, c'est de réfléchir à voix haute, d'accueillir d'autres réflexions, et d'être un peu moins spectateur et un peu plus citoyen. Là maintenant, vous me demandez que faire, c'est une question cosmique, j'ai un peu du mal à la traiter en 3 minutes. Je pourrais vous donner cent pistes concernant le "que faire". En ce moment [mars 1998], on est en train d'essayer de lancer un mouvement pour la taxation des produits financiers et contre la ratification des Accords Multilatéraux sur l'Investissement. Il y a beaucoup d'actions qu'on cherche à lancer pour arracher les autres et nous-mêmes à la contemplation morose de la "seule politique possible". Et pour se persuader que précisément, nous ne sommes pas condamnés à vivre dans le monde où nous vivons.

**Intervenante dans la salle :** Je crois savoir qu'il y a depuis quelque temps un regroupement d'économistes qui proposent d'explorer d'autres voies... Je pense que lorsque vous parlez de cette idéologie dominante qui voudrait s'imposer comme une science, c'est qu'elle est justement portée par des gens qui prétendent savoir comment ça se passe, et qu'ils donnent effectivement l'air d'avoir une science, que nous n'avons pas. Et c'est pour cela aussi que cela réussit à s'imposer.

**Serge Halimi :** Il faut alors commencer par vous persuader que la science des gens dont vous parlez est une science toute relative, un savoir-faire très expéditif, et que face à cette "science", il y a des gens qui comprennent aussi bien l'économie qu'eux mais qui ne la comprennent pas de la même manière et pour servir les mêmes. Je crois que l'essentiel est vraiment de ne pas se laisser intimider par le prétendu savoir de ceux qui ont décidé de n'utiliser leur savoir que pour pérenniser ce qui est.

**Max Dorra :** Face à Le Pen, il est nécessaire de faire des analyses justes, et le bouquin de Bourdieu, pour ne citer que celui-là, est un travail de démythification de ce qui se passe à la télé. Pour moi, ce n'est pas un « acte d'intello », c'est un acte politique important. Je pense qu'il ne faut pas opposer « les intellos aux mains propres » et ceux qui sont dans la rue en train de manifester. Je pense que chaque fois qu'il y a une analyse juste, chaque fois qu'on dévoile, qu'on montre un certain nombre de choses qui étaient cachées, on fait un acte politique.

**François Brune :** Et il est important de montrer par où viennent les sentiments d'impuissance devant le monde réel, sinon jamais personne ne se mobilisera.

**Vincent Glenn :** Pour conclure provisoirement sur la question du "que faire", ce que nous faisons ici, je pense, part d'une idée assez simple, l'idée qu'on doit pouvoir imaginer le développement de lieux, d'espaces où on s'informe autrement.

SAMEDI 7 MARS 1998 - INDIVIDU ET UTOPIE

**Quelles alternatives à l'économisme et à la course à la compétitivité ?  
Autogestions, éléments historiques et perspectives.  
Réflexions sur le développement durable.**

film : *Land and freedom*, de Ken Loach (1995)  
conférence/débat avec : Frank Mintz (historien)  
Alain Lipietz (économiste, auteur de *La société en sablier*)  
Serge Depaquit (secrétaire de l'Association pour l'autogestion, l'initiative locale, et  
l'Economie sociale)  
modérateur : Carlos Pardo (journaliste)

**Carlos Pardo** : Serge Depaquit, ancien militant communiste et responsable du PSU, vous êtes aujourd'hui membre du réseau *Icare*<sup>1</sup>. Peut-être pouvez-vous dire ce qu'est ce réseau *Icare*, et ce qu'est également l'association *Ailes* dont vous êtes un des responsables.

**Serge Depaquit** : Le réseau *Icare* s'est constitué il y a quelques années entre des associations actives dans la sphère de la citoyenneté. Nous sommes partis du constat de ce qu'on appelle la "crise des représentations", notamment de la représentation politique. Nous avons commencé à chercher comment les citoyens pourraient se mobiliser, développer un certain nombre d'actions, d'initiatives, qui visent à approfondir la démocratie. Au-delà de la démocratisation je crois que ces associations partageaient une même recherche, qui n'est pas éloignée de la démarche autogestionnaire.

Quant à *Ailes* justement, ce sont les initiales de l'Association pour l'autogestion l'initiative locale et l'économie sociale. Je ne sais pas si tous les termes sont évidents pour tout le monde mais on y reviendra.

**Carlos Pardo** : Est-ce qu'on peut tenter de donner une brève définition de l'autogestion avant de parler de l'expérience espagnole et de celles qui suivent.

**Serge Depaquit** : Je crois que le terme parle de lui même. Il y a surtout l'idée de donner le pouvoir aux gens "normaux", d'une prise de décision collective qui n'est pas réservée à un chef. Souvent, et cela a été développé comme tel, on l'a conçu comme quelque chose qui est lié aux entreprises. Evidemment l'autogestion peut se développer dans les entreprises. Mais dans mon esprit et dans celui des groupes auxquels j'ai participé, l'autogestion avait un sens beaucoup plus large. C'était au fond un dépassement de l'idée traditionnelle de démocratie. On allait plus loin que la consultation et l'expression de la volonté des gens par des représentants, c'était une forme organisée de la démocratie où, à tout moment, les individus avaient réellement le pouvoir, avaient voix au chapitre, y compris dans les entreprises. Pour nous, l'idée d'autogestion immergeait tous les

rapports sociaux. C'était donc un projet plus vaste. C'était d'une certaine façon un projet de société. Je crois qu'aujourd'hui il faut réexaminer tout cela.

**Carlos Pardo** : Frantz Mintz historien, est l'auteur du livre "*Explosion de liberté*" autour de l'expérience de l'autogestion en Espagne en 36, et de l'expérience hongroise en 1956.

**Frank Mintz** : La première chose qu'il faut rappeler, c'est qu'en Espagne il n'y a pas eu de révolution comme en France, il n'y a pas eu 1789, et il n'y a pas eu de partage des terres. Et en juillet 36, lorsqu'il y a le coup d'Etat militaire, les terres sont encore organisées sur le système du XV<sup>e</sup> siècle, hérité de la reprise de l'intégralité de l'Espagne en 1492 par les Catholiques. Le fait de vouloir prendre des terres et de les gérer était donc pour beaucoup une évidence. Il y avait une aspiration à la prise en main de la société par les travailleurs, partagée non seulement par les militants politisés mais également par les salariés.

Dans la première semaine qui a suivi la réaction victorieuse contre le coup d'Etat militaire en Catalogne, il y a eu dans de nombreux villages du sud de Barcelone, toute une série de collectivisations qui se sont faites, c'est-à-dire d'expropriation des terres des personnes considérées comme participant au coup d'Etat. Un certain nombre d'églises ont été brûlées. Tout cela dans les villages où il n'y avait aucune organisation syndicale mais où on agissait quand même au nom de l'anarcho-syndicalisme.

L'anarcho-syndicalisme repose sur une pratique d'organisation sans pouvoir centralisé, avec une rotation des tâches. C'est un syndicat d'action directe, qui se proclame ouvertement contre le capitalisme, et pour ce qu'on appelait depuis 1919 le *communisme libertaire*, à savoir un communisme organisé sur une base de libre association de différents collectifs tant sur le plan du travail que de la vie sociale. En fait, en Espagne, l'anarcho-syndicalisme a été directement liée à la collectivisation. Ce que les espagnols appelaient collectivisation pendant la guerre civile, c'est ce qu'on a appelé *autogestion* dans les années 70. J'ai publié un livre qui s'appelle *L'autogestion révolutionnaire en Espagne*, complètement épuisé depuis une quinzaine d'années, sauf en espagnol. Et d'après les études que j'ai faites, il y a eu, en prenant les différentes régions, environ 2

<sup>1</sup> Icare: Initiatives de Citoyenneté Activé en Réseau  
91Ter, rue Voltaire 75011 Paris tel: 01.43.79.09.23

millions de personnes qui ont vécu en organisant elles-mêmes leur collectif. Une organisation de collectifs qui s'est faite de façons assez différentes selon qu'ils se sont formés en ville, dans les usines et les entreprises, ou dans les villages, mais qui possédaient certains traits communs : c'était par exemple, l'égalité des salaires entre les différents salariés masculins, et plus rarement il faut le dire l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Pourquoi ? Tradition espagnole. On considérait que la femme seule avait forcément un ami. Malgré cela, l'émancipation féminine a été très forte et il y a eu de profonds changements quant aux mœurs et aux rapports sexuels. Ce n'était donc pas seulement des changements économiques, mais vraiment une volonté de changer la vie, même si cela intervenait dans un contexte où changer la vie passait bien évidemment par un bouleversement des rapports sociaux et économiques. Donc il y a eu des changements très réels mais qui se sont très vite confrontés à la guerre civile. Une guerre qui s'est instaurée entre les républicains de gauche et les communistes libertaires, les premiers n'admettant pas une société égalitaire, voulant une société hiérarchisée, où les salariés n'ont pas le droit de prendre la parole et de donner leur opinion toutes les cinq minutes... Dans ce contexte là, il faut bien dire que le parti communiste espagnol a globalisé, monopolisé toutes les couches de la société qui étaient opposées à un changement trop profond. Dans le film, il est question d'une loi républicaine qui permet à chaque petit propriétaire d'avoir une terre. C'est une loi qui a effectivement été promulguée par le ministre de l'agriculture du parti communiste espagnol Vicente Uribe, le 22 octobre 1936. Or, un des critères du parti communiste espagnol exprimé en juillet 36, c'est que la guerre d'Espagne, au fond c'est le 1789 espagnol. Avec l'idée que, l'histoire étant dialectique, passant par étapes, il faut d'abord que la révolution bourgeoise soit faite avant d'arriver à la révolution prolétarienne. C'est pour cela que les éléments catholiques, les petits patrons, ont été pressés par la propagande communiste de prendre leur carte, ce que beaucoup ont fait. Donc ce qui apparaît dans le film, cette guerre de classe, ce sont les petits patrons de gauche qui veulent reprendre le pouvoir aux travailleurs anarcho-syndicalistes.

Quant aux types d'enseignements que l'on pourrait tirer aujourd'hui, de ces expériences d'autogestion qui ont marqué l'histoire espagnole, c'est très difficile à dire...

Je pense d'abord qu'il y avait une galvanisation, une conscience populaire quant à la nécessité de changer en profondeur les rapports de classes, ce qu'on ne retrouve pas aussi fort aujourd'hui.

En Espagne entre 1870-75 et 1936, il y a eu un syndicalisme d'action directe permanent dans les villes, dans les quartiers ouvriers aussi bien que dans les campagnes. C'est-à-dire qu'en 1936, pratiquement 3 générations avaient été formées à ce type de prise de conscience, ce type de militantisme. Même dans des villages aragonnais de 2 000, 3 000 habitants, les travailleurs avaient une conscience profonde de la prise en main de l'économie, qu'ils avaient reçue de leurs grands parents et de leurs parents. C'était

quelque chose de normal. En France, aujourd'hui, 30 ans après mai 68, c'est bien sûr très différent... Il n'est pas inintéressant, de mesurer, justement, l'héritage de mai 68, qui à mon sens, a surtout consisté en un refus du militantisme, un refus de la séparation entre la vie politique et la vie personnelle, une recherche de plaisir, qui sont des aspects très profitables et très importants, mais qui n'apporte bien évidemment pas les mêmes bases que ce militantisme constant, permanent, entêté, qui était typique de la société espagnole, aussi bien pour les anarcho syndicalistes que pour les socialistes. Je pense que l'autogestion cela se murit, cela se travaille, cela se prépare sur des dizaines d'années, cela n'apparaît pas de façon spontanée, et aujourd'hui, je n'ai pas l'impression que les bases existent pour étendre largement ce type d'organisation sociale.

De même que le syndicalisme d'action directe dont j'ai parlé tout à l'heure. Personnellement, j'appartiens à la confédération nationale du travail qui organisait aujourd'hui une manifestation des chômeurs avec AC!, simple coïncidence du calendrier. Je pense que cette fonction de l'action directe on ne la connaît plus, on ne la connaît pas ou on la connaît mal. Il y a au contraire toute une série de syndicats qui fonctionnent à partir d'accords pris en haut sans aucune consultation de la base, ou des consultations bidons, avec par moment des grèves qui sont étouffées lorsqu'on redoute sérieusement que le mouvement va se généraliser. Lorsqu'on veut qu'un mouvement soit fort parce que la couleur politique du régime en place ne plaît pas, je crois qu'il faudrait au contraire essayer de galvaniser les masses en lançant des mots d'ordres de grèves syndicales durables. L'expérience espagnole peut nous inciter à populariser l'action directe, à l'appliquer et à faire en sorte que l'autogestion apparaisse dans la lutte réelle, quotidienne, et non pas comme slogan creux.

**Carlos Pardo** : Comme le thème de débat se propose de trouver des alternatives à l'économisme, on a invité Alain Lipietz qui est économiste, et qui a des responsabilités au sein des Verts. Je voudrais donc avoir une première réaction d'Alain Lipietz à cette proposition de débat.

**Alain Lipietz** : D'abord, j'ai revu le film avec un très grand plaisir, et j'ai apprécié l'extrême délicatesse de Ken Loach et sa façon de ne pas assener les choses. Dans la fameuse discussion qui occupe le centre du film, où se séparent les différents camps de la guerre civile, les arguments des modérés sont notamment présentés d'une façon digne et non caricaturale. Je reviendrais sur cette subtilité.

La thèse générale du film est extrêmement claire, à ce moment où on tire le bilan d'un siècle. Le XX<sup>e</sup> siècle est terminé à 2 ans près et on aperçoit le bilan général d'un siècle qu'on croyait devoir être le siècle de la révolution prolétarienne.

La première chose qu'il nous rappelle, je crois, c'est qu'on ne choisit pas forcément son terrain. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui ont commencé à faire la guerre. Ce sont les fascistes qui ont fait la guerre, et finalement on se tirera du fascisme quelques années après par une guerre où

un camp énorme aura du être rassemblé, allant jusqu'à Winston Churchill qui n'est pas spécialement un militant révolutionnaire.

La deuxième chose que nous dit ce film et que l'on voit clairement à la fin du siècle, c'est le caractère globalement contre-révolutionnaire qu'aura joué le stalinisme.

Après, on rentre dans les subtilités qu'il a le courage d'avancer. C'est-à-dire on ne peut pas mettre sur un même plan *fascisme* et *communisme*. Il nous présente ce dernier comme une dynamique qui part de bonnes intentions : les communistes, comme le rappelait Frank Mintz se rangent dans les rangs de gauche mais à ce moment, la ligne du parti veut qu'on s'en tienne aux exigences d'une révolution qui reste bourgeoise, puisqu'on n'a pas fait encore 1789 en Espagne, et que par ailleurs, on est en guerre et il faut gagner. A ce moment-là, la direction communiste décide pour les masses quels sont les compromis qu'il faut passer, quels sont ceux qu'il ne faut pas passer, quels sont les niveaux de la révolution qui sont acceptables et ceux qui ne le sont pas, etc... Et à ce moment-là, on entre dans un engrenage extrêmement grave qui amène le communisme à se comporter comme un autre totalitarisme et dont le bilan, comparé au fascisme, peut faire l'objet de débats éternels, surtout si on les réduit à la quantification, mais qui, il faut bien insister, ne se confond pas avec lui. Je crois que cette nuance est très importante et l'auteur du film y insiste : le personnage de Jane qui représente les modérés, qui représente le parti communiste orthodoxe, n'est pas présenté comme une brute à l'intérieur du débat. Il présente des arguments sensés. Donc, le parti communiste n'est pas comme un simple masque de gentillesse socialisante posé sur une face de brute, ce qui était le cas du nazisme qui était le parti ouvrier national-socialiste des travailleurs d'Allemagne, qui avait un masque socialiste sur une réalité presque immédiatement autoritaire. Dans le cas du stalinisme c'était beaucoup plus complexe et de ce fait probablement plus grave, en cela que ça peut sans arrêt se reproduire. Parce qu'on peut encore et toujours dire à un moment donné « *il faut gagner, donc c'est nous qui décidons qu'à partir de tel moment et dans l'intérêt de tous on va interdire telle et telle chose.* »

Comme il a été dit, je suis un militant vert, je suis même porte-parole des Verts. J'appartiens donc à un gouvernement, de coalition socialiste et communiste, qui disent : « *Dans l'intérêt général de ne pas faire monter l'extrême droite, nous prenons la décision d'expulser 75 000 travailleurs immigrés clandestins.* » Va-t-on pousser des hurlements, va-t-on partir en claquant la porte, va-t-on dire « c'est un scandale mais on reste quand même », va-t-on faire comme le héros du film, aller du côté de ceux qui refusent l'inacceptable ? Ce sont des problèmes quotidiens de la vie politique.

Maintenant, une chose dont le film ne parle pratiquement à aucun moment, c'est le contenu, c'est la terre et la liberté. A aucun moment vous ne voyez les paysans qui travaillent la terre. A aucun moment vous ne voyez la question de la liberté, sauf entre les combattants. Le seul moment où on voit les paysans en action, ils sont en débat, et divisés. Le

métayer, ce n'est pas un riche propriétaire, c'est un simple métayer qui défend lui même la position que la révolution est bourgeoise, que chacun doit avoir son lopin de terre privé et l'exploiter en son âme et conscience... Cette argumentation se confronte à d'autres paysans qui disent : "regarde à côté, où c'est collectivisé, on met des tracteurs et ça va plus vite". Autrement dit, l'argument de la collectivisation est ce que nous autres économistes appelons un argument productiviste, c'est-à-dire que "ça va plus vite". Bien entendu, le contenu de l'inspiration autogestionnaire qu'il y avait dans le mot collectivisation était beaucoup plus large. C'est-à-dire cet aspect « on se réunit, on discute ensemble, on décide et on fait les choses collectivement ». Mais le contenu même de *comment on doit produire*, à quels fins etc., n'est pas dans ce film.

Or, si le mouvement écologiste s'est séparé du mouvement marxiste ouvrier, dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle c'est à cause du contenu. Au XIX<sup>e</sup> siècle ils avaient les mêmes combats : lutte contre le travail des enfants, contre l'insalubrité des logements ouvriers - ce qui est encore le cas dans le tiers monde. Or dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en ce qui concerne les pays développés, ils se sont séparés. A cause du contenu.

Ce à quoi j'ai pu assister directement sur le plan révolutionnaire, c'est la révolution portugaise. Là j'ai vu la réforme agraire à Evora, j'ai vu les problèmes que cela posait, et la question *qu'est-ce qu'on fait de la terre* devient tout de suite - dès l'instant que cette terre a été prise aux grands propriétaires - une vraie question. Et la gestion de la terre pose de véritables problèmes qui n'impliquent qu'assez rarement la solution de la collectivisation totale. Toute une série de problèmes qui sont liés au contenu. Je crois qu'une des limites du film de Ken Loach, c'est cela, de mettre l'accent sur la forme plus que sur le contenu de la révolution. C'est un film qui est entièrement présenté comme une mémoire : une jeune fille d'aujourd'hui qui lit les souvenirs de son grand père. Or le XX<sup>e</sup> siècle aura été le siècle où la forme de la révolution aura primé sur le contenu. On veut faire la révolution, parce qu'on souffre. Pour faire la révolution, il faut gagner, il faut vraiment prendre les armes, il faut passer des alliances, acheter des armes, etc. Le film le dit très bien. Mais pendant tout ce siècle, le problème n'a finalement pas tellement été celui des défaites militaires face à la contre-révolution, mais beaucoup plus celui du contenu qu'on allait donner à la révolution, que ce soit en Russie, en Chine, à Cuba, en Yougoslavie... une fois que celle-ci s'est établie. J'ai été moi même militant proche du POUM et à la réflexion, si je suis devenu écologiste, c'est que cette séparation entre les moyens et les fins fait partie des raisons de l'échec du XX<sup>e</sup> siècle. Je ne dis pas que le rapport entre les moyens et les fins peut se résoudre entièrement par la non-violence. Mais je pense qu'une des tares du XX<sup>e</sup> siècle a été le biais militariste de tous les révolutionnaires de ce siècle qui étaient profondément liés à l'idée qu'après la révolution, ce seraient des spécialistes qui reconstruiraient le pays. A partir du moment où on spécialise le geste révolutionnaire lui-même, en en faisant un moment armé, il y a la terrible difficulté de recaser les

militaires ou les miliciens, et le siècle abonde en exemple de révolutions dénaturées de ce simple fait. Je crois qu'aujourd'hui, quand on regarde le XX<sup>e</sup> siècle dont la guerre d'Espagne est probablement le prodrome de tout ce qui va suivre, aussi bien le nazisme que le cataclysme stalinien, la question de *pourquoi ?*, de *qu'est-ce qu'on veut changer ?* et de *quel est le prix à payer pour se donner les moyens de changer ?* c'est cela qu'il va falloir reposer si on veut repartir.

Je crois que nous sommes rentrés dans un nouveau cycle, ces cycles de 20 ans où pendant 20 ans on s'enfonce dans le désespoir et l'individualisme et puis ensuite, il y a un redémarrage collectif et on repart. Il faut dire que les gens qui ont fait cette bataille, en 1936, ils étaient aussi beaucoup plus pauvres que les citoyens des sociétés occidentales d'aujourd'hui. Par ailleurs, c'est vrai qu'ils avaient dans certaines régions des traditions d'organisation très fortes, mais également extrêmement dispersées par la nature géographique de l'Espagne, par son absence d'unité politique aussi, entre la Castille, l'Aragon etc. Il y avait de très grosses divergences en termes de traditions. Je crois que nous-mêmes nous repartons d'un point très bas en terme d'organisation du collectif, mais il n'est pas ridiculement bas par rapport à nos ancêtres qui ont fait 36, que ce soit en France ou en Espagne. Nous repartons avec une certaine mémoire, des traces d'organisation, nous repartons surtout avec un niveau de vie qui n'a absolument rien à voir avec celui qui est présenté ici.

La question du contenu, ce qu'on appelle, nous les écologistes, le *développement soutenable*, est de savoir ce qu'on veut vraiment, qu'est-ce qui est solidaire pour tous les humains d'une génération et en plus valable pour la génération qui vient après ? C'est une question absolument essentielle qui a été totalement ignorée dans ce siècle puisque pratiquement on considérait que le rapport de force instantané qui habitait le travail, déterminait quel devait être le modèle de développement, sans aucun souci ni du rapport Nord-Sud, ni des générations à venir. Quant à la question « *Est-ce que c'est durable ?* », elle n'était tout simplement pas posée.

Ce qui avait été posé en revanche, et là il y a une certaine régression aujourd'hui par rapport à cela, c'est la question même du pouvoir et de l'exercice du pouvoir. Cette question, qui paraît aujourd'hui souvent trop "politique", de la structure du pouvoir.

Je crois que si elle était tellement politique à l'époque - l'option révolution autoritaire de matrice marxiste ou stalinienne, contre révolution libertaire de matrice proudhonienne ou anarcho-syndicaliste - dans les deux cas, c'était toujours par rapport à ce moment de renversement révolutionnaire, ce moment fort où on prend le pouvoir. Les anarchistes comme les anarcho-syndicalistes étant probablement ceux qui réfléchissaient le plus le rapport entre le *pendant* la révolution et le *après* la révolution. Ce qui fait que Lénine dans un de ses bouquins les plus lucide *L'Etat et la révolution* dit explicitement que sur la question de l'Etat d'après la révolution ce sont les anarchistes qui ont

raison, même si pour faire la révolution il faut une armée bien ordonnée, etc.

Aujourd'hui, on ne pose sans doute pas la question de la même façon. D'abord, on ne donne pas une telle importance à la question du moment de la prise du pouvoir. On donne beaucoup plus d'importance aux micro-transformations à l'intérieur de la société telle qu'elle est. Il a été dit, il y a un instant, que les anarcho-syndicalistes qui entrent en jeu en 1936 ont déjà trois générations de tentatives d'auto-organisation, à l'intérieur d'un système royaliste. C'est très vrai. C'est donc un long mouvement de préparation par micro-transformations avant une prise de pouvoir qui garantit que, après la prise de pouvoir, et même dans les formes de lutte pour la prise de pouvoir, on n'abandonnera pas tout à l'autorité, que ce soit l'autorité militaire ou l'autorité technocrate. Ce sont en gros les thèmes principaux qu'évoque pour moi ce film.

**Carlos Pardo** : Les rencontres *citoyen spectateur* prévoient un échange avec la salle. Alors j'espère que vous n'êtes pas autant impressionnés que moi par l'intervention d'Alain Lipietz. Je trouve impressionnante la façon dont il aborde toute les questions que l'on pensait aborder en une heure ou un peu plus. N'hésitez pas à intervenir.

On voulait également inviter à ce débat Pierre Larouturoux du *Mouvement pour la semaine des 4 jours*. Il nous avait promis un remplaçant qui n'est pas venu non plus, on est en pleine campagne électorale, alors ceci explique peut-être cela.

Hier, on avait rappelé une proposition qui avait été faite dans *Le Monde diplomatique* par Ignacio Ramonet, et je voulais profiter de votre présence pour essayer de voir comment la proposition (concrètement la création d'une organisation non-gouvernementale qui s'appellerait ATTAC) pourrait se mettre en place.

Brièvement, je rappelle ce qu'est cette proposition qu'Ignacio Ramonet avait fait en décembre dernier et qui a suscité un grand intérêt de la part de nombreux lecteurs, association et syndicats. ATTAC est une association qui prendrait la forme d'une organisation non gouvernementale, qui serait *Action pour une taxe Tobin d'aide au citoyen*. La Taxe Tobin, c'est une proposition qu'avait faite un prix Nobel américain il y a un peu plus de 20 ans, qui était de taxer, très faiblement, de 0,1%, tous les flux de capitaux qui traversent la planète tous les jours. Des études ont été faites et on a constaté que en taxant ces flux, cela procurerait quelques 160 milliards de dollars, donc 2 fois plus que la somme annuelle qui serait nécessaire à éradiquer la pauvreté extrême d'ici au début du prochain siècle. Cela paraît quelque chose d'assez simple, peut être d'assez utopique. Peut être qu'Alain Lipietz vous pouvez nous donner l'avis de l'économiste que vous êtes sur la question.

**Alain Lipietz** : Je dois dire tout de suite que la Taxe Tobin est pensée pour empêcher la spéculation. Donc les 160 milliards, théoriquement on les a la première année, la deuxième année on en a 30 et la troisième année on n'en a plus. C'est une taxe qui faite pour dissuader les gens de

spéculer et de faire circuler des capitaux. C'est un peu comme les amendes, si ça marche, il ne doit plus y en avoir. Mais c'est déjà une bonne idée, au moins pour les 2 ou 3 premières années.

**Carlos Pardo** : Est-ce qu'on pourrait envisager de la voir appliquée même pour 1 ou 2 ans ?

**Alain Lipietz** : Il y a deux sortes de flux d'investissement. Il y a les investissements à long terme. Ce sont ceux qui sortent de l'argent pour aller installer une usine Toyota en France, ou au contraire ceux qui sortent de l'argent de France pour aller installer une usine Cacharel en Thaïlande. Ceux là, c'est de l'argent qui sort une fois. Une taxe de 0,1%, ils s'en fichent, ils payent. Ça ne représente rien. Donc c'est une taxe qui ne frappe pas les délocalisations, quand elles sont productives. En revanche, il y en a qui font sortir et entrer leur capital plusieurs fois dans la même journée, de façon à jouer sur les infimes petites variations des cours des monnaies dans la journée, et même les provoquer pour ramasser la mise. La taxe de Tobin est conçue contre cela. Si chaque fois qu'ils sortent, 1 fois 0,1%, une autre fois 0,1%... ils ont déjà fait 0,5% dans la journée, même s'il ont réussi à provoquer une petite variation du cours des changes de 0,5%, ils ne gagnent rien, donc ils ne vont plus le faire. L'idée de la taxe de Tobin c'est d'empêcher le capitalisme purement spéculatif de déstabiliser les monnaies. Si cela marche, cela doit empêcher ces mouvements spéculatifs, et au bout d'un certain temps, il n'y en a plus. Il ne sortiront que pour aller s'investir. Donc la première année la taxe est là, cela rapporte de l'argent, il faut déjà qu'il y ait un bon gestionnaire qui prélève cette taxe, mais normalement si elle marche, la deuxième année il y a beaucoup moins de rentrées, et si elle marche bien la troisième année il n'y en a plus.

**Carlos Pardo** : Est-ce que le fait qu'il n'y ait plus ce type de flux financier ne serait pas déjà un remarquable acquis ?

**Alain Lipietz** : Bien sûr, et c'est pour cela que Tobin l'a proposée, et que je la soutiens, mais j'insiste sur le fait que ce n'est pas une source de financement.

**Intervenant dans la salle** : je crois que ça exigerait également de lutter contre les paradis fiscaux, ce que jusqu'ici on ne fait pas. Et ça, ça pose une série de questions qui ne sont pas prêt d'être résolues.

**Alain Lipietz** : De façon plus générale, je pense que si on cherche à nourrir des financements internationaux pour lutter contre la pauvreté, il est beaucoup plus astucieux de mettre en place des impôts stables et permanents sur l'ensemble de la vie économique des différents pays qui seraient d'accord pour procéder à ces impôts. Je prends un exemple, il y a quelque temps, il y a eu l'opération "offrir un fourneau à tout le monde". Ça n'a l'air de rien mais vous savez peut-être que la femme Tanzanienne consomme 30 fois plus d'énergie que la femme japonaise pour la

cuisson, parce que les modes de cuisson dans la plus grande partie du monde - 400 millions de foyers dans le monde - représentent une perte absolument effroyable de calories avant même que la chaleur ne touche le fond de la casserole. Et, un groupe de l'ONU avait proposé de faire un fond, qui coûterait environ 10 milliards par an, simplement pour équiper l'ensemble de ces 400 millions de foyers en fourneaux économisant les deux tiers de l'énergie. Ce n'est pas rien. La femme tanzanienne consacre 3 heures par jour pour aller chercher son bois, elle déforeste, et ensuite le malheur vient en cascade. Donc il fallait à peu près un budget de 10 milliards par an rien que pour entretenir 400 millions de fourneaux et pour cela, on a cherché des ressources stables et non pas des ressources qui sont appelées à disparaître avec la taxe même qu'on inflige.

Par ailleurs je répète qu'il faut la taxe de Tobin pour d'autres raisons : arrêter la spéculation.

**Frank Mintz** : L'année dernière, suite au renversement de Mobutu, le Zaïre est devenu le Congo, et je me suis aperçu subitement grâce à certaines déclarations officielles que l'on savait pertinemment que le dictateur précédent, appuyé par quelques puissances démocratiques, mettait toutes les aides internationales de tous les organismes dans sa poche, et éventuellement dans les banques Suisse. En fait le revenu Zaïrois était de quelques dizaines voire une centaine de francs par mois et par salarié. Donc, pour lutter contre la spéculation, il faudrait déjà que le FMI donne l'exemple en ne finançant pas toutes les dictatures du Tiers monde. Je me demande d'ailleurs là où il n'y a pas de dictature dans le Tiers monde, de façon directe ou indirecte, donc je suis assez sceptique sur cette proposition du directeur du *Monde diplomatique*.

**Carlos Pardo** : On peut aussi se poser la question par rapport à nos sociétés occidentales, où par exemple en France depuis 1974 il y a ce que l'on appelle la crise économique. Je l'ai rappelé hier mais c'est peut être bon de le rappeler encore. La production des richesses a augmenté de 70% tandis que le nombre des chômeurs était multiplié par 7. Est-ce que cette soumission à l'économie n'est pas une sorte de dictature ?

**Alain Lipietz** : Je reviens sur la question du contenu. Quel serait aujourd'hui le contenu d'un *développement soutenable*. C'est-à-dire un développement qui satisfasse les besoins de tous sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs... Là encore évidemment il y a matière à réflexion. Ce qui était au centre de la guerre civile espagnole, ne sera certainement plus au centre de ce qu'il faudrait faire en France, où pratiquement 80% des gens sont salariés, salariés urbains, salariés dans l'industrie ou dans le tertiaire, mais en tous cas ne travaillant plus la terre. Il y a 6 ou 7% de gens qui travaillent encore la terre en France, et qui sont maintenant en terme de revenus nettement au-dessus de la moyenne des travailleurs salariés ouvriers ou employés. Donc le problème numéro un pour le développement soutenable en France (puisque'il s'agit de

partager, pour reprendre la thématique implicite du film), c'est le travail. Quand on dit *partager le travail*, en fait, c'est plutôt le temps libre qu'il s'agit de partager. Pour partager le temps libre, il faut d'abord discuter de ce qui est *vraiment utile*. A une certaine époque, Guy Aznar et quelques autres avaient évalué ce qui est vraiment utile, et calculaient qu'on pouvait le faire en travaillant deux heures par jour. C'était il y a longtemps, en 1974. Si on voyait aujourd'hui combien il faudrait, peut être qu'on ne serait pas entièrement d'accord parce que d'autres habitudes ont été prises, pour définir de la même façon qu'en 1974 ce qui serait vraiment utile aujourd'hui. Mais comme la productivité a augmenté, probablement à condition d'être assez sélectif, on pourrait effectivement se contenter du produit qu'on obtiendrait en travaillant tous, deux heures par jour. Cela veut dire que ce qui est effectivement partagé c'est le temps libre. On reconvertit ces formidables gains de productivité en temps libre et on se contente de travailler le temps qui est nécessaire pour vivre. Je crois que c'est une des directions fondamentale de ce que sera le progrès au XXI<sup>e</sup> siècle. Marx disait déjà dans les années 1860 que le progrès du temps libre serait l'index du progrès quand l'automation commencera à se développer. C'est là qu'il faut être clair. Pour dire une chose comme cela, il faut dire que l'objectif c'est la liberté et le temps libre. Et les moyens de consommation, les biens de consommation, le pouvoir d'achat ne sont que des moyens de la liberté. C'est important parce quand vous voyez aujourd'hui le débat sur les 35 heures, c'est de l'étrépage pour savoir si c'est acceptable de supporter tel transfert de cotisation vers les revenus financiers, si c'est acceptable de savoir si à tel niveau de revenu c'est acceptable d'avoir 0,3% de baisse etc... Au niveau du débat actuel, on n'en est pas encore à la prise de conscience qui serait nécessaire dans le cadre d'une révolution fondée sur le partage du travail et donc de la richesse, parce qu'on n'a pas remis au centre que ce qui est important c'est le temps libre. On n'a pas encore franchi l'étape de dire que ce qui est important c'est le temps libre et le reste, on se le partage de façon à ce que tout le monde ait un revenu, tout le monde puisse faire la preuve de son utilité sociale.

**Intervenant dans la salle :** Je ne crois pas qu'il s'agisse seulement d'un partage. C'est une question plus profonde. Il y a une dimension de partage évidente, mais je crois que la réduction du temps de travail porte aussi, dans le champ du travail, sur une réorganisation en profondeur du travail. C'est tout un débat qu'on ne peut avoir ici, et je crois aussi comme Alain Lipietz que la question du temps libre est tout à fait centrale dans la société d'aujourd'hui. Mais je le dirais moins unilatéralement que lui, parce que je crois aussi que le travail est une base de notre société, et je ne crois pas, comme ça s'est beaucoup écrit, que nous sommes dans une société qui va vers la " fin du travail ". Le travail reste essentiel dans constitution de l'identité de chacun, et à mon sens, il le restera très longtemps. Ce n'est pas un hasard, lorsque l'on considère le mouvement des chômeurs, si leur première revendication c'est *un emploi*, et ça, ça a

du sens au delà de la demande immédiate, par rapport à ce qu'est la société.

**Alain Lipietz :** Le fait qu'on ne peut plus se déplacer en Ile-de-France quand il fait beau, le fait qu'en France on produit deux mille kilos de carbone par an qu'on envoie dans l'atmosphère, que cela provoque de l'effet de serre et dérègle le climat, tout cela entre en jeu si on réfléchit à un développement durable. On a calculé que pour 10 milliard d'êtres humains, on a droit à 500 kg par personne. Le Bangladesh c'est 60 kg, les Etats Unis 5 000, la France 2 000. Donc il faudrait diviser par quatre notre production de gaz carbonique pour éviter des catastrophes climatique...

On ne peut plus dire aujourd'hui qu'on assure le plein emploi à travers ce qu'on a fait jusqu'à présent. On doit dire stop on arrête. Il y a assez pour tous, mais il faut le redistribuer. Le progrès technique ne sert désormais qu'à réduire le temps de travail. Si vous vous promenez dans la Beauce, vous voyez tout de suite que cela devient un désert. Si vous allez plus loin, vous voyez que tous les paysages français sont en train de se normaliser. L'usage de la terre va devenir un des grands enjeux en France. En somme, à l'échelle du monde, tous les problèmes que posait la révolution espagnole restent entiers. Qui a accès à la terre comme moyen de production, comme moyen de vivre etc. La question de l'usage de la terre reste entière, indépendamment même de la question de la propriété... Qu'est-ce qu'on fait de la terre, comment on la cultive ? Ensuite, il y a la question du travail urbain. La réduction du temps de travail ne dispense bien sûr en aucune manière de réfléchir sur la nature du travail. Simone Weil disait *nul n'accepterait d'être esclave 2 heures par jour*. Plus on réduit le temps de travail, plus les salariés sont exigeants sur la qualité du travail qu'on fait, et sur le fait qu'il doit être intéressant, intelligent, valorisant... L'organisation du travail reste donc un problème extrêmement important. Rendre le travail intéressant, en finir avec le Taylorisme... Dire qu'on peut travailler 2 heures par jour, cela signifie qu'on élimine toute une série de travaux qui n'ont aucun intérêt.

On a parlé du partage des terres, et le partage du temps de travail en est une sorte d'équivalent. Les chômeurs et les précaires jouent le rôle des gens qui disaient « *nous on n'a rien pour manger, on n'a pas de terre* ». Et on a le même type de problème aujourd'hui où les chômeurs et les précaires disent « *on pourrait tous travailler 2 heures par jour* ». Parce qu'il y a aussi celui qui a déjà un travail et qui dit « *moi j'ai 12 423 francs, mais c'est normal parce que je suis à telle échelle de la grille de la fonction publique, et il est exclu de baisser mon niveau de vie* » etc.

Je suis de ceux qui disent qu'il vaut mieux aller plus vite sur le partage du temps libre et des emplois, et plus vite sur le partage des richesses, quitte à ce qu'on redescende assez bas dans le partage des richesses. Si on veut égaliser les revenus en France, chacun aurait de l'ordre de 10 000 francs par mois et beaucoup considérerons que c'est peu...

J'ai connu une autre époque où le plein emploi était assuré par le fait qu'on distribuait à tout le monde, y compris aux salariés, les gains de productivité.

On s'est enrichi formidablement depuis 1974, un peu moins vite qu'avant d'ailleurs, mais par contre, on ne distribue plus.

Une réponse pourrait donc être : recommençons à redistribuer, en pouvoir d'achat, comme on l'a fait dans les années 60-70.

**Serge Depaquit** : Je crois qu'une des questions posées, c'est au fond : « *qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui, de quelles expériences peut-on se réclamer pour penser l'engagement, et construire quelque chose aujourd'hui ?* » Qu'est-ce que peuvent faire les sociétés ?

Et ça me ramène à l'idée d'*autogestion*. Il s'avère que beaucoup de ses défenseurs ont aujourd'hui abandonné le terme. Rocard par exemple, qui l'avait défendu parle maintenant d'*autonomie*. Il y a de l'*autonomie* dans l'*autogestion*, mais ce n'est pas la même chose.

J'ai vécu un certain nombre d'expériences qui participaient de la démarche autogestionnaire. En mai 68, celles-ci étaient plutôt limitées, pour les raisons qui ont été dites tout à l'heure, parce que je crois aussi que l'autogestion ne se parachutait pas, même si nous étions déjà quelques uns à mettre en avant les idées et les pratiques qui y sont liées. Pour ma part, je continue de penser que le mouvement de mai 68 aurait été plus fort si on s'était plus polarisé sur des questions comme « comment on s'organise dans les entreprises ? » plus qu'à organiser la lutte contre untel ou untel.

Ayant anciennement travaillé à Prague, j'étais resté en relation avec les gens qui ont été à l'origine du Printemps de Prague, et je me suis intéressé de près aux expériences autogestionnaires qui se sont développées durant cette brève éclaircie. Je pourrais également évoquer d'autres références internationales (par exemple la Yougoslavie), avec leurs limites et leurs points d'ombre. J'ai ensuite adhéré au PSU et en suis même devenu le secrétaire national. C'était un petit parti très attaché à l'autogestion. Il en a d'ailleurs produit une conception assez précise tout en étant, par exemple, l'un des tout premiers à lancer l'idée de la réduction du temps de travail à une époque où presque personne n'y croyait. Avec le PSU, j'ai vécu de très près l'affaire de LIP, qui a été une des expériences d'autogestion les plus connues en France.

Aujourd'hui, toutes ces expériences nous apparaissent comme un peu lointaines, ou dépassées, ou mal connues, et c'est assez compréhensible. Mais au-delà de leurs limites et de leurs archaïsmes, il subsiste d'elles, l'indication d'un choix, d'une démarche qui a du sens au moment où l'on s'interroge sur la crise de la citoyenneté.

Pour revenir à la question du *contenu*, ou plutôt d'un projet qui ne soit pas totalement déconnecté du monde actuel, il me semble qu'une mise à plat des conceptions est bien nécessaire. Or, nous nous heurtons là à deux difficultés. L'une tient à l'appréhension des changements qui sont intervenus depuis l'époque que je viens d'évoquer. L'autre au fait que le siècle a été marqué par l'échec de la tentative

communiste qui prétendait changer les rapports sociaux. Or dans ce dernier cas, ce qui est en cause n'est pas l'existence ou non d'un projet, puisque celui-ci existait très clairement (propriété des moyens de production, collectivisation etc.) mais on sait également à quelles conséquences dramatiques il a pu conduire.

Aussi, à la question « *que peut-on faire aujourd'hui ?* », il est bien évident que c'est le contenu du projet qui est très clairement en cause. Transformer la société c'est avoir des objectifs sur son organisation, sur le mode de développement comme sur les rapports du citoyen à la politique. C'est d'ailleurs assez clairement exprimé dans le petit texte rédigé par les organisateurs de ces rencontres : « *comment faire de la politique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ? Avec quels objectifs, quelles formes d'organisation, de débat ?* »

Aujourd'hui, quand on dit qu'on est en face d'une crise de la représentation, cela signifie qu'effectivement beaucoup de citoyens ne se reconnaissent pas dans ceux qui sont supposés les "représenter". On en déduit un peu vite une montée de l'apolitisme, ce qui est tout à fait erroné, de nombreuses études de sociologie électorale le montrent très bien. C'est en réalité le fonctionnement du système démocratique qui est en crise par suite de la perte de sens de l'action politique.

Or le temps des modèles de société clefs en main est à l'évidence révolu. La démarche autogestionnaire implique d'ailleurs dans son principe de construction, d'avancer avec l'expérimentation.

Fidel à cet esprit, je crois aujourd'hui plus pertinent de réfléchir à ce que l'on pourrait définir comme une stratégie de changement social appuyée sur des objectifs précis et bien explicités, la perspective du développement durable par exemple ; C'est pour cela que je suis impliqué dans un réseau inter-associatif (Icare), qui se pose à la fois des questions de fond telles que les a posées Alain Lipietz mais qui portent également sur les rapports directs, concrets, des citoyens à la politique.

Pour prendre un exemple, je citerai le cas des municipalités, l'instance la plus proche des citoyens. Comment faire pour que ceux-ci s'y intéressent ? Avec les associations, nous sommes généralement dans des situations de contre-pouvoir. C'est une approche qui me semble tout à fait nécessaire au fonctionnement de la démocratie. Mais en même temps elle peut devenir stérilisante si une dynamique plus constructive n'est pas imaginée, car le rapport au pouvoir ne doit pas se concevoir uniquement dans un système binaire. Nous avons donc avancé l'idée d'une stratégie "d'évaluation des politiques publiques", autrement dit on formule des politiques, on les expose, on les discute avec le corps social, y compris en cours de réalisation afin, si nécessaire de les infléchir, voire de les modifier. Évidemment, ceci suppose la transparence de l'institution en même temps que la mobilisation des acteurs de la citoyenneté active. Il est vrai que peu de maires s'ont aujourd'hui prêts à s'engager dans une telle démarche. Mais avec ce type de revendication et d'implication démocratique, avec des citoyens qui se tiennent au courant de ce qui finalement les concerne, je suis convaincu qu'on peut rendre du sens à

la vie politique, et je me crois être très fidèle à l'inspiration de base, le choix autogestionnaire.

**Intervenante dans la salle :** Je voulais revenir sur la taxe Tobin que j'ai découverte il y a peu de temps, et que je trouve enthousiasmante, sans avoir de grandes connaissances économiques. Ce soir, j'entends le point de vue d'Alain Lipietz sur la question, et je le trouve tiède. Vous dites que la taxe Tobin, dans le meilleur des cas, ça marche pendant 2 ou 3 ans, parce qu'après, il n'y a plus de spéculation. J'avais l'impression que la spéculation était un dysfonctionnement majeur et que si la taxe Tobin supprimait la spéculation, ce serait une avancée considérable.

**Alain Lipietz :** Je suis pour la taxe Tobin. J'ai seulement précisé que ça ne peut pas vraiment servir à financer quelque chose de conséquent au plan mondial.

**Intervenante dans la salle :** J'ai bien compris. Mais même si ça ne finance pas, il faut quand même insister sur le fait que ce serait une très grande avancée, si la spéculation était éradiquée.

**Alain Lipietz :** Je vais vous donner un autre exemple. Le Tabac est taxé. Très taxé. Pourquoi ? Pour faire ce qu'on appelle des recettes de poche. Si on voulait vraiment taxer le tabac pour que les gens arrêtent de fumer, on le ferait à une taxe beaucoup plus forte. Mais cela rapporte tellement à l'Etat, qu'il ne faut surtout pas que les gens arrêtent de fumer ! Donc on fait une taxe sur le tabac pour que les gens continuent à payer les 20 ou 30 francs par jour pour fumer. Sachant que l'Etat calcule sans arrêt. Si on mettait la barre à 100 F par jour, un tas de gens arrêterait de fumer, et cela ne rapporterait plus rien.

J'ai été un de ceux qui ont introduit la taxe de Tobin en France, il y a 20 ans, à peu près au moment où Tobin l'a proposée. Mais cette idée, très généreuse, de financer la lutte contre la misère dans le monde avec une taxe qui a pour but sa propre disparition, c'est cela qui n'est pas réaliste.

Il faut donc à la fois lutter contre la spéculation et dégager des financements stables et sûrs pour aider le Tiers monde. Là encore, la question du moyen est très importante. Il faut que cela passe par des organisations non gouvernementales. La coopération d'ONG en France et d'ONG en Afrique par exemple, et surtout pas par des circuits internationaux. Donc il faut faire la taxe de Tobin, indépendamment du fait qu'elle puisse servir à aider le tiers monde. Et si on veut vraiment aider le tiers monde, il faut inventer des formes de financement qui ne soient pas appelées à disparaître.

**Frank Mintz :** Il y a une chose qui est relativement populaire en Espagne, c'est le 0,7%. C'est-à-dire que chaque entreprise et l'Etat espagnol versent 0,7% du budget pour aider le Tiers monde. Tous les Verts espagnols et tous les militants de gauche s'occupent de cela. Ceci dit, qui contrôle le gouvernement, qui verse ? On peut être sceptique. Mais je pense que c'est bien de le faire, de le propager.

Cela permet une prise de conscience, ne serait-ce que si on s'aperçoit que cela ne se fait peut-être pas aussi bien qu'on le voudrait.

**Intervenant dans la salle :** La fin de la spéculation grâce à cette taxe. Imaginons. Est-ce que vous y croyez vraiment, ou est-ce que ce n'est pas un peu comme l'histoire des pollueurs qu'on soumet à certaines taxes, mais qui continuent à polluer ?

**Alain Lipietz :** C'est exactement le même problème. Quand la taxe est trop faible, le risque est que ceux qui ont les moyens se payent la taxe.

Cela dit, la taxe de Tobin est une taxe assez puissante. Si elle est bien calculée, elle frappe les spéculateurs, mais elle ne gêne absolument pas les vrais mouvements de capitaux, ceux qui vont s'investir ailleurs. C'est d'ailleurs une de ses limites, ce n'est pas une taxe anti-délocalisation. Tobin n'est pas un révolutionnaire.

La taxe de Tobin ne vise que les gens qui déplacent plusieurs fois dans la journée, pour spéculer, pour gagner de l'argent sur les monnaies, en les déstabilisant. On reviendrait dans les situations qu'on a connu il n'y a pas si longtemps, quand il y avait le contrôle des capitaux. Le contrôle des capitaux en France a été aboli en 1989, par Bérégovoy. C'est très bien de lutter contre la spéculation qui peut déstabiliser l'économie de pays entiers à une vitesse fulgurante. Mais il faut bien voir que 98% des maux du capitalisme subsisteraient même après la fin de la spéculation sur les monnaies...

**Frank Mintz :** Il faut être pour, mais tant qu'il y aura des paradis fiscaux, des pays qui échapperont à la règle, ce sera extrêmement déstabilisant. Parce qu'on peut toujours avoir des déplacements de capitaux vers ces pays là. Or comment imposer cela à tout le monde ?

**Alain Lipietz :** La réponse tient sans doute dans le fait que les paradis fiscaux sont en général de tous petits pays. Personne ne spéculé sur la monnaie des Iles Caïmans contre la monnaie de l'Andorre. L'important c'est les capitaux qui quittent la France, pour aller aux Etats Unis par exemple, et qui vont des Etats Unis en Angleterre. Il y a donc des moyens pour empêcher le départ vers ces paradis si on le voulait vraiment.

Pour conclure, je suis pour la taxe de Tobin, je suis pour l'aide au Tiers monde, je suis pour que cela passe par d'autres méthodes que l'aide officielle, mais cela peut quand même bien sûr aussi être organisé par les institutions officielles. Je prends l'exemple du Nord, Pas-de-Calais, qui est très en avance pour la coopération décentralisée, l'aide du Nord, Pas-de-Calais à un certain nombre de villages africains est entièrement gérée par des ONG, comme *Terre des Hommes*, ou des organisations paysannes qui font de l'aide directe de paysans à paysans, et qui vont aider des villages au Mali, en Mauritanie... comme ça, on sait exactement où va l'argent.

DIMANCHE 8 MARS 1998 - INDIVIDU ET APPARTENANCE

**"La défense ou l'affirmation des identités - nationales, régionales, linguistiques, religieuses...  
- conduisent-elles nécessairement à la violence ?"**

film : *Izkor*, de Eyal Sivan, 1990  
conférence/ débat avec : Séverine Labat (politologue, auteur de *Les islamistes algériens entre les urnes et le maquis*, Ed du Seuil 1995),  
Emma Shnur (philosophe),  
Eyal Sivan (cinéaste)

**Séverine Labat :** Pour commencer, je dois dire que je n'ai jamais travaillé sur la société israélienne, mais en revanche, le film m'a renvoyée aux études que je mène sur l'Algérie depuis plusieurs années. L'intitulé du débat porte sur les facteurs à la fois culturels et éducatifs qui peuvent mener à la violence dans une société donnée. Peut-être faut-il dire d'abord que les racines de la violence actuelle ne peuvent être limitées à la seule explication culturelle ou au seul domaine éducatif, et que dans le cas de l'Algérie, ces racines se plongent quand même aussi dans son histoire nationale. Ce que le film peut m'inspirer en premier, ce sont les dangers de de l'édification et de l'instrumentalisation d'une culture nationale officielle unanime.

En Algérie cette culture nationale s'est forgée à la fois dans la guerre de Libération et depuis 1962, depuis l'Indépendance, par une conception extrêmement fermée du nationalisme qui a été véhiculée par l'enseignement. Cette conception est née dans la guerre de libération nationale puisque depuis 1962, toute l'histoire de l'Algérie antérieure à la naissance du FLN a été érudée. Cette négation de l'histoire est passée par une négation des particularismes à l'intérieur de la société algérienne. Ça a commencé par le particularisme berbère puisqu'en 1949, le FLN a été secoué par ce qu'on a appelé la crise berbériste. A l'intérieur du FLN, toute expression de tendances exprimant autre chose que le nationalisme qui était en train de se forger a été proscrite. Ça a conduit également à la négation de toute la dimension juive de l'identité algérienne puisque la présence des Juifs en Algérie datait de bien avant la colonisation et que c'est aussi une partie de la mutilation de la mémoire en Algérie. Une mémoire également diminuée par l'interdiction de toute différenciation politique à l'intérieur du parti unique et qui a conduit à ce que certains personnages-clés du nationalisme algérien - je pense à Farhât Abbâs ou à Messali Hadj, les deux pères fondateurs du nationalisme algérien -, ne soient pas mentionnés dans les livres parce qu'ils ne font pas partie de cet unanimisme de la culture officielle. Unanimisme qui s'est traduit par une instrumentalisation des deux grandes faces du nationalisme algérien, à savoir l'arabisation et l'islam.

Alors on pourra revenir sur cette instrumentalisation, mais ce qu'il faut noter, c'est que dans les années quatre-vingt, est arrivée à maturité politique la génération qui avait été formée dans le système éducatif algérien, et donc formée par cet unanimisme. Une génération qui s'est mise à revendiquer cette expression extrêmement fermée de la culture et du nationalisme et qui s'est mis également à reprocher à ceux qui en avaient été les promoteurs de ne pas se confor-

mer exactement au discours qu'ils avaient promu. Ça a donné naissance à l'islamisme qui prétend être le stade suprême du nationalisme. Un islamisme qui reprend une grande partie du discours tiers-mondiste que le F.L.N pouvait avoir, avec un discours extrêmement agressif vis-à-vis de l'Occident, et notamment vis-à-vis de la France, mais également vis-à-vis de ce qu'on pourrait nommer les ennemis héréditaires de l'Algérie et je pense notamment au Maroc. Et on retrouve dans le discours des islamistes aujourd'hui vis-à-vis du Maroc les mêmes intonations que celles des dirigeants nationalistes d'il n'y a guère. On voit finalement aujourd'hui se retransposer depuis le début des violences, en quatre-vingt douze, dans un registre paroxystique cette conception ultra-nationaliste puisque les islamistes aujourd'hui se prétendent être les "vrais" Algériens ce qu'on retrouve dans toute leur littérature.

A l'inverse, le pouvoir accuse les islamistes de n'être qu'une bande de harkis manipulés par l'étranger... Donc le thème de la main de l'étranger, qui a été omniprésent dans cette culture nationale forgée depuis l'indépendance, est repris par la nouvelle génération. Ce qu'on voit finalement, c'est que la manipulation d'une culture officielle a conduit à ce qu'aucun conflit politique ne puisse s'exprimer, qu'il soit un conflit de classe ou qu'il s'exprime sous d'autres formes : on n'arrive plus à désigner des *adversaires*, on n'arrive qu'à définir des ennemis. L'adversaire, on peut le combattre dans des luttes politiques ou via des organisations qui arrivent à médiatiser les conflits et à les décharger de leur potentialité violente. L'ennemi, au contraire, ne peut être qu'éradiqué.

Donc je crois que les violences qui agitent aujourd'hui l'Algérie renvoient en partie, à tout ce système éducatif et à cette façon dont on a instrumentalisé une certaine mémoire officielle. Pour finir je voudrais quand même assortir ce que je viens de dire de précautions, à savoir qu'est loin de moi l'idée d'évoquer une quelconque tradition historique de violence en Algérie et qu'on ne peut pas interpréter les violences aujourd'hui en Algérie que par cet aspect culturel et éducatif. Ça s'est finalement conjugué à d'autres facteurs qui ont donné le caractère explosif de ce à quoi on assiste aujourd'hui.

**Emma Shnur :** J'ai vu le film d'Eyal Sivan alors que je travaillais dans les écoles primaires comme formatrice d'instituteurs. Et je l'ai trouvé formidable ; jamais je n'avais vu ainsi examiner le rôle d'un enseignement, d'une formation de la jeunesse en vue d'un certain projet de société. En ce sens, ce n'est pas seulement un film sur la situation israélienne, la violence d'une formation nationaliste, l'ins-

strumentalisation de la mémoire, la construction éducative d'un dévouement patriotique en Israël - c'est un film sur tout cela, bien au delà d'Israël. Et c'est comme ça que j'aurais aimé le montrer dans des stages de formation sur l'enseignement de l'histoire, même si je ne l'ai pas fait beaucoup, parce qu'il était difficile, ici, de dire : « *laissez de côté la question israélienne, et réfléchissez sur une situation éducative, pour comprendre ce que nous voulons faire, ce que nous risquons de faire, et ce que nous ne voulons pas faire* ».

On sait que l'école républicaine, celle de Jules Ferry, celle qui a formé les soldats de 1914, a beaucoup contribué à forger un certain type de dévouement patriotique ; on jette rétrospectivement un regard qui peut être sévère sur l'enseignement de l'histoire de ce temps - mais on n'a pas de film qui nous rende évident ce qu'a pu être cette emprise émotionnelle sur les enfants du récit patriotique. Il ne s'agissait pas de juger Israël, mais de comprendre ce qu'on fait quand on enseigne l'Histoire, quand on travaille la mémoire, quand on forge une identité nationale à partir d'un récit historique.

Ce film est arrivé à un moment où nous étions très sensibles aux idées qui le structurent. Au moment de la sortie de *Izkor*, dans les années quatre-vingt, on avait subi de plein fouet toutes les idées des années soixante-dix. Le film montre comment des enseignants très honorables, aimant leur métier, leurs élèves et leur pays, se retrouvent à enseigner les enfants très jeunes puis les adolescents dans un noeud coulant fait d'émotion et de nationalisme, qui va mettre ces élèves en condition d'accepter dignement, voire héroïquement, de se sacrifier pour le pays, et de sacrifier, au passage, leurs ennemis. La violence de cette mise en condition de la jeunesse (ce "bourrage de crâne", comme nous disions quand j'étais lycéenne) touche une corde sensible en France : les gens de ma génération ont grandi dans la contestation du nationalisme : notre hymne d'adolescents, c'était *le Déserteur*, pas la *Marseillaise*.

Toute cette mise en cause avait beaucoup agité les gens. On ne pouvait plus faire tranquillement, avec la foi du charbonnier, l'histoire nationaliste façon petit Lavis, celle qui nous avait été enseignée et qui était désormais déconsidérée, en particulier par la prise de conscience de la décolonisation. Il y a eu aussi toute cette montée des identités régionales, minoritaires, qui contestaient le grand récit héroïque français unanime, républicain. L'histoire de France était un des piliers de l'école républicaine : la mise en cause de toutes ces certitudes en a fait une discipline extrêmement désemparée. Et on ne sait plus ni quoi enseigner, ni comment enseigner dans l'école primaire.

Le résultat le plus clair à la fin des années quatre-vingt, c'est qu'en pratique, on n'enseignait plus beaucoup l'histoire à l'école primaire. Qu'est-ce qu'on faisait ? On faisait des "sujets d'études". Essentiellement la préhistoire, les châteaux forts etc. La grande réussite de la critique des années soixante-dix, le grand champion de l'histoire à l'école primaire, c'est la préhistoire... Ça évitait les conflits.

Alors il fallait reconstruire quelque chose à partir de ça. Et donc j'ai vu ce film à ce moment-là. Et ce que je trouvais de

très fort dans ce film, c'est qu'il peut être reçu à trois niveaux, du plus singulier au plus universel. On s'attache à des singularités très bien identifiées, à des personnes : les portraits sont toujours fins, nuancés, subtils - Eyal Sivan ne caricature jamais ses personnages, il nous fait entrer par empathie dans leur vision, dans leur compréhension des situations, et en même temps, il nous révèle et leur révèle à eux-mêmes leurs failles, leurs dilemmes, leurs contradictions. A de tels personnages, on peut s'identifier parce qu'ils ne sont jamais mis à distance comme des objets, ils sont respectés dans leur subjectivité et leurs raisons, leur bonne foi - mais en même temps qu'on s'identifie, on réfléchit de façon critique, parce que justement, c'est un film, et qu'on peut observer avec objectivité des conduites en situation. C'est tout l'art de son approche des personnages et du montage, que de composer ces portraits qui permettent tout à la fois de comprendre avec une lucidité sévère qui n'exclut pas la tendresse, dans l'empathie et dans la distanciation, aussi bien les Israéliens que les Palestiniens, de sympathiser avec chacun tout en réalisant comment chacun est piégé par son idéologie. Nous n'avons pas de mot très fort pour désigner cette qualité rare et puissante qui est le contraire du manichéisme. Subtilité, sens des nuances ? Ce sont des mots faibles, qui passent inaperçus.

On suit donc pas à pas des personnages, des histoires singulières qui permettent une certaine forme paradoxale d'empathie, une empathie critique.

Mais il y a un deuxième niveau, qui est une situation particulière : un pays, une culture, un problème historique à un moment donné. Ces gens sont dans un pays bien particulier qui est Israël, et on a beaucoup de données culturelles qui font que c'est ce pays-là et pas un autre.

Et il y a un troisième niveau : il traite de problèmes qui eux sont tout à fait universels, comme le rôle de la mémoire dans l'identité, comme le rôle de l'état dans la constitution de ce récit national identitaire, comme l'instrumentalisation de la mémoire. Comme aussi, les droits de l'enseignant sur la jeunesse, la laïcité d'un enseignement. Ces problèmes sont transversaux à des tas de cultures, et l'on peut en traiter de façon philosophique, abstraite : mais si l'on veut rendre sensible ces problèmes abstraits, alors il faut en passer par des personnes singulières et par une situation historique bien particulière. C'est ça que je trouve passionnant. Parce qu'en partant de ce particulier-là ça pousse à penser d'autres situations particulières, qui peuvent être tout à fait différentes, mais qui vont devoir faire avec les mêmes difficultés, les mêmes problèmes abstraits.

Je reviens du Japon. Il y a eu aussi, bien sûr, au Japon, la constitution d'une identité nationale, et les gens continuent de se raconter quelque chose sur ce qu'ils sont, d'où ils viennent, leurs ennemis héréditaires etc. On voit bien que partout, il y a, à dose variable, une prise en charge de ce discours par l'Etat, l'éducation nationale, et à chaque fois cette situation particulière, les gens la vivent également de façon très particulière selon leur famille, leur niveau d'étude etc. Mais à chaque fois, on a ce jeu, ces échanges, ces transmissions. Et si ce film nous apprend quelque chose sur Israël en particulier, ça doit aussi nous pousser à réfléchir

comment ça se passe ailleurs, et notamment ici. Voilà, et c'est ça que j'ai trouvé formidablement stimulant.

**Intervenant dans la salle :** Ne doit-on aussi chercher les forces de son identité dans sa famille ?

**Emma Shnur :** Assurément, mais là-dessus je me sens tenue à une certaine réserve. J'ai essayé de dire en quoi le film d'Eyal Sivan pouvait nous aider à réfléchir sur l'enseignement, l'enseignement de l'histoire en particulier, dans ses liens avec la mémoire nationale, dans la mesure où j'estime que cette réflexion critique relève de ma responsabilité dans l'éducation nationale. Responsabilité qui implique certaines limites. Vous ne pouvez pas tenir, comme formateur de maîtres, un discours politico-pédagogique sur ce que devraient transmettre les familles... Ou alors vous en arrivez très vite à une prise en charge autoritaire des loisirs de jeunesse et de ce que devraient faire les familles à l'intérieur de la maison. Les familles, elles, font ce qu'elles peuvent. En revanche, ce qui se passe à l'école peut et doit faire l'objet d'un débat entre citoyens et enseignants.

**Eyal Sivan :** En ce qui concerne cette question de l'identité et le rapport à celle-ci dans le cadre de la société israélienne, je voudrais d'abord souligner la jeunesse de cette société, son côté artificiel et la vitesse avec laquelle elle a dû s'enraciner, c'est-à-dire constituer de toutes pièces son identité. En observant et en analysant la constitution identitaire de la société israélienne, on peut s'imaginer le processus traversé par d'autres nations pendant une durée plus longue et plus étalée dans l'histoire. Il y a cinquante ans la société israélienne n'existait pas. Cette nation est nouvelle, elle est née le 14 mai 1948. Avant cette date, les Israéliens n'existaient pas.

Les juifs qui habitaient ce territoire - la terre d'Israël ou la Palestine - étaient des citoyens sous mandat britannique. En 1948, à peu près au même moment que la déclaration d'indépendance d'Israël, les Britanniques quittent la Palestine, suite au vote du 29 novembre 1947, aux Nations-Unies, où l'on a décidé le partage de la Palestine et la création d'un Etat juif. Le mouvement national juif, c'est-à-dire le mouvement sioniste, déclare la création de l'Etat d'Israël et c'est aussi la date de naissance du premier Israélien. C'est David Ben Gourion, le premier chef de l'Etat, qui est le premier israélien. C'est lui qui a possédé la carte d'identité n°1.

Mais l'étiquette administrative ne suffit pas, le gros reste à faire : il faut donner un contenu culturel national à cet intitulé israélien. La langue sera l'hébreu. Or sur le même territoire, il y a un pourcentage non négligeable de gens qui sont des Arabes, des Arabes juifs comme on voit dans le film, des nord-africains ; mais aussi des Arabes musulmans et chrétiens. Ce sont des Arabes palestiniens, qui sont restés dans une partie de ce qui est devenu l'Etat israélien. Sur le contenu qu'on a donné à l'identité israélienne, il y a un livre de Tom Segev qui vient de paraître chez Calmann-Lévy sous le titre *1949, les Israéliens*.

On y voit bien, par exemple, qu'on est allé piocher dans la tradition juive et on a pris la liste des fêtes du judaïsme. Des commissions d'Etat se sont donc réunies et se sont dit « *Bon, cette fête-là nous intéresse et cette fête-là ne nous intéresse pas* ». Par exemple, la fête de *Pâques* qui existe dans le judaïsme. Dans la tradition juive, on connaît environ 1.700 ans de tradition de la fête de *Pâques*. Or, dans le calendrier israélien laïque, *la fête de Pâque* va se transformer et devenir *la fête de la liberté*, la sortie de l'esclavage vers la liberté. On est en plein dans la métaphore. La fête de Pâques qui a lieu au printemps, va aussi être appelée *la fête du printemps*. C'est un exemple de processus de laïcisation du judaïsme par l'Etat d'Israël.

Une autre fête qui existe dans le judaïsme, c'est la commémoration du jour où Moïse est descendu du Mont Sinaï avec les tables de la loi. On appelle ça *le jour de la Torah*. Et puisque ça tombe à la fin de la moisson, ça s'est transformé et c'est devenu *la fête de la fin de la moisson*, par le même processus de laïcisation, tout en restant le même jour où la tradition juive commémore la *Torah*. Je pourrais passer en revue toute une série de fêtes. Ce qui a été fait avec le judaïsme d'un côté, avec les traditions, va être fait également avec le marxisme. Puisque - on peut le rappeler - c'est un mouvement socialiste qui a constitué l'Etat d'Israël. Et on va constituer une identité qui va essayer de répondre à trois problématiques, qui sont exposées au cœur du film.

On est venus et on a construit sur cinquante ans une identité qui doit répondre à un terrible décalage d'images. Un des problèmes les plus cruciaux d'Israël, c'est que c'est un Etat qui se veut laïc. Il a été et pensé et conçu comme tel par ses fondateurs. D'ailleurs toutes les écoles qui sont filmées dans ce film, et tous les personnages - sauf un, le professeur Leibowitz - sont des laïcs. Le seul religieux qu'il y ait dans ce film, le seul homme de foi et de croyance, c'est le professeur Leibowitz. Dès son premier jour, la société israélienne entre dans une série de contradictions. Et c'est le premier facteur de violence.

D'un côté, c'est un mouvement de libération nationale, un mouvement d'émancipation, qui va constituer l'Etat d'Israël, et en même temps c'est un mouvement d'exclusion. C'est le premier paradoxe.

Le deuxième paradoxe, c'est que le sionisme se voit comme un mouvement d'émancipation ou de libération nationale et donc se construit une image idéale. Or dans les faits sur le terrain, c'est un mouvement colonial.

Et le troisième paradoxe, c'est de prétendre d'un côté être et représenter des victimes et de l'autre côté agir en oppresseurs, en bourreaux.

Si on utilise des éléments qui viennent du judaïsme, de l'histoire des nations occidentales, et de l'histoire du socialisme ou du marxisme, c'est pour se construire une vision politique de l'Etat dans lequel le facteur mémoire n'est qu'un des éléments.

En Israël, on peut observer de façon condensée un processus qui s'est fait en France sur beaucoup plus de temps. Sauf qu'aujourd'hui, on se trouve là-bas dans une situation de tension permanente entre les religieux et les politiques.

Cette grande question, qui a déjà été résolue en Occident, ne l'est pas encore en Orient.

En Israël, ce sont les laïcs qui sont les grands nationalistes. Cela crée parfois une confusion d'image quand on regarde la société israélienne à partir de la France. Les laïcs sont les grands nationalistes dans l'État d'Israël, et de l'autre côté il y a les religieux qui essaient de s'insérer à l'intérieur du politique sans renoncer au religieux. C'est dans cette tension-là que la violence a surgi, dans cette confusion, dans laquelle ceux qui sont dans le plus grand désarroi, sont les laïcs et non pas les religieux.

Les religieux juifs en Israël n'ont pas de problème de contradiction fondamentale, source de violence. La contradiction, pour la résumer en une phrase, est qu'un mouvement national, dit *laïc*, prétende "j'ai un contrat avec Dieu qui atteste que cette terre m'appartient". Cette problématique est au cœur de l'identité israélienne. La question centrale en Israël c'est cette contradiction entre une identité juive d'un côté et une identité israélienne de l'autre. Deux identités qui ne peuvent pas cohabiter.

**René Vautier :** Je pense qu'il faut établir un rapport entre la discussion et les images, c'est-à-dire entre les films et les gens qui sont derrière la tribune et qui nous apprennent des choses effectivement très intéressantes. L'histoire des images permises et des images interdites permet aussi quelquefois de montrer à quel point la culture est en train de se fossiliser, dès qu'il y a une indépendance à défendre.

Quand on a fait les premiers films avec mes étudiants algériens à l'*Institut audiovisuel d'Alger* en 62, on s'est aperçus tout de suite qu'il n'y avait aucune présence de l'Algérien dans le cinéma français. Et la première parole de l'actuel directeur de la cinémathèque algérienne, Boujemah Kareche, a été : « il n'y a jamais un Algérien en tant tel dans les films français d'avant 1962 ». Même dans *Pépé le Mokko* qui est tourné théoriquement à Alger, le rôle de l'Algérien - un traître évidemment -, est tenu par un Français. Il n'y a aucune possibilité d'expression d'une identité algérienne dans le cinéma de l'époque.

Quant au cinéma israélien, un jour, j'étais à un festival à Vittel et j'ai vu arriver un film que j'ai trouvé assez passionnant : *The House*.. Le réalisateur était arrivé avec le film sous le bras parce que le film qu'il avait tourné pour la télévision israélienne était interdit en Israël. *The House* était l'histoire d'une maison, et l'intérêt, était que le réalisateur avait essayé de filmer un dialogue et non pas un duel. Les Arabes chassés par la guerre, revenaient pour essayer de racheter leur maison, mise en vente par l'état d'Israël, sous conditions. Le film était très émouvant. Mais délégation officielle israélienne présente au festival a dit : « *si ce film-là passe, nous nous quittons le festival* ». Le comité de direction a répondu : « *écoutez, allez-vous-en, parce qu'on ne peut pas admettre une censure de ce genre* ». Et la deuxième réaction a été : « *attention, vous êtes la fille de Trigano, si vous provoquez le clash en passant ce film à l'intérieur du festival, nous faisons fermer le camp du Club Méditerranée en Israël* ».

Je voudrais dire quelque chose sur le plan de l'Algérie. J'ai été amené à partir, simplement parce qu'en France on me reprochait d'avoir fait *Une nation l'Algérie* dans lequel, en 1955, je disais : « l'Algérie sera indépendante ». C'était un film sur la conquête de l'Algérie en 1830. Je suis donc parti sur un coup de colère tourner aux côtés des Algériens. Il se trouve que depuis, je me suis aperçu qu'il était impossible en France de créer un dialogue. Et quand on parlait tout à l'heure de violence, en disant qu'elle n'était pas inhérente à l'Algérie, il y a une chose qui empêche en fait d'aborder ce problème en dialogue. Le refus n'est jamais venu au départ des Algériens, mais presque toujours du côté français. Le premier film qu'on a tourné avec des élèves algériens, *Peuple en marche*, devait être agrandi en France au laboratoire LTC. Il a été détruit par la police française en 1965. Il commençait par « *Nous voulons bâtir un pays libre. Venez nous voir chez nous pour voir nos difficultés et ce que nous allons faire.* ». On nous a proposé ensuite, avec des excuses, le même métrage de pellicule vierge !

Et depuis, il y a eu un refus constant - malgré une demande algérienne - de faire des films sur l'histoire vécue en commun pendant cent trente ans, et qui présenteraient quelque chose qui puisse être admissible des deux côtés. Et je crois que dans la violence en Algérie aujourd'hui, il y a aussi une violence qui est provoquée par une sorte d'absence de réponse. L'impossibilité de développement et de contacts avec d'autres pays a contribué à ce qu'à l'intérieur même de l'Algérie, les gens se sont tournés vers la religion à partir du moment où toutes les autres possibilités d'équilibrer la vie dans ce pays ont été refusées par l'extérieur. Le recours à la violence et le recours à la religion sont deux choses qui procèdent l'une de l'autre.

**Séverine Labat :** Oui je suis tout à fait d'accord avec vous. Je parlais tout à l'heure de mutilation de la mémoire. Cette mutilation, elle a été opérée de part et d'autre. L'historien Benjamin Stora a bien montré que des deux côtés de la Méditerranée il y avait un passé mal assumé. Mais tout à l'heure, quand je parlais de tradition historique de violence, c'était pour le réfuter, parce que je ne crois pas qu'on puisse dire qu'un pays est voué historiquement, structurellement, à la violence. Les racines de la violence ne sont qu'historiques.

Il y a aussi des phénomènes sociaux qui sont directement à l'origine des phénomènes de violence auxquels on assiste et l'aspect autoritaire de la construction de la culture nationale n'est qu'un facteur parmi d'autres qui vient se surajouter. C'est-à-dire qu'il permet, comme vous disiez tout à l'heure, une réactivation paradoxale de la mémoire au sens où je disais tout à l'heure : l'état accuse souvent les groupes islamistes armés de n'être formés que de harkis. Et les islamistes traitent très souvent l'Etat de colon... Donc on voit qu'on est dans un type de discours qui montre que la question nationale en Algérie n'a pas été encore réglée. Pour de multiples raisons, en raison de l'histoire coloniale de l'Algérie, d'une histoire qui a été fortement manipulée... Et c'est là où je pense que la comparaison avec Israël est valable. Dans les deux cas, le processus de construction

d'une culture nationale a dû se faire extrêmement rapidement. Je ne dis pas que c'est parti ex-nihilo. Mais en gros, si on lit les livres d'histoire en Algérie, l'histoire commence en 54... Et il y a une complète négation de ce qui a pu se produire avant. Négation du passé colonial qui a de ce fait laissé de côté une partie de la culture nationale algérienne. On ne peut pas rayer cent trente ans de présence française comme ça.

Cette culture nationale algérienne, elle est aussi le produit de la présence juive en Algérie, elle est le produit de la culture berbère, elle est le produit aussi de l'Islam, elle est aussi le produit de la langue arabe. Mais l'autoritarisme et le volontarisme de la construction nationale ont fait qu'une grande partie a été occultée.

**Eyal Sivan :** Je voudrais réagir sur la question de la censure, sur les interventions des autorités israéliennes pour interdire des films. Vous avez parlé des images permises et des images interdites. Pour prendre un exemple facile, *Izkor, les esclaves de la mémoire* est un film interdit en Israël. C'est un film qui a été fait, non pas grâce, mais malgré la démocratie israélienne. Mais ça ne témoigne en rien de son existence réelle, puisque ce film existe dans la société israélienne, circule dans les écoles, ou ailleurs, en permanence... Et pourtant, officiellement, il est interdit. Il est interdit de projection, de télévision, de sortie en salle et de tout ce qui est officiel, ou à peu près.

Vous parlez de l'image de l'Algérien absent. A la limite, je dirais ce n'est pas un problème, l'existence ou la non-existence de l'image. Je dirais que le risque, c'est qu'on peut facilement basculer dans ce que qu'on essaie d'enseigner aux enfants dans *Izkor*, c'est-à-dire : "je ne suis plus ce que suis, je suis ce que les autres m'ont fait, ou encore, je suis ce que les autres sont en train de me faire." C'est-à-dire que je ne me défini pas par mon action elle-même. Et c'est pour ça que je veux faire un rappel quand vous parlez de l'image. L'Algérien existe - ne serait-ce que par défaut - dans tout le cinéma français des années cinquante, par sa non-existence. C'est là qu'il existe. A la limite, la non-existence de cette image, selon moi, est complètement cohérente avec ma perception de ce qu'est l'image. Et c'est ce qui m'intéresse dans une rencontre comme ces journées qui sont organisées ici. Cette manifestation *Citoyen Spectateur* le rappelle, je crois, d'une façon assez systématique : *l'image est le témoignage d'un acte de censure majeure*. C'est-à-dire que pour faire une image, il faut prendre quatre caches et *cadrer* quelque chose. Voilà... Ça, c'est l'image. Si on ne met pas quatre caches sur une partie de la réalité, on n'a pas de cadre et si il n'y a pas de cadre, il n'y a pas d'image. Donc, à partir de ce constat, le travail à faire, en tant que spectateur, c'est de se rappeler que ce qu'on voit sur l'écran, c'est ce qu'on voulait nous montrer sur l'écran, pour un certain nombre de raisons. C'est un travail actif que de voir comment bouger le cadre et dévoiler une autre partie de cette réalité cachée. Venir, constater et dire : "Mais on ne nous montre pas ça !" , c'est une évidence. Il y a énormément de choses qu'on ne nous montre pas, et je

crois que c'est l'essence même de l'image. Quand on dit cadre, on dit censure.

**Vincent Glenn :** Je voudrais essayer de *recadrer* un peu parce qu'effectivement, il s'est dit beaucoup de choses intéressantes. Par quels mécanismes la défense ou l'affirmation des identités peuvent conduire à la violence ? Emma Schnur, vous aviez commencé à développer des idées à partir de cette question. Est-ce que vous avez des éléments de réponse par rapport à cette question ? Et notamment, concernant cette notion de mémoire qui est un peu au cœur de la discussion depuis tout à l'heure et surtout à l'intérieur du film ?

**Emma Schnur :** La question oriente trop la réponse. Il y aurait ainsi une mauvaise affirmation de l'identité, une conception exclusive de la mémoire qui conduirait à la violence ? Nous avons grandi dans cette critique du chauvinisme. Mais il y a un cercle : c'est aussi la violence qui pousse à une certaine façon de gérer l'identité. Je vais dire quelque chose qui va peut-être un peu choquer mon voisin... Si on se met dans une perspective de constructeur sioniste, le type d'éducation qu'on voit dans le film est le moyen le plus efficace, voire le seul, pour mobiliser une nation en armes. Ils n'ont pas le choix, ils sont en guerre, donc il faut prendre les gamins tout petits de telle façon qu'à 18 ans, ils puissent partir risquer leur vie. Alors, bien sûr, vu de France, surtout par des gens de notre génération, c'est très choquant, et que ce soit clair : je déteste cette façon de faire, qui heurte mon éthique d'éducatrice, ma conception laïque du métier d'enseignant. En plus, comme toute une partie de ma famille est morte dans les camps d'extermination, je déteste cette façon de capter et de canaliser une mémoire collective pour justifier une politique inacceptable. Mais, avant de donner des leçons, disons-nous aussi que notre réaction tient aussi beaucoup à notre situation française actuelle, marquée par la paix de longue durée et la sécurité ; il ne nous est pas difficile de critiquer les modes d'éducation qui fabriquent de la chair à canon, et c'est une critique profondément inscrite dans nos traditions. Mais lorsqu'un pays est, ou se perçoit (à tort ou à raison), comme menacé dans son existence, il n'est pas étonnant qu'il mette en place des systèmes d'enrôlement de la jeunesse dans des engagements patriotiques : en ce sens, l'éducation c'est la continuation de la guerre par d'autres moyens... Ce n'est pas, en l'occurrence, l'affirmation de l'identité qui conduit à la violence, mais la violence d'une situation qui conduit à traiter l'identité de façon orientée vers la défense de la nation, à mettre la mémoire au service d'une dette envers des martyrs, en vue d'un sacrifice à la nation qui répare la shoah. Certes, c'est un processus circulaire, car à un moment, c'est aussi cette forme d'identité et d'éducation qui crée de la violence et les conditions de perpétuation de la violence. S'agissant d'Israël, on ne peut pas tenir un seul des aspects.

**René Vautier :** Si on suit cette logique, on doit se demander comment les autres peuvent ne pas être terroristes... Ils

n'ont pas d'autres moyens de se battre qu'avec des pierres. Ils arrivent quand même à obtenir quelque chose de leur combat, et ensuite, il y a un changement de gouvernement israélien qui dit : *tout ce qu'on a dit hier on ne le fera pas*, alors maintenant qu'est ce qui leur reste ?

**Eyal Sivan :** J'ai le sentiment que nous sommes tous d'accord ici pour dénoncer la violence terrible exercée sur les Palestiniens par l'Etat d'Israël. Et je fais là une petite parenthèse pour préciser que le film a commencé à se réaliser avec l'Intifada, avec le soulèvement des Palestiniens dans les territoires occupés. Les soldats qui, à ce moment-là, participaient à la répression dans les territoires occupés, c'étaient mes amis d'école, ma génération. Chaque génération en Israël a eu sa guerre. Il y a ceux de 48, ceux de 67, de la Guerre des six jours, ceux de 73. Et nous, ceux de 87. En fait, on a eu deux guerres : la Guerre du Liban en 82 et l'Intifada, où les combats ont été les moins glorieux pour les Israéliens. J'ai commencé à faire ce film en me demandant comment il était possible que mes copains dits « de gauche » participent à une telle répression dans les territoires occupés.

Si on essaie d'en comprendre les racines, on voit bien que l'édification d'une conscience nationale israélienne s'est fondée sur une martyrologie. C'est-à-dire une double programmation des citoyens, à la fois dans l'idée qu'il faut se défendre, mais également dans le martyr. Todorov parle des *abus de mémoire* et ça, c'est un début de réponse à la question sur les mécanismes qui génèrent la violence. Ce n'est pas la mémoire tout court qui, bien sûr, sert de ciment à toute construction nationale. Non, ici il s'agit d'abus de mémoire qui peut aller jusqu'à exercer la violence sur soi-même. Et même perdre une guerre ne serait, finalement, pas si grave parce que ça cautionnera l'image qu'on a de soi-même, c'est-à-dire l'image de celui qui souffre parce que les autres veulent qu'il souffre. Et c'est là aujourd'hui le grand problème, c'est dans cette attitude suicidaire. Ce n'est pas par hasard qu'un des symboles fondamentaux, un des piliers de la société israélienne s'appelle *Massada*. Et là, il ne s'agit pas du tout de mémoire puisqu'il s'agit d'un mythe. *Masada* c'est quoi ? C'est l'histoire de gens qui ont résisté lors de la révolte de Judée contre Rome, résisté jusqu'à se suicider pour ne pas devenir les esclaves des autres. C'était donc un héroïsme de gens ultra-libres, des gens qui ont opté pour la liberté jusqu'au suicide. Sur le plan de la mythologie historique et symbolique, c'est magnifique. Mais on peut se poser la question, si cela avait été l'action de tous les Juifs, cette action du suicide, où en serait aujourd'hui le judaïsme ?

J'oppose cette attitude suicidaire à ce que Vidal-Naquet a nommé le *bon usage de la trahison*. La trahison, c'est intégrer qu'à un moment donné, refuser un certain patriotisme peut devenir le vrai patriotisme. Pour moi, la question n'est pas : est-ce que l'Etat d'Israël est un état militaire ou pas ? Jusqu'où peut aller une conception de la défense qui se révèle en réalité une conception de destruction et d'autodestruction ?

**Intervenant dans la salle :** Je voudrais poser une question à Emma Shnur. Vous parlez de conditionnement obligatoire tout à l'heure, que l'Etat d'Israël n'a pas le choix, et je n'arrive vraiment pas à saisir ce que vous voulez dire. Je ne suis pas du tout d'accord avec le conditionnement obligatoire. On peut cultiver sa propre identité sans vraiment être sectaire. Ce n'est pas pour cela qu'on ne peut pas être ouvert.

**Emma Shnur :** J'essaie seulement, lorsque je suis amenée à dire quelque chose sur le Moyen Orient, et c'est plutôt un sujet que j'évite, de ne pas faire comme si l'on pouvait donner des bons points aux gentils et des mauvais points aux méchants, en restant tranquillement en France. Je trouve cette histoire tragique et je n'ai pas de conseils à donner ni aux uns ni aux autres. Un pays qui est en complète sécurité peut se donner des moyens d'éducation plus démocratiques et plus libéraux. Mais dès que vous voyez un pays qui est menacé et en guerre, il y a un moyen très efficace de mobiliser des gens, jusqu'au dernier, jusqu'au sacrifice, et d'obtenir que les gens partent à 17 ans la fleur au fusil : dès deux ans vous commencez à les conditionner. Ce n'est pas pour dire que moi j'apprécie le conditionnement obligatoire. C'est pour dire que cyniquement je trouve que c'est un moyen, très efficace, de politique militaire. Je n'ai pas envie de recommencer le procès d'Israël parce que je trouve que c'est compliqué et qu'il faudrait dans ce cas-là recourir à des d'arguments historiques qu'on ne peut pas développer ici...

**Eyal Sivan :** Juste une conclusion, en réaction à la dernière phrase d'Emma Schnur sur le *procès d'Israël*. Je ne suis pas un défenseur d'Israël, mais je crois que c'est un procès stérile. Dire qu'Israël est un état colonial, ce n'est pas vraiment une découverte, et ça ne fait pas avancer grand-chose. C'est comme de poser la question de la légitimité d'Israël, ou de savoir s'il y avait le choix ou pas. Il me semble plus important de se poser la question en termes d'intégration. L'intégration d'un groupe de gens qui se sont donnés une identité nationale, même guerrière voire fascisante, à l'intérieur d'une région donnée qui est le Proche-Orient, et qui n'a pas vraiment à être fier de ce qu'il est aujourd'hui. Dire de l'Etat d'Israël aujourd'hui qu'il est un intrus colonial - ce que je crois personnellement - n'a pas de sens si on ne remarque pas qu'il est à l'image du désarroi total de toute la région qui l'entoure. Le régime fascisant israélien n'est pas fondamentalement différent du régime fascisant algérien, jordanien ou irakien. On peut donc dire que, malheureusement, l'intégration de l'Etat d'Israël au sein de la région s'est faite à l'image de cette région. Et c'est de ça qu'on veut chercher à s'arracher. C'est-à-dire l'arrachement d'une certaine conception de l'autre, car aujourd'hui on peut dire qu'Israël est intégré pleinement dans cet Orient tel qu'il est, et c'est ça qui est terrible.

DIMANCHE 8 MARS - INDIVIDU ET APPARTENANCE

### Mouvements sociaux et actualités syndicales

film : *Dans la rue - novembre décembre 95*, de F. Guillemin et M. Lheureux, 1996

conférence/débat avec : Jean-louis Frisulli (Sud 93)

Gilles Balbastre (Journaliste reporter images, auteur de *journalistes au quotidien*)

Catherine Lévy (sociologue)

modérateur : Pierre Contesenne (*Droits Devant !*)

*La séance a été ponctuée d'extraits de reportages projetés et commentés par Gilles Balbastre*

**Pierre Contesenne :** « *La baisse des effectifs des syndicats et des partis politiques est-elle le signe d'un affaïssement de la conscience civique, d'un essoufflement de la démocratie ou bien l'engagement des citoyens prend-il d'autres voies ? Face aux nouveaux défis d'organisation et de répartition des richesses, d'invention de notre environnement et de nos vies, le foisonnement associatif est-il une force ou une faiblesse ?* » Vaste débat. Peut-être Catherine Lévy peut-elle recadrer dans une dimension historique ce questionnement sur l'évolution récente du syndicalisme, et son rapport au mouvement associatif qu'on voit apparaître sur la scène politique depuis quelques années.

**Catherine Lévy :** Il me semblait que pour étudier la crise du syndicalisme, il n'était pas complètement inutile de repartir de la création des syndicats en 1884, c'est-à-dire à la naissance du *droit d'association sur le lieu de travail*.

L'histoire du syndicalisme français, qui est liée à l'histoire de la représentation de la classe ouvrière, est assez différente de ce qui a pu se passer dans les autres pays d'Europe. La classe ouvrière telle qu'elle s'est formée en France, a toujours été extrêmement hétérogène, à l'inverse de l'Angleterre ou même de l'Allemagne, où l'on trouve, par exemple, une très forte hérédité ouvrière, avec par exemple des familles de mineurs qui restaient dans le même secteur pendant plusieurs générations.

En France, il y a plusieurs vagues de mise au travail des paysans, l'industrie française s'installant d'abord dans les campagnes. Cela crée une population de travailleurs qui sont à la fois paysans et ouvriers, et cela dure longtemps, jusque dans les années 30. Il y a aussi des vagues d'immigration, qui viennent soit d'Europe soit du Maghreb, avec les premiers ouvriers maghrébins qu'on fait venir dès le début du siècle et qui sont mis au travail dans les usines de Marseille, puis dans d'autres régions, dans la sidérurgie et les mines de Lorraine. Et ces vagues d'immigration italienne, polonaise, maghrébine, etc. vont se retrouver dans tous les secteurs ouvriers.

Les bastions ouvriers naissent sur les lieux des productions industrielles, l'automobile, la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, le textile... Lorsque la concurrence internationale conduit les entreprises à délocaliser et à s'installer dans le tiers-monde, on a l'impression que la classe ouvrière disparaît, et qu'en même temps le syndicat s'écroule.

C'est sur cela qu'il faut réfléchir. Car si la classe ouvrière n'a jamais été homogène, elle a eu pendant longtemps une représentation syndicale qui correspondait à un certain type

d'ouvrier et de revendications. Il faudra attendre le grand mouvement social de 68 pour qu'il y ait une modification sensible de l'action syndicale. Ce n'est qu'à partir de là qu'elle a commencé à s'intéresser de plus près aux conditions de vie des salariés, à prendre conscience de la féminisation de la classe ouvrière, et à se rendre compte que les revendications des ouvriers immigrés n'étaient peut-être pas rigoureusement identiques à celles d'un prolétaire français né à la Courneuve ou dans le Nord.

Après 68, il commence à y avoir une première inflexion, mais il faudra encore attendre une dizaine d'années pour que les syndicats prennent en compte le fait que les salariés peuvent être porteurs de revendications autres que défensives. Le syndicalisme, il ne faut pas l'oublier, avait été le grand acteur et promoteur de toute la législation sociale. Mais, ayant par la suite en charge la gestion des conflits, la négociation etc., il restait depuis 1970, dans une position défensive. Puis la possibilité de faire des propositions et des contre-propositions est apparue. Cela n'a pas eu de véritable efficacité, sans doute parce que les lieux où les bases syndicales étaient les plus fortes étaient aussi les lieux où elles étaient les plus soumises à des licenciements et à des fermetures d'entreprises. Les contre-propositions sont arrivées un peu tard. Ceci étant, on peut dire à la décharge des syndicats qu'il n'est jamais vraiment facile d'être en avance sur l'évolution économique et d'imaginer des solutions pour les dix ou vingt ans qui viennent. Mais si on pense par exemple à la sidérurgie ou au textile, les solutions de rechange n'ont pas été suffisamment portées. Et il y a eu toute une série de décalages entre ce que proposait la base, ce que proposaient les directions, et la rapidité avec laquelle les choses se sont faites, autrement dit la rapidité des décisions prises par Bruxelles et leur application par le patronat...

Il y a eu aussi des divisions au sein des syndicats qui se sont accompagnées de l'apparition de syndicats autonomes : les syndicats Sud, entre autres, mais avant, il y a eu des syndicats de lutte des travailleurs, le syndicat des banques, toute une série de mouvements qui se sont autonomisés par rapport aux grandes centrales. Il y a eu aussi le mouvement des coordinations, tous les mouvements dans le tertiaire, essentiellement menés par des femmes syndiquées, souvent en décalage avec leur confédération (par exemple : *les Nouvelles Galeries* dans l'Est, ou l'histoire de *Lip* en 1973, avec une auto-organisation au sein de l'entreprise). Donc, globalement, il y a eu des mouvements diversifiés qui ont commencé à naître et qui ont été porteurs de nouvelles pratiques de lutte et d'une conception plus « composite » de

la *classe ouvrière* autrement dit, la conscience qu'on a affaire à un ensemble de salariés dans des secteurs différents qui doivent à la fois être porteurs de quelque chose d'un peu général et en même temps, être ancrés sur leur réalité propre.

Parallèlement à ce foisonnement syndical, il y a eu un foisonnement associatif à l'intérieur duquel il faut faire une différence fondamentale entre d'un côté les associations de lutte, et de l'autre, les associations dites caritatives. L'engagement des unes et des autres n'étant pas de même nature.

Les associations de lutte, telles qu'elles se sont développées depuis les années 90, se sont appuyées sur l'accès au droit : droit au logement, droit à un revenu garanti, droit à un emploi, droit des sans-papiers, des étrangers... Et il faut d'ailleurs souligner que l'ensemble des actions qui ont été menées sur ces terrains entre la fin des années 80 et 95 n'ont pas été proprement associatives, mais très soutenues et encadrées par les syndicats minoritaires.

C'est ce mélange entre syndicats minoritaires et exclus des droits, qui a fait de 1995 la synthèse de ce que les salariés et ceux qui avaient été en dehors des droits des salariés pouvaient effectivement gagner ensemble. Des syndicats minoritaires et associations de luttes qui portent donc une toute autre conception de la classe ouvrière et des revendications.

**Pierre Contesenne** : Jean-Louis Frizuli, que diriez-vous en tant que syndicaliste et comme acteur du mouvement social, de ces pôles de convergences qui se mettent en place entre les syndicalistes et les militants de luttes contre le chômage et l'exclusion.

**Jean-louis Frisulli** : Il y a deux phénomènes essentiels dans la crise du syndicalisme. Le premier, la perte d'espoir pour un socialisme incarné par des pays comme la Chine ou l'URSS, et le deuxième, la déception de la gauche au pouvoir en 81. En 1985, une grosse partie des salariés syndiqués n'ont pu que se rendre à l'évidence sur la façon dont la gauche gérait le pays. Le syndicalisme a eu beaucoup de mal à évoluer, à trouver des marques, par rapport à la nouvelle situation politique et économique. Nous, au syndicat Sud, ce qui a donné un fort élan à la prise de conscience, c'est la façon dont le pouvoir traitait les droits fondamentaux, comme le droit à la retraite. L'arrogance de Juppé à beaucoup aidé à cette prise de conscience, parce qu'en plus, il y mettait la forme. Par ailleurs, s'il y a bien eu un virage au niveau du syndicalisme, je ne suis pas sûr comme Catherine Lévy, qu'on puisse parler d'un véritable foisonnement de syndicats. Ce qui est sûr, c'est que 1995 a été un événement où les gens ont eu envie de faire autre chose. On est peut-être dans une phase de désyndicalisation des organisations classiques, mais en même temps, dans une phase parallèle de recherche, de réflexion qu'a porté le mouvement de 95. Sur le fond, ça signifie qu'on n'accepte plus le libéralisme et les ravages qu'il fait dans la société avec la compétitivité, la rentabilité, qui touchent et remettent en cause des droits fondamentaux comme le droit de séjour, le droit à la santé et au logement...

**Pierre Contesenne** : À propos de la perception qu'on a de l'évolution du syndicalisme, des recompositions qui se font ou s'annoncent plus ou moins, du rapport avec le mouvement associatif qui défend les chômeurs et les exclus, il faut aussi considérer le rôle déterminant des médias.

En 1995, ils ont globalement présenté un mouvement corporatiste, se saisissant du prétexte que les cheminots défendaient effectivement leur métier. Et on a brocardé les syndicats, en allant jusqu'à survaloriser, comparativement, les associations... Les champs d'intervention sont-ils pourtant si différents ?

**Gilles Balbastre** : Je suis journaliste et j'ai passé cinq ans au bureau de France 2 à Lille, entre 1990 et 1995, juste avant le mouvement de décembre...

J'habite à Lille et j'ai été frappé en 95 par le peu de manifestants dans le Nord : quand il y avait 120 000 personnes à Marseille ou 70 000 à Bordeaux et à Toulouse, la plus grosse manifestation à Lille a fait 35 000 personnes, dans une région où la crise, la misère et la précarité veulent pourtant dire quelque chose. J'ai été frappé par la difficulté de mobilisation dans une région qui est d'une part traditionnellement à gauche, en tout cas d'une certaine gauche, le P.S. étant très présent, et d'autre part une région où la crise a frappé les grosses industries, les bastions syndicalistes. Dans ce contexte, 35 000 manifestants à Lille, une métropole d'un million d'habitants, c'est très peu.

Pendant les cinq ans où je suis resté au bureau de France 2, avec toute la relativité du travail qu'on pouvait faire, rapidité, survolage de l'information, j'étais frappé par la misère et la trouille des gens, qui étaient le plus souvent complètement désabusés.

Donc pour en revenir au problème de la médiatisation, on peut effectivement d'abord relever que les journalistes sont souvent sur le registre de l'antisindicalisme primaire. Et on touche là un problème de recrutement, surtout à la télévision, les journalistes étant recrutés dans une classe sociale petite-bourgeoise, où la conscience de lutte et la conscience de classe, sont devenus des mots assez lointains. Si on ajoute à cela deux années de formatage à l'école de journalisme, il n'est pas étonnant qu'ils soient quelque peu décalés face au mouvement de 95... Tout en étant certainement de bonne foi, et en parlant au nom du peuple, ou tout au moins d'une opinion publique, ils produisent une représentation assez étriquée du monde ouvrier.

Dans un article du *Monde diplomatique*, "*La classe ouvrière privée de télévision*", j'avais analysé le 13 heures de TF1. Je montrais que la représentation de la classe sociale "populaire", c'est souvent le petit commerçant... Ou encore, à la fin du 13 h, il y a souvent un reportage, assez long, sur le dernier fabricant de cloches dans le Béarn, avec un béret, une gitane maïs, et en plus, le pauvre ne trouve pas de remplaçant, avec tout le chômage qu'il y a, etc. Par contre, des mines de Lorraine qui vont fermer, on n'en parle pas. On commence à en parler quand elles ont fermé. Il y a certes eu des « envoyés spéciaux », et Germinal, qui a généré pas mal de reportages. Mais le mouvement général reproduit un peu la phrase de Certeau lorsqu'il dit que c'est

quand une culture populaire est éteinte qu'on commence à s'y intéresser, parce qu'avant elle fait peur.

C'est une des raisons pour laquelle je suis parti du bureau de France 2. En 1990 quand il y avait des gens comme Rachid Arab ou Trillat qui était numéro deux de la rédaction, il y avait encore un soupçon de travail de fond. En 93, il y a eu jusqu'à 5 000 emplois supprimés dans le textile dans la région Nord-Pas-de-Calais, après les grands licenciements des années 78-80 dans la mine et la sidérurgie. Mais là on n'en parlait pas. Il fallait qu'il y ait plusieurs milliers de licenciements et des manifs avec de la casse pour qu'on puisse en parler. Le cas des Lainières de Roubaix est saisissant. C'est une des plus grosses entreprises de textile du Nord, qui a eu jusqu'à 7 000 salariés. En 90 elle comptait encore 1 700 salariés, et maintenant il n'y en a plus que 200. En fait, il n'y a quasiment jamais eu de reportage sur cette entreprise qui a été démantelée peu à peu. En terme d'actualités, du 13 h ou du 20 h, même au sein d'un magazine comme *Envoyé spécial*, Robert Benyamin nous disait « *On ne veut pas de social, parce que ça ne fait pas d'audimat* ». Donc il y avait systématiquement refus pour des sujets d'occupations d'usines, de lieux, de grèves etc. Ce qu'on ne refuse pas, ce sont les sujets caritatifs, tout ce qui est Restaurants du cœur, Emmaüs...

Cela pose la question de savoir ce qu'attendent les médias, et comment on répond à leur demande. Même dans l'extrême-gauche et en tout cas dans certaines associations, comme les coordinations en 95, d'infirmières ou de cheminots, il y avait quelque chose qui allait *au devant* des demandes médiatiques : des interventions un peu spectaculaires, des choses qui vont dans le sens de la télé en termes d'images... Je pense à Act up — et je ne critique pas seulement, j'analyse en même temps — qui a tendance effectivement à aller dans cette surenchère de la mise en forme. Dans le même temps, des mouvements plus traditionnels se retrouvent privés de toute médiatisation parce qu'ils ne rencontrent pas du tout la demande fondamentalement mercantile des médias. Il faut vendre, et pour vendre il faut une accroche. Pour cette accroche il faut du spectacle et je pense que certains ont su faire cette mise en spectacle de la lutte sans être persuadé que c'est si bien. Il faudrait y réfléchir. A moyen terme, je ne sais pas si cela pose les problèmes de fond. Je vois comment sur le terrain, des syndicats traditionnels essayent de se conformer à la demande médiatique, presque en s'excusant de prononcer des mots comme "lutte de classe". Même si des gens y pensent profondément, ce n'est pas dit. On a remplacé certains termes par d'autres mots, mais je ne sais pas si cela donne une meilleure lisibilité.

En 94, nous étions au bureau de France 2, et les pêcheurs de Bretagne arrivaient à Boulogne-sur-Mer, qui est le plus grand port de pêche en France. Nous attendions avec toute la presse nationale et locale, correspondants de TF1, France 2, l'AFP, etc.. on s'est retrouvés soixante-dix journalistes à attendre les pêcheurs, et surtout attendre qu'ils viennent casser.

(projection d'un extrait du Journal télévisé)

Vous venez donc de voir un extrait du 20h. L'action que vous avez vu a duré 10 minutes en temps réel mais ce qu'il faut considérer, c'est que tous les médias étaient là. Pour voir cet incident, il y avait des directs, des cars, toute la matinée on attendait ça. Moi-même, j'étais caméraman, à 200 mètres de l'action, en plan très serré, l'action n'a pas duré plus de 10 minutes. Après quoi, à midi, on file au camion régie pour monter. Entre-temps un journaliste s'était mis au travail pour préparer les images qui allaient permettre de raconter la venue des pêcheurs bretons dans la matinée. Et moi, j'arrive avec le « matos », « l'or en barre », l'action, la violence. On était censé utiliser ces images en fin de reportage. En fait, elles ont été montées sur une minute, en début de journal, pour dire — c'était Patrice Chain qui présentait à l'époque — que Boulogne était à feu et à sang. Tout cet argent dépensé, il fallait que cela débouche sur quelque chose, et c'est vrai qu'à la limite les pêcheurs nous ont rendu service, en tout cas les jeunes, en allant s'affronter aux CRS. C'est spectaculaire même si ce n'est pas grand chose et en même temps cela permet à la télévision d'être factuelle, c'est-à-dire de ne pas travailler en profondeur. A un moment, on oppose même les pêcheurs boulonnais et les pêcheurs bretons, alors qu'en réalité il n'y a pas opposition. On crée un scénario qui correspond à ce que les médias attendent, et cette dramatisation-là est tout un phénomène. Derrière, vous avez l'AFP, LCI, qui vont tartiner, France Info, tous les quarts d'heure "C'était Boulogne-sur-Mer à feu et à sang". Imaginez un rédacteur en chef, avenue Montaigne, à France 2 ou à Boulogne, à TF1, toute la journée branché sur l'AFP, l'oreille sur France Info, et l'œil sur LCI. Il voit cela et vous demande d'en ramener du terrain. Si vous ne le ramenez pas, vous n'êtes pas un bon journaliste. Et en fin de compte, même pour le journaliste qui a un tant soit peu de conscience, cela va tellement vite, la demande est tellement forte, qu'il est très difficile de résister.

**Intervenant dans la salle:** Quand Bilalian parle au nom d'une opinion publique, à quoi répond-il ? Des entreprises sont chargées d'établir *les attentes* d'une majorité de français et le font avec des techniques de sondage tout à fait suspectes. Il faut savoir que Naon et Benyamin, le vendredi matin à 9h, décryptent tous les thèmes d'Envoyé Spécial. Et tous les thèmes en-dessous de 20% d'audimat, ils ne les font plus.

Je ne vois pas pourquoi les médias parleraient correctement du mouvement social. Tout cela se fait sur un fond économique de libéralisme dans les médias, la plupart des télé étant actuellement aux mains de groupes financiers capitalistes Bouygues TF1, Générale des Eaux qui a pris la majorité d'Havas qui possède Canal +, etc. Il y a de vraies stratégies nationales et internationales dans la possession des médias par de gros groupes capitalistes financiers. L'information n'étant qu'une partie incluse dans une stratégie autour des nouvelles techniques de communication, notamment de la téléphonie, de la communication, des bouquets numériques... Là-dedans, l'information devient un produit mélangé à toute une stratégie, alors au bout, je ne

vois pas pourquoi les médias parleraient correctement d'un mouvement social.

**François Guillemin :** Vous avez dit que le mouvement social crée des formes de lutte spectaculaires pour passer à la télé. On s'aperçoit que ce sont plutôt les associations de luttes qui participent de ce phénomène que des syndicats. Est-ce que vous en avez une explication ?

**Pierre Contesenne :** L'explication de quoi ? La surmédiation tu veux dire ? Nous à *Droits Devants !*, nous avons une petite habitude de mise en scène et non pas de spectacle, parce que là encore, il y a quelques postulats qu'il faut peut-être discuter. A commencer par la vision binaire et diabolisante que les médias sont tous pourris et qu'il faut systématiquement leur rentrer dans la gueule... Je crois que ce n'est pas si simple ! Les journalistes ne sont pas tous pourris et il y en a au moins un ici qui ne dira pas le contraire... Il y a des contraintes objectives, qui sont celles de tous ceux et celles qui sont en situation d'influer sur l'opinion. Un journaliste a une reponsabilité, qu'il passe à la télé ou qu'il écrive. Il y a production de sens, largement diffusé, et de ce point de vue il est évident que les médias sont un enjeu politique et idéologique essentiel. Cela a toujours été, mais les moyens techniques actuels font que c'est un enjeu toujours plus important, qu'il faut considérer d'un point de vue politique comme un enjeu de lutte. On sait qu'on est utilisé par les médias, on sait aussi qu'on peut les utiliser. C'est un jeu dangereux qu'il faut savoir mesurer.

Cela dit, le problème des médias renvoie à une problématique de fond, de l'accélération du temps, en tout cas de l'information, que certains comme Virillio ou d'autres essayent de théoriser. Les journalistes sont des individus comme les autres, citoyens, citoyennes, ont leur propre imaginaire social, leurs propres fantasmes, doutes, certitudes, et à un moment donné il peuvent penser qu'il se passe quelque chose d'essentiel, d'historique. Au début, les actions du DAL étaient surmédiatisées, mais aujourd'hui on en parle beaucoup moins. C'est aux associations de gérer cela intelligemment. Des actions spectaculaires à un moment donné se banalisent : les occupations d'églises par les sans-papiers, d'Assedic pour les chômeurs... Dans le journal *La Croix*, il y a une interview des principaux responsables de journaux télévisés, de France 2 et France 3 qui s'autocritiquent en parlant de la surmédiation du mouvement des chômeurs, ce qui traduit bien cette espèce d'hypocrisie de ceux qui ont le pouvoir médiatique.

**François Guillemin :** Ma question n'était pas vraiment critique. Elle était de savoir pourquoi ce ne sont pas les syndicats qui font cela ?

**Pierre Contesenne :** À mon avis, c'est une dimension culturelle. Personnellement, je suis syndicaliste d'origine. J'ai investi le mouvement associatif depuis le début des années 90 avec le DAL, et c'est vrai que le syndicalisme est traditionnellement très marqué par la culture de l'entreprise. C'est la fameuse question de la *centralité du travail* qui

aujourd'hui traverse tout le mouvement social. Quand il y a trois millions de chômeurs, des centaines de milliers de gens dans la rue, qui n'ont pas de logis, il ne suffit pas de dire en bon syndicaliste de base : « *La solution, c'est du boulot pour tous* ». Il s'agit plutôt de savoir comment on fait pour prendre en compte et affronter cette réalité, ici et maintenant. Ce qui fait que des mouvements associatifs se sont constitués, et qu'une partie des syndicalistes ont conscience des limites de l'action syndicale, c'est le fait que celle-ci continue globalement de ne pas prendre en compte tous ceux qui sont relégués hors de la sphère du travail traditionnel. Mais ça commence à changer.

Et si actuellement les médias, le gouvernement et tous ceux qui pèsent sur l'opinion ringardisent les syndicats, faisant apparaître les associatifs comme plutôt sympathiques, je pense que cela ne va pas durer.

**Catherine Lévy :** Les syndicats ont aussi pratiqué des opérations coup de poing ou des actions spectaculaires qui n'ont jamais été reprises par les médias. Donc, il faut être aussi être plus mesuré dans ce type d'appréciation.

**Intervenant dans la salle :** Le désengagement politique, la désyndicalisation, les mouvements associatifs sont des thèmes qui en tant qu'individu me préoccupent. Ce que vous dites sur les syndicats, et leur représentation par les médias est important, mais pourquoi ce désengagement sur le fond ?

**Gilles Balbastre :** La médiatisation n'est sûrement pas le fond du débat. En parlant de médiatisation, on parlait aussi de l'idée que peuvent donner les médias d'une désyndicalisation, ou du fait de jouer d'un milieu associatif et de le mettre en avant face à un mouvement syndical. Est-il important de savoir si les syndicats doivent faire la même chose que des associations pour pouvoir passer à la télé ? La réalité c'est que le mouvement de décembre 95 a été porté par eux, que le mouvement des chômeurs est soutenu par la CGT, etc. Autre chose est la question de savoir comment des gens perçoivent la syndicalisation en France à travers les médias. Et c'est quelque chose dont l'importance est à relativiser. Le mouvement de 95, c'était pour l'essentiel le fait des syndicats. Quant à la CGT en particulier, elle continue à être majoritaire dans beaucoup d'entreprises, et continue de participer à des luttes bien réelles.

**Catherine Lévy :** On sait qu'après 95, tous syndicats confondus, il y avait plus de syndiqués qu'auparavant. On sait aussi que les non-syndiqués ont participé complètement au conflit de 95 et dans certains endroits très précis, comme chez les cheminots, des grèves ont été prises en main par les non-syndiqués. C'est un phénomène nouveau — il y a eu un apprentissage de la démocratie — qui est en train de changer la pratique syndicale traditionnelle. Dire maintenant comment cela va changer est extrêmement difficile.

**Intervenant dans la salle :** Petite anecdote sur la question des médias : au Quai de la Gare, où logeaient un grand

nombre de familles qui n'intéressaient pas les médias français, après quelques mois, quand la gale et des maladies se développaient, c'est l'intervention d'une télévision japonaise se servant de cette situation pour diffuser dans les avions de la Japan Airline un reportage sur les migrants en France, qui a permis le relogement, dès le lendemain, de 500 personnes. Par rapport à l'histoire du mouvement social et aux développements possibles, il est juste de dire que les organisations syndicales, depuis 1884, ont mené des opérations coup de poing. La différence avec le mouvement associatif est que leur action est fondamentalement liée à la problématique du travail et du maintien de l'emploi. Ce qui produit souvent une image corporatiste, et défendue comme telle par les organisations syndicales. Le mouvement des associations, à partir des années 90, s'orientait vers une autre problématique, par exemple le droit au logement. Il ne disait pas « le droit au logement pour les migrants », sachant néanmoins que c'était à 99% des migrants qui se battaient sur ce terrain. Mais il posait une question fondamentale : le droit au logement pour tous.

Les organisations syndicales étaient sur des bases très corporatistes, sur une vision restreinte de la société. Catherine Lévy a rappelé qu'elles avaient du mal à projeter sur les questions d'avenir. A l'inverse, le mouvement associatif posait un problème sociétal et projetait sur l'avenir, le tout étant de savoir s'il pouvait ou s'il peut y avoir des passerelles. Je crois que le mouvement de 95 a été un moment de convergence, parce que c'était une réalité toute bête : il n'y avait plus une famille sans un chômeur, des galères pour payer les factures, le loyer, des expulsions... La convergence s'est faite naturellement.

On peut en revanche exprimer quelques inquiétudes sur la pérennité de cette convergence. En voyant par exemple les pratiques de la CGT : avoir conduit le mouvement des chômeurs d'une manière restrictive sur la question revendicative d'un revenu et d'un emploi, n'était pas représentatif du mouvement social, et des années de construction du mouvement social, pour aller vers un mouvement large sur les droits fondamentaux, économiques, sociaux, culturels, de la citoyenneté. On ne casse pas ce mouvement pour un enjeu revendicatif. Il faut être extrêmement vigilant. Il est bon que les organisations syndicales fassent des convergences avec le mouvement social associatif, mais encore faut-il qu'elles n'aient pas des envies hégémoniques.

**Jean-Louis Frizuli :** Les mouvements sociaux, le plus souvent, et y compris ceux de novembre-décembre 95, ne sont pas l'émanation des organisations syndicales. Ils sont l'émanation de luttes spontanées à la base, qui se sont organisées et qui sont ensuite reprises par les organisations syndicales. C'est le cas notamment des cheminots. La CGT avait proposé une journée d'action et ce sont les comités de base cheminots qui ont rejeté la proposition et sont partis sur une grève illimitée. De la même façon, quelques années auparavant, les cheminots avaient mis en place leur propre coordination et de la même façon les infirmières avaient lancé leur propre initiative. Le problème qui se pose aujourd'hui est qu'au fil des années, les syndicats ont perdu

leur crédit. Ils ne sont plus ou peu en capacité de lancer des initiatives et des mouvements importants. La problématique du militant syndical d'aujourd'hui est d'arriver à recréer un syndicalisme porteur d'initiatives, parce que l'on sait aussi que la lutte spontanée a ses limites. Au niveau du syndicat SUD, les objectifs qu'on s'est fixé sont de partir de ce que l'on voyait, donc de cette volonté des gens de vouloir prendre en charge eux même leur avenir, leur lutte... et d'essayer de le faire coïncider avec le syndicalisme. Ce n'est pas facile du tout. Parce qu'on doit surmonter tous les murs qui se présentent, tout ce qui a été mis en place dans la société. Pour les syndicats c'est la même chose, cela nous a demandé de changer un certain nombre de choses au niveau de la façon dont on se présente aux médias. Il ne suffit pas de faire des opérations coups de poing à une vingtaine de personnes en vue de passer à la télé. Cela ne représente pas vraiment un mouvement social. Il y a aussi d'autres interventions à faire auprès des médias, comme celle de donner une image correcte du syndicalisme honnête et sincère, vis-à-vis des salariés, des chômeurs. Il faut avoir la même démarche, il faut informer, il faut leur donner le pouvoir, leur expliquer, et leur donner la possibilité de prendre ce pouvoir. C'est la très grosse difficulté, car dans la société aujourd'hui, cela n'avance pas dans ce sens-là.

J'ai une anecdote, où l'on voit la différence entre un syndicat comme la CGT et un syndicat comme SUD : A La Poste, il nous est arrivé à plusieurs reprises d'organiser des débats contradictoires sur des sujets à propos desquels les syndiqués ou les militants ne trouvaient pas de position unie. On a sorti un tract où on appelait tout le monde, y compris les non-syndiqués, à donner leur point de vue. On a été critiqués sur le mode : « voyez, ce syndicat n'est pas sérieux, ils n'ont pas de point de vue, ils ne sont pas clairs ». Or on ne faisait que casser cette image du syndicat qui a toujours raison. Ce qui n'efface pas le problème de la baisse du nombre de militants, qui sont pour l'essentiels des gens issus du militantisme des années soixante-dix.

**Gilles Balbastre :** En tant que journalistes, nous avons tenté plusieurs fois de faire des reportages dans ces entreprises, pour voir comment cela se passe. Et ce qu'on a vu, ce sont moins les syndicats qui ne s'adaptent pas, que les patrons qui ne laissent pas passer ! Il y a une violence répressive en ce moment en France, et une dégradation des conditions de travail dans les petites entreprises. Sortir voter à 11 h pour les Prud'hommes, c'est déjà la marque d'un syndicalisme pour nombre de petits patrons. Les journalistes qui ne font pas dans la finesse voient par exemple dans les chiffres de ces élections la manifestation d'un désintérêt, d'une désyndicalisation alors que dans la réalité c'est surtout une grande trouille de perdre son travail. Dans les petites entreprises quand on essaye de faire des reportages, les gens ont souvent peur de parler.

**Catherine Lévy :** 1968 a été la possibilité légale d'avoir une section syndicale d'entreprise (voyez le film *Reprise*). En 68, les conditions de travail étaient épouvantables. Il y avait de grosses boîtes où il n'y avait pas de syndicat. Il y

avait par exemple toute la ferblanterie : des usines de trente ou quarante ouvrières avec un contremaître, dans la banlieue nord de Paris, à Gennevilliers. Elles fabriquaient des boîtes de conserve. Ces femmes travaillaient sur des presses, et n'avaient aucune protection sociale. Nombre d'entre elles étaient amputées d'une manière ou d'une autre (des doigts en moins), et elles ne connaissaient pas les syndicats. Elles ont découvert avec les grèves de 68 les conventions collectives, et ont adhéré à celle de la métallurgie... Ce n'est pas si vieux. Trente ans, une génération.

Jusque dans les années 70 il y a eu des grèves, des conflits terribles dans des grosses boîtes, dans la chimie, où les conventions collective n'étaient pas respectées par exemple. Et pourtant il y avait des conventions et des organisations syndicales. Il ne faut pas oublier non plus qu'en France, le taux de syndicalisation a toujours été assez faible par rapport à l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne... En Angleterre et dans certaines boîtes aux États-Unis, il y avait une clause qui empêchait d'entrer dans l'entreprise si on n'était pas adhérent du syndicat. En France, ce n'était vrai que pour l'imprimerie et les dockers, par conséquent syndiqués à 100%. En Belgique, les syndicats gèrent beaucoup de choses, dont les retraites. Les histoires sont différentes, il n'y a pas à rêver d'un paradis perdu que seraient les années soixante-dix. Les conditions de travail, les inégalités, le traitement des immigrés, les rapports entre les hommes et les femmes n'étaient pas vraiment exemplaires.

**Intervenante dans la salle :** Je ne suis pas syndiqué mais ai participé en tant que gréviste au mouvement de 95. Je voulais savoir si à votre avis, sans les syndicats, ce mouvement aurait eu cette ampleur.

Je voulais aussi confirmer le fait que grâce à un progressif apprentissage de la démocratie, beaucoup de gens se sont impliqués dans ce mouvement sans être syndiqués. À l'endroit où je travaille il n'y avait que deux syndiqués sur un groupe important. Des gens représentant la CGT entre autres, étaient toujours présents, et j'ai assisté à une véritable séparation. On faisait les choses ensemble mais côte à côte seulement. On tenait compte des mots d'ordre, on se retrouvait, on se rassemblait, mais il n'y avait pas de véritable collaboration ni d'échanges d'idées. Et là, j'inviterais les syndicats à revoir leur manière de faire parce que malgré tout, je les sens indispensables, peut-être pas comme syndicats, mais une fois le mouvement fini, même si nul n'espère qu'un tel mouvement soit fini, qu'est-ce qu'on fait quand on n'est pas syndiqué ? On est paumé, laché dans la nature, on ne sait plus quoi faire de sa propre envie de participer.

**Jean-Louis Frizuli :** Je pense que si les organisations syndicales avaient fait ce qu'elles auraient dû en novembre-décembre 95, nous aurions été beaucoup plus loin que là où nous avons terminé. Il y a des critiques qui ont été portées pendant ce mouvement, par exemple l'entrée tardive de la FSU dans le mouvement, ou l'appel inexistant à une grève générale dans le privé qui a eu un impact sur la motivation des grévistes du public qui eux faisaient beaucoup. Un autre exemple : la division syndicale. Par exemple, la C.F.D.T. a

eu des positions loin d'être correctes pendant ce mouvement, et a contribué chaque jour à démotiver, à créer la confusion.

Il faut voir aussi qu'on est passé d'un patronnat assez dur, le taylorisme en gros, à un nouveau type de management et un nouveau type de culture d'entreprise, qui a mis le syndicalisme en face d'une situation nouvelle. Et face à cela, la langue de bois a été payée très cher en terme de désyndicalisation. Les nouveaux syndicats et peut-être aussi les syndicats classiques, réfléchissent sur ces questions, à l'image de novembre-décembre, où les analyses et revendications ne portaient pas seulement sur des primes ou des réformes économiques, mais aussi sur les questions de fond du service public. Ne plus vouloir ce monde foncièrement commercial où chacun doit éliminer l'autre pour s'en sortir, mettre l'accent sur un service public au service d'une collectivité. Ces idées et ces valeurs sont aujourd'hui de plus en plus reprises par les syndicats et vont peut-être permettre, si on arrive à refaire la même chose dans le privé, de redonner une vie au syndicalisme. Le fait d'intervenir en parlant des syndicats à la troisième personne du singulier ou du pluriel est un autre problème. Les gens restent en dehors des syndicats, n'y rentrent pas pour changer les choses. Or je crois que c'est à tout le monde de prendre en charge cette lutte.

**Intervenant sans la salle :** A propos du film *Reprise*, en 1968, ce sont les syndicats qui ont représenté pour moi les grands entremetteurs de cette reprise. Donc, c'était une grande déception qui n'était pas seulement la mienne, mais celle de milliers de gens.

Par contre, maintenant, quand je vois la Française des jeux faire sa publicité avec Marx, Mao-tsé-Toung, « *camarades la victoire est au bout du grattage* »... je suis vraiment navré de voir si peu d'indignation alors que ce sont les plus démunis qui vont effectivement aller gratter, en se disant qu'il n'y a plus de lutte, sinon sur un plan strictement individuel.

**Gilles Balbastre :** L'engagement syndical est certainement une des premières démarches que l'on doit faire. Cela fait treize ans que je suis journaliste et à peine deux ans que je me suis syndiqué. Pendant onze ans j'étais à côté, pourtant très impliqué politiquement. Je suis au SNJ-CGT. Je pense qu'il y a des choses qui bougent.

**Intervenant dans la salle :** Je suis syndiqué et militant politique. Je pense aussi qu'il y a un renouveau du syndicalisme. Peut-être que le discours est moins idéologisant. Il y a des actions souterraines, et je pense que cela va émerger brutalement. Le combat doit être effectivement mené surtout dans le privé. Les syndicats y sont relativement absents notamment dans les boîtes de moins de 50 personnes. Il est plus facile de se syndiquer et de se battre dans le secteur public, on en a les moyens, la logistique. Amener dans le privé une culture d'organisation, et mettre en place un

appareil de formation, une transmission de la mémoire syndicale, ça n'existe pas encore vraiment dans ce pays.

Par ailleurs, je crois qu'on ne pourra pas faire l'impasse de l'histoire syndicale en France et que c'est seulement à partir de ces éléments historiques qu'on pourra réinventer des pratiques syndicales.

**Intervenante dans la salle:** Au cours de ces journées *Citoyen Spectateur*, nous avons parlé d'une probable crise de la démocratie à travers une crise de la représentativité. Je me pose la question de savoir si au niveau syndical, il n'y aurait pas aussi cette crise, qui fait que des gens hésitent toujours à y entrer. Je ne suis pas une citoyenne endormie, à l'écart de tout, j'essaye au maximum de participer à la vie de mon pays mais ne suis pas syndiquée. Cela me manque parfois de ne pas être rattachée à un groupe, mais j'ai toujours eu l'impression que les syndicats étaient inféodés, soit à un parti politique, soit au patronat, et que les gens qui représentaient ces syndicats dans les contacts avec le gouvernement, ne me représentaient pas.

**de l'autre côté**, mars 1999